

Présentation du Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec

(Janvier 2003)

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Le contexte et la démarche de réalisation de l'étude reposent sur les éléments suivants.

- Nouvelles dispositions légales qui font que la Commission de la capitale nationale du Québec formulera des avis au gouvernement relativement à la planification de l'aménagement du territoire réalisée par les entités municipales de la communauté métropolitaine de Québec.
- Données émanant du Profil socioéconomique « La capitale en chiffres » réalisé par la Commission, lesquelles indiquaient depuis quelques années des soldes migratoires en baisse et même négatifs pour le groupe d'âge des 24-45 ans.
- Décision du ministère des Affaires municipale et de la Métropole de se joindre à la Commission pour confier à l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) l'étude de la situation démographique de la communauté métropolitaine de Québec (CMQ).
- Mandat donné à l'ISQ de réaliser l'étude démographique et, à l'initiative de la Commission, analyse de l'étude réalisée par trois experts de disciplines différentes.
- Édition de l'étude de l'ISQ et des analyses d'experts en un seul document intitulé *Le choc démographique, la population de la communauté métropolitaine de Québec à l'aube du XXI^e siècle*.

SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

L'ensemble de la CMQ

- Dans les pays industrialisés, la croissance de la population tend à diminuer et le vieillissement à s'accroître. Le Québec, pour sa part, suit cette tendance mais le phénomène est plus marqué dans la région métropolitaine de recensement de Québec, RMRQ (entité géographique qui correspond sensiblement au territoire de la communauté métropolitaine de Québec, CMQ) que dans celle de Montréal et que dans l'ensemble des agglomérations comparables du Canada. En fait, la croissance démographique de la RMRQ, après avoir été dynamique au cours des dernières décennies, s'aligne maintenant sur la moyenne québécoise mais avec un rythme de décroissance plus accentué.
- La situation s'explique notamment parce que les taux de natalité, l'immigration internationale et les soldes migratoires interprovinciaux sont relativement bas dans la RMR de Québec et par le fait même dans la CMQ.
- À l'intérieur du Québec, le solde des migrations interrégionales est dans l'ensemble positif pour la CMQ entre 1991 et 2001, surtout pour le groupe des 15-24 ans. Les jeunes adultes repartent cependant en grand nombre car le solde du groupe des 25 à 44 ans est négatif. En fait, l'agglomération de Québec attire un bon nombre de jeunes qui viennent des régions périphériques, notamment de la partie Est du Québec, pour étudier dans les institutions d'enseignement supérieur. Cet apport pourrait cependant diminuer dans la

mesure où la population des régions périphériques décroît rapidement. La capacité d'attraction et de rétention de Québec est plus faible que celle de Montréal qui accueille une large part des jeunes adultes qui quittent la CMQ. L'Ontario et les provinces de l'ouest du Canada exercent aussi sur eux une forte attraction.

- La CMQ présente des traits d'une population relativement âgée. L'âge médian dans la CMQ se situe à 39,6 ans alors que dans les grandes agglomérations canadiennes à l'étude, il s'échelonne de 35,4 à 37,9 ans.

Les composantes de la CMQ et les arrondissements des villes de Québec et de Lévis

- À l'intérieur de la CMQ, les composantes les plus marquées par la chute de la croissance et par le vieillissement sont les MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré. L'âge médian est de 43,1 ans dans la première et de près de 42 ans dans la seconde. La ville de Lévis et la MRC de La Jacques-Cartier présentent respectivement les âges médians les plus bas soit 37,4 et 35,2 ans. Dans la ville de Québec, l'âge médian se situe à un peu plus de 40 ans; il est supérieur à l'âge médian qui est observé à l'échelle de la CMQ, soit 39,6 ans. Les arrondissements correspondant aux vieux noyaux urbains sont aussi ceux dont l'âge moyen est plus élevé. On observe cependant un léger regain de population et un rajeunissement dans l'arrondissement de La Cité. Un mouvement de population de l'ouest vers le centre est également perceptible.

Prévisions pour la CMQ

- La population de la CMQ continuera de croître de plus en plus lentement jusqu'en 2021 et pourrait même commencer à décroître avant si les soldes migratoires et l'immigration ne venaient pas compenser le faible taux d'accroissement naturel. À l'égard du remplacement de la main-d'œuvre, déjà en 2011 il n'y aurait pas assez de personnes de 15-24 ans pour remplacer celles de 55-64 ans si ces dernières décidaient de prendre leur retraite.
- Le nombre de ménages continuera d'augmenter notamment parce que le groupe des 45 ans et plus, qui inclut la génération du *baby-boom*, a une grande importance numérique et a la plus forte propension à être soutien de ménage. Cette augmentation du nombre de ménages s'atténuera aussi graduellement d'ici 2021.

Présentation du Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec

(Janvier 2003)

PRINCIPAUX COMMENTAIRES D'EXPERTS

Paul Villeneuve, spécialiste de l'aménagement du territoire

- La féminisation de la main-d'œuvre, la hausse de la scolarité, les habitudes de vie des couples et des familles dont les deux parents travaillent et leur choix de localisation sur le territoire auront une influence sur la forme urbaine et sur la demande de biens et de services.
- Où s'établiront les nouveaux ménages? Dans les zones de banlieue, « le domaine des autoroutes », ou dans les centres urbains, « le domaine du métrobus »? Quelles seront les conséquences sur l'aménagement et le transport?
- Le phénomène de l'attraction des grandes métropoles, « l'hypermétropolisation », associé notamment à la mobilité des jeunes adultes, semble s'accroître.
- Vivre en période de croissance lente peut permettre de mettre l'accent sur la qualité de vie et le développement durable, de retisser le tissu urbain. Sur ce plan, Québec a des atouts. Elle offre notamment une très grande qualité de vie. Elle demeure une ville idéale pour élever les enfants malgré son faible taux de natalité.

Simon Langlois, sociologue

- Le dynamisme démographique de la CMQ a connu un ralentissement au cours des 15 dernières années. La situation actuelle est comparable à celle du Québec, bien que le taux de natalité soit plus bas et que le faible apport d'immigrants et de migrants soit inquiétant.
- La population n'est pas consciente de l'impact qu'auront le vieillissement et la chute de croissance de la population.
- Le poids du centre de la pyramide, les 35-50 ans, fera que le vieillissement s'accroîtra dans les prochaines années.
- Québec est appelée à relever le défi qu'a relevé Montréal qui, depuis quelques années, a connu une forte croissance économique accompagnée d'une force accrue d'attraction des jeunes adultes dont, en particulier, ceux de Québec.
- Québec attire les jeunes des régions avoisinantes, mais ces jeunes repartent en grand nombre après la période des études.
- La population des personnes retraitées est en croissance plus rapide dans la CMQ qu'ailleurs au Québec.
- Le pouvoir économique des personnes âgées et le nombre de ménages d'une ou de deux personnes qui ira en s'accroissant influenceront les habitudes de consommation.

- La faiblesse de l'immigration internationale à Québec est l'une des grandes questions qui devra occuper le devant de la scène dans les prochaines années.

Pierre Mainguy, économiste

- Au cours des dernières décennies, la « performance démographique » a accompagné les périodes de croissance économique tant à Québec qu'à Montréal. Cependant, Montréal s'est démarquée davantage durant les dernières années.
- La présence de nombreuses institutions d'enseignement sur le territoire de la CMQ constitue une des activités économiques de base et contribue à expliquer l'importance des soldes migratoires positifs des 15-24 ans.
- L'agglomération de Québec possède déjà une base solide avec l'industrie gouvernementale et le tourisme et est en train de prendre le virage de la diversification économique. Cette situation aura pour effet d'accentuer son pouvoir d'attraction et de rétention, notamment auprès des jeunes adultes et des immigrants.
- La vitalité actuelle du marché du travail dans la CMQ est de bon augure pour le redressement démographique attendu.

LE CHOC DÉMOGRAPHIQUE

La population de la
Communauté métropolitaine de Québec
à l'aube du XXI^e siècle



LE CHOC DÉMOGRAPHIQUE

La population de la
Communauté métropolitaine de Québec
à l'aube du XXI^e siècle



Coordonnateur de la production

Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec

Chargée de l'édition

Lucille Lord
Commission de la capitale nationale du Québec

Comité de suivi

Commission de la capitale nationale du Québec
Pierre Boucher
Hervé Bélanger
Philippe Plante

Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Carole Jutras
Louise Guimont
Monique Desrochers

Institut de la statistique du Québec
Normand Thibault

Commentateurs de l'étude de l'Institut de la statistique du Québec

Simon Langlois
Pierre Mainguy
Paul Villeneuve

Graphisme et infographie

Deschamps Design

Imprimerie

Imprimerie Lithochic

Photographies

Page couverture : Ville de Québec
Page 132 : Pierre Gignac. © Le Québec en images, CCDMD.
Page 134 : Paul Grant. © Le Québec en images, CCDMD.
Page 157 : Jean-Claude Dufresne. © Le Québec en images, CCDMD.

ISBN – 2-550-40272-3

Dépôt légal – 2003

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

MOTS DES MINISTRES



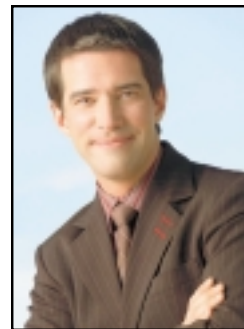
Tout État a besoin d'avoir une connaissance éclairée de la situation démographique actuelle et prévisible d'une nation de manière à offrir des services adaptés aux besoins actuels et futurs de la population. Il en est ainsi pour l'ensemble des régions et des communautés métropolitaines du Québec, et à plus forte raison pour sa capitale nationale qui abrite le siège des institutions de l'État.

C'est dans cette optique que je suis heureux de rendre publique cette étude réalisée conjointement par la Commission de la capitale nationale du Québec et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, en collaboration avec l'Institut de la statistique du Québec.

Je formule le vœu que la présente étude fasse l'objet du débat le plus large et le plus fécond possible, et ce dans le meilleur intérêt de nos concitoyennes et de nos concitoyens.

Le ministre délégué responsable
de la région de la Capitale-Nationale,

Rosaire Bertrand



L'émergence des nouvelles villes issues de la réorganisation municipale mise en place récemment par le gouvernement du Québec donne lieu à une réflexion approfondie et nécessaire sur l'aménagement du territoire.

Le concept de développement durable auquel je suis très attaché découle des besoins en aménagement du territoire, tant sur le plan de l'urbanisation que de la protection des milieux naturels. Ce concept s'envisage également en fonction de la réhabilitation et de la pérennité des infrastructures municipales.

Pour qu'un développement soit vraiment durable, il doit tenir compte des besoins présents sans toutefois compromettre la capacité de répondre aux besoins futurs. D'où l'importance de doter les administrations municipales d'outils plus performants afin de soutenir le développement de leur territoire.

Le cadre gouvernemental d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec, actuellement en cours d'élaboration, constitue l'un de ces outils. La présente étude en est un autre. En dressant un portrait démographique exhaustif, cette étude circonscrit les défis auxquels la région est confrontée. Et le défi principal, on le verra, s'avère essentiellement d'ordre démographique.

Je souhaite vivement que cette étude puisse faciliter la prise de décision quant aux choix d'investissements publics à prévoir pour répondre aux besoins des citoyennes et des citoyens de la Communauté métropolitaine de Québec.

Le ministre d'État aux Affaires municipales
et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau,

André Boisclair

La situation démographique actuelle et à venir du Québec, marquée par le vieillissement de la population, le ralentissement de sa croissance et la force d'attraction des grandes métropoles, préoccupe les élus, les administrateurs publics et la population en général. Après avoir connu pendant de nombreuses décennies des taux de fécondité parmi les plus élevés en Occident, le Québec enregistre aujourd'hui un taux parmi les plus faibles.

La préoccupation est justifiée car la démographie, base de toute politique, se répercute sur tous les secteurs d'activités, notamment sur la formation et la gestion de la main-d'œuvre et sur l'organisation des services publics. La hausse des coûts de la santé, attribuable en grande partie au vieillissement de la population, en est l'exemple le plus éloquent.

Cette nouvelle donne démographique n'est pas sans affecter la Communauté métropolitaine de Québec. Ici comme ailleurs, le ralentissement démographique et le vieillissement de la population auront un impact majeur sur l'aménagement du territoire. À coup sûr, les schémas d'aménagement et les plans d'urbanisme devront en tenir compte. C'est pourquoi la Commission de la capitale nationale du Québec et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole ont confié à l'Institut de la statistique du Québec le mandat de brosser un portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec et de dégager des perspectives pour les deux prochaines décennies. L'étude qui en résulte s'impose comme toile de fond des orientations d'aménagement et de développement que le gouvernement a fait connaître à la Communauté métropolitaine pour que celle-ci amorce la préparation du schéma d'aménagement et de développement qui doit être adopté d'ici 2006. Elle permettra d'éclairer les choix qu'exigent les investissements publics, de manière à répondre aux besoins actuels et futurs de la population, notamment aux chapitres de l'aménagement du territoire, du transport en commun et de l'habitation.

La première partie de l'étude décrit les caractéristiques sociodémographiques de la Communauté métropolitaine de Québec et de ses cinq composantes, soit les villes de Québec et de Lévis ainsi que les municipalités régionales de comté de La Jacques-Cartier, de La Côte-de-Beaupré et de L'Île-d'Orléans. Elle esquisse aussi – ce qui constitue une information inédite – le profil sociodémographique des huit arrondissements de la ville de Québec et des trois arrondissements de la ville de Lévis. Elle se termine par une présentation des tendances sur l'horizon de 2021.

Dans la deuxième partie, les résultats de cette étude sont commentés et interprétés par trois experts : Paul Villeneuve, spécialiste en géographie sociale et en aménagement, établit des liens entre l'évolution démographique et l'aménagement du territoire, Simon Langlois, sociologue, en analyse l'impact sociodémographique, alors que Pierre Mainguy, économiste, en mesure l'impact économique.

Cette publication est de nature à alimenter la réflexion et à susciter un débat sur les moyens à prendre pour relever le défi démographique qui se profile. Un débat souhaitable dont tous les acteurs de l'aménagement et du développement devraient sortir mieux éclairés.

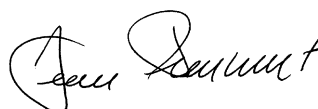
La Commission de la capitale nationale du Québec et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole sont fiers d'avoir rendu cette publication possible, avec le concours de l'Institut de la statistique du Québec.

Le président et directeur général de la
Commission de la capitale nationale du Québec,

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Pierre Boucher'.

Pierre Boucher

Le sous-ministre
des Affaires municipales
et de la Métropole,

A stylized, handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Pronovost'.

Jean Pronovost

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

Faits saillants	11
Étude de l'Institut de la statistique du Québec–Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec	17
Géographie de l'agglomération de Québec	19
Communauté métropolitaine de Québec	23
Population	23
Population totale	23
Population par groupe d'âge et par sexe	24
Composantes démographiques	28
Profil socioéconomique	29
Ménages	29
Scolarité	30
Population active	31
Revenu	35
Logement	36
Migration	37
Entrées interrégionales dans la RMR de Québec	37
Entrées interprovinciales dans la RMR de Québec	38
Sorties interrégionales de la RMR de Québec	39
Sorties interprovinciales de la RMR de Québec	40
Solde migratoire interrégional de la RMR de Québec	41
Solde migratoire interprovincial de la RMR de Québec	43
Immigration	44
Tendances démographiques projetées	45
Univers de la population	45
Population et ménages totaux	46
Structure par âge	47
Événements démographiques	49
Conclusion	50
Composantes de la Communauté métropolitaine de Québec	51
Population	51
Population totale	51
Population par groupe d'âge et par sexe	52
Composantes démographiques	56
Profil socioéconomique	58
Ménages	58
Scolarité	59
Population active	61
Revenu	64
Logement	67

Migration	68
Migrations internes et externes	68
Immigration	69
Tendances démographiques projetées	70
Univers de la population	70
Population et ménages totaux	71
Structure par âge	74
Événements démographiques	77
Conclusion	80
Arrondissements de Québec et de Lévis	81
Population	81
Population totale	81
Population par groupe d'âge et par sexe	82
Ménages	87
Scolarité	90
Population active	92
Revenu	96
Logement	97
Migration interne et externe	99
Annexes	105
Annexe 1 – Définitions	105
Annexe 2 – Notes méthodologiques	107
Sources des données	107
Comparabilité des données d'un recensement à l'autre	107
Inclusion des résidents non permanents	107
Logements privés	107
Réserves et établissements indiens	107
Arrondissement aléatoire des données	108
Projections spéciales de la population et des ménages	108
Sources des données	109
Population de départ	109
Calcul des projections de population	109
Hypothèses de projection de la population	110
Hypothèses de projection des ménages	111
Conclusion	112
Annexe 3 – Résultats des projections	113
Liste des tableaux	117
Liste des figures	121

DEUXIÈME PARTIE

COMMENTAIRES D'EXPERTS

- <i>Paul Villeneuve</i> , spécialiste en aménagement du territoire Université Laval La maturation d'une région métropolitaine: démographie et aménagement du territoire à Québec	125
- <i>Simon Langlois</i> , sociologue Université Laval La région de Québec, un tissu social en profonde mutation	139
- <i>Pierre Mainguy</i> , économiste Cégep François-Xavier-Garneau Les liens entre l'économie et la démographie: le cas de la Communauté métropolitaine de Québec	149
Carte	163

PREMIÈRE PARTIE

PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC



Faits saillants du *Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec*

■ La Communauté métropolitaine de Québec dans son ensemble

La population de la CMQ et sa répartition

La population de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) compte 684 207 personnes selon le recensement de 2001, ce qui représente 9,5 % de la population du Québec. Son territoire correspond à peu près à celui de la région métropolitaine de recensement de Québec (RMR), la plus peuplée au Québec après la RMR de Montréal et la 7^e au Canada. À l'intérieur de la CMQ, la ville de Québec regroupe 507 986 personnes (74,2 %), la ville de Lévis, 121 999 (17,8 %) et les MRC de L'Île-d'Orléans, de La Côte-de-Beaupré et de La Jacques-Cartier 54 222 (7,9 %). En 1971, la population de la CMQ était de 515 871 habitants et représentait 8,6 % de la population québécoise.

Croissance de la population

De 1996 à 2001, la croissance de la population dans la CMQ, est plus faible (1,2 %) que celle de l'ensemble du Québec (1,4 %) de même que celle des RMR de Montréal (3,0 %) et des autres RMR canadiennes¹ (les taux de croissance d'Ottawa-Gatineau, d'Halifax, de Vancouver, d'Edmonton et de Toronto varient de 5 % à 10 %; Winnipeg affiche quant à elle un taux de 0,6 %).

Tranches d'âge, âge médian et vieillesse

Les données sur le nombre des 0-14 ans et des 65 ans et plus montrent que la population de la RMR de Québec est plus âgée que celle des autres RMR; ce qui est confirmé par l'âge médian de la RMR de Québec (39,6) qui est plus élevé que celui de Montréal (37,9) et des autres RMR canadiennes où il varie de 36,0 à 38,0 ans. De 1996 à 2001, l'évolution du nombre de personnes de 0-14 ans (- 6,5 %) et l'augmentation des 65 ans et plus (14,2 %) indiquent un vieillissement de la population de la RMR de Québec plus accentué que dans l'ensemble des RMR canadiennes.

Depuis 1996, les 25-44 ans (groupe dans lequel on retrouve les jeunes travailleurs et les jeunes couples les plus susceptibles de fonder une famille) ont diminué davantage dans la RMR de Québec (- 8,7 %) que dans les autres RMR canadiennes. Dans la RMR de Toronto, ce groupe a connu un accroissement de 5,3 % durant la même période. Vancouver, Edmonton et, dans une moindre mesure, Halifax affichent également une augmentation de leur effectif.

La RMR de Québec a connu de 1991 à 2001 la plus forte baisse de son taux d'accroissement naturel (solde entre les naissances et les décès) (- 66,7 %) parmi les RMR canadiennes. La baisse pour l'ensemble du Québec a été moindre (- 62,8 %).

¹ Les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada retenues pour cette étude sont, en plus de celles de Québec et de Montréal, celles d'Ottawa-Gatineau, d'Halifax, de Vancouver, d'Edmonton, de Toronto et de Winnipeg.

Solde migratoire à l'intérieur du Québec

De 1991 à 2001, le solde interrégional entre les entrants dans le territoire de la RMR de Québec et les sortants atteint 10 007 personnes. Ce solde net est positif pour la majorité des groupes d'âge, sauf pour les 25 à 44 ans (- 1 409). Durant cette période, la RMR de Québec a perdu considérablement de résidents au profit de la région de Montréal (+ 11 162). Par ailleurs, de 1996 à 2001, les départs se sont accentués pour plusieurs groupes d'âge, notamment les 25 à 44 ans (- 1 707). Toutefois, il y a eu plus d'entrants âgés de 15 à 24 ans (+ 2 326), soit à l'âge des études au cégep et à l'université, et des 65 ans et plus (+ 467).

Solde migratoire avec les autres provinces

Entre 1991 et 1996, pour toutes les tranches d'âge, il y a eu plus de personnes qui ont quitté la RMR de Québec pour aller s'installer dans une autre province ou un territoire canadien que l'inverse. Les 25 à 44 ans, et les 15 à 24 ans sont les deux groupes pour lesquels les pertes nettes sont les plus élevées (- 420 et - 400 respectivement).

L'immigration

En 1996, 3,2 % de la population de la RMR de Québec sont des immigrants (17 370) ce qui correspond à une augmentation de 1,0 point de pourcentage par rapport à 1991 (2,2 %, 14 030). Parmi les principales RMR canadiennes, la RMR de Québec est l'une de celles qui accueille le moins d'immigrants sur son territoire. Notons que la RMR de Winnipeg, dont la population est comparable à celle de la RMR de Québec, présente une proportion d'immigrants près de sept fois plus élevée que cette dernière, alors qu'Halifax avec la moitié moins d'habitants affiche une proportion trois fois plus élevée. La proportion d'immigrants dans la population de la RMR de Québec est également beaucoup plus faible que dans celle de la RMR de Montréal (17,8 %) et de l'ensemble du Québec (9,4 %).

Dans la RMR de Québec, en 1996, les trois groupes d'immigrants les plus importants, en nombre, sont originaires de France (3 130), des États-Unis (1 390) et d'Allemagne (845). Les immigrants français occupent la plus grande part de la population immigrante (18,0 %), et les deux autres groupes suivent avec des proportions respectives de 8,0 % et de 4,9 %.

Tendances démographiques projetées

La population de la CMQ va continuer de s'accroître au cours des 25 années couvertes par les projections mais à un rythme de plus en plus lent. Le vieillissement démographique sera prononcé. L'importance numérique de l'effectif central de la pyramide d'âge, notamment le groupe de 35 à 55 ans fera en sorte que le vieillissement sera plus drastique dans les prochaines décennies. En 2021, il y aura presque deux fois plus d'aînés que de jeunes. D'autre part, le surplus de décès sur les naissances, annoncé par l'augmentation de l'effectif des personnes âgées, et aussi par la faible fécondité, entraînera le ralentissement de l'accroissement démographique. L'accroissement naturel, pour sa part, deviendra négatif entre 2011 et 2016. Sans un solde migratoire positif, qui n'est pas assuré puisque l'apport des autres régions du Québec pourrait diminuer, la population de la CMQ pourrait commencer à décroître avant 2021.

Ménages

Le vieillissement de la population insufflera une poussée de croissance aux ménages privés puisque les personnes au seuil du troisième âge ont une propension élevée à être soutien d'un ménage. En 1996, la CMQ regroupe 277 940 ménages privés, soit 22 720 de plus qu'en 1991. Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre de ménages de seulement une ou deux personnes qui a connu une croissance de 20,2 %.

Scolarité

Le niveau de scolarité des personnes de 15 ans et plus de la CMQ a augmenté de 1991 à 1996 et est relativement plus élevé que la moyenne québécoise. Ainsi, le pourcentage des 15 ans et plus de la CMQ qui ont fait des études universitaires est passé de 21,9 % en 1991 à 24,2 % en 1996, alors que dans l'ensemble du Québec, cette proportion est passée de 18,1 % à 20,2 %. Pour sa part, la RMR de Montréal affichait 25,4 % pour ces derniers en 1996.

Population active

Les indicateurs du marché du travail issus de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada montrent que le marché du travail s'est amélioré, surtout depuis 1997, dans la CMQ. Ainsi, le taux d'emploi qui est une des mesures les plus fiables de l'activité économique est passé de 55,4 % en 1997 à 59,7 % en 2001. La CMQ a rattrapé le taux de Montréal, qui est passé de 57,0 % à 60,4 % durant la même période. Les autres grandes RMR canadiennes affichent cependant des taux encore plus élevés pouvant aller, par exemple, jusqu'à 67,1 % à Edmonton. Au chapitre de l'évolution des emplois par secteur, la CMQ se caractérise par une part importante de sa main-d'œuvre dans l'administration publique : 11,1 % en 2001, comparativement à 4,9 % à Montréal, et en contrepartie, une part moins importante de l'emploi manufacturier : 9,4 % à Québec et 18,6 % à Montréal.

Les secteurs en hausse dans la RMR de Québec de 1997 à 2001 sont le secteur gestion d'entreprise, services administratifs et autres services de soutien, avec une hausse de 60,0 %, suivi de celui des services professionnels, scientifiques et techniques, 44,6 %. Les services d'enseignement ont connu, pour leur part, une baisse de près de 25 % et les services gouvernementaux de 6,0 %.

Par ailleurs, en ce qui concerne le recrutement et la formation de la main-d'œuvre, les perspectives démographiques par groupes d'âge montrent que pour ce qui est du remplacement de la main-d'œuvre, déjà en 2011, il n'y aura plus assez de personnes de 15-24 ans pour remplacer celles de 55-64 si ces dernières décident de cesser de travailler.

Revenu

En 1995, le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus de la CMQ qui ont un revenu est de 24 339 \$, soit 1 141 \$ de plus que la moyenne québécoise qui est de 23 198 \$. Le revenu moyen des ménages privés est, pour sa part, de 43 670 \$ dans la CMQ, de 44 593 \$ dans la RMR de Montréal et de 42 229 \$ pour le Québec.

Logement

Dans la CMQ, en 1996, on dénombre 281 494 logements privés (dont 277 945, soit 98,7 %, sont occupés). Par rapport à 1991, cela représente une augmentation de 9,6 %, une croissance plus forte que dans l'ensemble du Québec (7,1 %) et dans la plupart des RMR canadiennes, à l'exception de celles de Vancouver (13,7 %) et d'Ottawa-Hull (10,3 %). Des logement privés occupés dans la CMQ, en 1996, 54,8 % le sont par des ménages propriétaires. Le taux est de 48,5 % à Montréal. Le nombre de propriétaires dans la CMQ est en hausse de 11,4 % de 1991 à 1996, alors que l'augmentation est de 8,9 % dans l'ensemble du Québec.

■ Les composantes de la Communauté métropolitaine de Québec

Les composantes de la CMQ sont les villes de Québec et de Lévis et les MRC de La Jacques-Cartier, de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré

Les caractéristiques générales décrites pour la CMQ reflètent généralement celles de ses deux principales entités, soit la ville de Québec avec 74,2 % de la population et la ville de Lévis avec 17,8 %. Toutefois, les spécificités de certaines de ces composantes sont à signaler.

Le poids relatif de la ville de Québec dans la CMQ a diminué de 1971 à 2001, passant de 81,5 %, à 74,2 %. Au contraire, le poids de la ville de Lévis augmentait, passant de 11,4 % à 17,8 %.

La ville de Lévis et la MRC de La Jacques-Cartier affichent les caractéristiques d'une population plus jeune dont le ralentissement de croissance est moins accentué que dans d'autres composantes de la CMQ. Les taux de croissance de ces deux composantes, de 1996 à 2001, sont respectivement de 3,1 % et de 6,6 % comparativement à 1,2 % pour la CMQ et de seulement 0,7 % pour la ville de Québec.

Structure par âge

La proportion des 0-14 ans est de 19,0 % à Lévis, de 22,4 % dans La Jacques-Cartier, et de 16,1 % dans la CMQ, en 2001. La ville de Québec affiche 15,0 % pour ce groupe d'âge. Pour ce qui est des 65 ans et plus, les proportions sont respectivement de 9,7 %, 6,6 %, 13,2 % et 14,3 %. L'âge médian est, pour sa part, de 37,4 ans à Lévis, de 35,2 ans dans La Jacques-Cartier, de 39,6 ans dans la CMQ et de plus de 40 ans dans la ville de Québec. L'âge médian le plus élevé, 43 ans, se retrouve dans la MRC de L'Île-d'Orléans.

Accroissement naturel

De 1991 à 2001, le rythme de l'accroissement naturel a diminué dans toutes les composantes, mais c'est surtout dans les MRC de La Côte-de-Beaupré (- 78,0 %) et de L'Île-d'Orléans (- 75,5 %) et à Québec (- 74,6 %) que les diminutions ont été les plus importantes.

Ménages privés

De 1991 à 1996, le nombre de ménages privés a augmenté de 8,9 % dans la CMQ, de 14,1 % dans La Jacques-Cartier, de 13,9 % à Lévis et de 7,8 % à Québec. Ce sont les ménages d'une personne qui ont augmenté le plus, partout sur le territoire de la CMQ (20,2 %). C'est à Québec que se trouve la plus forte proportion de ménages privés d'une personne (39,1 %) et la plus forte augmentation de 1991 à 1996 (18,2 %).

Études universitaires

C'est à Québec que se retrouve la plus forte proportion des personnes ayant fait des études universitaires (25,5 %), alors que la MRC de La Côte-de-Beaupré affiche la proportion la plus faible (14,5 %).

Taux d'emploi

Le taux d'emploi, qui donne une bonne indication générale de l'activité économique, était, en 1996, de 65,3 % dans La Jacques-Cartier, de 62,0 % à Lévis, de 61,1 % dans la MRC de L'Île-d'Orléans, de 56,3 % à Québec et de 53,3 % dans la MRC de La Côte-de-Beaupré.

Revenu moyen

En 1995, le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus qui ont un revenu est nettement supérieur à la moyenne de la CMQ (24 339 \$) dans La Jacques-Cartier (26 428 \$) et dans L'Île-d'Orléans (25 305 \$). De leur côté, Québec et Lévis présentent des revenus moyens comparables, soit de 24 215 \$ et de 24 695 \$ respectivement. Pour sa part, La Côte-de-Beaupré, avec un revenu moyen de 22 940 \$, se classe au dernier rang parmi l'ensemble des composantes. En plus, elle est la seule, au sein de la CMQ, dont le revenu moyen est inférieur à la moyenne québécoise (23 198 \$).

Migration

Trois des composantes ont enregistré plus de départs que d'entrées de personnes, de 1991 à 2001. Le solde migratoire de Québec a atteint - 2 659 personnes, celui de L'Île-d'Orléans - 286 personnes et de celui de La Côte-de-Beaupré - 180 personnes. Par contre, Lévis a accueilli 2 492 personnes de plus qu'elle en a perdu et la MRC de La Jacques-Cartier, 633 de plus. Par ailleurs, durant cette période, les plus importants déplacements de population se sont effectués de part et d'autre du fleuve, soit entre Québec et Lévis. Toutefois, même si les résidents de Lévis migrent en grand nombre vers Québec (+ 11 959 entrées), ils sont plus nombreux encore à quitter Québec pour aller s'installer de l'autre côté de la rive (+ 14 526 entrées).

Immigration

À Québec, lors du recensement de 1996, on compte 14 925 immigrants habitant le territoire de la ville, soit 3,0 % de la population totale. À Lévis, cette proportion ne représente que 1,2 % (1 410) de l'ensemble de la population. Depuis la première période d'immigration (avant 1961) jusqu'en 1996, le nombre d'immigrants accueillis à Québec n'a pas cessé d'augmenter. Dans l'ensemble, Québec a reçu plus d'immigrants de 1991 à 1996 (4 470) que durant les autres périodes d'immigration. En ce qui a trait à Lévis, c'est pendant les années 1970 (1971-1980) que les immigrants sont venus s'y installer en plus grand nombre (360), puis durant la période de 1991 à 1996 (300). Comparativement à Québec, l'immigration dans le territoire de Lévis n'a jamais été en constante progression : en fait, le nombre d'immigrants a tendance à fluctuer d'une période à l'autre.

Les tendances démographiques projetées

Les projections démographiques réalisées pour les composantes de la CMQ montrent des populations qui, à divers degrés, sont en voie de vieillissement, enregistreront un déclin de leur taux d'accroissement en 2001-2021 et connaîtront, à moyen ou long terme, un accroissement naturel négatif et une diminution de leur solde migratoire. Certaines populations connaîtront sous peu une diminution de leur effectif : c'est le cas des MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré. D'autres segments de la population afficheront un certain dynamisme, puisque leur proportion de jeunes demeurera relativement élevée. La MRC de La Jacques-Cartier en est un exemple. Il existe sans doute d'autres enclaves ayant des caractéristiques semblables à l'intérieur des villes de Québec et de Lévis. La population, plus jeune, y augmentera sous la pression d'un accroissement naturel plus vigoureux.

Étude

de l'Institut de la statistique du Québec

Portrait démographique
de la Communauté métropolitaine
de Québec (CMQ)

Institut
de la statistique

Québec



Le portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec,
a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec.

Chargé de projet : Normand Thibault

Analystes-rédactrices : Manon Leclerc

Hélène Lepage

Esther Létourneau

Collaborateurs : Dominique André

Renaud Dugas

Mise en page

(version originale) : Claudette D'Anjou

Réalisation des figures : Yvonne Landry

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec

200, chemin Sainte-Foy

Québec (Québec)

G1R 5T4

Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090

(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

GÉOGRAPHIE DE L'AGGLOMÉRATION DE QUÉBEC ⁽¹⁾



La Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) a été mise en place le 1^{er} janvier 2002, conformément à la nouvelle Loi sur l'organisation territoriale municipale.

La CMQ est formée de cinq composantes :

- la nouvelle ville de Québec, qui regroupe les anciennes municipalités de la Communauté-Urbaine-de-Québec, à l'exception de Notre-Dame-des-Anges et de Wendake ;
- la nouvelle ville de Lévis, soit les anciennes municipalités de la MRC de Desjardins et de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière, à l'exception de Saint-Henri et de Saint-Lambert-de-Lauzon ;
- la MRC de L'Île-d'Orléans ;
- la MRC de La Côte-de-Beaupré, à l'exception des territoires non organisés de Sault-au-Cochon et de Lac-Jacques-Cartier ;
- la MRC de La Jacques-Cartier, à l'exception du territoire non organisé de Lac-Croche.

En tout, la CMQ regroupe 47 anciennes municipalités de part et d'autre du fleuve Saint-Laurent et elle couvre une superficie de 3 343 kilomètres carrés, ce qui représente 9,6 % du territoire des régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches réunies.

Sa population est de 684 207 habitants, ce qui lui donne une densité de 204,7 personnes au kilomètre carré. Celle-ci varie grandement selon les composantes, allant de 17,5 habitants au kilomètre carré (MRC de La Jacques-Cartier) à 927,6 habitants au kilomètre carré (nouvelle ville de Québec).

Le territoire de la CMQ comporte quelques différences par rapport à celui de la Région métropolitaine de recensement de Québec. La RMR s'étend sur 3 154 kilomètres carrés et elle comprend les nouvelles villes de Québec et de Lévis et les MRC de L'Île-d'Orléans et de La Jacques-Cartier, à l'exception de la municipalité de Lac-Croche. Elle englobe également trois des municipalités de La Côte-de-Beaupré, soit Château-Richer, L'Ange-Gardien et Boischatell de même que les territoires enclavés de Wendake et de Notre-Dame-des-Anges, la municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon maintenant rattachée à la MRC de La Nouvelle-Beauce, ainsi que Beaumont.

Les nouvelles villes de Québec et de Lévis ont été divisées en arrondissements. On en compte huit à Québec, dont la population varie de 44 960 à 82 951 personnes, et trois à Lévis : Desjardins (48 035 habitants), Chutes-de-la-Chaudière-Est (42 035 habitants) et Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (31 880 habitants).

1. Voir la carte à la fin du document.

Constituantes de la Communauté métropolitaine de Québec, de la Région métropolitaine de Québec et des nouvelles villes de Québec et de Lévis

Municipalité	Statut	CMQ	RMR	Québec	Lévis	Population en 2001	Logements en 2001	Superficie
						n		km ²
Beaumont	P		X			2 153	894	43,8
MRC de L'Île-d'Orléans								
Saint-François	P	X	X			489	355	29,2
Sainte-Famille	P	X	X			882	346	48,5
Saint-Jean	P	X	X			862	667	43,5
Saint-Laurent	P	X	X			1 617	778	35,7
Saint-Pierre	P	X	X			1 891	797	31,3
Sainte-Pétronille	VL	X	X			1 038	500	4,6
MRC de La Côte-de-Beaupré								
Saint-Tite-des-Caps	M	X				1 426	836	129,2
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	X				2 014	1 889	83,3
Saint-Louis-de-Gonzague- du-Cap-Tourmente	P	X				0	1	0,3
Saint-Joachim	P	X				1 471	625	42,7
Beaupré	V	X				2 761	1 775	22,7
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	X				2 752	1 165	62,6
Château-Richer	V	X	X			3 442	1 559	229,4
L'Ange-Gardien	P	X	X			2 815	1 215	53,5
Boischatel	M	X	X			4 303	1 622	20,9
Sault-au-Cochon	TNO					0	0	70,4
Lac-Jacques-Cartier	TNO					0	282	4 149,7
MRC de La Jacques-Cartier								
Sainte-Catherine- de-la-Jacques-Cartier	M	X	X			4 681	1 827	121,3
Fossambault-sur-le-Lac	V	X	X			1 055	1 063	11,4
Lac-Saint-Joseph	V	X	X			184	33	33,6
Shannon	M	X	X			3 668	1 351	63,6
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	X	X			2 256	742	435,3
Lac-Delage	V	X	X			447	193	1,5
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	X	X			5 266	2 855	671,6
Lac-Beauport	M	X	X			5 519	2 226	61,3
Sainte-Brigitte-de-Laval	M	X	X			3 383	1 606	108,7
Lac-Croche	TNO					0	108	1 686,5
Ancienne CUQ								
Beauport	V	X	X	X		72 813	29 122	74,4
Vanier	V	X	X	X		11 054	5 528	4,6
Notre-Dame-des-Anges	P		X			409	2	0,0
Sillery	V	X	X	X		11 909	4 868	6,7
Québec	V	X	X	X		169 076	90 799	92,9
Charlesbourg	V	X	X	X		70 310	31 221	66,3
Saint-Émile	V	X	X	X		10 940	3 942	8,4
Lac-Saint-Charles	M	X	X	X		8 912	3 320	34,1
Loretteville	V	X	X	X		13 737	5 881	6,4
Val-Bélair	V	X	X	X		21 332	7 940	69,9
L'Ancienne-Lorette	V	X	X	X		15 929	6 371	7,6
Sainte-Foy	V	X	X	X		72 547	38 205	83,9
Cap-Rouge	V	X	X	X		13 700	5 043	6,8
Saint-Augustin-de-Desmaures	M	X	X	X		15 727	5 590	85,8
Wendake	R		X			1 555	699	1,5

Constituantes de la Communauté métropolitaine de Québec, de la Région métropolitaine de Québec et des nouvelles villes de Québec et de Lévis (suite)

Municipalité	Statut	CMQ	RMR	Québec	Lévis	Population en 2001	Logements en 2001	Superficie
						n		km ²
Ancienne MRC de Desjardins								
Saint-Henri	M					3 807	1 474	122,3
Pintendre	M	X	X		X	6 209	2 222	54,6
Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	P	X	X		X	913	357	36,0
Lévis	V	X	X		X	40 926	18 610	43,5
Ancienne MRC des Chutes-de-la-Chaudière								
Saint-Lambert-de-Lauzon	P		X			4 857	1 952	107,1
Saint-Étienne-de-Lauzon	M	X	X		X	8 897	3 136	94,1
Sainte-Hélène-de-Breakeyville	P	X	X		X	3 639	1 343	10,4
Saint-Jean-Chrysostome	V	X	X		X	17 089	5 972	85,8
Saint-Romuald	V	X	X		X	10 825	4 908	17,9
Charny	V	X	X		X	10 507	4 447	8,1
Saint-Rédempteur	V	X	X		X	6 349	2 247	3,7
Saint-Nicolas	V	X	X		X	16 645	6 174	95,1

CU: Cantons unis.
M: Municipalité.
P: Paroisse.
TNO: Territoire non organisé.
V: Ville.
VL: Village.

Sources: Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Recensement de 2001.

Données sur la CMQ et ses composantes, 2001

	Population	Logements	Superficie
	n		km ²
CMQ	684 207	313 570	3 342,7
Québec	507 986	237 830	547,6
Lévis	121 999	49 416	449,3
L'Île-d'Orléans	6 779	3 443	192,8
La Côte-de-Beaupré	20 984	10 687	644,6
La Jacques-Cartier	26 459	12 194	1 508,3

Sources: Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

Constituantes des arrondissements de Québec

Ancienne municipalité	Arrondissement							
	La Cité	Les Rivières	Sainte-Foy–Sillery	Charlesbourg	Beauport	Limoilou	La Haute-Saint-Charles	Laurentien
	1	2	3	4	5	6	7	8
Beauport					E			
Vanier		E						
Sillery			E					
Québec	P	P				P	P	P
Charlesbourg				E				
Saint-Émile							E	
Lac-Saint-Charles							E	
Loretteville							E	
Val-Bélair								E
L'Ancienne-Lorette								E
Sainte-Foy		P	P					P
Cap-Rouge								E
Saint-Augustin-de-Desmaures								E

P : Partiellement dans l'arrondissement.

E : Entièrement dans l'arrondissement.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Constituantes des arrondissements de Lévis

Ancienne municipalité	Arrondissement		
	Desjardins	Chutes-de-la-Chaudière-Est	Chutes-de-la-Chaudière-Ouest
	1	2	3
Pintendre	E		
Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy	E		
Lévis	E		
Saint-Étienne-de-Lauzon			E
Sainte-Hélène-de-Breakeyville		E	
Saint-Jean-Chrysostome		E	
Saint-Romuald		E	
Charny		E	
Saint-Rédempteur			E
Saint-Nicolas			E

P : Partiellement dans l'arrondissement.

E : Entièrement dans l'arrondissement.

Source : Institut de la statistique du Québec.

COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

POPULATION

Population totale



La population de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) s'élève à 684 207 personnes en 2001, ce qui correspond à 9,5 % de la population de l'ensemble du Québec; elle constitue les deux tiers (66,9 %) de la population des régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches. Au total, 74,2 % de la population de la CMQ vit dans la nouvelle ville de Québec (507 986 personnes), 17,8 % dans la nouvelle ville de Lévis (121 999 personnes) et 7,9 % dans les MRC de L'Île-d'Orléans, de La Côte-de-Beaupré et de La Jacques-Cartier (54 222 personnes). En 1971, la population de la CMQ était de 515 871 habitants et représentait 8,6 % de la population québécoise.

Entre les recensements de 1996 et de 2001, la population de la CMQ a connu un taux de croissance légèrement inférieur à celui qui a été enregistré à l'échelle québécoise (+ 1,2 % comparativement à + 1,4 %). Cela constitue un renversement de tendance par rapport à ce qui était observé depuis le début des années 1970, puisque pour l'ensemble des périodes quinquennales comprises entre 1971 et 1996, la CMQ présentait un accroissement de population supérieur à celui du Québec. En trente ans, soit de 1971 à 2001, la population de la CMQ a connu une croissance globale de 32,6 %, tandis que la population québécoise a crû de 20,1 %.

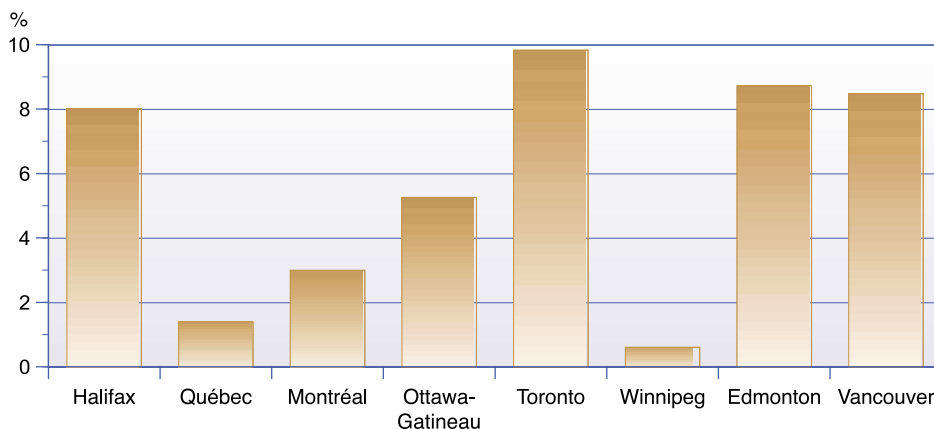
Accroissement de la population de la CMQ, de la RMR de Montréal et du Québec, par période quinquennale, 1971-2001

	1971-1976	1976-1981	1981-1986	1986-1991	1991-1996	1996-2001
	%					
CMQ	7,7	6,1	2,9	7,1	4,0	1,2
RMR de Montréal	2,7	0,9	3,3	7,1	6,4	3,0
Le Québec	3,4	3,3	1,5	5,6	3,5	1,4

Le territoire de la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec étant similaire à celui de la CMQ, il est intéressant de le comparer à quelques autres RMR canadiennes. En ce qui a trait à la population, la RMR de Québec s'apparente à celle de Winnipeg, laquelle regroupe 671 274 habitants en 2001. Entre 1996 et 2001, toutes deux ont connu un accroissement de population relativement faible (+ 1,4 %² et + 0,6 % respectivement) en comparaison de celui que l'on observe dans les autres RMR du Canada, où il varie entre 3,0 % et 9,8 %. De 1971 à 2001, les trois RMR qui ont enregistré la plus forte croissance de population sont celles d'Edmonton (+ 89,1 %), de Vancouver (+ 83,6 %) et de Toronto (+ 80,0 %). De leur côté, les RMR de Winnipeg et de Montréal ont connu un accroissement beaucoup plus faible de leur population (+ 22,1 % et + 25,5 % respectivement). Avec un taux de 36,2 %, la RMR de Québec se situe quant à elle plus près de ces dernières que des RMR qui affichent une importante croissance.

2. Ce taux a été ajusté parce que le recensement de 1996 ne comporte aucune donnée pour Wendake.

Accroissement de la population dans certaines RMR canadiennes ³, 1996-2001



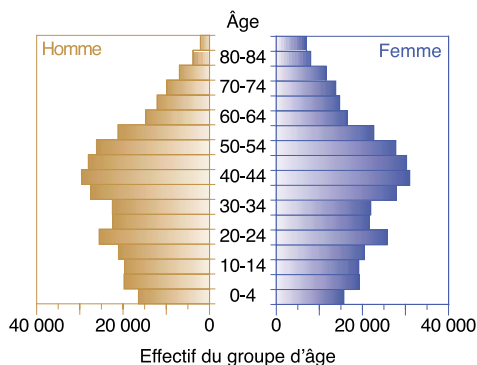
Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Population par groupe d'âge et par sexe

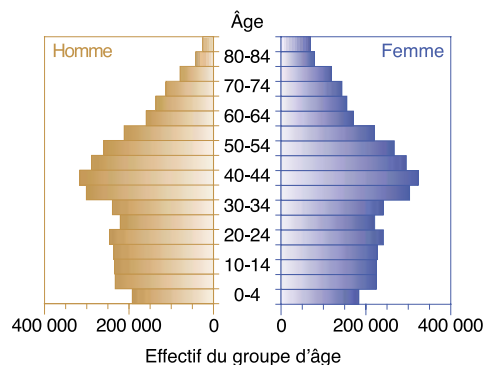


Il est possible de comparer la composition de la population de la CMQ et celle du Québec à l'aide des pyramides d'âge. En 2001, les jeunes de 0 à 14 ans sont proportionnellement moins nombreux dans la CMQ que dans l'ensemble du Québec. En effet, ce groupe d'âge rassemble 16,1 % de la population de la CMQ, alors qu'il en compte 17,8 % au Québec. À l'inverse, le groupe des 20 à 24 ans est, en proportion, plus important dans la CMQ que dans l'ensemble du Québec (7,5 % de la population en regard de 6,7 %). L'effectif masculin des 25 à 29 ans suit la même tendance. Le groupe des 50 à 54 ans, et même plus généralement celui des 45 à 59 ans, ressort davantage dans la CMQ qu'à l'échelle québécoise. Globalement, la proportion de personnes d'âge actif de 15 à 64 ans est de 70,8 % dans la CMQ, tandis que celle des 65 ans et plus est de 13,2 %. Dans l'ensemble du Québec, la part des 15 à 64 ans est plus faible (68,9 %) que dans la CMQ et celle des 65 ans et plus est presque équivalente (13,3 %). En 2001, la population totale de la CMQ correspond à 9,5 % de la population québécoise ; on y trouve toutefois 10,5 % des Québécois de 65 ans et plus, et seulement 8,5 % des 0 à 14 ans.

Population de la CMQ, 2001



Population du Québec, 2001

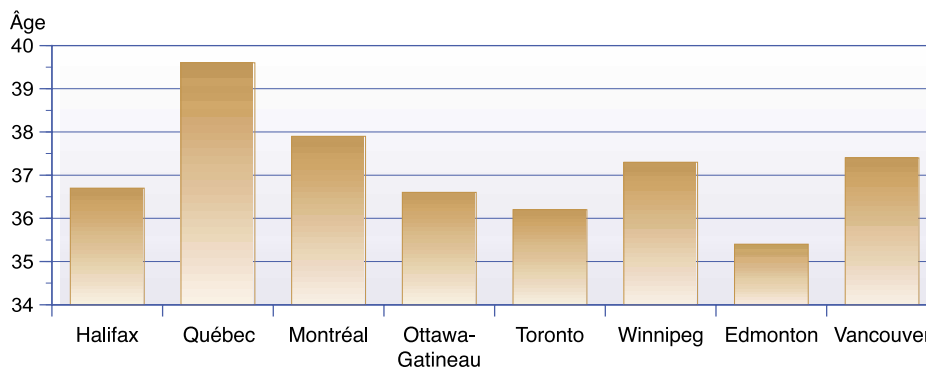


Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

3. Dans le présent document, la RMR d'Ottawa-Gatineau désigne la RMR auparavant connue sous le nom d'Ottawa-Hull.

En 2001, la part des 0-14 ans varie de 16,1 % dans la RMR de Québec à 19,8 % dans celle d'Edmonton. La RMR de Québec est la seule à présenter une proportion de jeunes inférieure à 17,0 %. Quant à la part des personnes de 15 à 64 ans, elle oscille entre 67,2 % dans la RMR de Winnipeg et 70,8 % dans celle de Québec. À cet égard, la RMR de Winnipeg se distingue des autres en étant la seule à afficher une proportion plus basse que 69,0 %. Enfin, la part des 65 ans et plus fluctue de 10,6 % dans la RMR d'Edmonton à 13,7 % dans celle de Winnipeg. La RMR de Québec se situe tout juste derrière cette dernière avec une proportion de 13,1 %. À la lumière de ces résultats, on constate que la population de la RMR de Québec est plus âgée que celle des autres RMR et qu'à l'inverse, la population de la RMR d'Edmonton est plus jeune. Les données d'âge médian appuient ces observations. La RMR de Québec présente effectivement l'âge médian le plus élevé (39,6 ans), et celle d'Edmonton l'âge médian le plus bas (35,4 ans). Pour toutes les autres RMR, il se situe entre 36,0 et 38,0 ans.

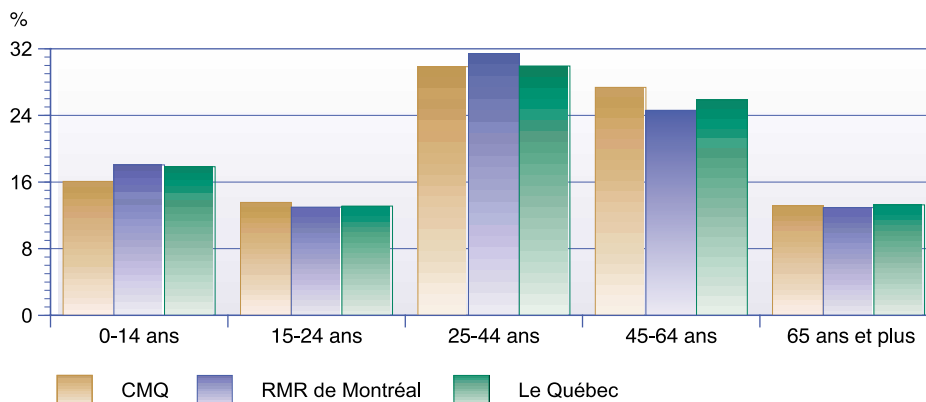
Âge médian dans certaines RMR canadiennes, 2001



Sources: Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

Dans la CMQ, le groupe des 25 à 44 ans, lequel rassemble un grand nombre de jeunes familles, représente 29,9 % de la population en 2001. Cette proportion est équivalente à celle que l'on observe dans l'ensemble du Québec. Dans les RMR canadiennes, la part des 25-44 ans est un peu plus élevée : elle varie de 30,1 % dans la RMR de Winnipeg à 33,2 % dans celle de Toronto. Cependant, depuis 1996, la part du groupe des 25 à 44 ans dans l'ensemble de la population a diminué partout, le recul le plus fort étant observé dans la RMR de Québec (- 3,4 points de pourcentage).

Population selon le groupe d'âge dans la CMQ, la RMR de Montréal et au Québec, 2001

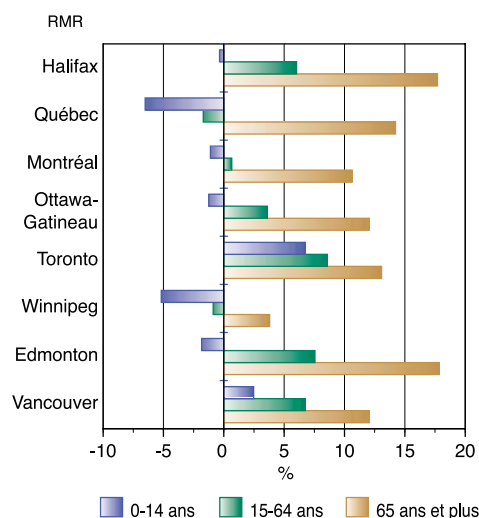


Sources: Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

De 1996 à 2001, la CMQ a enregistré un taux de décroissance du groupe des jeunes de 0 à 14 ans (– 6,9 %) plus grand que celui du Québec (– 5,9 %), soit une diminution de 8 195 personnes. La CMQ a également obtenu un taux de croissance de la population de 15 à 64 ans (+ 1,1 %, + 5 410 personnes) un peu inférieur à celui de l'ensemble du Québec (+ 1,6 %). Seules les personnes âgées de 65 ans et plus enregistrent dans la CMQ une croissance supérieure à la moyenne québécoise, soit 13,9 % (+ 11 010 personnes) comparativement à 11,5 %.

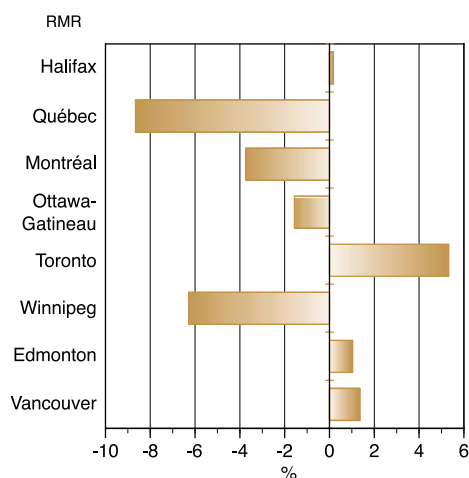
Au cours de la dernière période quinquennale, soit de 1996 à 2001, le groupe des 0 à 14 ans a connu une décroissance dans toutes les RMR canadiennes, sauf dans celles de Toronto et de Vancouver. À cet égard, la RMR de Québec affiche la plus forte diminution (– 6,5 %). Le groupe des personnes de 15 à 64 ans a quant à lui enregistré une croissance dans la plupart des RMR, les seules exceptions étant les RMR de Québec (– 1,7 %) et de Winnipeg (– 0,9 %). La population de 65 ans et plus a connu une augmentation dans toutes les RMR, les taux de croissance s'échelonnant de 3,8 % dans la RMR de Winnipeg à 17,8 % dans celle d'Edmonton. De son côté, la RMR de Québec obtient le 3^e plus fort taux avec 14,2 %. En ce qui concerne les 25 à 44 ans, la situation varie d'une RMR à l'autre ; ce groupe montre dans la RMR de Toronto un accroissement de 5,3 %, tandis que, dans celle de Québec, il présente une forte baisse (– 8,7 %).

Évolution de la population selon le groupe d'âge dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Évolution du groupe des 25 à 44 ans dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Le rapport de dépendance permet de mesurer le poids relatif des jeunes et des aînés en regard de la population des 15 à 64 ans; en 2001, il est de 41,3 dans la CMQ, ce qui signifie que l'on compte 41,3 personnes jeunes et âgées pour 100 personnes d'âge actif. Ce rapport a peu varié depuis 10 ans: en 1991, il se situait à 41,3 et en 1996, à 41,2.

Le rapport de dépendance de la RMR de Québec est plus faible que ceux que l'on observe dans l'ensemble du Québec (45,2) et dans les RMR canadiennes, où il s'échelonne de 41,6 dans la RMR d'Halifax à 48,8 dans la RMR de Winnipeg. C'est dans les RMR de Toronto (+ 2,3) et de Montréal (+ 2,1) que ce rapport a le plus augmenté entre 1991 et 2001 et dans celle de Vancouver (– 2,5) qu'il a le plus diminué.

Rapport de dépendance dans certaines RMR canadiennes, 1991-2001

	Rapport de dépendance			Écart 1991-2001
	1991	1996	2001	
	%			
Halifax	41,7	42,9	41,6	-0,1
Québec	41,4	41,2	41,3	-0,1
Montréal	42,8	44,6	44,9	2,1
Ottawa-Gatineau	42,2	44,4	43,1	0,9
Toronto	42,3	45,1	44,6	2,3
Winnipeg	49,3	50,5	48,8	-0,5
Edmonton	45,4	46,4	43,6	-1,8
Vancouver	44,5	43,3	42,0	-2,5

Sources: Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Dans la population du Québec, les hommes sont plus nombreux que les femmes chez les 20 à 24 ans et dans tous les groupes d'âge plus jeunes, tandis que les femmes atteignent un nombre supérieur à celui des hommes à partir du groupe des 25 à 29 ans. Dans le cas de la CMQ, la limite n'est pas aussi nette: les hommes de 0 à 19 ans et de 25 à 34 ans sont plus nombreux que les femmes des mêmes groupes d'âge, alors que ces dernières dominent de façon plus ou moins marquée dans les groupes des 20 à 24 ans et des 35 ans et plus.

Le rapport de masculinité permet d'évaluer le nombre d'hommes pour 100 femmes. En 2001, dans la CMQ, il y a 92,8 hommes pour 100 femmes dans l'ensemble des groupes d'âge et 63,4 hommes pour 100 femmes chez les personnes de 65 ans et plus. Ces ratios sont faibles en comparaison de ceux que l'on observe dans l'ensemble du Québec, où ils atteignent 95,4 et 70,0 respectivement, et dans les RMR canadiennes. Pour ce qui est de la population totale, seule la RMR d'Halifax (92,7) présente un rapport de masculinité plus bas que celui de la CMQ; en ce qui a trait aux personnes de 65 ans et plus, le ratio de la CMQ est inférieur à ceux de toutes les RMR étudiées. Les rapports de masculinité les plus élevés sont observés dans la RMR d'Edmonton (98,0 pour l'ensemble des groupes d'âge et 75,9 pour la population de 65 ans et plus). De 1991 à 2001, le rapport de masculinité de la population totale a diminué légèrement, tant dans la CMQ (de 93,2 à 92,8) que dans l'ensemble du Québec (de 96,0 à 95,4), alors que le rapport de masculinité des personnes de 65 ans et plus a augmenté de façon appréciable (de 59,5 à 63,4 dans la CMQ et de 68,0 à 70,0 à l'échelle québécoise).

Rapport de masculinité dans certaines RMR canadiennes, 2001

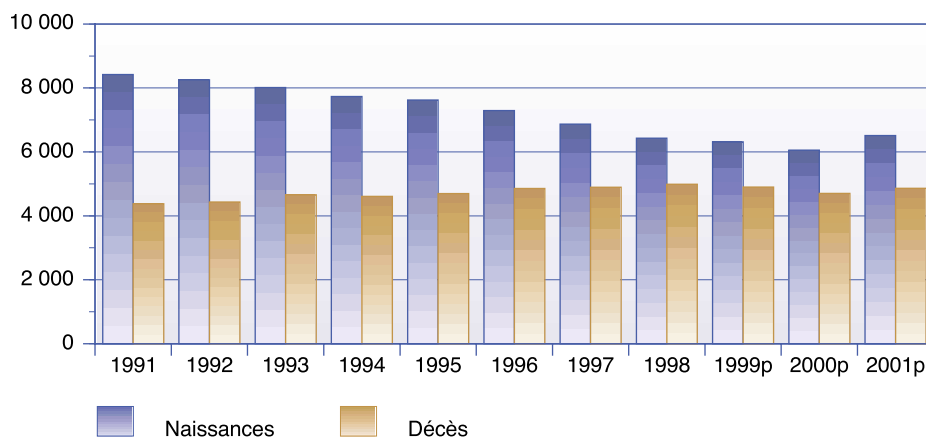
	Population totale	Population de 65 ans et plus
	%	
Halifax	92,7	70,1
Québec	92,8	63,0
Montréal	93,7	67,4
Ottawa-Gatineau	95,2	71,0
Toronto	95,1	75,0
Winnipeg	94,3	67,5
Edmonton	98,0	75,9
Vancouver	95,9	75,4

Sources : Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

COMPOSANTES DÉMOGRAPHIQUES

En 2001, 6 513 naissances sont dénombrées sur le territoire de la CMQ, ce qui correspond à une diminution de près de 25,0 % (– 1 908) depuis 1991. Toutefois, le nombre de décès a augmenté de plus de 10 % durant cette période, passant de 4 375 en 1991 à 4 859 en 2001.

Nombre de naissances et de décès dans la CMQ, 1991-2001



p : Données provisoires et pondérées au 14 février 2002.

Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

En ce qui concerne le solde entre les naissances et les décès de la CMQ, il n'a jamais cessé de baisser depuis le début des années 1990. En fait, l'accroissement naturel a été de 4 046 personnes en 1991, alors qu'en 2001, il équivaut à 1 654 personnes, soit une diminution de près de 60 % en dix ans.

Dans les principales RMR canadiennes, tout comme dans celle de Québec, le rythme de l'accroissement naturel a diminué d'une façon ininterrompue de 1991 à 2001. Cependant, la RMR de Québec est celle qui a connu la plus importante diminution (– 66,7 %), suivie des RMR de Winnipeg (– 59,7 %) et de Montréal (– 54,8 %). Enfin, on constate que la baisse de l'accroissement naturel est beaucoup plus marquée dans la RMR de Québec qu'à l'échelle québécoise (– 62,8 %).

Accroissement naturel au Québec et dans certaines RMR canadiennes,
1991-1992¹, 1995-1996 et 2000-2001¹

	1991-1992	1995-1996	2000-2001
	n		
Ensemble du Québec	48 513	33 995	18 044
RMR			
Halifax	2 828	2 142	1 417
Québec	4 002	3 035	1 330
Montréal	24 514	19 069	11 070
Ottawa-Gatineau	7 917	6 626	4 829
Toronto	37 271	34 943	27 592
Winnipeg	4 744	3 488	1 911
Edmonton	9 422	6 948	5 317
Vancouver	11 237	11 217	8 063

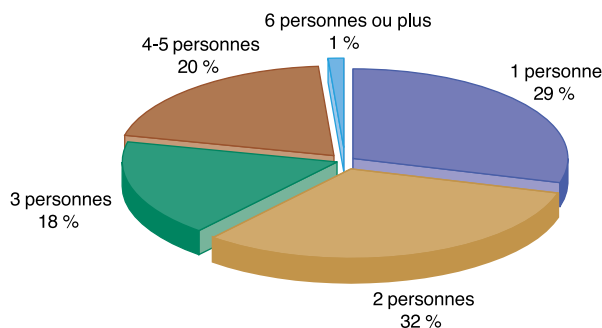
1. Du 1^{er} juillet au 30 juin.
Sources : Statistique Canada, Estimations.
Institut de la statistique du Québec.

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE

Ménages

En 1996, la CMQ regroupe 277 940 ménages privés, soit 22 720 de plus qu'en 1991. Cette hausse de 8,9 % du nombre de ménages, supérieure à celle de la population au cours du même intervalle (+ 4,0 %), s'explique par l'augmentation du nombre de ménages de une et de deux personnes (+ 14,8 %) et par la diminution du nombre de ménages de quatre personnes et plus (– 1,8 %). Le nombre de ménages de une personne a connu une croissance de 20,2 % entre 1991 et 1996, ce qui dépasse le taux observé dans l'ensemble du Québec (+ 18,4 %). En 1996, les personnes vivant seules, au nombre de 81 565, constituent 29,3 % des ménages de la CMQ. Toutefois, les ménages de deux personnes sont encore les plus nombreux (88 220 et 31,7 % des ménages). Bien que les ménages familiaux représentent environ les deux tiers des ménages de la CMQ, on observe que les ménages non familiaux sont ceux qui ont enregistré la plus forte croissance entre 1991 et 1996 (+ 18,2 %). Le nombre moyen de personnes par ménage est passé de 2,5 en 1991 à 2,4 en 1996.

Répartition des ménages selon la taille dans la CMQ, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Scolarité



Parmi les 549 975 personnes de 15 ans et plus qui habitaient la CMQ en 1996, 13,1 % avaient moins d'une 9^e année de scolarité, alors qu'en 1991, cette proportion atteignait 14,9 %. Dans la RMR de Montréal et dans l'ensemble du Québec, ce pourcentage s'élève à 16,1 % et à 18,1 % respectivement. De 1991 à 1996, le nombre de personnes n'étant pas parvenues à ce niveau de scolarité est passé de 77 610 à 72 230 dans la CMQ, soit une décroissance de près de 7 % en cinq ans. Dans la RMR de Montréal, cette diminution a été beaucoup moins importante (– 3,4 %), alors que dans l'ensemble du Québec (– 6,2 %), elle se compare à celle de la CMQ.

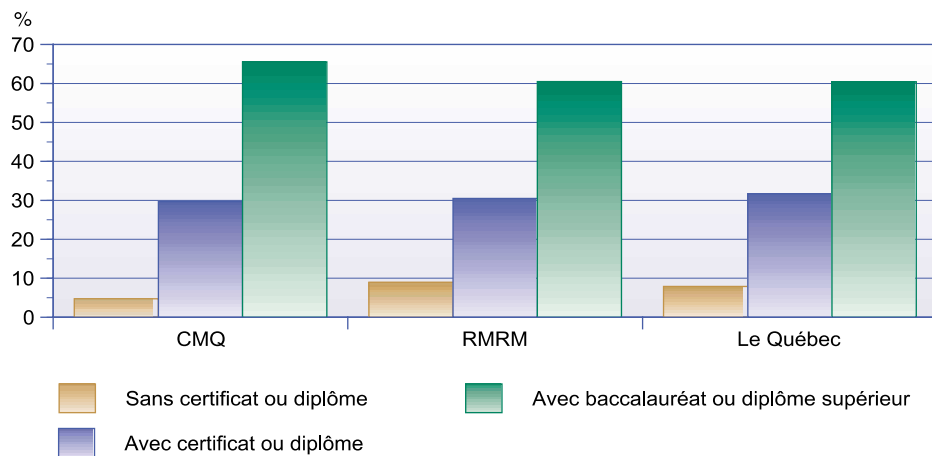
Répartition de la population totale de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1991 et 1996

	1991			1996		
	CMQ	RMRM	Le Québec	CMQ	RMRM	Le Québec
	%					
Niveau inférieur à la 9 ^e année	14,9	17,7	20,1	13,1	16,1	18,1
De la 9 ^e à la 13 ^e année	34,6	34,1	35,8	33,3	32,6	34,9
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	6,1	4,2	5,7	4,6	3,5	4,5
Autres études non universitaires seulement	22,5	20,8	20,3	24,7	22,4	22,3
Études universitaires	21,9	23,2	18,1	24,2	25,4	20,2

Sources: Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

En 1996, 24,2 % de l'ensemble de la population de 15 ans et plus de la CMQ (133 280) a fait des études universitaires, comparativement à 25,4 % dans la RMR de Montréal et 20,2 % dans l'ensemble du Québec. Parmi ces gens, ceux qui sont titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme d'études supérieures sont proportionnellement beaucoup plus nombreux dans le territoire de la CMQ (65,6 %) que dans la RMR de Montréal (60,5 %) et dans l'ensemble du Québec (60,4 %).

Répartition de la population de la CMQ, de la RMR de Montréal et de l'ensemble du Québec ayant fait des études universitaires, 1996



Sources: Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Population active

En 1996, sur les 550 000 personnes de 15 ans et plus que compte la CMQ, 64,3 % sont actives. Les personnes occupées sont au nombre de 316 550 et les chômeurs, de 36 980. Le rapport emploi-population est donc de 57,6 %, tandis que le taux de chômage est de 10,5 %. Ce dernier est plus élevé qu'en 1991 (9,2 %), mais plus bas qu'en 1986 (12,0 %). Quant au rapport emploi-population, c'est en 1991 qu'il était le plus élevé (61,0 %).

De façon générale, la CMQ affiche des taux d'activité et d'emploi supérieurs à ceux du Québec, et un taux de chômage inférieur. Ainsi, en 1996, les taux d'activité et d'emploi enregistrés dans la CMQ sont plus hauts de 2,0 et de 2,6 points de pourcentage respectivement, alors que le taux de chômage est plus bas de 1,3 point.

Comparativement aux taux observés dans d'autres RMR canadiennes, le chômage dans la RMR de Québec est généralement assez élevé. La RMR de Montréal affiche également un taux de chômage supérieur à la moyenne des RMR; il dépasse 11,0 % depuis 1986. De leur côté, les RMR d'Ottawa-Gatineau et de Winnipeg ont conservé, depuis 1986, des taux de chômage inférieurs à 9,0 %. Par ailleurs, la RMR d'Edmonton est la seule à présenter un rapport emploi-population au-dessus de 65,0 % de 1986 à 1996. Cette RMR est également celle qui détient le plus haut taux d'activité parmi les RMR choisies. À l'opposé, les RMR de Québec et de Montréal affichent les taux d'activité les plus bas, et ce, depuis le recensement de 1986.

Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans certaines RMR canadiennes, 1986-1996

	Halifax	Québec	Montréal	Ottawa-Gatineau	Toronto	Winnipeg	Edmonton	Vancouver
	%							
Taux d'activité								
1986	70,1	64,5	64,8	71,2	72,5	68,5	73,3	68,3
1991	71,0	67,3	66,7	73,0	71,7	68,6	73,7	69,7
1996	67,7	64,4	63,6	69,4	67,2	67,2	71,1	67,3
Rapport emploi-population								
1986	63,6	56,8	57,5	65,8	68,5	63,2	65,7	60,5
1991	64,4	61,1	58,9	67,6	65,6	62,7	67,6	63,3
1996	61,9	57,7	56,4	63,3	61,1	61,8	65,2	61,5
Taux de chômage								
1986	9,2	11,9	11,3	7,7	5,5	7,8	10,4	11,4
1991	9,2	9,1	11,7	7,3	8,5	8,6	8,3	9,2
1996	8,6	10,4	11,2	8,8	9,1	7,9	8,2	8,6

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Pour obtenir des données plus récentes, postérieures au recensement de 1996, on doit consulter l'*Enquête sur la population active*, dont les résultats, pour la même année, ne sont présentés dans le tableau qui suit qu'à des fins de comparaison. Le taux d'activité le plus bas, de 1997 à 2001, est observé dans la RMR de Québec; il a toutefois augmenté au cours de cette période, passant de 61,9 % à 64,8 %. Dans la RMR d'Edmonton, le taux d'activité est demeuré parmi les plus élevés au Canada; il s'est maintenu au-dessus de 70 % de 1997 à 2001. Quant au rapport emploi-population, il est également le plus faible dans la RMR de Québec, affichant tout de même une augmentation appréciable entre 1997 et 2001 (de 55,4 % à 59,7 %). Encore une fois en tête du peloton, la RMR d'Edmonton présente le rapport

emploi-population le plus fort durant ces cinq années. Le taux de chômage le plus élevé est observé dans la RMR de Montréal, sauf pour l'année 2000 où la RMR de Québec affiche le taux le plus haut (8,0 %). Ces deux RMR, à l'instar des autres, montrent cependant une baisse de leur taux de chômage au cours de cet intervalle. De leur côté, les RMR de Winnipeg et d'Edmonton connaissent les taux de chômage les plus bas de 1997 à 2001.

Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans certaines RMR canadiennes, 1997-2001

	Halifax	Québec	Montréal	Ottawa-Gatineau	Toronto	Winnipeg	Edmonton	Vancouver
	%							
Taux d'activité								
1996	68,0	63,6	63,8	67,0	67,1	67,5	70,5	66,8
1997	68,1	61,9	64,0	67,5	67,9	67,3	72,0	66,5
1998	68,6	63,6	64,9	66,8	67,9	68,2	71,2	65,6
1999	68,5	62,2	65,3	68,7	67,9	68,5	70,7	66,0
2000	70,6	62,9	65,4	69,9	68,7	69,2	70,2	65,9
2001	70,5	64,8	65,7	70,3	69,5	70,3	70,6	65,7
Rapport emploi-population								
1996	62,4	56,7	56,1	61,4	61,0	62,0	64,6	61,5
1997	62,0	55,4	57,0	61,5	62,5	62,4	67,2	61,0
1998	63,7	58,2	58,6	62,1	63,1	64,3	66,8	60,3
1999	63,9	57,0	59,7	64,3	63,7	64,6	66,5	60,9
2000	66,4	57,9	60,4	66,0	65,0	65,6	66,4	62,1
2001	65,5	59,7	60,4	65,8	65,1	66,7	67,1	61,4
Taux de chômage								
1996	8,2	10,9	12,0	8,4	9,1	8,1	8,4	8,0
1997	8,9	10,5	10,9	8,9	8,0	7,3	6,7	8,3
1998	7,2	8,5	9,7	7,1	7,0	5,6	6,1	8,1
1999	6,7	8,4	8,6	6,5	6,1	5,8	5,9	7,8
2000	6,0	8,0	7,7	5,6	5,5	5,3	5,5	5,9
2001	7,0	7,8	8,2	6,3	6,3	5,1	4,9	6,6

Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Institut de la statistique du Québec.

Selon le recensement de 1996, les trois industries qui rassemblent le plus de personnes actives de 15 ans et plus dans la RMR de Québec sont celles du commerce (17,5 %), des services gouvernementaux (13,5 %) et des services de soins de santé et des services sociaux (11,2 %). À titre de comparaison, dans la RMR de Montréal, l'industrie manufacturière (17,6 %) se classe derrière celle du commerce (19,0 %), tandis que l'industrie des services gouvernementaux n'arrive qu'au 5^e rang (6,0 %). Entre 1991 et 1996, cette industrie a connu, dans la RMR de Québec, une décroissance de près de 10 % de son effectif, qui est passé de 54 475 à 49 155, ce qui le ramène sensiblement au niveau de 1986 quand il était de 48 795. Au cours de la même période, l'effectif total des industries de la RMR de Québec a connu une croissance de 7,1 %. L'industrie du transport et de l'entreposage a enregistré une hausse de 22,8 % et celle du commerce, de 12,7 %. Dans la RMR de Montréal, ces industries ont respectivement connu un léger recul de 0,8 % et un gain de 11,0 %.

Population active de 15 ans et plus selon l'industrie dans les RMR de Québec et de Montréal, 1986, 1991 et 1996

CTI80 ¹	RMR de Québec			RMR de Montréal		
	1986	1991	1996	1986	1991	1996
	n					
Industries primaires	3 590	4 870	5 420	10 680	12 395	14 485
Industries manufacturières	27 200	31 235	31 790	310 705	303 000	305 555
Industries de la construction	14 080	18 160	16 795	70 675	88 935	72 645
Industries du transport et de l'entreposage	9 510	9 895	12 155	77 240	74 385	73 760
Industries des communications et autres services publics	7 995	9 385	8 990	55 020	64 690	63 550
Industries du commerce	51 030	56 640	63 850	272 335	297 365	330 050
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	21 970	24 705	25 100	94 595	109 675	103 825
Industries des services gouvernementaux	48 795	54 475	49 155	82 220	91 020	85 650
Industries des services d'enseignement	24 780	27 220	29 770	96 605	104 575	120 780
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	31 675	38 830	41 095	131 005	153 540	172 095
Autres industries ²	54 570	65 685	81 275	266 270	326 650	398 005
Toutes les industries	295 205	341 105	365 400	1 467 330	1 626 235	1 740 405

1. Classification type des industries de 1980.

2. Comprend les industries des services aux entreprises, les industries de l'hébergement et de la restauration et les autres industries de service.

Sources: Statistique Canada, Recensement de la population.

Institut de la statistique du Québec.

Répartition de la population active de 15 ans et plus selon l'industrie dans les RMR de Québec et de Montréal, 1986, 1991 et 1996

CTI80 ¹	RMR de Québec			RMR de Montréal		
	1986	1991	1996	1986	1991	1996
	%					
Industries primaires	1,2	1,4	1,5	0,7	0,8	0,8
Industries manufacturières	9,2	9,2	8,7	21,2	18,6	17,6
Industries de la construction	4,8	5,3	4,6	4,8	5,5	4,2
Industries du transport et de l'entreposage	3,2	2,9	3,3	5,3	4,6	4,2
Industries des communications et autres services publics	2,7	2,8	2,5	3,7	4,0	3,7
Industries du commerce	17,3	16,6	17,5	18,6	18,3	19,0
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	7,4	7,2	6,9	6,4	6,7	6,0
Industries des services gouvernementaux	16,5	16,0	13,5	5,6	5,6	4,9
Industries des services d'enseignement	8,4	8,0	8,1	6,6	6,4	6,9
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	10,7	11,4	11,2	8,9	9,4	9,9
Autres industries ²	18,5	19,3	22,2	18,1	20,1	22,9
Toutes les industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Classification type des industries de 1980.

2. Comprend les industries des services aux entreprises, les industries de l'hébergement et de la restauration et les autres industries de service.

Sources: Statistique Canada, Recensement de la population.

Institut de la statistique du Québec.

Les données selon les branches d'activité tirées de l'*Enquête sur la population active* permettent d'obtenir un aperçu de l'emploi de 1997 à 2001. Il est toutefois préférable de ne pas faire de parallèle entre cette classification et celle dont il a été question précédemment, car elles diffèrent à plusieurs égards. En 2001, la part des emplois associés à la fabrication est deux fois plus importante dans la RMR de Montréal (18,6 %) que dans celle de Québec (9,4 %). À l'inverse, la proportion des emplois dans les administrations publiques est beaucoup plus forte dans la RMR de Québec (11,1 %) que dans celle de Montréal (4,9 %). Dans la RMR de Québec, la branche qui affiche la plus forte croissance au cours de cette période est celle de la gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien (+ 60,0 %), suivie de celle des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 44,6 %). À l'opposé, la branche des services d'enseignement présente une décroissance de l'ordre de 25 % entre 1997 et 2001. Les mêmes caractéristiques sont observées dans la RMR de Montréal, mais avec moins d'ampleur. Les deux premières branches d'activité ont connu des hausses respectives de 18,9 % et de 25,1 %, tandis que celle des services d'enseignement a enregistré une baisse de 1,1 %.

Évolution de l'emploi selon les branches d'activité dans les RMR de Québec et de Montréal, 1997-2001

SCIAN ¹	RMR de Québec	RMR de Montréal
	%	
Secteur de la production de biens	11,7	8,7
Agriculture	..	25,7
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	..	- 15,4
Services publics	43,8	- 13,7
Construction	- 11,1	9,5
Fabrication	21,5	9,8
Secteur des services	10,1	9,8
Commerce	12,5	10,8
Transport et entreposage	0,0	10,4
Finance, assurances, immobilier et location	0,4	- 4,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	44,6	25,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	60,0	18,9
Services d'enseignement	- 24,7	- 1,1
Soins de santé et assistance sociale	24,1	17,1
Information, culture et loisirs	19,0	15,8
Hébergement et services de restauration	25,2	11,6
Autres services	7,6	- 0,8
Administrations publiques	- 6,0	1,0
Emploi total	10,4	9,5

1. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.

.. Donnée non disponible.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Institut de la statistique du Québec.

Revenu



En 1995, le revenu moyen des 549 960 personnes de 15 ans et plus de la CMQ qui ont un revenu est de 24 339\$, soit 1 141\$ de plus que la moyenne québécoise (23 198\$) et un peu moins que celui de la RMR de Montréal (24 625\$). La tranche de revenu de 10 000 \$ à 14 999 \$ est celle qui regroupe le plus fort pourcentage de personnes (13,9 %), suivie de près par celle de 30 000 \$ à 39 999 \$ (13,1 %) et celle de 50 000 \$ et plus (11,0 %). Dans l'ensemble du Québec ainsi que dans le territoire de la RMR de Montréal, les tranches de revenu se classent proportionnellement dans le même ordre.

Dans la CMQ, le revenu moyen des hommes de 15 ans et plus ayant un revenu se chiffre à 29 979\$ en 1995, alors qu'il est de 18 793\$ pour les femmes. En comparant les revenus moyens de la CMQ avec ceux de la RMR de Montréal et de l'ensemble du Québec, on observe que le revenu moyen des hommes (30 024\$) et celui des femmes (19 298\$) de la RMR de Montréal sont légèrement plus élevés que ceux de la CMQ, tandis que, dans l'ensemble du Québec, les revenus moyens sont moins élevés à la fois pour les deux sexes (28 436\$ pour les hommes et 17 836\$ pour les femmes).

Lors du recensement de 1996, dans le territoire de la CMQ, un peu plus de 17 % des hommes ont déclaré des revenus de 50 000 \$ et plus, tandis que, du côté des femmes, la proportion la plus forte se situe dans la tranche de 10 000 \$ à 14 999 \$ (17,9 %). Par ailleurs, la tranche de revenu de 30 000 \$ à 39 999 \$ est la deuxième en importance tant chez les hommes que chez les femmes (15,2 % et 10,9 % respectivement). Dans la RMR de Montréal et dans l'ensemble du Québec, le portrait est sensiblement le même, sauf que la tranche de revenu de 15 000 \$ à 19 999 \$ arrive au second rang chez les femmes.

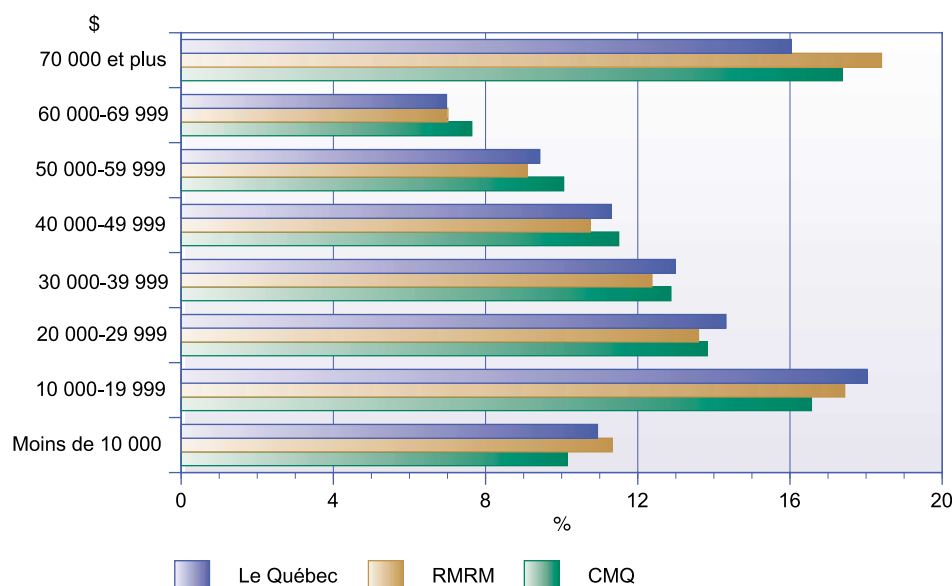
Répartition des particuliers selon le sexe et la tranche de revenu total dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1996

Tranche de revenu	CMQ	RMRM	Le Québec	CMQ	RMRM	Le Québec
	Hommes			Femmes		
	%					
Moins de 1 000 \$	5,0	5,8	5,5	6,0	6,3	6,6
1 000 \$-2 999 \$	3,5	3,7	3,8	5,7	5,4	6,0
3 000 \$-4 999 \$	3,3	3,6	3,5	5,1	5,1	5,5
5 000 \$-6 999 \$	4,5	4,6	4,5	6,7	6,3	6,9
7 000 \$-9 999 \$	6,2	6,6	6,7	9,6	9,5	10,6
10 000 \$-14 999 \$	9,8	10,6	11,1	17,9	18,3	19,2
15 000 \$-19 999 \$	8,1	8,6	9,0	10,8	11,1	11,1
20 000 \$-24 999 \$	8,0	8,1	8,5	8,8	8,8	8,4
25 000 \$-29 999 \$	8,2	7,9	8,4	8,6	8,0	7,4
30 000 \$-39 999 \$	15,2	13,7	14,2	10,9	10,6	9,6
40 000 \$-49 999 \$	10,4	10,0	9,9	5,3	5,5	4,9
50 000 \$ et plus	17,6	16,8	15,0	4,5	5,0	4,0

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

En 1995, le revenu moyen des ménages privés est de 43 670 \$ dans la CMQ, de 44 593 \$ dans la RMR de Montréal et, enfin, de 42 229 \$ pour le Québec. Dans le territoire de la CMQ, tout comme dans celui de la RMR de Montréal, la tranche de revenu qui regroupe le plus fort pourcentage de ménages privés est celle de 70 000 \$ et plus (17,4 % et 18,4 % respectivement), suivie en deuxième et en troisième positions par celles de 10 000 \$ à 19 999 \$ (16,6 % et 17,4 %) et de 20 000 \$ à 29 999 \$ (13,8 % et 13,6 %). Au Québec, la situation se présente différemment : l'ordre des deux premières positions est inversé. La plus forte proportion des ménages privés se situe dans la tranche de revenu de 10 000 \$ à 19 999 \$ (18,0 %), puis dans celle de 70 000 \$ et plus (16,0 %).

Répartition des ménages privés selon la tranche de revenu total dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

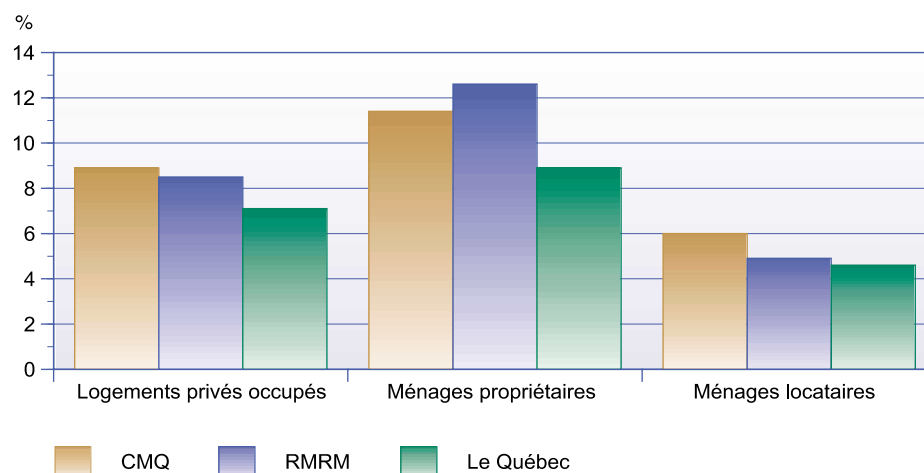
Logement

Dans la CMQ, en 1996, on dénombre 281 494 logements privés, dont 277 945 sont occupés (98,7 %). Par rapport à 1991, cela représente une augmentation de 9,6 % du nombre de logements privés. Cette croissance est supérieure à celle que l'on observe entre 1991 et 1996 dans l'ensemble du Québec (+ 7,1 %) et dans la plupart des RMR canadiennes, à l'exception de celles de Vancouver (+ 13,7 %) et d'Ottawa-Gatineau (+ 10,3 %). Quant à la RMR de Winnipeg, elle présente le plus faible taux de croissance au cours de cette période (+ 3,9 %). Entre 1971 et 1996, le nombre de logements privés a doublé dans plusieurs RMR, notamment dans celle de Québec (+ 116,4 %). Deux RMR présentent toutefois une croissance moindre de leur nombre de logements durant cet intervalle, soit celles de Winnipeg (+ 57,1 %) et de Montréal (+ 66,4 %).

Notons que les données relatives aux logements privés, tirées du recensement de 2001, sont disponibles. Toutefois, puisque la définition de ce concept a changé depuis le recensement de 1996, il est préférable de ne pas établir de comparaison dans le temps. À titre indicatif, le nombre de logements privés de la CMQ, incluant les résidences saisonnières, est établi à 313 570 en 2001.

Sur les 277 945 logements privés occupés de la CMQ, plus de la moitié le sont par des ménages propriétaires. Leur proportion a d'ailleurs augmenté de 1,2 point de pourcentage de 1991 à 1996, passant de 53,6 % à 54,8 %. À l'inverse, dans la RMR de Montréal, la part des ménages locataires (51,5 %) dépasse celle des ménages propriétaires (48,5 %), bien que ces derniers soient proportionnellement plus nombreux qu'ils ne l'étaient en 1991. Dans la CMQ, le nombre de ménages propriétaires a crû de 11,4 % entre 1991 et 1996, tandis que le nombre de ménages locataires a connu une croissance moindre (+ 6,0 %). Dans l'ensemble du Québec, les taux de croissance pour ces deux modes d'occupation résidentielle sont respectivement de 8,9 % et de 4,6 %.

Croissance du nombre de logements privés occupés dans la CMQ, la RMR de Montréal et au Québec, 1991-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

MIGRATION

Entrées interrégionales dans la RMR de Québec

Au total, 105 350 personnes sont venues s'installer dans le territoire de la RMR de Québec de 1991 à 2001. Toutefois, tous les groupes d'âge confondus, il y a eu beaucoup plus de personnes migrantes dans la deuxième période quinquennale (46 904 de 1991 à 1996 contre 58 446 de 1996 à 2001) et, plus particulièrement, chez les 15 à 24 ans (+ 3 899). De 1991 à 2001, le nombre d'entrées le plus élevé revient au groupe des 25 à 44 ans (48 083), suivi des 15 à 24 ans (23 693) et des 45 à 64 ans (16 338). De leur côté, le nombre d'entrants âgés de 65 ans et plus ne représente qu'environ 5 % (6 088) des nouveaux migrants.

Entrées interrégionales dans la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001

Groupe d'âge	1991-1996	1996-2001	1991-2001
	n		
0 à 14 ans	5 117	6 012	11 129
15 à 24 ans	9 897	13 796	23 693
25 à 44 ans	22 331	25 752	48 083
45 à 64 ans	6 844	9 494	16 338
65 ans et plus	2 708	3 380	6 088
Total	46 904	58 446	105 350

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Entre 1991 et 2001, près de 20 % des 105 350 nouveaux venus dans la RMR de Québec arrivent de la Chaudière-Appalaches (18 448), alors que les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (11 248), de la Capitale-Nationale (10 011), du Bas-Saint-Laurent (10 250), de la Montérégie (9 990) et de Montréal (9 672) fournissent chacune aux alentours de 10 % des arrivants. En contrepartie, moins de 2 % viennent des régions de Laval (1 776) et du Nord-du-Québec (879).

Entrées dans la RMR de Québec par région administrative d'origine et par groupe d'âge, 1991-2001

Région administrative	Groupe d'âge					Total
	0 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus	
	n					
01 Bas-Saint-Laurent	871	2 839	4 517	1 463	554	10 250
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 220	3 088	4 865	1 537	540	11 248
03 Capitale-Nationale	1 023	1 978	4 484	1 758	769	10 011
04 Mauricie	550	1 199	2 490	734	310	5 286
05 Estrie	385	783	1 823	481	177	3 653
06 Montréal	793	972	5 388	1 774	743	9 672
07 Outaouais	416	540	1 210	372	86	2 622
08 Abitibi-Témiscamingue	275	727	1 010	321	69	2 406
09 Côte-Nord	740	1 757	2 585	1 291	355	6 725
10 Nord-du-Québec	130	216	363	140	31	879
11 Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	321	1 296	1 711	492	140	3 960
12 Chaudière-Appalaches	1 707	4 203	8 250	2 877	1 411	18 448
13 Laval	205	284	889	293	105	1 776
14 Lanaudière	305	468	1 001	355	80	2 208
15 Laurentides	312	478	1 084	403	117	2 393
16 Montérégie	1 467	1 917	4 669	1 541	395	9 989
17 Centre-du-Québec	411	949	1 745	506	207	3 823
Total	11 129	23 692	48 083	16 338	6 088	105 350

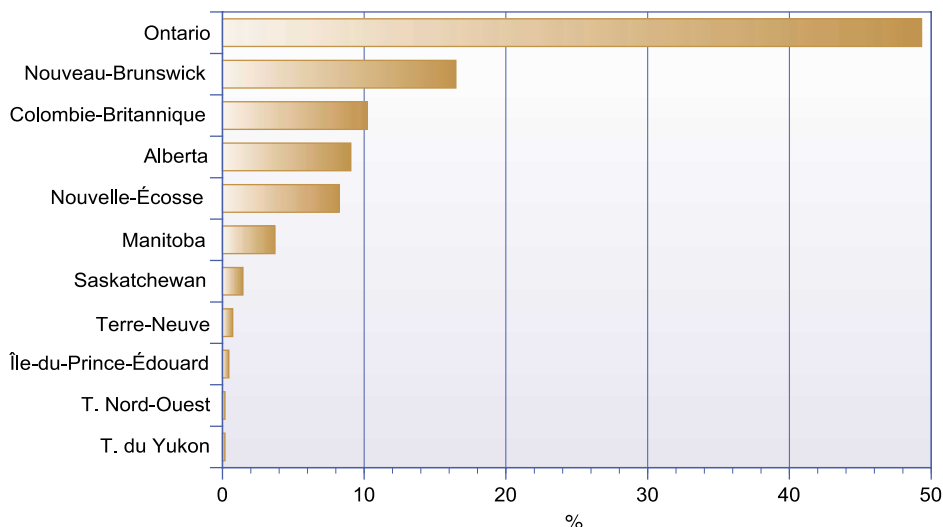
Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ.

Chez les jeunes de 0 à 14 ans, trois régions fournissent près de 40 % des entrants de 1991 à 2001 : la Chaudière-Appalaches (1 707), la Montérégie (1 467) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (1 220). En ce qui concerne la tranche des 15 à 24 ans, les régions d'origine ressemblent beaucoup à celles des 0 à 14 ans, à cette différence près que le Saguenay-Lac-Saint-Jean (3 088) occupe le second rang, tandis que le troisième revient au Bas-Saint-Laurent (2 839). De son côté, le groupe des 25 à 44 ans arrive principalement de la Chaudière-Appalaches (8 250). Quant aux gens âgés de 45 à 64 ans, 2 877 viennent de la Chaudière-Appalaches, 1 774 de la région de Montréal et 1 758 de la Capitale-Nationale. Enfin, les gens de 65 ans et plus, tout comme les autres groupes d'âge, migrent davantage dans la RMR de Québec en provenance de la Chaudière-Appalaches (1 410).

Entrées inter-provinciales dans la RMR de Québec

De 1991 à 1996, des 5 530 entrants dans la RMR de Québec venant d'une autre province ou d'un territoire canadien, près de 50 % arrivent de l'Ontario (2 740), 16,5 % du Nouveau-Brunswick (905) et 10,2 % de la Colombie-Britannique (565), alors que la proportion de nouveaux arrivants des territoires du Yukon et du Nord-Ouest, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard représente uniquement 1 %

Entrants dans la RMR de Québec venant d'une province ou d'un territoire canadien, 1991-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

de l'ensemble des migrants interprovinciaux. Par ailleurs, peu importe la province d'origine des migrants, ils sont majoritairement âgés entre 25 et 44 ans lorsqu'ils arrivent dans la RMR.

D'après le recensement de 1996, 7 160 personnes immigrantes sont venues s'installer dans le territoire de la RMR de Québec entre 1991 et 1996, soit 6,0 % de l'ensemble des migrants du territoire. De ce nombre, près de 60 % figurent dans la tranche d'âge des 25 à 44 ans et 17,4 %, dans celle des 5 à 14 ans.

Sorties interrégionales de la RMR de Québec

Entre 1991 et 2001, 95 343 personnes ont quitté le territoire de la RMR de Québec. Or, dans la deuxième période quinquennale, soit de 1996 à 2001, 12 137 départs de plus ont été dénombrés, touchant toutes les tranches d'âge (41 603 sorties de 1991 à 1996 en regard de 53 740 sorties de 1996 à 2001). Parmi les personnes partant pour aller s'installer ailleurs, les personnes âgées de 25 à 44 ans sont les plus mobiles (49 491), suivies des 45 à 64 ans (16 216). Par contre, les 65 ans et plus représentent le groupe qui bouge le moins (4 315).

Sorties interrégionales de la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001

Groupe d'âge	1991-1996	1996-2001	1991-2001
	n		
0 à 14 ans	4 540	6 315	10 855
15 à 24 ans	6 432	8 005	14 437
25 à 44 ans	22 033	27 458	49 491
45 à 64 ans	6 524	9 692	16 216
65 ans et plus	2 055	2 260	4 315
Total	41 603	53 740	95 343

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Dans l'ensemble des régions du Québec, celles de Montréal (20 834), de la Chaudière-Appalaches (13 952), de la Montérégie (12 918) et de la Capitale-Nationale (9 137) ont accueilli le plus grand nombre d'anciens résidents de la RMR de Québec de 1991 à 2001. Toutefois, très peu sont partis pour les régions du Nord-du-Québec (511), de l'Abitibi-Témiscamingue (1 201) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (1 435) durant cette période.

Des 10 855 sortants de la RMR de Québec âgés de 0 à 14 ans, 18,2 % vont s'établir en Montérégie (1 980) et 15,8 % dans la Chaudière-Appalaches (1 710). Les régions de Montréal (1 142) et de la Capitale-Nationale (1 095) accueillent ensemble 20 % des jeunes de cet âge. Quant aux groupes suivants, soit les 15 à 24 ans (4 380) et les 25 à 44 ans (11 885), ils vont élire domicile, après avoir quitté la RMR de Québec, principalement dans la région de Montréal. Enfin, tant chez les 45 à 64 ans que chez les 65 ans et plus, la Chaudière-Appalaches (19,7 % et 19,8 % respectivement) s'avère le premier choix pour près de 20 % d'entre eux lorsqu'ils quittent la RMR de Québec; viennent ensuite la région de Montréal (16,3 % et 18,3 %) et celle de la Capitale-Nationale (14,7 % et 14,8 %).

Sorties de la RMR de Québec par région administrative de destination et par groupe d'âge, 1991-2001

Région administrative	Groupe d'âge					Total
	0 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus	
	n					
01 Bas-Saint-Laurent	563	641	2 381	885	304	4 783
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	696	702	2 643	852	235	5 128
03 Capitale-Nationale	1 095	1 061	3 955	2 387	639	9 137
04 Mauricie	446	585	1 831	698	197	3 756
05 Estrie	354	537	1 683	560	152	3 294
06 Montréal	1 142	4 380	11 885	2 637	788	20 834
07 Outaouais	507	548	2 190	420	69	3 732
08 Abitibi-Témiscamingue	134	197	688	148	34	1 201
09 Côte-Nord	409	398	1 484	378	62	2 728
10 Nord-du-Québec	64	63	299	77	7	511
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	159	151	783	280	60	1 435
12 Chaudière-Appalaches	1 710	1 827	6 370	3 192	853	13 952
13 Laval	292	399	1 494	399	116	2 700
14 Lanaudière	325	263	1 194	351	86	2 220
15 Laurentides	543	456	2 070	523	97	3 689
16 Montérégie	1 980	1 789	6 867	1 816	460	12 918
17 Centre-du-Québec	436	442	1 673	614	157	3 327
Total	10 855	14 437	49 491	16 217	4 315	95 344

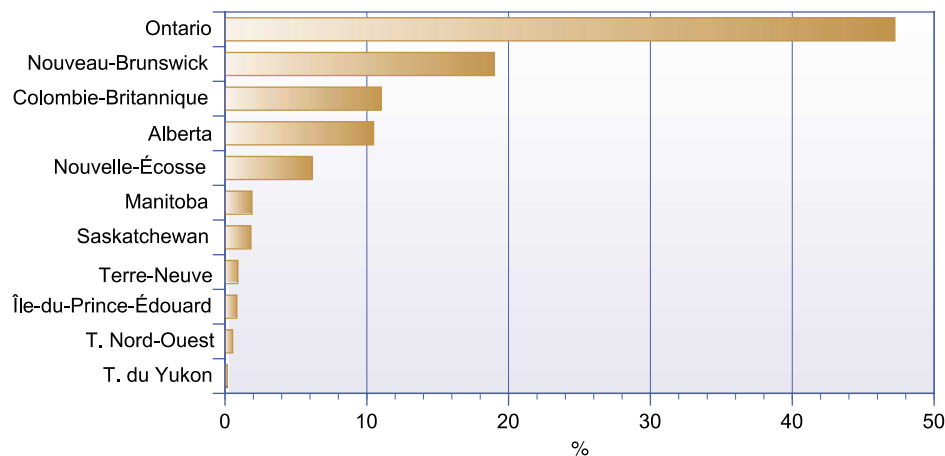
Source: Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ.

Sorties inter-provinciales de la RMR de Québec

Entre 1991 et 1996, 6 570 résidents de la RMR de Québec sont partis habiter dans une autre province ou un territoire canadien; de ce nombre, 57,1 % sont âgés entre 25 et 44 ans. Les deux provinces qui accueillent le plus grand nombre de sortants sont l'Ontario (3 105) et la Colombie-Britannique (1 255). À l'inverse, ces derniers vont très peu s'installer au Yukon (10), dans les Territoires du Nord-Ouest (20) ainsi qu'à Terre-Neuve (55) et dans l'Île-du-Prince-Édouard (60).



Sorties de la RMR de Québec vers une autre province ou un territoire canadien, 1991-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Solde migratoire interrégional de la RMR de Québec

De 1991 à 2001, l'écart interrégional entre les entrants dans le territoire de la RMR de Québec et les sortants atteint 10 007 personnes. Le solde net est positif pour la majorité des groupes d'âge, sauf pour les 25 à 44 ans (– 1 409). Durant cette période, c'est le groupe des 15 à 24 ans qui présente le solde positif le plus élevé (+ 9 256). Notons que, de 1996 à 2001, les départs se sont accentués pour plusieurs tranches d'âge, notamment les 25 à 44 ans (– 1 707), alors qu'il y a eu plus d'entrants âgés de 15 à 24 ans (+ 2 326) et de 65 ans et plus (+ 467).

Solde migratoire dans la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001

Groupe d'âge	1991-1996	1996-2001	1991-2001
	n		
Interrégional	5 301	4 706	10 007
0 à 14 ans	577	– 303	274
15 à 24 ans	3 465	5 791	9 256
25 à 44 ans	298	– 1 707	– 1 409
45 à 64 ans	319	– 198	121
65 ans et plus	653	1 120	1 773
Interprovincial	– 323	– 4 262	– 4 585
International	11 840	4 082	15 922
Total	16 818	4 526	21 344

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Plus de Québécois sont venus s'installer dans la RMR de Québec de 1991 à 2001 qu'il n'en est sorti (+ 10 007). Les gains les plus importants se sont faits au détriment des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 6 121) et du Bas-Saint-Laurent (+ 5 467), alors que la RMR perd considérablement de résidents au profit de la région de Montréal (– 11 162).

De 1991 à 2001 pour le groupe d'âge de 0 à 14 ans, le solde net de la RMR de Québec est particulièrement positif avec les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 524), de la Côte-Nord (+ 331) et du Bas-Saint-Laurent (+ 308), tandis qu'avec celle de la Montérégie (– 514), il est négatif. En ce qui a trait aux 15 à 24 ans, le nombre d'entrées dans la RMR de Québec est plus élevé que celui des sorties pour les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 2 386), de la Chaudière-Appalaches (+ 2 377) et du Bas-Saint-Laurent (+ 2 199). La situation est, toutefois, différente avec la région de Montréal, puisqu'elle enregistre un gain de 3 408 personnes au détriment de la RMR pour cette tranche d'âge. Chez les 25 à 44 ans, la RMR de Québec présente un solde net positif notamment pour les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 2 222) et du Bas-Saint-Laurent (+ 2 136) et un solde net négatif avec celle de Montréal (– 6 497). Du côté des 45 à 64 ans, la RMR de Québec en rapport avec la région de Montréal a un manque à gagner de 863 personnes. Cependant, elle comble ce dernier avec le solde net positif existant avec la région de la Côte-Nord (+ 913). Enfin, le groupe des 65 ans et plus de la RMR de Québec présente un solde net positif par rapport à la région de la Chaudière-Appalaches (+ 557) et négatif pour la Montérégie (– 65).

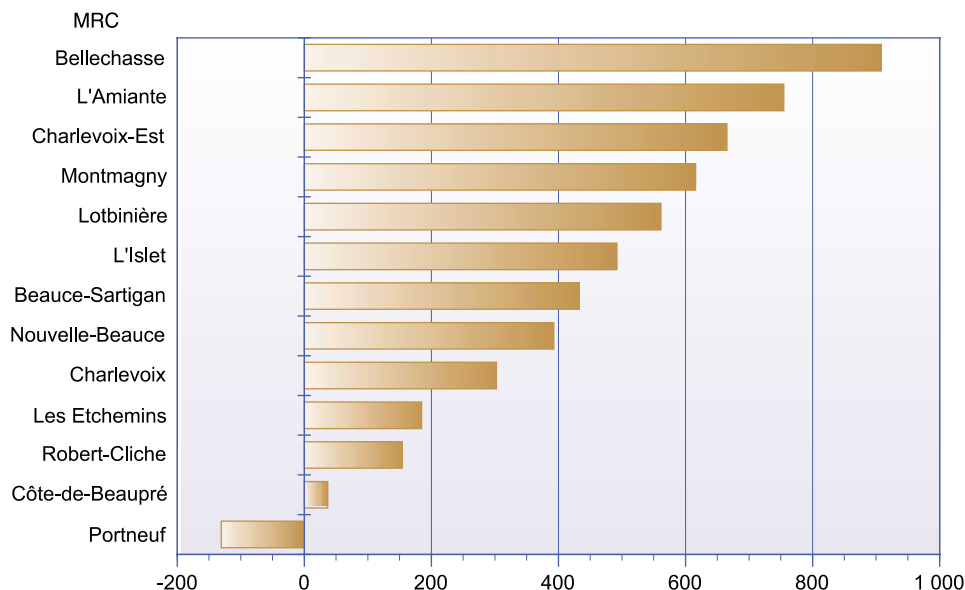
Solde migratoire de la RMR de Québec par région administrative et par groupe d'âge, 1991-2001

Région administrative	Groupe d'âge					
	0 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus	Total
	n					
01 Bas-Saint-Laurent	308	2 199	2 136	578	250	5 467
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	524	2 386	2 222	685	305	6 121
03 Capitale-Nationale	– 72	917	529	– 629	130	874
04 Mauricie	104	614	659	36	113	1 531
05 Estrie	31	246	140	– 79	25	359
06 Montréal	– 349	– 3 408	– 6 497	– 863	– 45	– 11 162
07 Outaouais	– 91	– 8	– 981	– 48	17	– 1 110
08 Abitibi-Témiscamingue	141	530	322	173	35	1 205
09 Côte-Nord	331	1 359	1 101	913	293	3 997
10 Nord-du-Québec	66	153	64	63	24	368
11 Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	162	1 145	928	212	80	2 525
12 Chaudière-Appalaches	– 3	2 377	1 880	– 314	557	4 496
13 Laval	– 87	– 115	– 606	– 106	– 11	– 924
14 Lanaudière	– 20	205	– 194	4	– 6	– 12
15 Laurentides	– 231	22	– 986	– 120	20	– 1 296
16 Montérégie	– 514	128	– 2 198	– 275	– 65	– 2 929
17 Centre-du-Québec	– 25	507	72	– 108	50	496
Total	273	9 256	– 1 409	121	1 773	10 007

Sources : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ.

De 1991 à 2001, le solde migratoire de la RMR de Québec – par rapport aux MRC de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches situées en dehors de ses limites – est positif, notamment avec Bellechasse (+ 908), L'Amiante (+ 755) et Charlevoix-Est (+ 665), et négatif uniquement avec Portneuf (– 130). Toutefois, en divisant la période en deux, on s'aperçoit que le solde entre la RMR et Portneuf est négatif de 1991 à 1996 (– 461) et positif de 1996 à 2001 (+ 331). Notons que les mouvements migratoires les plus importants, au cours de la dernière décennie, se sont produits entre Portneuf et la RMR de Québec (5 265 entrées et 5 396 sorties).

Solde migratoire de la RMR de Québec par rapport aux MRC de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches situées en dehors de ses limites, 1991-2001

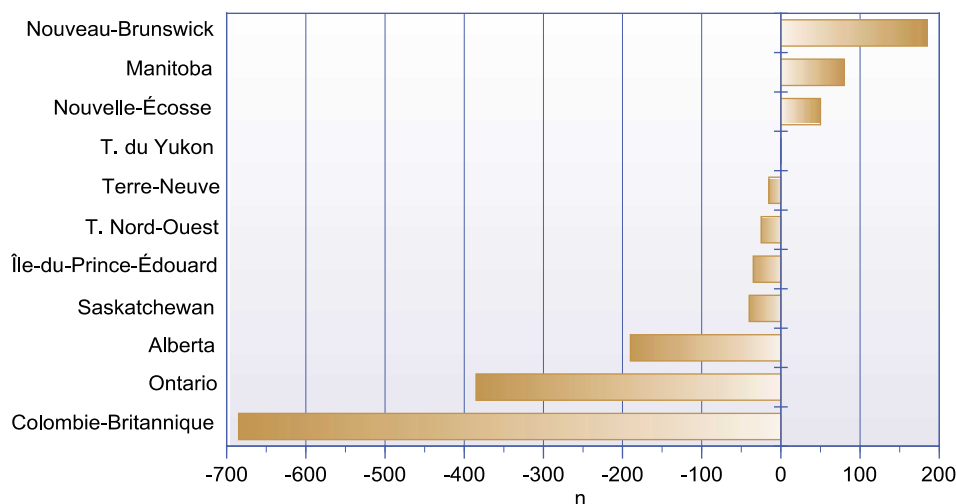


Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Solde migratoire inter-provincial de la RMR de Québec

De 1991 à 1996, le solde migratoire interprovincial de la RMR de Québec est négatif (– 1 040). D'ailleurs, pour toutes les tranches d'âge, plus de personnes ont quitté la RMR de Québec pour aller s'installer dans une autre province ou un territoire canadien que l'inverse. Les 25 à 44 ans ainsi que les 15 à 24 ans sont les deux groupes pour lesquels les pertes nettes sont les plus élevées (– 420 et – 400 respectivement). La RMR de Québec affiche un solde net négatif notamment avec la Colombie-Britannique (– 690), tandis que ce dernier est positif avec le Nouveau-Brunswick (+ 195) et le Manitoba (+ 105).

Solde migratoire de la RMR de Québec avec les provinces et les territoires canadiens, 1991-1996



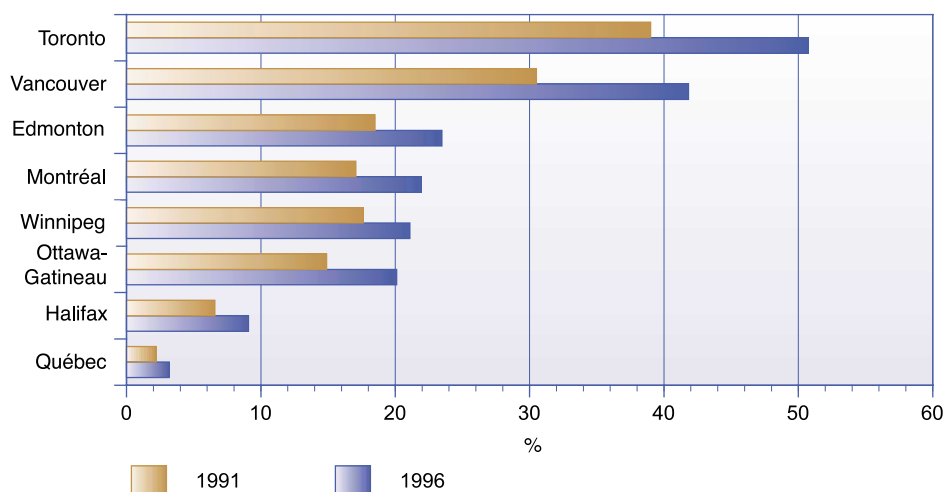
Source : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Immigration



En 1996, 3,2 % de la population de la RMR de Québec sont des immigrants (17 370), ce qui correspond à une augmentation de 1,0 point de pourcentage par rapport à 1991 (14 030). Parmi les principales RMR canadiennes, la RMR de Québec est l'une de celles qui accueille le moins d'immigrants dans son territoire. Notons que la RMR de Winnipeg, dont la population est comparable à celle de la RMR de Québec, présente une proportion d'immigrants près de sept fois plus élevée que cette dernière, alors qu'Halifax, avec la moitié moins d'habitants, affiche une proportion trois fois plus élevée. Par ailleurs, la proportion d'immigrants dans la population de la RMR de Québec est également beaucoup plus faible que dans celle de la RMR de Montréal (17,8 %) et de l'ensemble du Québec (9,4 %).

Population de 15 ans et plus née à l'extérieur du Canada pour certaines RMR canadiennes, 1991-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Dans la RMR de Québec, en 1996, les trois groupes d'immigrants les plus importants, en nombre, sont originaires de France (3 130), des États-Unis (1 390) et d'Allemagne (845). Les immigrants français occupent la plus grande part de la population immigrante (18,0 %), et les deux autres groupes suivent avec des proportions respectives de 8,0 % et de 4,9 %. Les nouveaux immigrants viennent encore en grand nombre de France (795), mais c'est aussi de Bosnie-Herzégovine (460) qu'ils arrivent, entre 1991 et 1996. Depuis la première période d'immigration (avant 1961) jusqu'en 1996, le nombre d'immigrants accueillis dans la RMR de Québec n'a cessé d'augmenter. C'est entre 1991 et 1996 que les plus importants contingents d'immigrants s'y sont établis (5 180). Au cours de cette période, 44,4 % des immigrants étaient natifs d'Europe, ce qui représente 2 285 personnes. Pour l'ensemble des périodes d'immigration, la RMR de Québec a d'ailleurs reçu plus d'immigrants d'Europe (8 295) que de partout ailleurs dans le monde.

Population selon le lieu de naissance dans les RMR de Québec et de Montréal et dans l'ensemble du Québec, 1996

RMR de Québec	n	RMR de Montréal	n	Le Québec	n
Population non imm.	644 630	Population non imm.	2 664 455	Population non imm.	6 339 165
Population immigrante	17 370	Population immigrante	586 425	Population immigrante	664 495
France	3 130	Italie	72 295	Italie	74 700
États-Unis	1 390	Haïti	43 090	Haïti	45 470
Allemagne	845	France	32 210	France	44 265
Haïti	670	Liban	26 425	Liban	28 430
Chine, Rép. pop. de	630	Grèce	23 040	États-Unis	27 130
Algérie	550	Vietnam	21 940	Grèce	23 730
Vietnam	530	Portugal	19 845	Vietnam	23 510
Belgique	495	Royaume-Uni	17 325	Portugal	22 850
Italie	475	Pologne	16 075	Royaume-Uni	20 905
Cambodge	470	États-Unis	15 910	Pologne	17 605
Autres	8 185	Autres	298 270	Autres	335 900

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Nouveaux immigrants¹ selon le pays de naissance dans les RMR de Québec et de Montréal et dans l'ensemble du Québec, 1996

RMR de Québec	n	RMR de Montréal	n	Le Québec	n
France	795	Haïti	9 985	Haïti	10 435
Bosnie-Herzégovine	460	Liban	9 595	Liban	10 120
Chine, Rép. pop. de	425	France	7 500	France	9 885
Algérie	260	Chine, Rép. pop. de	6 625	Chine, Rép. pop. de	7 930
Allemagne	220	Roumanie	5 200	Roumanie	5 620
Haïti	175	Sri Lanka	4 665	Philippines	4 745
Roumanie	175	Philippines	4 625	Sri Lanka	4 680
Maroc	165	Inde	4 370	Inde	4 455
Yougoslavie, n.i.a.	165	Vietnam	4 105	Vietnam	4 440
États-Unis	160	Maroc	3 780	Maroc	4 215
Autres	2 185	Autres	74 060	Autres	84 390

1. Les nouveaux immigrants sont ceux qui ont immigré au cours de la dernière période, soit de 1991 à 1996.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES PROJÉTÉES

L'analyse des projections démographiques pour l'ensemble de la CMQ se subdivise en trois parties : 1) accroissement de la population et des ménages totaux ; 2) transformation de la structure par âge ; 3) événements démographiques projetés.

En premier lieu, une note méthodologique rappelle que l'univers de la population des projections ne correspond pas à celui des recensements et elle précise ce qu'il faut faire pour pouvoir les comparer.

Univers de la population

Le tableau ci-après présente la population totale de la CMQ en 1996 et en 2001 selon deux sources : le recensement et l'estimation au 1^{er} juillet qui sert de point de départ aux projections. En 1996, l'estimation compte 1,7 % de plus d'individus que le recensement. Cet écart provient principalement de la correction du sous-dénombrement net du recensement. Les jeunes adultes dans la vingtaine comptent parmi les groupes les plus touchés par le sous-dénombrement au recensement en 1996.

L'univers de la population projetée en 2001 appartient à celui des perspectives démographiques régionales 1996-2041, plus précisément à la mise à jour du scénario A de référence de l'édition 2000 (voir annexe méthodologique). Cet univers diffère aussi de celui de la population totale du recensement de 2001, dont le taux de sous-dénombrement net n'est pas encore disponible. Pour permettre leur comparaison, nous appliquons une correction de + 1,5 % à la population du recensement, ce qui est l'ordre de grandeur du sous-dénombrement en 1996.

Par rapport à l'effectif corrigé du recensement de 2001, les projections sous-estiment légèrement la population de la CMQ. L'écart atteint un demi de 1 %. Les hypothèses de projections s'avèrent donc valables pour les cinq premières années.

Comparaison de la population selon les recensements et les projections

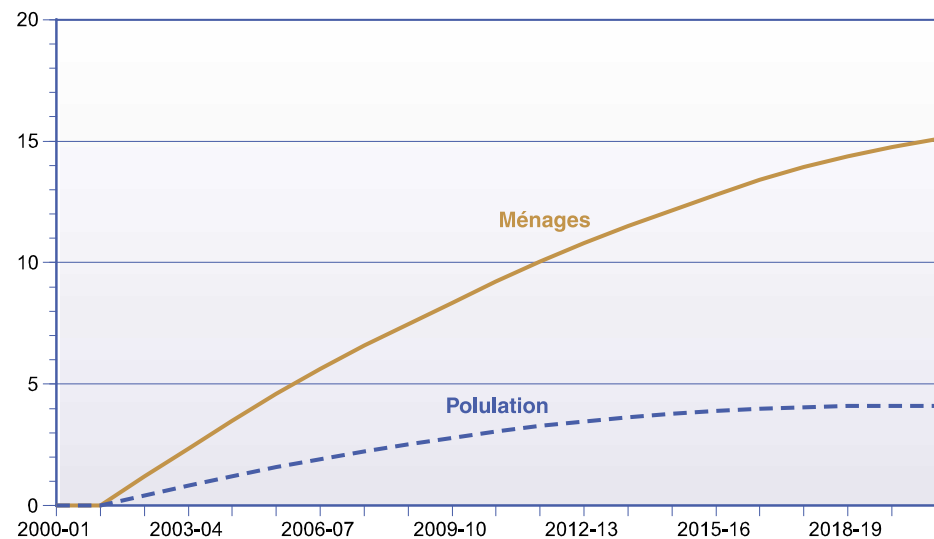
Année, source et écart	Unité	Population de la CMQ
1996		
Recensement	'000	676
Départ des projections	'000	688
Écart	%	1,7
2001		
Recensement corrigé de 1,5 %	'000	702
Projection	'000	698
Écart	%	- 0,5

Source : Institut de la statistique du Québec.

Population et ménage totaux

La population et les ménages de la CMQ seront plus nombreux en 2021 qu'ils ne l'étaient en 2001, mais leur rythme d'accroissement va s'atténuer avec le temps. La CMQ connaîtra un ralentissement de sa croissance démographique entre 2001 et 2021.

Taux d'accroissement cumulés de la population et des ménages projetés, CMQ, 2000-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.



La population augmentera de moins en moins dans la CMQ. La figure suivante (échelle de gauche) montre qu'elle va passer de 698 000 en 2001 à 727 000 individus en 2021, soit une augmentation de 29 000. La courbe s'infléchira durant les années 2010, signe d'un ralentissement de la croissance démographique.

Le tableau suivant précise que le taux d'accroissement projeté va descendre de 0,33 % en 2001-2011 à 0,08 % durant les années 2011-2021. Cela veut dire que, chaque année entre 2001 et 2011, 33 individus en moyenne s'ajouteront à la population de la CMQ pour chaque tranche de 10 000 résidents. À partir de 2011, il y en aura seulement 8 de plus par année pour chaque tranche de 10 000 résidents.

Les ménages augmenteront plus vite que la population. La CMQ compte 300 000 ménages en 2001 et elle en comptera 350 000 en 2021. Le taux d'accroissement des ménages surpassera celui de la population : partant de 1,01 % en 2001-2011, il sera encore de 0,53 % entre 2011 et 2021. Cela signifie que, pour chaque groupe de 10 000 ménages, 101 nouveaux ménages se formeront annuellement d'ici 2011, puis 53 durant les 10 années suivantes.

Deux phénomènes expliquent l'écart entre la croissance des ménages et celle de la population. Premièrement, la population des adultes les plus âgés va augmenter considérablement avec le vieillissement des générations du baby-boom. Or, les hommes et les femmes de 45 à 79 ans affichent les plus forts taux de soutien de ménage parmi tous les groupes d'âges. Leur valeur en 2011 au Québec s'étalera de 58,8 % à 65,8 % (données non présentées). L'augmentation future du nombre de ménages découlera de l'accession de ces générations nombreuses aux âges où une majorité de gens sont responsables d'un ménage. En contrepartie, alors que le nombre de ménages profitera du vieillissement démographique, le rythme d'accroissement de la population diminuera considérablement en raison du surplus projeté de décès sur les naissances. Ces caractéristiques sont présentées dans les sections suivantes.

Effectif et taux d'accroissement projetés de la population et des ménages privés de la CMQ, 2001-2021

CMQ	Unité	Population			Ménages		
		2001	2011	2021	2001	2011	2021
Effectif	'000	698	721	727	300	332	350
Taux d'accroissement annuel moyen	%	...	0,33	0,08	...	1,01	0,53

Source : Institut de la statistique du Québec.

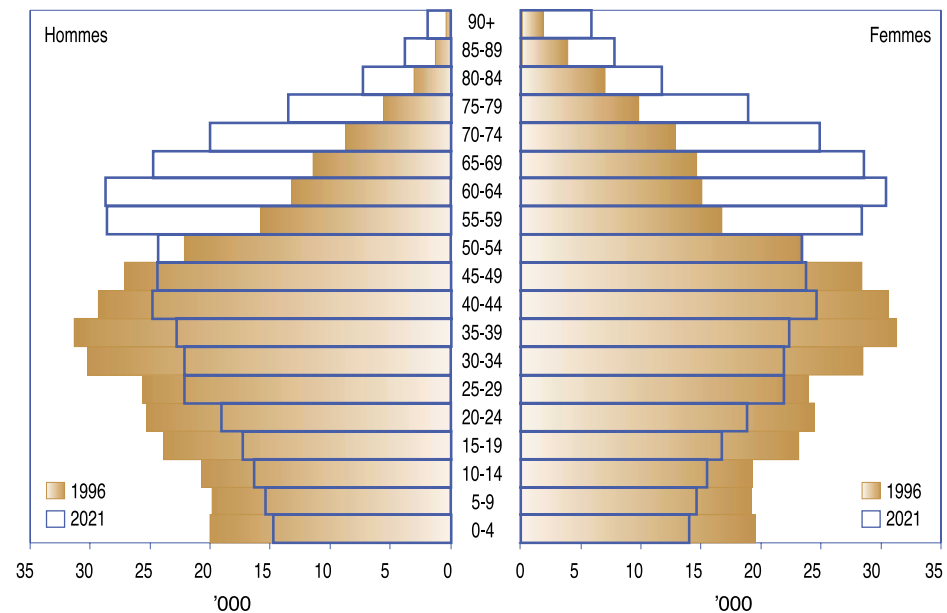
Structure par âge

Le vieillissement démographique sera prononcé dans la CMQ. En superposant la structure par âge et par sexe de la population de la CMQ en 1996 et en 2021, la figure suivante montre l'importance du vieillissement démographique projeté. La pyramide des âges va se transformer en toupie, forme caractéristique d'une population vieillie. Le tableau de la page suivante indique qu'en 25 ans, les groupes âgés de 44 ans et moins décroîtront (de - 21 % à - 26 %), pendant que celui des 65 ans et plus doublera (111 %). Le groupe des 45-64 ans connaîtra aussi une augmentation appréciable de 31 %.

Les rapports entre groupes d'âge synthétisent l'évolution de la structure par âge. Ces indicateurs vont basculer en 25 ans. Le rapport « 65 ans + / 0-14 ans » indique qu'en 1996, on comptait 68 personnes âgées pour chaque centaine de jeunes. En 2021, il y aura presque deux fois plus d'aînés que de jeunes; le rapport atteindra 186/100.

On appelle « indice de remplacement de la main-d'œuvre » le rapport entre l'effectif des 15-24 ans et celui des 55-64 ans, puisque ces groupes correspondent grosso modo aux âges d'entrée et de sortie du marché du travail. En 1996, pour chaque tranche de 100 personnes en âge de quitter le marché du travail, on dénombrait 159 personnes en âge d'y accéder. Le remplacement était donc assuré. Déjà en 2011, il n'y aura plus assez de personnes de 15-24 ans pour remplacer celles de 55-64 ans, si toutes ces dernières décident de cesser de travailler. L'indice sera de 80/100, ce qui est inférieur au seuil de remplacement. En 2021, l'écart sera encore plus prononcé.

Pyramide des âges de la population projetée dans la CMQ, 1996-2021



Source : Institut de la statistique du Québec

Éléments de la structure par âge projetée dans la CMQ, 1996-2021

CMQ	Répartition par âge						Variation
	1996	2011	2021	1996	2011	2021	1996-2021
	'000			%			%
Total	688	721	727	100	100	100	6
0-14 ans	119	96	91	17	13	12	- 23
15-24 ans	97	87	72	14	12	10	- 26
25-44 ans	231	190	183	34	26	25	- 21
45-64 ans	162	230	212	24	32	29	31
65 ans et plus	80	118	169	12	16	23	111
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans et + / 0-14 ans	...	...	...	68	123	186	...
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	159	80	62	...
Âge moyen (ans)	37,2	42,4	45,5	...	...	...	...
Âge médian (ans)	36,7	43,7	46,8	...	...	...	...

Source : Institut de la statistique du Québec

L'âge moyen et l'âge médian vont se hisser de la fin de la trentaine au milieu de la quarantaine entre 1996 et 2021. En 2011, l'âge médian, qui coupe la population en deux groupes d'effectif égal, surpassera l'âge moyen. Il y aura donc plus de personnes ayant dépassé l'âge moyen que de personnes plus jeunes. Cette progression reflète le poids démographique important des générations nombreuses du baby-boom. Et ce poids ne pourra pas être contre-balançé puisque les générations suivantes, nées dans une période de fécondité en chute, seront nettement moins nombreuses.

Événements démographiques

D'ici 2021, on projette que le bilan migratoire positif compensera le surplus de décès dans la CMQ. Le tableau suivant, qui présente le détail de l'accroissement naturel et migratoire projeté par période de cinq ans, permet de le constater.

En 2001-2006, la population de la CMQ va enregistrer un accroissement total de 13 500 personnes. Ce sera l'accroissement net le plus élevé, étant donné le ralentissement projeté de la croissance démographique. Entre 2016 et 2021, la CMQ verra sa population augmenter de 800 personnes.

Le taux de fécondité projeté de 1,34 enfant par femme va entraîner une baisse graduelle du nombre de naissances de 31 300 en 2001-2006 à 29 100 en 2016-2021. En même temps, il y aura une augmentation des décès : de 27 300 en 2001-2006 à 35 200 en 2016-2021. Cette augmentation découlera de la hausse de l'effectif des personnes âgées dont le niveau de mortalité est élevé.

L'accroissement naturel résulte de la soustraction suivante : nombre des naissances moins celui des décès. L'accroissement naturel sera positif jusqu'en 2011, deviendra négatif en 2011-2016 et continuera de diminuer jusqu'à - 6 200 personnes en 2016-2021. Ce déclin incessant est la cause du ralentissement de la croissance démographique.

La population totale de la CMQ continuera d'augmenter en raison d'un solde migratoire positif. Avec le temps, le solde migratoire va diminuer de 9 500 à 7 000 entre 2001-2006 et 2016-2021. Les échanges migratoires de la CMQ avec l'extérieur du Québec (les autres provinces et les autres pays) seront plus profitables pour l'augmentation de sa population que ceux qu'elle entretient avec les autres régions du Québec.

Événements démographiques quinquennaux projetés dans la CMQ, 2001-2021

Période	Naissances	Décès	Accr. naturel	Solde migratoire			Accr. total
				Interne ¹	Externe ²	Total	
				'000			
2001-2006	31,3	27,3	4,0	3,9	5,6	9,5	13,5
2006-2011	30,8	29,8	0,9	3,0	5,9	8,8	9,8
2011-2016	29,9	32,5	- 2,6	1,8	6,0	7,8	5,2
2016-2021	29,1	35,2	- 6,2	0,8	6,2	7,0	0,8

1. Inclut les migrations internes au Québec et l'ajustement du scénario A de l'édition 2000.

2. Inclut les migrations interprovinciales, internationales et la variation des résidents non permanents.

Source : Institut de la statistique du Québec.

CONCLUSION

La population de la CMQ va continuer de s'accroître au cours des 25 années couvertes par les projections, mais à un rythme de plus en plus lent. Le vieillissement démographique sera prononcé. D'une part, cela insufflera une poussée de croissance aux ménages privés puisque les personnes au seuil du troisième âge ont une propension élevée à être soutien d'un ménage. D'autre part, le surplus de décès sur les naissances, annoncé par l'augmentation de l'effectif des personnes âgées, et aussi par la faible fécondité, entraînera le ralentissement de l'accroissement démographique. Sans un solde migratoire positif, la population de la CMQ pourrait commencer à décroître avant 2021. Il sera intéressant d'examiner si cette évolution surviendra de la même façon dans chacune des cinq composantes de son territoire.

COMPOSANTES DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

POPULATION

Population totale

La Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) est composée des villes de Québec et de Lévis, ainsi que des MRC de L'Île-d'Orléans, de La Côte-de-Beaupré et de La Jacques-Cartier⁴. À elle seule, Québec (507 986 habitants) regroupe les trois quarts (74,2 %) de la population de la CMQ (684 207 habitants). De son côté, Lévis (121 999 habitants) rassemble 17,8 % de la population de la CMQ, tandis que les trois MRC (54 232 habitants) en forment à peine 8 %.

En 1971, la population de Québec était de 420 680 habitants et elle représentait 81,5 % de la population de la CMQ. La population de Lévis, qui était de 58 671 habitants en 1971, regroupait quant à elle 11,4 % de la population de la CMQ. La part de la population de Québec a donc diminué de 7,3 points de pourcentage en trente ans, alors que celle de la population de Lévis a augmenté de 6,4 points. Bien que l'on compte, en 2001, 17 702 personnes de plus qu'en 1971 dans les trois MRC de la CMQ, la proportion de la population de ces MRC dans celle de la CMQ a peu fluctué : elle est passée de 7,1 % à 7,9 %.

Population de la CMQ et de ses composantes, 1971-2001

	1971		1981		1991		1996		2001	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
CMQ	515 871	100,0	589 755	100,0	649 756	100,0	675 918	100,0	684 207	100,0
L'Île-d'Orléans	5 435	1,1	6 436	1,1	6 938	1,1	6 892	1,0	6 779	1,0
La Côte-de-Beaupré	17 890	3,5	20 438	3,5	21 205	3,3	21 628	3,2	20 984	3,1
La Jacques-Cartier	13 195	2,6	19 611	3,3	23 274	3,6	24 819	3,7	26 459	3,9
Québec	420 680	81,5	456 276	77,4	489 816	75,4	504 235	74,6	507 986	74,2
Lévis	58 671	11,4	86 994	14,8	108 523	16,7	118 344	17,5	121 999	17,8

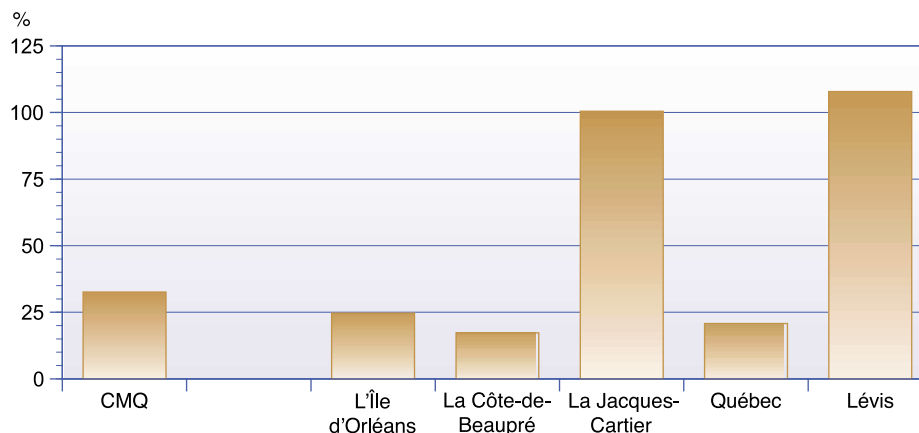
Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

De 1971 à 2001, les cinq composantes de la CMQ ont connu une augmentation de population. Les plus forts taux de croissance se situent à Lévis (+ 107,9 %) et dans La Jacques-Cartier (+ 100,5 %), tandis qu'en termes absolus, Québec présente la hausse de population la plus élevée avec un gain de 87 306 personnes.

Parmi toutes les périodes quinquennales comprises entre 1971 et 2001, c'est entre 1976 et 1981 que la plupart des composantes de la CMQ ont connu le plus important accroissement de leur population, la seule exception étant Québec qui affiche un taux de croissance plus fort entre 1971 et 1976. En nombre de personnes, c'est toutefois entre 1986 et 1991 que Québec a enregistré la hausse de population la plus appréciable (+ 26 458).

4. Dans cette partie du texte, Québec et Lévis désignent les villes constituées à la suite des fusions municipales du 1^{er} janvier 2002. Quant aux appellations L'Île-d'Orléans, La Côte-de-Beaupré et La Jacques-Cartier, elles correspondent à des municipalités régionales de comté.

Évolution de la population de la CMQ et de ses composantes, 1971-2001



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Depuis 1991, la population de L'Île-d'Orléans connaît une légère décroissance (– 2,3 %, – 159 personnes). Une baisse est également observée dans La Côte-de-Beaupré entre 1996 et 2001 (– 3,0 %, – 644 personnes). Au cours de cette dernière période quinquennale, La Jacques-Cartier et, dans une moindre mesure, Lévis, affichent un taux de croissance de leur population dépassant celui de l'ensemble de la CMQ (+ 6,6 % et + 3,1 % comparativement à + 1,2 %).

Évolution de la population de la CMQ et de ses composantes, par période quinquennale, 1971-2001

	1971-1976	1976-1981	1981-1986	1986-1991	1991-1996	1996-2001
	%					
CMQ	7,7	6,1	2,9	7,1	4,0	1,2
L'Île-d'Orléans	8,0	9,6	5,2	2,5	– 0,7	– 1,6
La Côte-de-Beaupré	3,3	10,6	0,6	3,2	2,0	– 3,0
La Jacques-Cartier	13,4	31,1	4,4	13,7	6,6	6,6
Québec	6,1	2,2	1,6	5,7	2,9	0,7
Lévis	19,3	24,3	10,1	13,3	9,0	3,1

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Population par groupe d'âge et par sexe

L'examen de la répartition de la population des composantes de la CMQ par grands groupes d'âge montre plusieurs faits intéressants. En 2001, La Jacques-Cartier présente une proportion de jeunes de 0 à 14 ans nettement plus élevée que celle que l'on observe dans l'ensemble de la CMQ (22,4 % comparativement à 16,1 %), de même qu'une part importante de personnes de 25 à 44 ans (36,3 % en regard de 29,9 % dans la CMQ). À Québec (13,7 %) et à Lévis (14,0 %), les personnes de 15 à 24 ans sont proportionnellement plus nombreuses que dans les trois MRC de la CMQ, lesquelles affichent des pourcentages avoisinant 11 %. La Côte-de-Beaupré présente une proportion de personnes d'âge actif de 15 à 64 ans (68,8 %) moins forte que ce qui est observé dans les autres composantes de la CMQ, et une plus

grande part de personnes de 65 ans et plus (14,6 % en regard de 13,2 % dans la CMQ). La Jacques-Cartier (6,6 %) et Lévis (9,7 %) comptent une proportion d'âinés nettement inférieure à celle de l'ensemble de la CMQ (13,2 %).

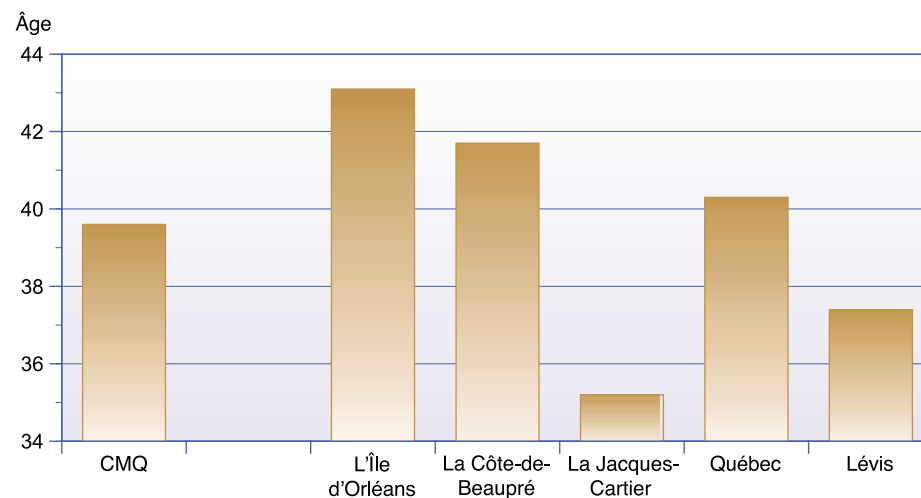
Répartition de la population selon le groupe d'âge dans la CMQ et ses composantes, 2001

	CMQ		L'Île-d'Orléans		La Côte-de-Beaupré		La Jacques-Cartier		Québec		Lévis	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Total	684 170	100,0	6 765	100,0	20 970	100,0	26 465	100,0	507 990	100,0	121 980	100,0
0-14 ans	110 020	16,1	1060	15,7	3 475	16,6	5 920	22,4	76 420	15,0	23 145	19,0
15-64 ans	484 135	70,8	4 775	70,6	14 435	68,8	18 805	71,1	359 060	70,7	87 060	71,4
15-24 ans	92 715	13,6	770	11,4	2 355	11,2	3 040	11,5	69 440	13,7	17 110	14,0
25-44 ans	204 230	29,9	1 775	26,2	5 965	28,4	9 615	36,3	149 245	29,4	37 630	30,8
45-64 ans	187 190	27,4	2 230	33,0	6 115	29,2	6 150	23,2	140 375	27,6	32 320	26,5
65 ans et plus	90 015	13,2	930	13,7	3 060	14,6	1 740	6,6	72 510	14,3	11 775	9,7

Sources : Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

L'âge médian dans les composantes de la CMQ permet de constater que La Jacques-Cartier (35,2 ans) et Lévis (37,4 ans) ont, en 2001, une population plus jeune que celle de la CMQ (39,6 ans). L'Île-d'Orléans (43,1 ans) présente quant à elle l'âge médian le plus élevé parmi les cinq composantes.

Âge médian dans la CMQ et ses composantes, 2001



Sources : Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

En 2001, la population totale de Québec correspond à 74,2 % de la population de la CMQ ; on y trouve cependant 69,5 % des jeunes de 0 à 14 ans et 80,6 % de la population âgée de 65 ans et plus. À Lévis, la tendance contraire est observée : les 0 à 14 ans ont un poids élevé (21,0 %) et les 65 ans et plus, un poids modeste (13,1 %) en comparaison de celui de la population totale de Lévis dans la CMQ (17,8 %). Dans La Jacques-Cartier, le poids des jeunes (5,4 %) et des 25-44 ans (4,7 %) est important et celui des personnes âgées est faible (1,9 %) en regard du poids total de la population de cette MRC dans la CMQ (3,9 %).

Poids relatif de la population des composantes de la CMQ selon le groupe d'âge, 2001

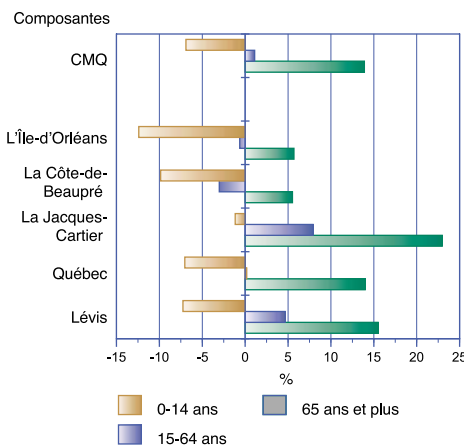
	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis	CMQ
	%					
Sexes réunis	1,0	3,1	3,9	74,2	17,8	100,0
0-14 ans	1,0	3,2	5,4	69,5	21,0	100,0
15-64 ans	1,0	3,0	3,9	74,2	18,0	100,0
15-24 ans	0,8	2,5	3,3	74,9	18,5	100,0
25-44 ans	0,9	2,9	4,7	73,1	18,4	100,0
45-64 ans	1,2	3,3	3,3	75,0	17,3	100,0
65 ans et plus	1,0	3,4	1,9	80,6	13,1	100,0

Sources : Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

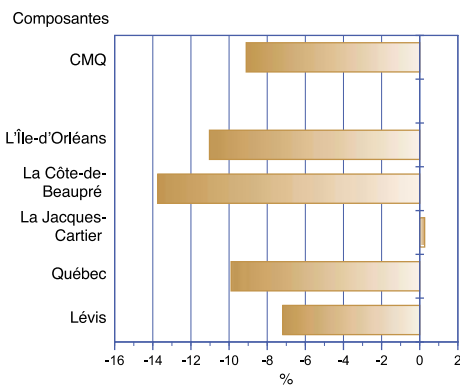


Depuis 1996, les 0 à 14 ans connaissent une décroissance partout, la plus forte baisse étant observée dans L'Île-d'Orléans (– 12,4 %) et la plus faible, dans La Jacques-Cartier (– 1,2 %). Le groupe des 25 à 44 ans montre également une décroissance dans la plupart des composantes, la seule exception étant La Jacques-Cartier qui présente une légère hausse de 0,3 % ; la plus importante baisse est enregistrée dans La Côte-de-Beaupré (– 13,7 %). Dans l'ensemble, les personnes d'âge actif de 15 à 64 ans affichent une décroissance dans L'Île-d'Orléans (– 0,6 %) et La Côte-de-Beaupré (– 3,0 %) et une hausse ailleurs dans la CMQ ; La Jacques-Cartier se distingue avec la plus forte croissance (+ 7,9 %). Quant au groupe des 65 ans et plus, il connaît une augmentation dans toutes les composantes de la CMQ, de 5,5 % dans La Côte-de-Beaupré à un impressionnant 23,0 % dans La Jacques-Cartier.

Évolution de la population selon le groupe d'âge dans la CMQ et ses composantes, 1996-2001



Évolution du groupe des 25 à 44 ans dans la CMQ et ses composantes, 1996-2001



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Le rapport de dépendance, qui permet de mesurer le poids relatif des jeunes et des aînés en regard de la population d'âge actif, est particulièrement élevé dans La Côte-de-Beaupré (45,3), si on le compare aux ratios des autres composantes de la CMQ en 2001. De son côté, Lévis présente le rapport le plus bas (40,1), ce qui s'avère fort différent de ce qui était observé en 1991, année où, parmi les cinq composantes, Lévis se distinguait avec le ratio le plus élevé (45,7). De la même façon, le rapport de dépendance de L'Île-d'Orléans a considérablement diminué entre 1991 et 2001, passant de 45,6 à 41,7. Quant à Québec, elle affiche un rapport de dépendance légèrement supérieur à celui de la CMQ, alors que c'était l'inverse en 1991 et en 1996.

Rapport de dépendance dans la CMQ et ses composantes, 1991, 1996 et 2001

	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	%					
1991	41,3	45,6	45,4	42,3	40,1	45,7
1996	41,2	43,5	45,4	42,5	40,7	42,3
2001	41,3	41,7	45,3	40,7	41,5	40,1

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Le rapport de masculinité, qui permet d'évaluer le nombre d'hommes pour 100 femmes, est plus élevé dans La Jacques-Cartier que dans les autres composantes de la CMQ. En effet, on y dénombre 110,0 hommes pour 100 femmes dans l'ensemble des groupes d'âge et 108,4 chez les personnes de 65 ans et plus. Dans L'Île-d'Orléans, les ratios sont très élevés aussi (102,2 et 91,8 respectivement). À l'inverse, c'est à Québec qu'ils sont les plus bas, soit 91,0 pour la population totale et 61,0 pour les personnes de 65 ans et plus. Entre 1991 et 2001, le rapport de masculinité relatif à l'ensemble de la population a diminué dans la plupart des composantes de la CMQ ; il a toutefois augmenté dans L'Île-d'Orléans (de 100,3 à 102,2). Au cours de la même période, le ratio calculé pour le groupe des 65 ans et plus a augmenté presque partout, la seule exception étant La Côte-de-Beaupré qui affiche une légère baisse (de 78,2 à 77,9).

Rapport de masculinité dans la CMQ et ses composantes, 2001

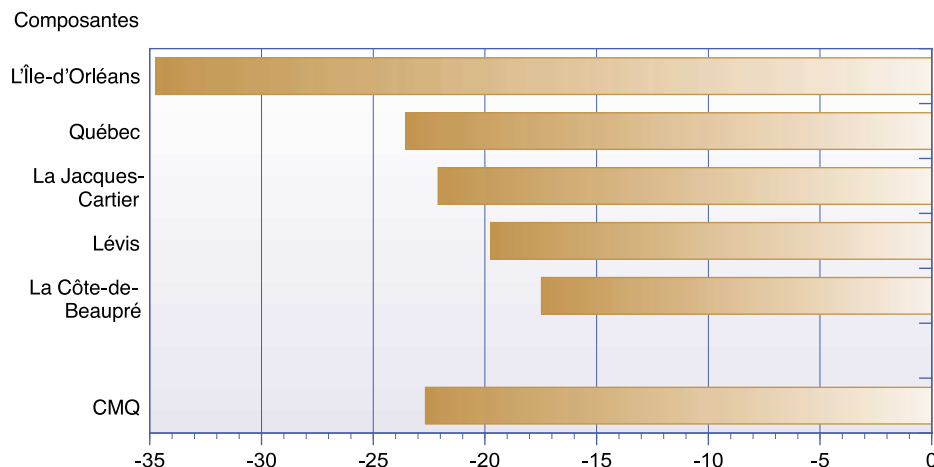
	Population totale	Population de 65 ans et plus
	%	
CMQ	92,8	63,4
L'Île-d'Orléans	102,2	91,8
La Côte-de-Beaupré	99,7	77,9
La Jacques-Cartier	110,0	108,4
Québec	91,0	61,0
Lévis	95,5	68,2

Sources : Statistique Canada, Recensement de 2001.
Institut de la statistique du Québec.

COMPOSANTES DÉMOGRAPHIQUES

En 2001, 4 509 naissances sont recensées à Québec, 1 358 à Lévis, 395 dans le territoire de La Jacques-Cartier, 189 dans celui de La Côte-de-Beaupré et, enfin, 62 dans L'Île-d'Orléans. De 1991 à 2001, le nombre de naissances a diminué dans tous les territoires des cinq composantes de la CMQ. Par contre, c'est L'Île-d'Orléans qui a connu la plus forte diminution, soit 34,7 %, suivie de Québec et de La Jacques-Cartier avec des décroissances respectives de 23,6 % et 22,1 %. La Côte-de-Beaupré est celle où le nombre de naissances a le moins diminué durant cette période (– 17,5 %). En comparant les deux périodes quinquennales, exception faite de La Côte-de-Beaupré, la baisse des naissances a été beaucoup plus importante durant la période de 1991 à 1996 que de 1996 à 2001, et ce, pour l'ensemble des composantes de la CMQ.

Variation des naissances dans la CMQ et ses composantes, 1991-2001

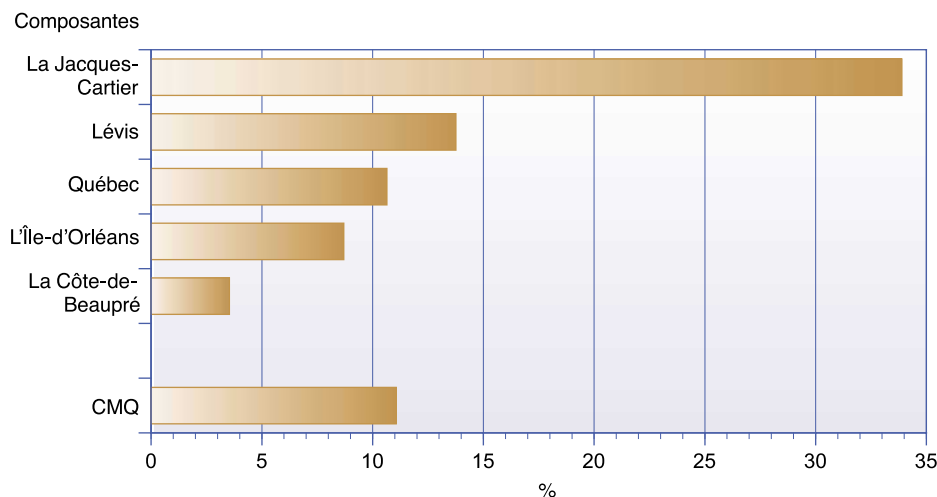


Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

En 2001, des 4 859 décès dénombrés dans le territoire de la CMQ, 3 909 personnes sont décédées à Québec et 645 à Lévis. Pour ce qui est des trois MRC, le nombre de décès total s'élève à 305, dont 176 uniquement dans La Côte-de-Beaupré.

Pendant la décennie 1990, le nombre de décès a crû dans chacun des territoires composant la CMQ, tout particulièrement dans La Jacques-Cartier, qui a enregistré une croissance de 33,9 %. Pour sa part, la MRC de La Côte-de-Beaupré est celle qui a connu la progression la plus faible durant toute la période (+ 3,5 %). En comparant les deux périodes quinquennales, le nombre de décès – contrairement aux naissances – a augmenté dans la deuxième moitié de la décennie, soit de 1996 à 2001, dans la majorité des composantes de la CMQ, sauf dans L'Île-d'Orléans où le nombre est demeuré relativement stable.

Variation des décès dans la CMQ et ses composantes, 1991-2001



Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

En 2001, Lévis a contribué pour 43,1 % (713) à l'accroissement naturel de la CMQ, comparativement à 36,3 % pour Québec (600). En ce qui concerne les MRC, celle de La Jacques-Cartier, avec un accroissement naturel de 316 personnes, arrive au troisième rang parmi les cinq composantes. De 1991 à 2001, le rythme de l'accroissement naturel a diminué dans tous les territoires de la CMQ. Toutefois, c'est dans La Côte-de-Beaupré (– 78,0 %), L'Île-d'Orléans (– 75,5 %) et à Québec (– 74,6 %) que les diminutions ont été les plus importantes, alors que la MRC de La Jacques-Cartier est celle qui a connu le plus faible ralentissement de croissance au cours de cette période, soit 29,5 %. À l'exception des soldes de Québec, la baisse de l'accroissement naturel a été beaucoup plus marquée durant la période de 1991 à 1996 que durant la suivante pour l'ensemble des composantes de la CMQ.

Accroissement naturel¹ dans la CMQ et ses composantes, de 1991 à 2001

	Solde			Variation		
	1991	1996	2001 ^p	1991-1996	1996-2001	1991-2001
	n	n	n	%	%	%
L'Île-d'Orléans	49	21	12	– 57,1	– 42,9	– 75,5
La Côte-de-Beaupré	59	19	13	– 67,8	– 31,6	– 78,0
La Jacques-Cartier	448	312	316	– 30,4	1,3	– 29,5
Québec	2 365	1 287	600	– 45,6	– 53,4	– 74,6
Lévis	1 125	796	713	– 29,2	– 10,4	– 36,6
CMQ	4 046	2 435	1 654	– 39,8	– 32,1	– 59,1

1. Selon l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

p Données provisoires et pondérées au 14 février 2002.

Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE

Ménages

En 1996, dans les cinq composantes de la CMQ, ce sont les ménages de deux personnes qui sont proportionnellement les plus nombreux. Partout, la part de ces ménages dépasse 30 %. Les ménages de quatre et cinq personnes se classent au deuxième rang dans la plupart des composantes (les pourcentages variant de 24,4 % à 30,7 %); la seule exception est Québec qui présente une plus forte proportion de ménages de une personne (31,9 %) que de ménages de quatre et cinq personnes (18,2 %).

En comparant les composantes entre elles, on constate effectivement que la part des ménages de une personne est très importante à Québec, tandis que celles des ménages de trois personnes (16,9 %) et de quatre et cinq personnes (18,2 %) y sont faibles. Les tendances contraires sont observées dans La Jacques-Cartier, où la proportion de ménages de une personne est de 15,8 % et celles des ménages de trois personnes et de quatre et cinq personnes sont respectivement de 20,9 % et de 30,7 %. De son côté, L'Île-d'Orléans se distingue avec une grande part de ménages de deux personnes (34,4 %). Le nombre moyen de personnes par ménage oscille entre 2,3 à Québec et 2,8 dans La Jacques-Cartier. De 1991 à 1996, le nombre moyen de personnes par ménage a diminué dans chacune des composantes de la CMQ.

Ménages privés selon la taille et nombre moyen de personnes par ménage dans la CMQ et ses composantes, 1996

	CMQ		L'Île-d'Orléans		La Côte-de-Beaupré		La Jacques-Cartier		Québec		Lévis	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Nombre total de ménages privés	277 940	100,0	2 515	100,0	8 225	100,0	8 560	100,0	214 545	100,0	44 095	100,0
1 personne	81 565	29,3	475	18,9	1 835	22,3	1 350	15,8	68 340	31,9	9 565	21,7
2 personnes	88 220	31,7	865	34,4	2 630	32,0	2 635	30,8	68 635	32,0	13 455	30,5
3 personnes	48 750	17,5	440	17,5	1 640	19,9	1 790	20,9	36 345	16,9	8 535	19,4
4-5 personnes	56 100	20,2	680	27,0	2 010	24,4	2 625	30,7	38 990	18,2	11 795	26,7
6 personnes et plus	3 255	1,2	50	2,0	105	1,3	160	1,9	2 210	1,0	730	1,7
Nombre moyen de personnes par ménage	2,4	...	2,7	...	2,6	...	2,8	...	2,3	...	2,6	...

... Donnée n'ayant pas lieu de figurer.

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Entre 1991 et 1996, les ménages de une, de deux et de trois personnes ont augmenté dans chacune des composantes de la CMQ, la seule exception étant L'Île-d'Orléans où une légère baisse du nombre de ménages de trois personnes est observée (– 1,1 %). Au cours de la même période, les ménages de quatre et cinq personnes enregistrent une hausse seulement dans La Jacques-Cartier (+ 10,8 %) et Lévis (+ 2,8 %). Les ménages de six personnes et plus connaissent également une croissance à Lévis (+ 9,8 %), alors que, dans les autres composantes, le nombre de ces ménages est demeuré stable ou a diminué.

Variation du nombre de ménages privés, selon la taille, dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996

	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	%					
Total des ménages privés	8,9	5,5	8,7	14,1	7,8	13,9
1 personne	20,2	30,1	34,4	38,5	18,2	31,1
2 personnes	10,3	11,6	10,5	13,8	8,9	16,8
3 personnes	3,9	- 1,1	2,8	6,5	2,5	10,2
4-5 personnes	- 1,2	- 8,7	- 3,1	10,8	- 2,9	2,8
6 personnes et plus	- 10,8	- 16,7	- 32,3	0,0	- 15,3	9,8

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Les ménages unifamiliaux sont proportionnellement les plus nombreux, et ce, dans les cinq composantes de la CMQ ; en 1996, leur part varie de 67,6 % à Québec à 80,7 % dans La Jacques-Cartier. À l'inverse, ces deux composantes présentent respectivement le plus fort et le plus faible pourcentage de ménages non familiaux (37,1 % à Québec et 18,6 % dans La Jacques-Cartier). Bien que très peu nombreux, les ménages multifamiliaux sont, en proportion, légèrement plus importants dans La Jacques-Cartier (0,7 %) que dans les autres composantes de la CMQ. Entre 1991 et 1996, les ménages unifamiliaux aussi bien que non familiaux ont connu une hausse dans chacune des composantes, La Jacques-Cartier étant celle où les plus forts taux de croissance ont été enregistrés ; les ménages multifamiliaux y ont également augmenté.

Répartition des ménages privés, selon le type de ménage, dans la CMQ et ses composantes, 1996

	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	%					
Ménages non familiaux	34,1	22,1	25,5	18,6	37,1	24,8
Ménages unifamiliaux	65,6	77,7	74,1	80,7	62,6	74,9
Ménages multifamiliaux	0,3	0,4	0,4	0,7	0,3	0,3

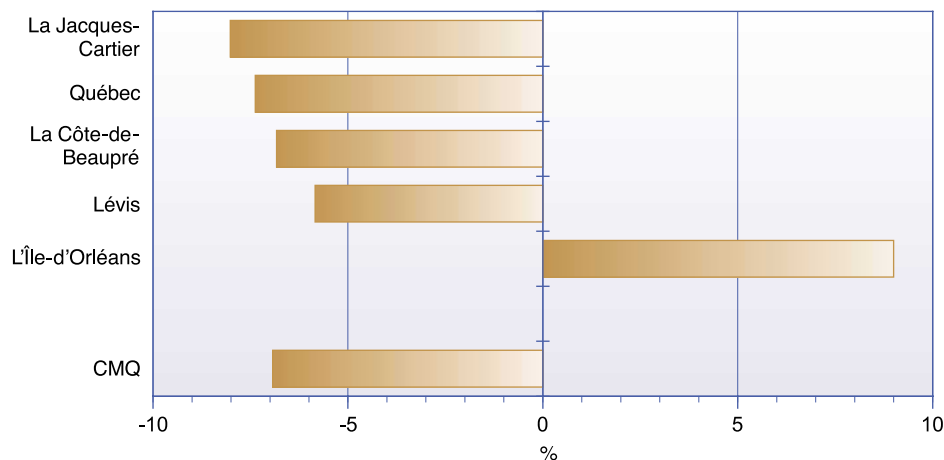
Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Scolarité

En 1996, c'est La Côte-de-Beaupré qui présente la proportion la plus élevée de personnes ayant moins d'une 9^e année de scolarité (21,4 %), suivie par L'Île-d'Orléans (19,6 %). De leur côté, Québec (13,2 %) et Lévis (11,5 %) de même que La Jacques-Cartier (11,0 %) affichent un taux en dessous de 15 %. Notons que, de 1991 à 1996, le nombre de personnes n'étant pas parvenues à ce niveau de scolarité a décru dans la majorité des territoires composant la CMQ, à l'exception de L'Île-d'Orléans où il a augmenté de 9 % durant cette période.

Variation de la population de 15 ans et plus ayant moins d'une 9^e année de scolarité dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996

Composantes



Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

En 1996, un peu plus de 25 % de la population en âge de travailler de Québec a poursuivi des études universitaires. À Lévis, ce pourcentage est de 21,5 %, alors qu'il est de 20,3 % dans L'Île-d'Orléans. Quant à La Jacques-Cartier (19,8 %) et à La Côte-de-Beaupré (14,5 %), toutes deux présentent des proportions inférieures à 20 % pour ce niveau de scolarité. En comparant les données de 1991 avec celles de 1996, on observe que la proportion de personnes de 15 ans et plus ayant fait des études universitaires a augmenté davantage dans les MRC composant la CMQ qu'à Québec et à Lévis, et que cette hausse est d'autant plus marquée dans L'Île-d'Orléans (+ 5,7 points de pourcentage).

Proportion de la population de 15 ans et plus dans la CMQ et ses composantes ayant fait des études universitaires, 1991-1996

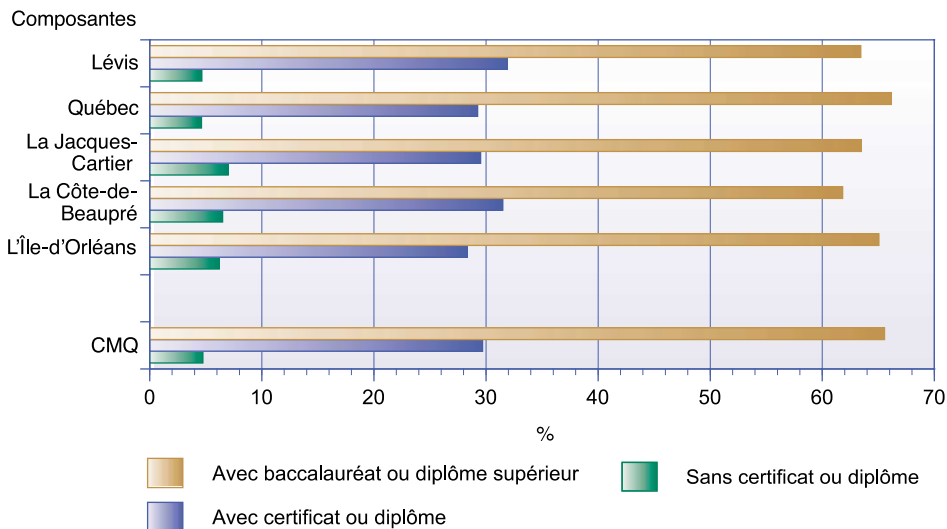
	1991	1996	Différence 1996-1991
	%		
CMQ	21,9	24,2	2,3
L'Île-d'Orléans	14,6	20,3	5,7
La Côte-de-Beaupré	11,5	14,5	3,0
La Jacques-Cartier	15,8	19,8	4,0
Québec	23,2	25,5	2,3
Lévis	19,5	21,5	2,0

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les personnes de 15 ans et plus possédant un baccalauréat ou un diplôme d'études supérieures, c'est à Québec (66,1 %) et dans L'Île-d'Orléans (65,0 %) que leur proportion est la plus élevée, alors que, dans La Côte-de-Beaupré, elles sont proportionnellement les moins nombreuses (61,8 %).



Répartition de la population de la CMQ et de ses composantes ayant fait des études universitaires, 1996



Source : Institut de la statistique du Québec, Registre des événements démographiques.

Population active

Selon le recensement de 1996, La Jacques-Cartier présente le taux d'activité (71,3 %) et le rapport emploi-population (65,3 %) les plus élevés, tandis que La Côte-de-Beaupré affiche les plus bas (60,4 % et 53,3 % respectivement). Ces tendances sont les mêmes depuis 1981. Par ailleurs, de 1981 à 1996, le taux de chômage le plus haut est observé dans La Côte-de-Beaupré ; le plus faible, en 1996, est enregistré dans L'Île-d'Orléans (7,4 %). Cette dernière se classe toujours parmi les composantes qui montrent les taux de chômage les plus bas depuis 1981.

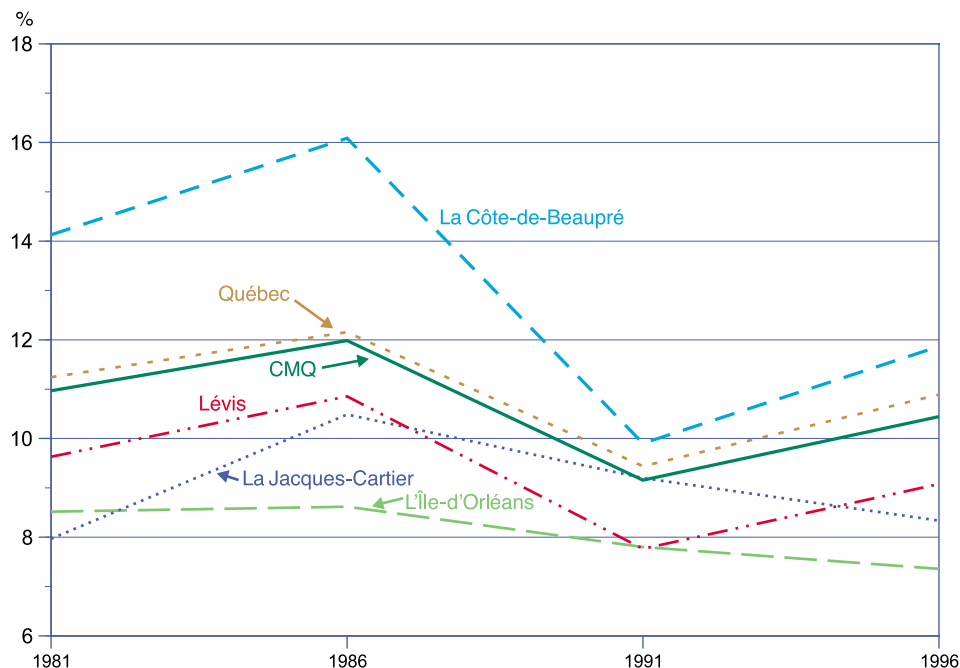
Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans la CMQ et ses composantes, 1981-1996

	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	%					
Taux d'activité						
1981	62,6	60,1	56,6	67,7	62,3	64,7
1986	64,3	65,0	59,5	67,1	64,1	66,0
1991	61,3	61,1	57,7	65,5	60,5	65,0
1996	64,3	65,9	60,4	71,3	63,2	68,2
Rapport emploi-population						
1981	55,7	55,0	48,6	62,3	55,3	58,5
1986	56,6	59,4	49,9	60,1	56,3	58,9
1991	67,4	66,5	64,0	72,1	66,8	70,4
1996	57,6	61,1	53,3	65,3	56,3	62,0
Taux de chômage						
1981	11,0	8,5	14,1	8,0	11,2	9,6
1986	12,0	8,6	16,1	10,5	12,2	10,9
1991	9,2	7,8	9,9	9,2	9,4	7,8
1996	10,5	7,4	11,9	8,3	10,9	9,1

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Les cinq composantes de la CMQ ont connu leur plus fort taux de chômage en 1986 (de 8,6 % dans L'Île-d'Orléans à 16,1 % dans La Côte-de-Beaupré). Cinq ans plus tard, elles ont enregistré leur rapport emploi-population le plus élevé; celui-ci varie, lors du recensement de 1991, de 64,0 % dans La Côte-de-Beaupré à 72,1 % dans La Jacques-Cartier. En ce qui concerne le taux d'activité, c'est en 1996 qu'il est à son plus fort dans la plupart des composantes (de 60,4 % dans La Côte-de-Beaupré à 71,3 % dans La Jacques-Cartier), la seule exception étant Québec où un taux plus élevé est observé en 1986.

Évolution du taux de chômage dans la CMQ et ses composantes, 1981-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

En 1996, les cinq industries auxquelles se rattachent les plus grandes parts de la population active de 15 ans et plus parmi les composantes de la CMQ sont les industries du commerce, celles des services gouvernementaux, les industries manufacturières, les industries primaires et celles des soins de santé et des services sociaux. Les industries du commerce sont proportionnellement plus importantes à Lévis (19,0 %) que dans les autres composantes, celles des services gouvernementaux ressortent nettement dans La Jacques-Cartier (24,0 %), les industries manufacturières affichent une forte proportion dans La Côte-de-Beaupré (15,2 %) et les industries primaires occupent une place notable dans L'Île-d'Orléans (13,5 %). Les industries des services de soins de santé et des services sociaux sont, quant à elles, légèrement plus importantes à Québec (11,7 %) qu'à Lévis (11,0 %).

Population active de 15 ans et plus selon les industries dans la CMQ et ses composantes, 1996

	CMQ		L'Île-d'Orléans		La Côte-de-Beaupré		La Jacques-Cartier		Québec		Lévis	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Industries primaires	4 285	1,3	490	13,5	310	3,0	285	2,2	2 130	0,8	1 070	1,8
Industries manufacturières	29 745	8,8	250	6,9	1 560	15,2	1 160	8,9	19 595	7,8	7 180	1,7
Industries de la construction	15 315	4,5	240	6,6	640	6,2	760	5,8	10 285	4,1	3 390	5,5
Industries du transport et de l'entreposage	10 915	3,2	135	3,7	325	3,2	510	3,9	7 715	3,1	2 230	3,6
Industries des communications et autres services publics	8 335	2,5	50	1,4	220	2,1	330	2,5	6 505	2,6	1 230	2,0
Industries du commerce	58 330	17,2	540	14,9	1 655	16,1	1 875	14,4	42 625	17,0	11 635	19,0
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	23 435	6,9	240	6,6	605	5,9	720	5,5	16 120	6,4	5 750	9,4
Industries des services gouvernementaux	45 555	13,4	350	9,6	905	8,8	3 130	24,0	36 255	14,5	4 915	8,0
Industries des services d'enseignement	27 390	8,1	245	6,7	680	6,6	765	5,9	21 055	8,4	4 645	7,6
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	38 485	11,4	330	9,1	1 015	9,9	1 100	8,4	29 300	11,7	6 740	11,0
Autres industries ¹	72 825	21,5	770	21,2	2 355	22,9	2 380	18,3	55 825	22,3	11 495	18,8
Toutes les industries²	338 780	100,0	3 630	100,0	10 280	100,0	13 035	100,0	250 715	100,0	61 120	100,0

1. Comprend les industries des services aux entreprises, les industries de l'hébergement et de la restauration et les autres industries de service.

2. En raison de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

La population active des industries primaires et celle des industries de la construction ont diminué dans toutes les composantes de la CMQ, sauf dans La Jacques-Cartier où l'effectif des premières a augmenté de 14,0 % et où celui des secondes est resté stable. Les industries manufacturières ont également connu une baisse de leur effectif dans la plupart des composantes, la seule exception étant La Côte-de-Beaupré qui présente une hausse de 15,1 %. À l'inverse, cette dernière est la seule à afficher une décroissance en ce qui concerne la population active des industries du transport et de l'entreposage, les autres composantes ayant toutes enregistré un accroissement. Le nombre de personnes actives dans les services gouvernementaux a diminué dans toutes les composantes ; ce sont celles de La Côte-de-Beaupré (– 23,3 %) et de L'Île-d'Orléans (– 22,2 %) qui présentent les décroissances les plus fortes. L'effectif des services d'enseignement a quant à lui augmenté partout, le taux de croissance le plus élevé étant observé dans L'Île-d'Orléans (+ 40,0 %). De façon générale, les plus importantes hausses ont été enregistrées dans les industries du transport et de l'entreposage, tandis que les décroissances les plus fortes sont survenues dans celles des services gouvernementaux et de la construction.

Évolution de la population active de 15 ans et plus selon les industries dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996

	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	%					
Industries primaires	- 9,2	- 7,5	- 23,5	14,0	- 11,8	- 4,5
Industries manufacturières	- 4,8	- 18,0	15,1	- 0,4	- 5,4	- 6,8
Industries de la construction	- 14,8	- 9,4	- 32,6	0,0	- 16,5	- 7,8
Industries du transport et de l'entreposage	12,9	68,8	- 1,5	29,1	9,7	21,5
Industries des communications et autres services publics	- 9,2	- 47,4	0,0	8,2	- 9,7	- 9,2
Industries du commerce	3,4	- 4,4	- 0,3	2,2	0,6	16,9
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	- 2,5	14,3	- 7,6	14,3	- 4,1	0,2
Industries des services gouvernementaux	- 15,9	- 22,2	- 23,3	- 13,5	- 16,5	- 10,5
Industries des services d'enseignement	1,9	40,0	28,3	16,8	0,2	3,2
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	- 0,5	4,8	- 13,2	22,2	- 3,0	10,5
Autres industries ¹	11,2	32,8	10,3	23,0	7,8	27,1
Toutes les industries	- 1,1	1,5	- 3,0	4,7	- 3,1	7,3

1. Comprend les industries des services aux entreprises, les industries de l'hébergement et de la restauration et les autres industries de service.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Revenu

En 1995, le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus qui ont un revenu est nettement supérieur à la moyenne de la CMQ (24 339 \$) dans La Jacques-Cartier (26 428 \$) et L'Île-d'Orléans (25 305 \$). De leur côté, Québec et Lévis présentent des revenus moyens comparables, soit de 24 215 \$ et de 24 695 \$ respectivement. Pour sa part, La Côte-de-Beaupré, avec un revenu moyen de 22 940 \$, se classe au dernier rang parmi l'ensemble des composantes. En plus, elle est la seule, au sein de la CMQ, dont le revenu moyen est inférieur à la moyenne québécoise (23 198 \$).

Dans La Côte-de-Beaupré (15,9 % et 11,1 %) et L'Île-d'Orléans (14,3 % et 13,1 %), ainsi qu'à Québec (14,3 % et 12,7 %), le plus fort pourcentage de personnes se regroupe dans la tranche de revenu de 10 000 \$ à 14 999 \$, puis dans celle de 30 000 \$ à 39 999 \$. À Lévis, l'ordre est inversé, puisque c'est la tranche de 30 000 \$ à 39 999 \$ (14,4 %) qui arrive au premier rang et que celle de 10 000 \$ à 14 999 \$ (12,4 %) est deuxième. Par ailleurs, dans La Jacques-Cartier, la situation est tout autre, car les tranches de revenu qui rassemblent les plus importantes proportions de personnes sont les trois plus élevées, soit celles de 30 000 \$ à 39 999 \$ (16,9 %), de 50 000 \$ et plus (11,4 %) et, enfin, de 40 000 \$ à 49 999 \$ (10,5 %).

Répartition¹ de la population de 15 ans et plus ayant un revenu selon la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996

	Unité	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis	CMQ
Moins de 1 000 \$	%	3,9	4,7	5,2	5,6	5,3	5,5
1 000 \$-2 999 \$	%	4,7	5,2	4,1	4,5	4,9	4,6
3 000 \$-4 999 \$	%	5,2	4,5	4,2	4,2	4,2	4,2
5 000 \$-6 999 \$	%	5,3	5,0	4,6	5,8	4,8	5,6
7 000 \$-9 999 \$	%	8,9	8,5	6,0	8,2	7,0	8,0
10 000 \$-14 999 \$	%	14,3	15,9	10,3	14,3	12,4	13,9
15 000 \$-19 999 \$	%	9,7	10,1	9,6	9,4	9,5	9,4
20 000 \$-24 999 \$	%	8,9	8,6	9,2	8,3	8,8	8,4
25 000 \$-29 999 \$	%	7,7	9,6	8,1	8,1	9,3	8,4
30 000 \$-39 999 \$	%	13,1	11,1	16,9	12,7	14,4	13,1
40 000 \$-49 999 \$	%	6,8	7,8	10,5	7,7	8,3	7,9
50 000 \$ et plus	%	11,3	9,0	11,4	11,1	10,8	11,0
Revenu moyen	\$	25 305	22 940	26 428	24 215	24 695	24 339

1. Répartition construite selon des tranches de revenu d'amplitude inégale.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.



Parmi les composantes de la CMQ, La Jacques-Cartier et L'Île-d'Orléans affichent les revenus moyens les plus élevés tant pour les hommes (32 160 \$ et 30 850 \$ respectivement) que pour les femmes (19 061 \$ et 19 133 \$). Québec et Lévis viennent ensuite avec des revenus moyens de 29 790 \$ et de 30 599 \$ chez les hommes et de 18 876 \$ et de 18 671 \$ chez les femmes. De son côté, La Côte-de-Beaupré présente les revenus moyens par sexe les plus bas des cinq composantes, soit 28 336 \$ pour les hommes et 16 916 \$ pour les femmes.

En 1996, dans toute la CMQ, la tranche de revenu qui regroupe la proportion la plus grande d'hommes de 15 ans et plus est celle de 50 000 \$ et plus, suivie par celle de 30 000 \$ à 39 999 \$, excepté dans La Jacques-Cartier où l'ordre est inversé. En ce qui concerne les femmes, la proportion la plus élevée revient à la tranche de 10 000 \$ à 14 999 \$, puis à celle de 30 000 \$ à 39 999 \$. Toutefois, dans La Côte-de-Beaupré, la situation est quelque peu différente, puisque la deuxième place est occupée par la tranche de 7 000 \$ à 9 999 \$.

En 1995, dans L'Île-d'Orléans (50 898 \$), La Jacques-Cartier (49 979 \$) et à Lévis (46 362 \$), le revenu moyen des ménages privés est supérieur à celui de la CMQ (43 670 \$), alors que, dans La Côte-de-Beaupré, il se situe dans la moyenne (43 525 \$). Parmi les cinq composantes de la CMQ, c'est Québec qui présente le revenu moyen des ménages privés le plus bas (42 786 \$). Par ailleurs, la tranche de revenu qui rassemble la plus importante proportion de ménages privés est celle de 70 000 \$ et plus, sauf dans La Côte-de-Beaupré où le plus fort pourcentage revient à la tranche de 10 000 \$ à 19 999 \$.

Répartition¹ des particuliers selon le sexe et la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996

	L'Île- d'Orléans	La Côte- de-Beaupré	La Jacques- Cartier	Québec	Lévis	CMQ
	%					
Hommes de 15 ans et plus						
Moins de 1 000 \$	2,8	4,5	3,9	5,2	4,6	5,0
1 000 \$-2 999 \$	5,4	4,4	3,4	3,5	3,6	3,5
3 000 \$-4 999 \$	2,2	3,3	3,1	3,4	3,0	3,3
5 000 \$-6 999 \$	3,4	3,6	2,2	4,9	3,5	4,5
7 000 \$-9 999 \$	8,1	5,8	3,8	6,7	4,6	6,2
10 000 \$-14 999 \$	12,9	11,1	7,3	10,1	8,4	9,8
15 000 \$-19 999 \$	8,1	9,4	9,0	8,0	7,7	8,1
20 000 \$-24 999 \$	8,4	8,5	8,0	7,9	8,5	8,0
25 000 \$-29 999 \$	8,8	10,1	7,5	7,8	9,6	8,2
30 000 \$-39 999 \$	14,4	14,1	21,4	14,5	17,4	15,2
40 000 \$-49 999 \$	8,6	10,9	13,4	10,1	11,2	10,4
50 000 \$ et plus	17,0	14,4	16,9	17,8	17,7	17,6
Femmes de 15 ans et plus						
Moins de 1 000 \$	5,4	4,8	6,9	6,0	6,1	6,0
1 000 \$-2 999 \$	4,0	6,2	5,0	5,6	6,3	5,7
3 000 \$-4 999 \$	8,5	5,9	5,5	5,0	5,5	5,1
5 000 \$-6 999 \$	7,3	6,6	7,6	6,7	6,2	6,7
7 000 \$-9 999 \$	10,0	11,4	8,9	9,6	9,4	9,6
10 000 \$-14 999 \$	15,8	21,3	14,1	18,3	16,5	17,9
15 000 \$-19 999 \$	11,5	10,8	10,3	10,7	11,3	10,8
20 000 \$-24 999 \$	9,4	8,7	10,8	8,7	8,9	8,8
25 000 \$-29 999 \$	6,5	9,0	8,9	8,5	9,1	8,6
30 000 \$-39 999 \$	11,7	7,8	10,9	11,0	11,4	10,9
40 000 \$-49 999 \$	4,8	4,4	6,6	5,3	5,4	5,3
50 000 \$ et plus	5,2	3,1	4,3	4,7	3,8	4,5

1. Répartition construite selon des tranches de revenu d'amplitude inégale.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Répartition¹ des ménages privés selon la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996

Tranche de revenu	Unité	L'Île- d'Orléans	La Côte- de-Beaupré	La Jacques- Cartier	Québec	Lévis	CMQ
Moins de 10 000 \$	%	4,0	7,5	5,7	11,1	7,1	10,1
10 000 \$-19 999 \$	%	12,7	16,2	8,6	17,6	13,5	16,6
20 000 \$-29 999 \$	%	18,3	14,4	11,6	13,9	13,5	13,8
30 000 \$-39 999 \$	%	14,1	13,6	14,5	12,6	13,7	12,9
40 000 \$-49 999 \$	%	11,1	14,7	16,0	10,9	12,8	11,5
50 000 \$-59 999 \$	%	9,9	9,6	12,9	9,6	12,0	10,1
60 000 \$-69 999 \$	%	8,5	8,3	10,2	7,3	8,5	7,6
70 000 \$ et plus	%	21,1	15,9	20,4	17,0	18,9	17,4
Revenu moyen	\$	50 898	43 525	49 979	42 786	46 362	43 670

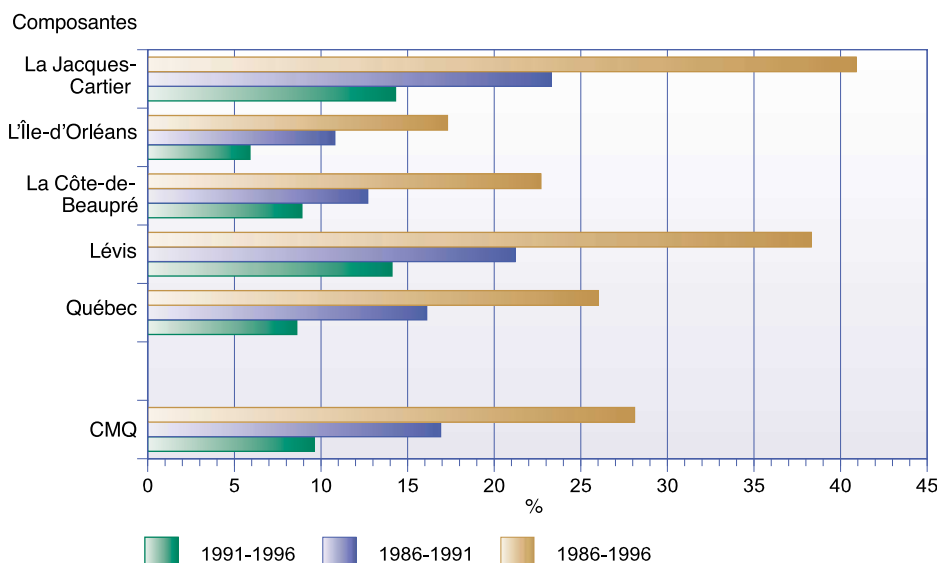
1. Répartition construite selon des tranches de revenu d'amplitude inégale.

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Logement

En 1996, on dénombre 217 706 logements privés à Québec et 44 382 à Lévis. Quant à elles, les trois MRC totalisent 19 406 logements privés répartis de la façon suivante : 8 602 dans La Jacques-Cartier, 8 277 dans La Côte-de-Beaupré et, enfin, 2 527 dans L'Île-d'Orléans. De 1986 à 1996, le nombre de logements privés a augmenté dans tous les territoires des composantes de la CMQ, mais c'est surtout de 1986 à 1991 que les taux de croissance ont été les plus élevés, notamment dans La Jacques-Cartier (+ 23,3 %) et dans Lévis (+ 21,2 %). Au cours de la période suivante, de 1991 à 1996, on remarque généralement un ralentissement de cette croissance, en particulier dans La Jacques-Cartier, bien qu'elle enregistre la plus forte hausse de logements privés (+ 14,3 %) parmi les composantes de la CMQ.

Variation du nombre de logements privés, CMQ et ses composantes, 1986-1991, 1991-1996 et 1986-1996



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

Lors du recensement de 1996, plus de 75 % des logements privés occupés dans les MRC de la CMQ le sont par des ménages propriétaires. À Lévis, comparativement aux MRC, il y a proportionnellement plus de ménages locataires (34,0 %) habitant le territoire, bien que la proportion de ménages propriétaires y soit quand même assez élevée. À Québec, la situation est bien différente, puisque la proportion de ménages propriétaires (50,4 %) est presque identique à celle des ménages locataires (49,6 %). De 1991 à 1996, le nombre de ménages propriétaires a crû de façon plus importante que celui des ménages locataires à Lévis (+ 13,9 %), dans La Côte-de-Beaupré (+ 8,7 %) et dans L'Île-d'Orléans (+ 5,7 %). Au contraire, dans La Jacques-Cartier (+ 16,5 %) et à Québec (+ 11,3 %), c'est le nombre de ménages locataires qui présente la plus forte hausse.

Proportion et variation du nombre de logements privés occupés dans la CMQ et ses composantes, 1991 et 1996

	Propriétaire			Locataire		
	Proportion		Variation	Proportion		Variation
	1991	1996	1991-1996	1991	1996	1991-1996
	%					
CMQ	53,6	54,8	8,9	46,4	45,1	11,4
L'Île-d'Orléans	80,7	78,2	5,7	19,3	21,8	2,3
La Côte-de-Beaupré	77,3	76,6	8,7	22,7	23,5	7,7
La Jacques-Cartier	79,7	81,4	14,1	20,3	18,6	16,5
Québec	48,8	50,4	7,8	51,2	49,6	11,3
Lévis	67,0	65,9	13,9	33,0	34,0	12,1

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

MIGRATION

Migrations internes et externes

De 1991 à 2001, contrairement à Lévis (+ 2 492) et à La Jacques-Cartier (+ 633), il y a eu plus de départs que d'entrées de personnes dans les territoires de Québec (– 2 659), de L'Île-d'Orléans (– 286) et de La Côte-de-Beaupré (– 180). Par ailleurs, durant cette période, les plus importants déplacements de population se sont effectués de part et d'autre du fleuve, soit entre Québec et Lévis. Toutefois, même si les résidents de Lévis migrent en grand nombre vers Québec (+ 11 959 entrées), ils sont plus nombreux encore à quitter Québec pour aller s'installer de l'autre côté de la rive (+ 14 526 entrées). De plus, Québec perd également de sa population au profit de La Jacques-Cartier (– 543), alors qu'elle en gagne face à La Côte-de-Beaupré (+ 235) et à L'Île-d'Orléans (+ 216). Quant à Lévis, la ville présente un solde net négatif par rapport à La Jacques-Cartier (– 75) et à La Côte-de-Beaupré (– 36), tandis que ce solde est positif avec L'Île-d'Orléans (+ 36).

Mouvement migratoire entre les composantes de la CMQ, 1991-2001

	L'Île-d'Orléans			La Côte-de-Beaupré			La Jacques-Cartier			Québec			Lévis		
	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde
	n														
L'Île-d'Orléans	...	...	...	155	127	28	57	51	6	1 792	1 576	216	107	71	36
La Côte-de-Beaupré	127	55	– 28	...	...	...	141	132	9	4 511	4 276	235	201	237	– 36
La Jacques-Cartier	51	57	– 6	132	141	– 9	...	...	...	7 638	8 181	– 543	410	485	– 75
Québec	1 576	1 792	– 216	4 276	4 511	– 235	8 181	7 638	543	...	...	...	14 526	11 959	2 567
Lévis	71	107	– 36	237	201	36	485	410	75	11 959	14 526	– 2 567	...	...	...
Total	1 825	2 111	– 286	4 800	4 980	– 180	8 864	8 231	633	25 900	28 559	– 2 659	15 244	12 752	2 492

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ.

En ce qui concerne les déplacements entre les MRC constituant la CMQ, ils sont minimes comparativement à ceux qui s'effectuent entre Québec et Lévis. Néanmoins, c'est dans La Côte-de-Beaupré que les mouvements de population sont les plus importants (287 entrées en regard de 268 sorties). Dans les faits, les résidents de cette MRC quittent le territoire surtout pour aller s'installer dans La Jacques-Cartier (+ 141), tandis que les nouveaux venus viennent en plus grand nombre de L'Île-d'Orléans (– 155).

En comparant les deux périodes quinquennales, il apparaît que, entre 1996 et 2001, les mouvements migratoires se sont accentués, plus particulièrement entre Québec et Lévis, où 1 080 personnes de plus ont changé de territoire de résidence durant ce temps.

Mouvement migratoire entre les composantes de la CMQ, 1991-1996 et 1996-2001

	Île-d'Orléans			La Côte-de-Beaupré			La Jacques-Cartier			Québec			Lévis		
	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde
	n														
1991-1996															
Île-d'Orléans	...	...	...	72	65	7	25	23	2	833	731	102	51	42	9
La Côte-de-Beaupré	65	72	-7	...	...	...	60	76	-16	2 031	1 998	33	99	116	-17
La Jacques-Cartier	23	25	-2	76	60	16	...	...	...	3 447	3 768	-321	200	177	23
Québec	731	833	-102	1 998	2 031	-33	3 768	3 447	321	...	...	...	6 723	5 890	833
Lévis	42	51	-9	116	99	17	177	200	-23	5 890	6 723	-833	...	...	...
Total	861	981	-120	2 262	2 255	7	4 030	3 746	284	12 201	13 220	-1 019	7 073	6 225	848
1996-2001															
Île-d'Orléans	...	...	...	83	62	21	32	28	4	959	845	114	56	29	27
La Côte-de-Beaupré	62	83	-21	...	...	...	81	56	25	2 480	2 277	203	102	121	-19
La Jacques-Cartier	28	32	-4	56	81	-25	...	...	...	4 191	4 412	-221	211	308	-97
Québec	845	959	-114	2 277	2 480	-203	4 412	4 191	221	...	...	...	7 803	6 069	1 734
Lévis	29	56	-27	121	102	19	308	211	97	6 069	7 803	-1 734	...	...	...
Total	964	1 130	-166	2 537	2 725	-188	4 833	4 486	347	13 699	15 337	-1 638	8 172	6 527	1 645

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ.

Immigration À Québec, lors du recensement de 1996, on compte 14 925 immigrants habitant le territoire de la ville, soit 3,0 % de la population totale. À Lévis, cette proportion ne représente que 1,2 % (1 410) de l'ensemble de la population.

Population selon le lieu de naissance à Québec et à Lévis, 1996

Québec	n	Lévis	n
Population immigrante	14 925	Population immigrante	1 410
France	2 445	États-Unis	285
États-Unis	980	France	275
Chine, République populaire de	565	Italie	75
Allemagne	565	Haïti	75
Haïti	515	Allemagne	45
Cambodge	465	Mexique	40
Portugal	450	Belgique	40
Vietnam	450	Royaume-Uni	30
Maroc	410	Chine, République populaire de	30
Belgique	365	Trinité-et-Tobago	25
Autres lieux de naissance	7 110	Autres lieux de naissance	490
Nouveaux immigrants	4 575	Nouveaux immigrants	350
France	655	France	60
Bosnie-Herzégovine	470	Chine, République populaire de	40
Chine, République populaire de	385	Haïti	30
Maroc	175	États-Unis	20
Yougoslavie	165	Allemagne	20
Roumanie	155	Philippines	10
Haïti	155	Taiwan	10
Allemagne	125	Vietnam	10
États-Unis	115	Roumanie	10
Iraq	105	Pakistan	10
Autres lieux de naissance	2 060	Autres lieux de naissance	120

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

Dans les deux villes, les deux groupes d'immigrants les plus importants sont originaires de France et des États-Unis. Par ailleurs, chez les nouveaux immigrants, le groupe originaire de France domine, tant à Québec qu'à Lévis. Toutefois, à Québec, la deuxième place revient aux immigrants de la Bosnie-Herzégovine, alors qu'à Lévis, ce sont les gens venant de la République populaire de Chine qui occupent cette position.

Depuis la première période d'immigration (avant 1961) jusqu'en 1996, le nombre d'immigrants accueillis à Québec n'a pas cessé d'augmenter. Dans l'ensemble, Québec a reçu plus d'immigrants de 1991 à 1996 (4 470) que durant les autres périodes d'immigration. En ce qui a trait à Lévis, c'est pendant les années 1970 (1971-1980) que les immigrants sont venus s'y installer en plus grand nombre (360), puis durant la période de 1991 à 1996 (300). Comparativement à Québec, l'immigration dans le territoire de Lévis n'a jamais été en constante progression : en fait, le nombre d'immigrants a tendance à fluctuer d'une période à l'autre.

Population immigrante totale selon la période d'immigration à Québec et à Lévis, 1996

	Québec	Lévis
	n	
Total des périodes d'immigration	14 950	1 375
Avant 1961	1 200	235
1961 à 1970	1 885	145
1971 à 1980	3 145	360
1981 à 1990	3 720	270
1991 à 1996	4 470	300

Sources : Statistique Canada, Recensement de 1996.
Institut de la statistique du Québec.

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES PROJÉTÉES

La présente partie de l'analyse veut mettre en évidence la particularité des tendances démographiques projetées pour chaque composante de la CMQ. Elle reprend les mêmes thèmes que la section portant sur la population globale : 1) univers de la population ; 2) accroissement de la population et des ménages totaux ; 3) transformation de la structure par âge et 4) événements démographiques projetés.

Univers de la population

Le tableau suivant présente la population des composantes de la CMQ en 1996 et en 2001 selon deux sources : le recensement et l'estimation au 1^{er} juillet qui sert de point de départ aux projections. En 1996, l'estimation compte entre 1,5 % et 2,0 % de plus d'individus que le recensement selon la composante. L'écart provient principalement de la correction du sous-dénombrement net du recensement. Les jeunes adultes dans la vingtaine comptent parmi les groupes les plus touchés par le sous-dénombrement au recensement en 1996.

L'univers de la population projetée en 2001 appartient à celui des perspectives démographiques régionales 1996-2041, plus précisément, à la mise à jour du scénario A de l'édition 2000. Cet univers diffère aussi de celui de la population totale du recensement de 2001, dont le taux de sous-dénombrement net n'est pas encore disponible. Pour permettre leur comparaison, nous appliquons une correction de + 1,5 % à la population du recensement, ce qui est l'ordre de grandeur du sous-dénombrement pour le Québec en 1996.

Comparaison de la population selon les recensements et les projections, composantes de la CMQ, 1996 et 2001

Année, source et écart	Unité	Québec	Lévis	La Jacques-Cartier	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	CMQ
1996							
Recensement	'000	505	118	25	7	22	676
Départ des projections	'000	513	120	25	7	22	688
Écart	%	1,7	1,8	2,0	1,5	1,6	1,7
2001							
Recensement corrigé de 1,5 %	'000	518	129	27	7	21	702
Projection	'000	517	125	27	7	22	698
Écart	%	- 0,2	- 2,6	1,0	- 1,2	2,9	- 0,5

Source : Institut de la statistique du Québec.

Par rapport à l'effectif du recensement de 2001, corrigé par un facteur hypothétique de 1,5 %, les projections sous-estiment légèrement la population des villes de Québec et de Lévis, ainsi que de la MRC de L'Île-d'Orléans. Inversement, les projections surestiment un peu la population des MRC de La Côte-de-Beaupré et de La Jacques-Cartier. Qu'ils soient positifs ou négatifs, les écarts recouvrent un intervalle n'excédant pas 3 %.

Population et ménages totaux

Deux profils d'évolution démographique sont projetés pour les composantes de la CMQ. Premièrement, la population et les ménages s'accroîtront d'ici 2021, mais la croissance ralentira au-delà de 2011. Cela se produira à Québec, à Lévis et dans la MRC de La Jacques-Cartier. Deuxièmement, la population déclinera dès 2001, mais le nombre de ménages augmentera encore un peu durant quelques années. La Côte-de-Beaupré et L'Île-d'Orléans sont appelées à suivre cette évolution démographique.

Selon le tableau et les graphiques suivants, la population et le nombre de ménages seront plus nombreux en 2021 qu'ils ne le sont en 2001 à Québec, à Lévis, et dans la MRC de La Jacques-Cartier.

Effectif et taux d'accroissement projetés de la population et des ménages privés, composantes de la CMQ, 2001-2021

Composantes	Unité	Population			Ménages		
		2001	2011	2021	2001	2011	2021
Effectif							
Québec	'000	517	529	530	230	251	263
Lévis	'000	125	134	139	49	57	62
L'Île-d'Orléans	'000	7	7	6	3	3	3
La Côte-de-Beaupré	'000	22	21	20	9	9	9
La Jacques-Cartier	'000	27	30	32	10	12	13
CMQ	'000	698	721	727	300	332	350
Taux d'accroissement annuel moyen			2001-2011	2011-2021		2001-2011	2011-2021
Québec	%		0,24	0,02		0,88	0,46
Lévis	%		0,68	0,31		1,54	0,84
L'Île-d'Orléans	%		− 0,43	− 0,76		0,49	− 0,30
La Côte-de-Beaupré	%		− 0,21	− 0,50		0,57	− 0,08
La Jacques-Cartier	%		0,93	0,64		1,80	1,21
CMQ	%		0,33	0,08		1,01	0,53

Source : Institut de la statistique du Québec.

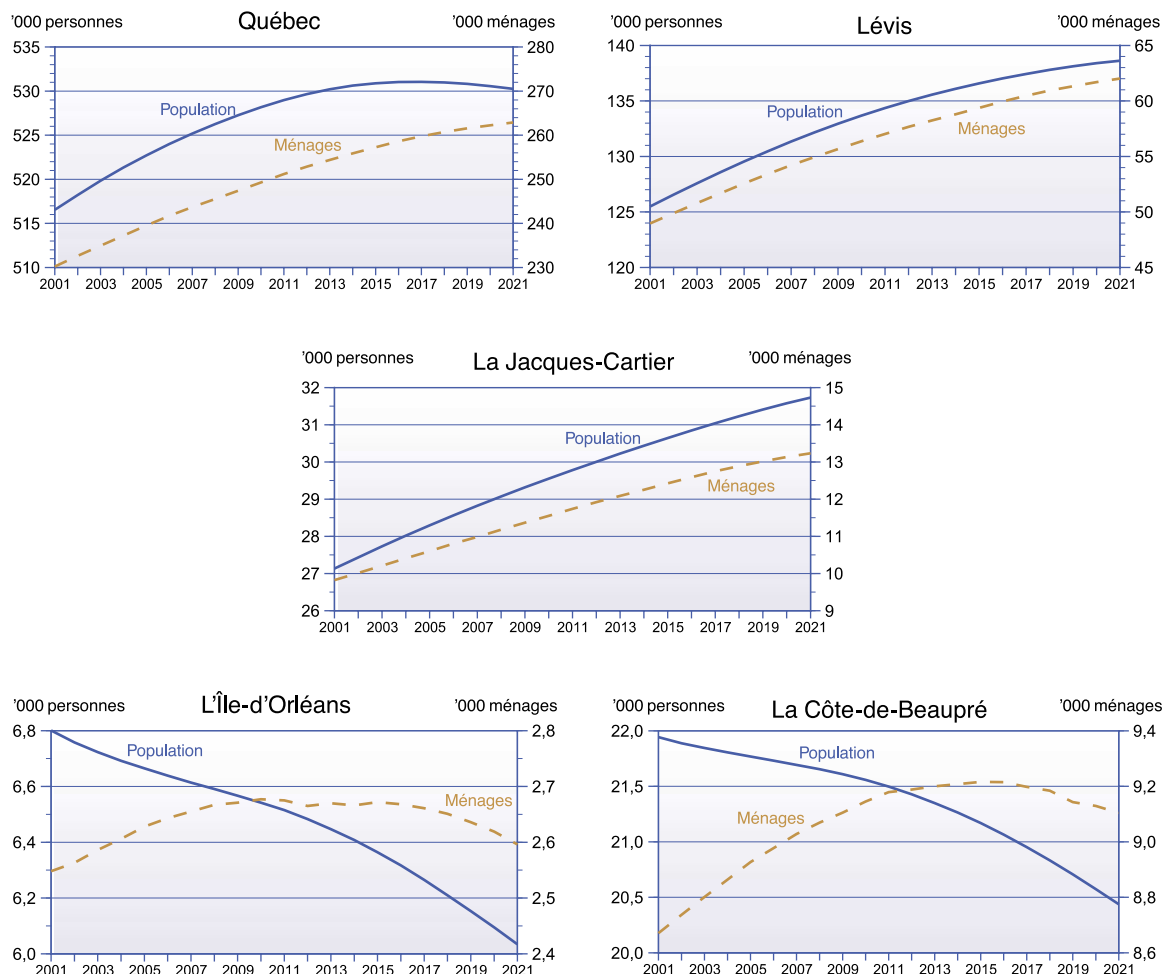
La population de La Jacques-Cartier sera la plus dynamique sur le plan démographique. En passant de 27 000 à 32 000 résidents, elle s'accroîtra de 0,93 % par année entre 2001 et 2011 et de 0,64 % par année entre 2011 et 2021. À Québec, la population augmentera de 517 000 à 530 000 résidents, ce qui donne les plus faibles taux d'accroissement annuels moyens (0,24 % et 0,02 %). Entre 2001 et 2011, cela représente annuellement 24 personnes de plus à Québec comparativement à 93 de plus dans La Jacques-Cartier, et ce, pour chaque tranche de 10 000 résidents. Lévis évoluera entre les deux, en passant de 125 000 à 139 000 résidents, à quoi correspondent des taux d'accroissement annuels moyens de 0,68 % et de 0,31 %.

Les trois composantes se classent dans le même ordre du point de vue du taux d'accroissement projeté des ménages. La Jacques-Cartier devance Lévis, qui devance Québec. Évidemment, en 2021, avec 263 000 ménages, Québec sera toujours la plus importante en proportion. Suivront Lévis, avec 62 000 ménages, et La Jacques-Cartier, avec 13 000.

Dans les trois composantes, le nombre de ménages va s'accroître plus vite que l'effectif de la population. Ce phénomène est normal dans le contexte du vieillissement démographique pour des raisons qui sont présentées à la section des tendances projetées pour la CMQ et qui méritent d'être rappelées brièvement. L'augmentation de l'effectif des personnes âgées de 45 ans et plus, qui inclut les générations nombreuses du baby-boom, entraînera une hausse du rythme d'accroissement des ménages, puisque ces individus affichent les plus hauts taux de soutien de ménage. Il y aura également une hausse du nombre de décès, puisque la population sera plus nombreuse aux âges de mortalité élevée. En conséquence, les décès viendront surpasser le nombre de naissances, ce qui entraînera le déclin du rythme d'accroissement de la population. Ces points sont abordés dans les sections suivantes pour chaque composante de la CMQ.



Population et ménages projetés, composantes de la CMQ, 2001-2021



Source : Institut de la statistique du Québec.

Les MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré présentent un tout autre profil. Leur population décroîtra durant toute la période 2001-2021. Le nombre de ménages augmentera jusque dans les années 2010, et ce, à cause des taux de soutien de ménage élevés des groupes de personnes âgées de 45 ans et plus, dont l'effectif s'accroîtra encore. Entre 2010 et 2021, les ménages commenceront à décroître.

La population de L'Île-d'Orléans décroîtra plus vite que celle de La Côte-de-Beaupré et ses taux d'accroissement seront les plus faibles de la CMQ. Comprenant près de 2 600 ménages en 2001, L'Île-d'Orléans se hissera à près de 2 700 vers 2010 puis descendra à 2 600 en 2021. Pendant ce temps, sa population chutera de 7 000 à 6 000 résidents.

La population de 22 000 résidents de La Côte-de-Beaupré diminuera jusqu'à près de 20 000 en 2021. Les ménages y passeront de 8 600 en 2001 à un maximum de 9 200 vers 2016, pour ensuite diminuer à 9 100 en 2021.

Structure par âge

L'analyse de l'évolution projetée de la structure par âge de la CMQ a montré que cette population vieillirait rapidement entre 1996 et 2021. Les cinq composantes ne présenteront pas toutes le même rythme de vieillissement démographique.

L'évolution de la structure par âge de Québec conditionne celle de la CMQ, puisque près des trois quarts des résidents habitent la ville. La population de Québec connaîtra un vieillissement prononcé, marqué par une forte diminution des jeunes, de 25 %, et une augmentation encore plus importante des personnes âgées, de 100 % (tableau suivant).

Chaque groupe d'âge de 0 à 44 ans va perdre environ le quart de son effectif (de - 24 % à - 28 %) entre 1996 et 2021, pendant que le groupe des 45-64 ans va en gagner l'équivalent (26 %). Le nombre d'ainés de 65 ans et plus va doubler, ce qui portera leur effectif de 65 000 à 131 000.

En vieillissant, les générations nombreuses du baby-boom, qui chevauchent les groupes de 25-44 ans et de 45-64 ans en 1996, provoqueront la hausse de l'âge moyen de 38 à 46 ans et une augmentation encore plus marquée de l'âge médian de 37 à 48 ans. Ces générations jouent un rôle prépondérant dans le vieillissement de la structure par âge, puisque les jeunes générations qui les suivent sont beaucoup moins nombreuses.

Dans ce contexte, les rapports entre groupes d'âge se transformeront complètement. En 1996, la population de Québec comptait 78 personnes âgées de 65 ans et plus pour chaque tranche de 100 jeunes de moins de 15 ans. Déjà, en 2011, le rapport aura basculé à 144 aînés pour 100 jeunes. En 2021, les aînés seront devenus deux fois plus nombreux que les jeunes.

On appelle « indice de remplacement de la main-d'œuvre » le rapport entre l'effectif des 15-24 ans et celui des 55-64 ans, puisque ces groupes correspondent aux âges d'entrée et de sortie du marché du travail. Le remplacement de la main-d'œuvre, qui était largement assuré en 1996, ne le sera plus en 2011 et le sera encore moins en 2021. De 151 personnes en âge d'entrer sur le marché du travail pour 100 personnes en âge d'en sortir, l'indice chutera à 78, puis à 61.

En proportion, Lévis comptera toujours plus de jeunes que Québec, mais le nombre d'ainés y augmentera davantage.

Le poids démographique des 0-14 ans était de 21 % à Lévis en 1996, donc plus élevé que les 16 % observés à Québec. En 2021, les jeunes représenteront 15 % de l'effectif total à Lévis par rapport à 12 % à Québec. Bien que la fraction du groupe des 0-14 ans soit appelée à décroître dans les deux villes, la variation sera moins importante à Lévis (- 17 %) qu'à Québec (- 26 %).

Éléments de la structure par âge projetée, Québec, Lévis et MRC de La Jacques-Cartier, 1996-2021

	Répartition par âge						Variation
	1996	2011	2021	1996	2011	2021	1996-2021
	'000			%			%
Québec	513	529	530	100	100	100	3
0-14 ans	83	65	61	16	12	12	- 26
15-24 ans	73	64	52	14	12	10	- 28
25-44 ans	170	137	130	33	26	25	- 24
45-64 ans	124	169	156	24	32	29	26
65 ans et plus	65	94	131	13	18	25	103
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans + / 0-14 ans	...	...	...	78	144	215	
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	151	78	61	
Âge moyen (ans)	38,1	43,4	46,4	...	...	...	
Âge médian (ans)	37,3	44,8	48,1	...	...	...	
Lévis	120	134	139	100	100	100	15
0-14 ans	25	21	21	21	16	15	- 17
15-24 ans	17	17	14	14	13	10	- 18
25-44 ans	42	37	37	35	28	27	- 10
45-64 ans	26	43	39	22	32	28	51
65 ans et plus	10	16	27	9	12	19	160
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans + / 0-14 ans	...	...	...	41	77	129	
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	209	86	67	
Âge moyen (ans)	34,5	39,7	42,8	...	...	...	
Âge médian (ans)	34,6	40,4	43,5	...	...	...	
La Jacques-Cartier	25	30	32	100	100	100	25
0-14 ans	6	5	5	24	17	17	- 10
15-24 ans	3	4	3	12	14	10	4
25-44 ans	10	9	9	39	29	29	- 8
45-64 ans	5	9	10	19	31	30	95
65 ans et plus	1	3	4	6	9	14	210
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans + / 0-14 ans	...	...	...	24	51	82	
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	187	111	62	
Âge moyen (ans)	32,1	37,4	40,1	...	...	...	
Âge médian (ans)	32,6	38,3	40,7	...	...	...	

Source: Institut de la statistique du Québec.

L'âge moyen et l'âge médian de la population de Lévis présenteront toujours des valeurs inférieures, variant de 34 ans chacun à 42 et à 43 ans, respectivement.

Lévis connaîtra néanmoins un vieillissement important. Entre 1996 et 2021, seul l'effectif des groupes d'âge de 45-64 ans et de 65 ans et plus continuera d'augmenter, de 51 % et de 160 % respectivement. Ces variations surpasseront celles de Québec.

Le rapport entre les aînés et les jeunes basculera au-delà de 100 entre 2011 et 2021, phénomène plus tardif à Lévis qu'à Québec. Dans les deux villes, le seuil de remplacement de la main-d'œuvre sera franchi dans quelques années seulement. À Lévis, il atteindra 86 en 2011, ce qui est comparable à 78 pour Québec.



La population de La Jacques-Cartier restera la plus jeune. En 1996, avec 24 % de personnes de moins de 15 ans, la population de la MRC de La Jacques-Cartier compte la plus importante proportion de jeunes parmi les cinq composantes de la CMQ. Elle maintiendra sa position jusqu'en 2021, moment où elle comptera 17 % de jeunes de 0-14 ans. Les âges moyen et médian demeurent aussi les plus bas : de l'ordre de 32 ans en 1996, ils grimperont à 37 et à 38 ans respectivement en 2011, puis à 40 ans en 2021. Alors qu'on dénombre 24 personnes âgées pour chaque centaine de jeunes en 1996, le rapport ne sera encore que de 82 pour 100 en 2021, toujours le plus faible niveau de la CMQ. L'indice de remplacement de la main-d'œuvre est des plus élevés en 1996 : pour 100 personnes en âge de quitter le marché du travail, on compte 187 jeunes en âge d'y accéder. Le seuil de remplacement sera assuré au moins jusqu'en 2011, ce qui n'est projeté nulle part ailleurs dans la CMQ.

Par ailleurs, la population de la Jacques-Cartier connaîtra la plus forte augmentation du nombre d'aînés de 65 ans et plus. L'effectif de ce groupe d'âge va plus que quadrupler (210 %) alors que celui des 45-64 ans va presque doubler (95 %).

La transformation de la structure par âge des MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré se produira dans le contexte du déclin de leur population. À plusieurs égards, leur vieillissement démographique se compare à celui de Québec.

Dans les deux MRC comme à Québec, la proportion des jeunes de moins de 15 ans, qui est de l'ordre de 16 % à 18 % en 1996, va descendre entre 12 % et 15 % en 2021 (tableau suivant). Le poids des aînés, de 13 %, va se hisser à plus de 25 %. Les groupes d'âge de moins de 45 ans vont perdre au moins le quart de leur effectif durant ces 25 ans. Les âges moyens vont passer de 38 ans à 46 ans.

Les rapports entre groupes d'âge projetés pour L'Île-d'Orléans et La Côte-de-Beaupré sont les mêmes en 1996, 2011 et 2021. Le nombre d'aînés pour 100 jeunes va passer d'environ 70 à 120 puis à 185. L'indice de remplacement de la main-d'œuvre chutera rapidement, de plus de 120 en 1996 à environ 60 dès 2011. À Québec, les rapports seront toutefois un peu plus élevés.

La population de L'Île-d'Orléans est plus avancée dans le processus de vieillissement. Cette population présente, chaque année, les âges moyen et médian les plus élevés de toute la CMQ. Elle est la seule composante pour laquelle une diminution de l'effectif des 45-64 ans est projetée pour la période 1996-2021.

Éléments de la structure par âge projetée, MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré, 1996-2021

Composantes de la CMQ	Répartition par âge						Variation
	1996	2011	2021	1996	2011	2021	1996-2021
	'000			%			%
L'Île-d'Orléans	7	7	6	100	100	100	- 14
0-14 ans	1	1	1	17	15	15	-28
15-24 ans	1	1	1	13	10	9	- 41
25-44 ans	2	1	1	29	22	22	- 35
45-64 ans	2	2	2	28	34	28	- 14
65 ans et plus	1	1	2	13	19	27	82
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans + / 0-14 ans	...	...	...	73	126	184	
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	123	56	54	
Âge moyen (ans)	38,7	43,4	46,2	...	...	...	
Âge médian (ans)	39,4	47,1	48,9	...	...	...	
La Côte-de-Beaupré	22	21	20	100	100	100	- 7
0-14 ans	4	3	3	18	14	13	- 30
15-24 ans	3	2	2	12	10	9	- 34
25-44 ans	7	6	5	32	26	24	- 30
45-64 ans	5	7	6	25	33	29	10
65 ans et plus	3	4	5	13	17	25	71
Rapport entre groupes d'âge							
65 ans + / 0-14 ans	...	...	...	76	120	185	
15-24 ans / 55-64 ans	...	...	...	124	62	53	
Âge moyen (ans)	38,4	43,0	46,0	...	...	...	
Âge médian (ans)	38,3	44,9	48,0	...	...	...	

Source : Institut de la statistique du Québec.

Événements démographiques

Dans l'ensemble de la CMQ, le surplus des naissances sur les décès qui fournit à la population un accroissement naturel positif prendra fin entre 2011 et 2016. Entre 2011 et 2021, la population continuera de croître grâce à son solde migratoire positif. Du point de vue de chaque composante, cependant, les événements démographiques ne se produisent pas exactement à ce rythme, ni dans cet ordre.

Bientôt, à Québec, le nombre de naissances sera légèrement surpassé par celui des décès de sorte qu'un léger déclin de l'accroissement naturel apparaîtra (tableau suivant). À la perte nette de 3 700 personnes en 2001-2011 succédera une perte nette de 14 500 personnes en 2011-2021. Le surplus projeté de décès proviendra évidemment de l'augmentation élevée du nombre de personnes âgées, alors que la diminution du nombre de naissances découlera de l'effritement des générations en âge de procréer. En effet, l'indice synthétique de fécondité (ISF) de 1,2 enfant par femme demeure stable durant toute la période de projection.

L'accroissement migratoire demeurera relativement élevé, de l'ordre de + 16 000 en 10 ans, ce qui permettra à la population de Québec d'enregistrer un accroissement total positif durant les deux décennies. Cette ville est la seule composante qui restera encore gagnante dans ses échanges migratoires avec le reste du Québec durant toute la période 2001-2021. Les gains migratoires compenseront donc le surplus de décès.

Événements démographiques décennaux projetés, composantes de la CMQ, 2001-2021

Période	Naissances	Décès	Accr. naturel	Solde migratoire			Accr. total
				interne ¹	externe ²	total	
				‘000			
Québec							
2001-2011	42,5	46,2	– 3,7	6,9	9,2	16,1	12,4
2011-2021	39,8	54,3	– 14,5	5,9	9,9	15,8	1,3
Lévis							
2001-2011	13,8	7,4	6,5	1,4	1,0	2,4	8,9
2011-2021	13,3	9,2	4,1	– 0,9	1,0	0,1	4,3
L'Île-d'Orléans							
2001-2011	0,6	0,6	0,1	– 0,5	0,1	– 0,4	– 0,3
2011-2021	0,6	0,6	– 0,1	– 0,5	0,1	– 0,4	– 0,5
La Côte-de-Beaupré							
2001-2011	1,9	1,8	0,1	– 0,3	– 0,2	– 0,5	– 0,4
2011-2021	1,7	2,0	– 0,3	– 0,5	– 0,2	– 0,7	– 1,0
La Jacques-Cartier							
2001-2011	3,2	1,2	2,0	– 0,7	1,4	0,7	2,7
2011-2021	3,6	1,6	2,0	– 1,4	1,4	0,0	2,0

1. Inclut les migrations internes au Québec et l'ajustement du scénario A de l'édition 2000.

2. Inclut les migrations interprovinciales, internationales et la variation des résidents non permanents.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Toutefois, entre 2011 et 2021, l'accroissement total sera très mince, soit de + 1 300 personnes. L'accroissement naturel (– 14 500) neutralisera presque entièrement l'effet du solde migratoire (+ 15 800).

À Lévis, la population vieillira moins vite qu'à Québec (tableau précédent). Par conséquent, l'accroissement naturel conservera une valeur positive durant toute la période de projection, bien qu'elle diminue de 6 500 à 4 100. D'une décennie à l'autre, le nombre de naissances demeurera presque stable, de 13 800 à 13 300. Les décès progresseront de 7 400 à 9 200; ils ne rejoindront pas le nombre de naissances.

Le solde migratoire total de Lévis décroîtra significativement entre la période 2001-2011 et celle de 2011-2021, puisque la ville deviendra perdante dans ses échanges avec les autres régions du Québec durant la dernière décennie. D'ailleurs, cette tendance est projetée dans toutes les autres composantes, à l'exception de Québec. À Lévis, le maintien des naissances compensera les faibles gains migratoires.

Conséquence de la baisse des accroissements naturel et migratoire, l'accroissement total de la population de Lévis chutera de + 8 900 à + 4 300 en deux décennies.

Les projections pour la MRC de La Jacques-Cartier à l'horizon 2021 ont montré que sa population conservera un rythme d'accroissement démographique relativement élevé. Cela dépendra évidemment de sa structure par âge, la plus jeune de la CMQ, et de l'augmentation projetée de l'effectif des jeunes adultes. Ces derniers, qui présentent la plus forte fécondité parmi les composantes de la CMQ (1,7 enfant par femme),

mettront un nombre croissant d'enfants au monde. Le nombre de naissances projetées dans la MRC s'accroîtra de 3 200 entre 2001 et 2011 à 3 600 entre 2011 et 2021. Les décès deviendront aussi de plus en plus nombreux, compte tenu de l'effectif grandissant des personnes âgées. Durant la période 2001-2011, on en comptera 1 200, puis 1 600 entre 2011 et 2021. En conséquence, l'accroissement naturel, de 2 000 personnes, ne changera pas.

La population de la MRC présentera un solde migratoire total légèrement positif en 2001-2011 (+ 700 personnes) qui s'effacera complètement entre 2011 et 2021. La présence d'installations militaires dans son territoire explique l'attraction de plus de 1 400 personnes venant de l'extérieur du Québec durant chaque décennie. Mais les pertes croissantes de – 700 à – 1 400 personnes, issues des échanges avec les autres régions du Québec, en viendront à annuler les gains externes.

L'accroissement naturel constant de la MRC va compenser la baisse du solde migratoire, ce qui est l'inverse de l'évolution projetée dans la CMQ. Son accroissement démographique total, en diminuant de 2 700 personnes entre 2001 et 2011 à 2 000 entre 2011 et 2021, ira néanmoins dans le même sens que celui de l'ensemble.

La population de La Côte-de-Beaupré est plus avancée dans le processus de vieillissement démographique. Elle verra ses naissances diminuer de 1 900 entre 2001 et 2011 à 1 700 entre 2011 et 2021, alors que les décès augmenteront de 1 800 à 2 000. L'accroissement naturel, qui sera légèrement positif, va donc devenir négatif au-delà de 2011. Le solde migratoire négatif, projeté tant à l'interne qu'à l'externe, provoquera des pertes totales nettes de 500 personnes dans la première décennie et de 700 dans la seconde. Ainsi se déroulera l'évolution démographique conduisant La Côte-de-Beaupré d'un accroissement total de – 400 personnes durant la période 2001-2011 à – 1 000 personnes entre 2011 et 2021.

La population de L'Île-d'Orléans, comme celle de La Côte-de-Beaupré, présentera un surplus des décès sur les naissances entre 2011 et 2021. La population étant de petite taille, les deux séries d'événements varieront très peu, de sorte que l'accroissement naturel sera de – 100 personnes au cours de cette dernière période. Le solde migratoire demeurera stable entre 2001 et 2021, à – 400 personnes par décennie. La population de L'Île-d'Orléans se distingue de celle de La Côte-de-Beaupré par un solde migratoire externe positif, de l'ordre d'une centaine de personne en 10 ans. C'est le seul événement démographique qui l'empêche de chuter davantage. Au total, la population enregistrera des pertes nettes de 300 personnes entre 2001 et 2011 et de 200 personnes durant la période 2011-2021.

Bref, le surplus de décès et les pertes migratoires causeront le déclin démographique de La Côte-de-Beaupré et de L'Île-d'Orléans.

CONCLUSION

Les projections démographiques réalisées pour les composantes de la CMQ montrent des populations qui, à divers degrés, sont en voie de vieillissement, enregistreront un déclin de leur taux d'accroissement en 2001-2021 et connaîtront, à moyen ou long terme, un accroissement naturel négatif et une diminution de leur solde migratoire.

Certaines populations connaîtront sous peu une diminution de leur effectif : c'est le cas des MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré. D'autres segments de la population afficheront un certain dynamisme, puisque leur proportion de jeunes demeurera relativement élevée. La MRC de La Jacques-Cartier en est un exemple. Il existe sans doute d'autres enclaves ayant des caractéristiques semblables à l'intérieur des villes de Québec et de Lévis.

La majorité des résidents de la CMQ habiteront Québec. Le vieillissement y sera déjà bien enclenché en 2011. À ce moment-là, le seuil de remplacement de la main-d'œuvre n'y sera plus assuré et on y comptera deux fois plus d'aînés que de jeunes. Un solde migratoire positif assurera la croissance de la population. À Lévis, qui représente aussi une bonne part de la CMQ, c'est plutôt vers 2021 que le vieillissement atteindra la même intensité. La population, plus jeune, y augmentera sous la pression d'un accroissement naturel plus vigoureux.

Partout, le rythme d'accroissement des ménages privés surpassera celui de la population. Ce phénomène est une conséquence directe de l'augmentation prévue de l'effectif des personnes âgées de 45-79 ans, dont la propension à diriger un ménage est plus forte qu'à tout autre âge.

L'évolution démographique projetée reporte les tendances observées dans les années passées à chaque composante. Si le vieillissement de la population apparaît incontournable parce qu'il découle du seul avancement en âge des résidents actuels, il y a d'autres aspects qui peuvent retarder ou accélérer le rythme d'accroissement démographique total. L'ampleur réelle que prendront les mouvements migratoires dans les années futures pourra jouer un rôle clé à cet égard.

ARRONDISSEMENTS DE QUÉBEC ET DE LÉVIS

POPULATION

L'évolution de la population, son profil socioéconomique et certains aspects des mouvements migratoires font l'objet de faits saillants qui permettent de tracer un portrait des huit arrondissements de Québec et des trois arrondissements de Lévis. Les années cibles sont 1991 et 1996, avec l'accent mis sur cette dernière année, puisqu'elle correspond à celle du dernier recensement disponible. L'effectif de la population est suivi sur une période plus longue, de 1991 à 2001, en raison de la toute récente publication des résultats du recensement de 2001.

Les tableaux synthèses présentés pour chacun des thèmes abordés constituent l'essentiel de cette section. Les commentaires servent à mettre en évidence les phénomènes les plus marquants.

Les données statistiques qui concernent les arrondissements sont obtenues par la sommation de tableaux initialement ventilés pour des secteurs de dénombrement. Selon les règles de Statistique Canada, les secteurs de dénombrement qui comptent moins de 40 personnes ne font pas l'objet d'une publication. De plus, la procédure d'arrondissement aléatoire appliquée dans les tableaux extraits des recensements peut provoquer de légères inconsistances. Pour toutes ces raisons, il peut y avoir des différences entre les données des arrondissements d'un tableau à l'autre, et ce, pour un même concept. De même, il est impossible d'assurer l'exacte concordance entre les données présentées à l'échelle de Québec et de Lévis dans la section précédente et dans celle-ci.

Population totale

Selon le recensement de 2001, l'arrondissement **Laurentien** (8) est le plus peuplé de Québec : 83 000 personnes y vivent (tableau ci-dessous). L'arrondissement **Limoilou** (6), avec 45 000 habitants, est le moins peuplé. L'arrondissement **La Cité** (1), qui compte 62 100 personnes, se trouve au quatrième rang quant à la taille de sa population.

Effectif et accroissement de la population des arrondissements, Québec et Lévis, 1991-2001

	Unité	Québec	1	2	3	4	5	6	7	8	Lévis	1	2	3
Population														
1991	'000	489,1	62,6	55,6	69,6	71,2	68,8	47,2	40,7	73,5	108,5	45,2	36,3	27,1
1996	'000	503,7	60,5	58,7	69,1	70,9	72,9	45,2	46,1	80,4	118,3	47,3	40,8	30,2
2001	'000	507,9	62,1	59,2	68,4	70,3	72,8	45,0	47,2	83,0	122,0	48,0	42,0	31,9
Accroissement														
1991-1996	%	3,0	- 3,4	5,6	- 0,7	- 0,4	6,0	- 4,2	13,2	9,4	9,0	4,7	12,7	11,3
1996-2001	%	0,8	2,7	0,8	- 1,0	- 0,9	- 0,1	- 0,5	2,5	3,2	3,1	1,6	2,9	5,7

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population.
Institut de la statistique du Québec.

En reportant les limites géographiques des arrondissements au recensement de 1991, deux tendances de l'accroissement démographique peuvent être mises en évidence de la période 1991-1996 à celle de 1996-2001.

La première tendance suit le ralentissement de croissance enregistré par la population de Québec. L'accroissement observé dans les arrondissements **Les Rivières** (2), **Beauport** (5), **La Haute-Saint-Charles** (7) et **Laurentien** (8), qui s'étale de 5,6 % à 13,2 % entre 1991 et 1996, ne dépasse pas 4 % entre 1996 et 2001. L'arrondissement 5 voit même sa population décroître.

La deuxième tendance, caractérisée par un relèvement de la croissance démographique, survient dans l'arrondissement 1. Sa population, en décroissance entre 1991 et 1996 (-3,4 %), se met à croître durant la période suivante (+2,7 %). En même temps, l'arrondissement 6 enregistre un ralentissement marqué de sa décroissance (de -4,2 % à -0,5 %).

Bref, entre 1991 et 2001, la croissance démographique glisse de l'ouest vers le centre de Québec.

À Lévis, l'évolution de la population des arrondissements est plus homogène. Le ralentissement de croissance observé dans la ville entre la période 1991-1996 et celle de 1996-2001 apparaît dans chaque arrondissement; seule leur ampleur diffère. Contrairement à Québec, les populations en périphérie demeurent plus vigoureuses que celle du centre.

Les arrondissements de Lévis sont moins populeux que ceux de Québec. En 2001, l'arrondissement **Desjardins** (1) compte 48 000 résidents; l'arrondissement **Chutes-de-la-Chaudière-Est** (2) suit avec 42 000 résidents. L'arrondissement **Chutes-de-la-Chaudière-Ouest** (3), avec 31 900 personnes, compte la population la moins nombreuse. D'un recensement à l'autre, cet ordre demeure inchangé.

De façon générale dans les arrondissements de Québec et de Lévis, entre 1996 et 2001, l'effectif des enfants, des adolescents et des jeunes adultes (0-44 ans) présente une légère décroissance (tableaux suivants). L'effectif des adultes de 45 ans et plus augmente de façon variée d'un arrondissement à l'autre.

La diminution de l'effectif des personnes de moins de 45 ans entre 1996 et 2001 est la cause du ralentissement de croissance de la population totale, durant la même période, pour six des huit arrondissements de Québec (2, 3, 4, 5, 7 et 8) et pour l'arrondissement 1 de Lévis.

Dans l'arrondissement 1 de Québec, qui voit sa population s'accroître durant la période 1996-2001, les choses se passent autrement. Le groupe des 15-24 ans s'est accru de 10 % entre 1996 et 2001, alors qu'il diminuait de 1,4 % entre 1991 et 1996. La croissance démographique s'y double d'un certain rajeunissement de la structure par âge.

Population par groupe d'âge et par sexe



Variation quinquennale de l'effectif des groupes d'âge, Québec, 1991-2001

	Québec		La Cité (1)		Les Rivières (2)		Sainte-Foy-Sillery (3)		Charlesbourg (4)	
	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001
	%									
0-14 ans	- 2,0	- 6,6	- 8,2	- 10,7	- 2,5	- 7,4	- 9,6	- 7,9	- 11,3	- 9,0
15-24 ans	- 0,3	- 1,9	- 1,4	10,0	- 4,0	- 7,1	- 4,7	0,1	- 4,1	- 12,1
25-44 ans	- 3,5	- 9,7	- 7,0	- 6,8	- 0,9	- 11,3	- 10,4	- 15,8	- 8,5	- 10,3
45-64 ans	13,7	15,3	4,6	18,6	19,4	16,0	5,4	7,0	11,6	8,7
65 ans et plus	13,7	14,7	- 2,5	2,7	37,8	31,3	18,8	16,2	21,6	30,8

	Beauport (5)		Limoilou (6)		La Haute-Saint-Charles (7)		Laurentien (8)	
	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001
	%							
0-14 ans	2,2	- 7,3	- 3,3	- 7,7	9,8	- 0,8	1,7	- 5,4
15-24 ans	4,2	- 2,0	- 11,4	9,2	6,7	- 7,7	11,4	- 0,3
25-44 ans	- 1,3	- 11,8	- 6,4	- 6,4	9,1	- 4,6	- 0,3	- 8,8
45-64 ans	17,1	17,7	- 4,5	9,1	26,8	19,3	36,2	27,5
65 ans et plus	21,7	9,3	4,1	- 1,1	21,9	21,6	20,6	35,5

Sources: Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Variation quinquennale de l'effectif des groupes d'âge, Lévis, 1991-2001

	Lévis		Desjardins (1)		Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)		Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	
	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001	1991 1996	1996 2001
	%							
0-14 ans	- 1,3	- 7,2	- 3,4	- 9,0	3,5	- 6,3	- 4,1	- 6,3
15-24 ans	18,7	0,6	7,0	- 0,7	20,0	0,2	39,8	2,9
25-44 ans	- 1,1	- 6,9	- 3,2	- 10,3	3,2	- 5,9	- 3,9	- 3,4
45-64 ans	32,2	26,2	18,0	19,5	37,8	29,4	57,2	33,7
65 ans et plus	15,0	16,8	13,3	14,0	15,3	18,5	23,7	26,2

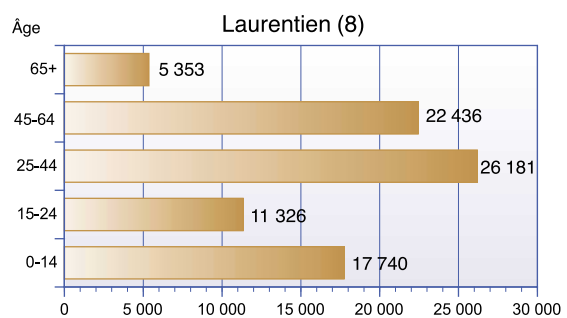
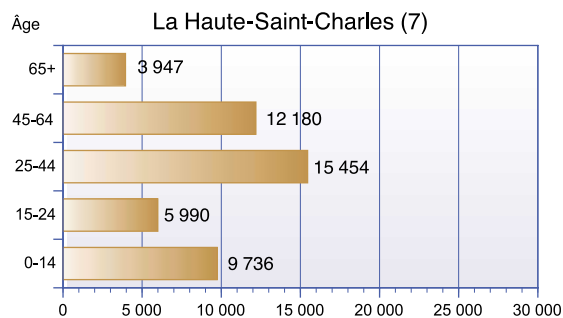
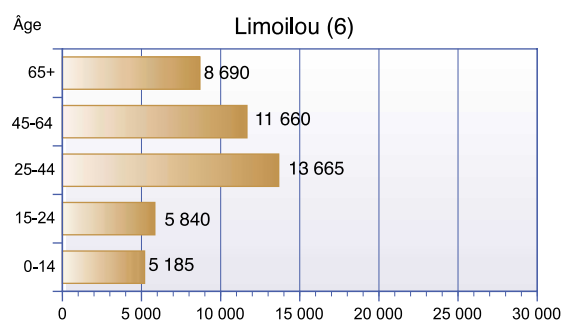
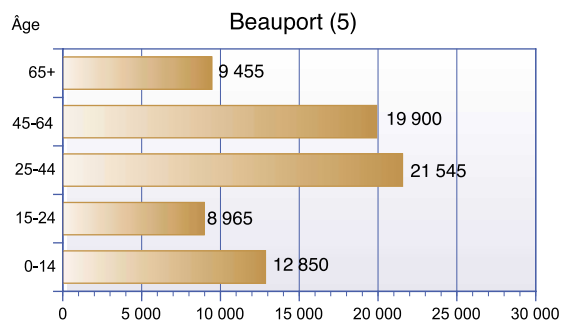
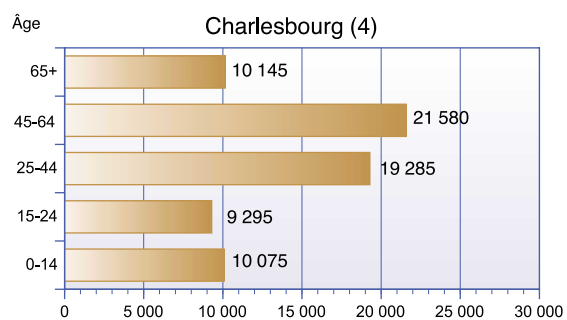
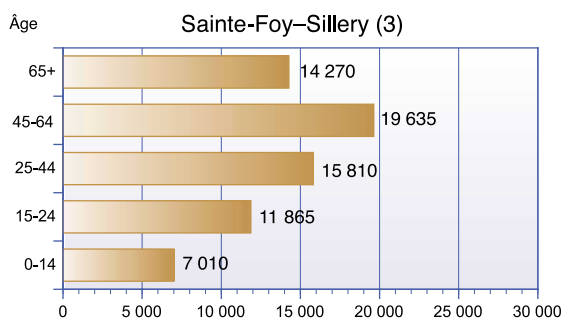
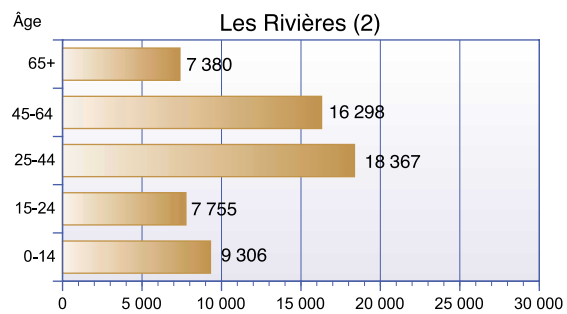
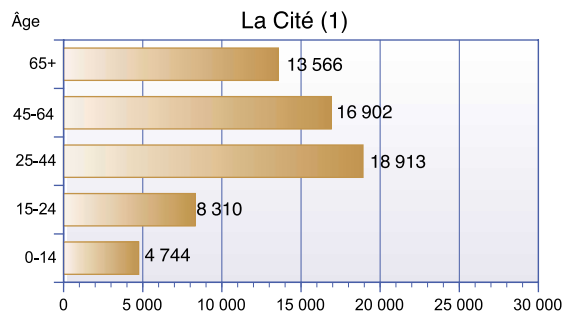
Sources: Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

L'arrondissement 6, dont l'accroissement total s'est hissé d'une valeur négative pour la période 1991-1996 à près de 0 pour la période 1996-2001, présente la même évolution selon l'âge. Le groupe des 15-24 ans s'accroît de 9,2 % entre 1996 et 2001, alors qu'il avait décliné entre 1991 et 1996. La population de cet arrondissement, qui tend vers la stabilité, connaît aussi un certain rajeunissement de sa structure par âge.

Le groupe des 45-64 ans de ces deux arrondissements ne varie pas au même rythme. L'arrondissement 1 enregistre une variation de plus de 18 % et l'arrondissement 6, une variation plus faible, soit 9 %. Ce groupe d'âge fait donc la différence entre l'accroissement démographique nettement positif du premier et la faible décroissance du second.

Les arrondissements 2 et 3 de Lévis se démarquent par la chute de la variation de l'effectif des 15-24 ans entre la période 1991-1996 et celle de 1996-2001. Ces deux

Population des arrondissements par groupe d'âge, Québec, 2001



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

groupes se sont accrus respectivement de 20 % et de 40 % durant la première période pour tomber à un seuil de variation inférieur à 3 % durant la dernière période. Leur rôle dans le ralentissement de la croissance démographique globale est indéniable.

Les graphiques de la page précédente permettent de comparer la structure par âge de la population des arrondissements de Québec en 2001.

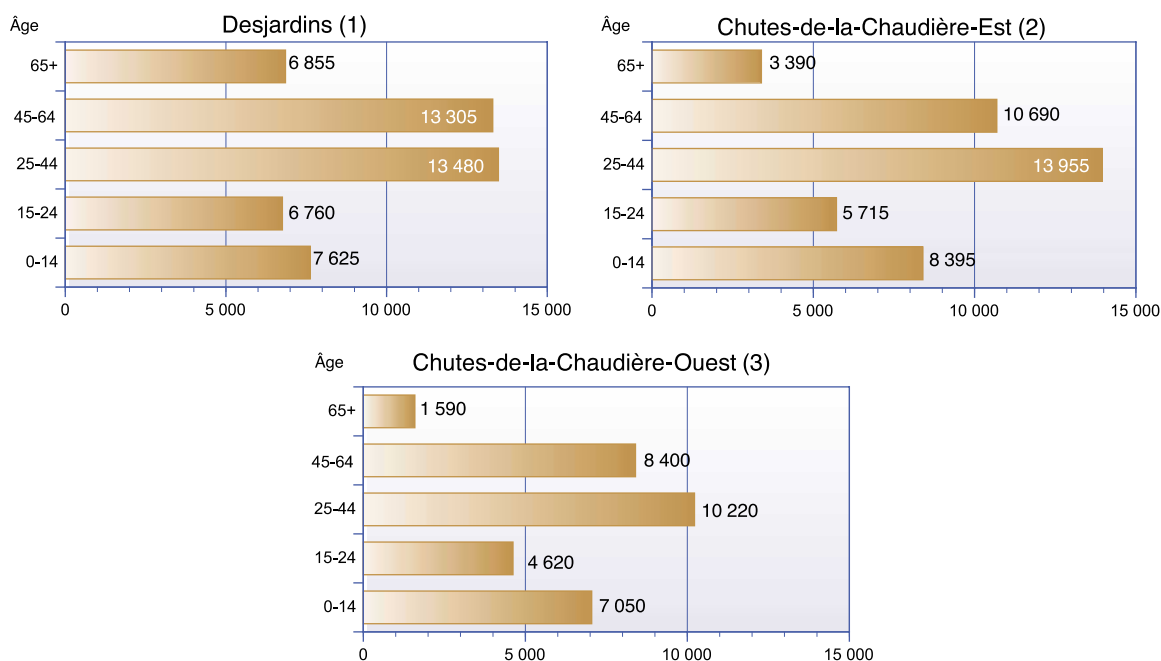
Les arrondissements centraux de Québec – **La Cité** (1), **Sainte-Foy-Sillery** (3) et **Limoilou** (6) – sont les secteurs les plus vieillissants de la ville sur le plan démographique. Les personnes de 65 ans et plus surpassent en nombre tant celles de 0-14 ans que celles de 15-24 ans.

Au sein de la ville, ce sont les arrondissements 1 et 3 qui comprennent le plus d'aînés, soit environ 14 000 personnes de 65 ans et plus, population majoritairement féminine en raison de la surmortalité masculine aux grands âges.

Les arrondissements 7 et 8 abritent les populations les plus jeunes sur le plan démographique. Tant le groupe des 0-14 ans que celui des 15-24 ans sont plus peuplés que celui des 65 ans et plus. L'arrondissement 8 est celui qui compte le plus de jeunes de moins de 15 ans (17 740).

Les arrondissements 2, 4 (**Charlesbourg**) et 5 présentent une structure mixte. Ils comptent plus de personnes âgées que les arrondissements jeunes, mais moins que les arrondissements avancés dans le processus de vieillissement.

Population des arrondissements par groupe d'âge, Lévis, 2001



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

L'effectif des jeunes de 0-14 ans, celui des 15-24 ans de même que les personnes âgées y sont en nombres comparables. Avec un effectif de près de 13 000 jeunes, l'arrondissement 5 occupe le 2^e rang pour ce qui est du nombre de personnes de moins de 15 ans.

Dans la majorité des arrondissements, les personnes de 25-44 ans forment le groupe d'âge le plus peuplé. Dans les arrondissements 3 et 4, c'est plutôt le groupe d'âge des 45-64 ans qui tient cette place. Il y surviendra probablement un fort vieillissement d'ici les vingt prochaines années, quand ces nombreuses personnes franchiront le cap des 65 ans.

En 2001, selon les graphiques précédents, aucun des arrondissements de Lévis n'est aussi avancé dans le processus de vieillissement démographique que les arrondissements centraux de Québec.

L'arrondissement 1 de Lévis présente une structure par âge mixte. L'effectif des jeunes de 0-14 ans, celui des 15-24 ans et celui des 65 ans et plus sont comparables, avec environ 7 000 individus. Cet arrondissement, le plus peuplé de Lévis, compte plus de personnes âgées que les deux autres ensemble.

Les deux autres arrondissements présentent une structure par âge qui est jeune. Ils comptent nettement plus de personnes de 0-14 ans et de 15-24 ans que de personnes de 65 ans et plus. Il y a d'ailleurs la moitié moins d'ânés dans l'arrondissement 3 que dans l'arrondissement 2. Ce dernier rassemble le plus grand nombre de jeunes de 0-14 ans de toute la ville de Lévis.

Le tableau suivant résume la structure par âge des arrondissements. Il montre que, dans les populations jeunes, l'âge moyen varie de 33 à 36 ans, et que, dans les populations à structure mixte, il se concentre à 39 et à 40 ans. Les populations plus avancées sur le plan du vieillissement démographique ont une moyenne d'âge de 42 à 45 ans.

Éléments de la structure par âge, Québec et Lévis, 2001

	Âge moyen	0-14	15-24	25-44	45-64	65 +	Tous âges
	n	%					
Québec	40,1	15	14	29	28	14	100
La Cité (1)	45,2	8	13	30	27	22	100
Les Rivières (2)	39,1	16	13	31	28	12	100
Sainte-Foy-Sillery (3)	43,7	10	17	23	29	21	100
Charlesbourg (4)	40,9	14	13	27	31	14	100
Beauport (5)	39,1	18	12	30	27	13	100
Limoilou (6)	42,7	12	13	30	26	19	100
La Haute-Saint-Charles (7)	36,0	21	13	33	26	8	100
Laurentien (8)	35,0	21	14	32	27	6	100
Lévis	36,8	19	14	31	27	10	100
Desjardins (1)	39,9	16	14	28	28	14	100
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	35,6	20	14	33	25	8	100
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	33,7	22	14	32	26	5	100

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Ménages

Le nombre de ménages peut être étudié en 1991 et en 1996. La population des arrondissements en périphérie de Québec est alors en forte croissance et celle du centre est en décroissance. À Lévis, la population croît partout, plus vite en périphérie qu'au centre.

En 1996, les arrondissements 1 et 3 comptent plus de 30 000 ménages chacun ; ils sont en tête de liste parmi les huit arrondissements de Québec (tableau suivant). La majorité des arrondissements comprennent de 20 000 à 30 000 ménages. Il y en a 23 000 dans l'arrondissement 6 et près de 29 000 dans l'arrondissement 4. Au dernier rang se trouve l'arrondissement 7 avec 16 600 ménages.

Nombre de ménages privés, Québec et Lévis, 1991 et 1996

	1991	1996	Variation
	n		%
Québec	198 950	214 250	7,7
La Cité (1)	34 293	34 330	0,1
Les Rivières (2)	21 413	24 270	13,3
Sainte-Foy-Sillery (3)	30 533	32 035	4,9
Charlesbourg (4)	26 724	28 765	7,6
Beauport (5)	24 510	27 145	10,8
Limoilou (6)	22 948	23 420	2,1
La Haute-Saint-Charles (7)	14 187	16 605	17,0
Laurentien (8)	24 342	27 680	13,7
Lévis	38 705	44 050	13,8
Desjardins (1)	17 085	18 825	10,2
Chutes-de-la Chaudière-Est (2)	12 953	15 185	17,2
Chutes-de-la Chaudière-Ouest (3)	8 667	10 040	15,8

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

À Lévis, le plus grand nombre de ménages se trouve dans l'arrondissement 1, près de 19 000 selon le recensement de 1996. Les deux autres arrondissements, 2 et 3, en comptent respectivement 10 000 et 15 000.

Le nombre de ménages a augmenté davantage dans les trois arrondissements de Lévis entre 1991 et 1996 que dans la plupart de ceux de Québec. La plus grande variation du nombre de ménages en cinq ans, soit 17,2 %, est survenue dans l'arrondissement 2 de Lévis. L'arrondissement 7 de Québec le talonne avec 17 %. Ensuite, l'arrondissement 3 de Lévis, avec une variation de 15,8 %, et l'arrondissement 8 de Québec, avec 13,7 %, présentent les plus forts taux.

La croissance des ménages suit celle de la population, mais le nombre de ménages augmente aussi quand la population décroît. Les arrondissements 1, 3, 4 et 6 de Québec affichent une variation légèrement positive, malgré le déclin de la population.

En 1996, les ménages comptant une famille se concentrent davantage dans les arrondissements de la périphérie, tant à Québec qu'à Lévis (tableau suivant). La plus grande proportion de ménages familiaux atteint au moins 80 %, et ce, dans les

arrondissements 7 et 8 de Québec et 3 de Lévis. À l’opposé, les ménages non familiaux atteignent respectivement 64 % et 52 % dans les arrondissements 1 et 6 de Québec. Dans l’arrondissement 1 de Lévis, il y en a la moitié moins, soit 30 %.

Proportion de ménages familiaux et non familiaux dans les ménages privés, Québec et Lévis, 1996

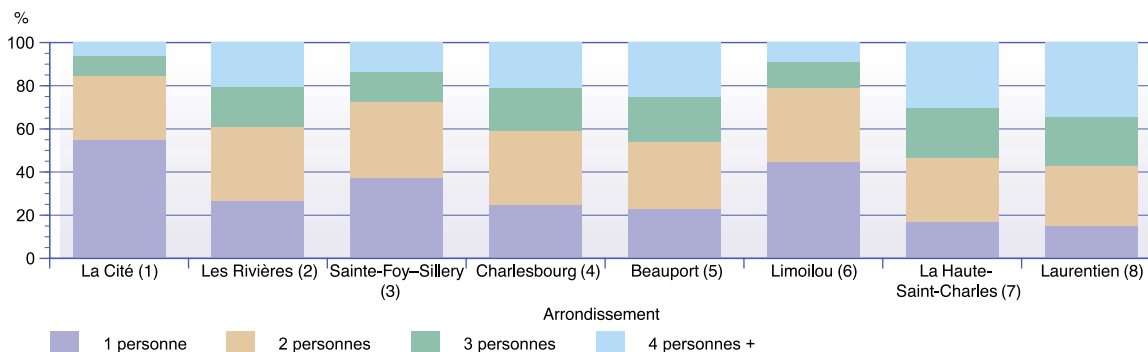
	Ménages non familiaux	Ménages familiaux	Total des ménages privés
	%		
Québec	37	63	100
La Cité (1)	64	36	100
Les Rivières (2)	31	69	100
Sainte-Foy-Sillery (3)	44	56	100
Charlesbourg (4)	29	71	100
Beauport (5)	26	74	100
Limoilou (6)	52	48	100
La Haute-Saint-Charles (7)	20	80	100
Laurentien (8)	17	83	100
Lévis	25	75	100
Desjardins (1)	30	70	100
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	23	77	100
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	15	85	100

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

La répartition des ménages selon la taille, qui correspond au nombre de personnes présentes, affiche des disparités dans les arrondissements de Québec. Ce n’est pas le cas pour les arrondissements de Lévis, comme le montrent les deux graphiques ci-après.

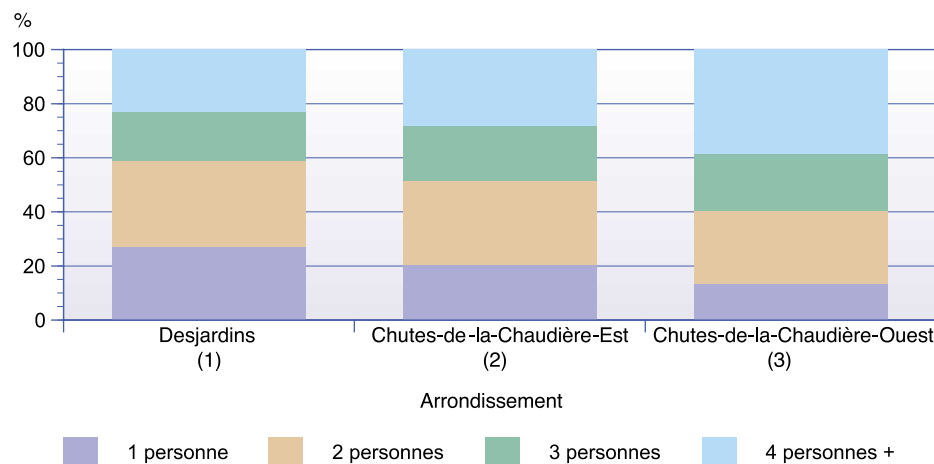
Les arrondissements centraux 1, 3 et 6 de Québec se caractérisent par des ménages de petite taille, le plus souvent de une ou de deux personnes. En 1996, ces arrondissements regroupent davantage de ménages formés d’une seule personne que tous les autres : 55 % dans l’arrondissement 1, 45 % dans l’arrondissement 6 et 37 % dans l’arrondissement 3.

Ménages selon la taille, Québec, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Ménages selon la taille, Lévis, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

À Lévis, la part maximale de ménages formés d'une personne seule est de 27 % et elle se trouve dans l'arrondissement 1.

Les ménages de grande taille sont majoritaires dans les arrondissements en forte croissance. Dans les arrondissements 7 et 8 de Québec et 3 de Lévis, plus de 30 % des ménages comptent quatre personnes ou plus. En y ajoutant les ménages de trois personnes, le total comprend plus de 50 % des ménages.

Les arrondissements 2, 4 et 5 de Québec, comme les arrondissements 1 et 2 de Lévis, se démarquent par la présence d'environ un tiers des ménages formés de deux personnes. Dans ces arrondissements, cette catégorie est la plus importante.

Les ménages des arrondissements centraux ont un nombre moyen de personnes par ménage inférieur à celui des arrondissements de la périphérie (tableau ci-dessous). Dans les arrondissements 1 et 6 de Québec, la moyenne n'atteint pas deux personnes.

Nombre moyen de personnes par ménage privé, Québec et Lévis, 1991 et 1996

	1991	1996
	n	
Québec	2,40	2,30
La Cité (1)	1,75	1,69
Les Rivières (2)	2,55	2,39
Sainte-Foy-Sillery (3)	2,21	2,10
Charlesbourg (4)	2,63	2,45
Beauport (5)	2,67	2,56
Limoilou (6)	2,00	1,89
La Haute-Saint-Charles (7)	2,85	2,76
Laurentien (8)	2,98	2,89
Lévis	2,75	2,65
Desjardins (1)	2,56	2,46
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	2,77	2,66
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	3,10	2,99

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

C'est en périphérie de Québec et de Lévis que se trouvent les ménages les plus populeux, avec une moyenne de près de trois personnes.

La taille moyenne des ménages a diminué tant à Québec qu'à Lévis entre 1991 et 1996.

Scolarité

Pour les deux recensements, le niveau de scolarité « De la 9^e à la 13^e année » est la catégorie qui regroupe le plus de personnes dans chaque arrondissement (tableau suivant). Environ le tiers des résidents de 15 ans et plus en fait partie en 1996. Seuls les arrondissements 1 et 3 de Québec se caractérisent autrement. La présence de nombreux établissements d'enseignement postsecondaire dans leur territoire est sans doute déterminante à cet égard.

La répartition de la population selon le plus haut niveau de scolarité est moins uniforme dans les arrondissements de Québec qu'elle ne l'est à Lévis.

Répartition de la population totale de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Québec et Lévis, 1991 et 1996

	Année	Niveau inférieur à la 9 ^e année	De la 9 ^e à la 13 ^e année	Certificat ou diplôme d'une école de métiers	Autres études non universitaires seulement	Études universitaires	Total
	%						
Québec	1991	15	34	6	22	23	100
	1996	13	33	4	24	25	100
La Cité (1)	1991	19	30	3	18	30	100
	1996	16	27	3	20	34	100
Les Rivières (2)	1991	17	37	6	24	16	100
	1996	15	34	5	26	19	100
Sainte-Foy-Sillery (3)	1991	6	25	4	22	43	100
	1996	6	24	3	22	44	100
Charlesbourg (4)	1991	13	38	6	23	19	100
	1996	12	37	5	25	21	100
Beauport (5)	1991	17	38	7	24	14	100
	1996	14	37	6	26	17	100
Limoilou (6)	1991	25	38	5	19	14	100
	1996	23	36	4	22	15	100
La Haute-Saint-Charles (7)	1991	16	38	7	24	15	100
	1996	14	37	6	27	17	100
Laurentien (8)	1991	10	33	7	24	26	100
	1996	9	32	5	26	28	100
Lévis	1991	14	35	7	25	20	100
	1996	11	34	5	27	22	100
Desjardins (1)	1991	18	35	8	23	17	100
	1996	15	36	5	25	18	100
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	1991	11	35	7	27	21	100
	1996	10	33	6	28	23	100
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	1991	10	33	7	27	23	100
	1996	8	33	5	29	25	100

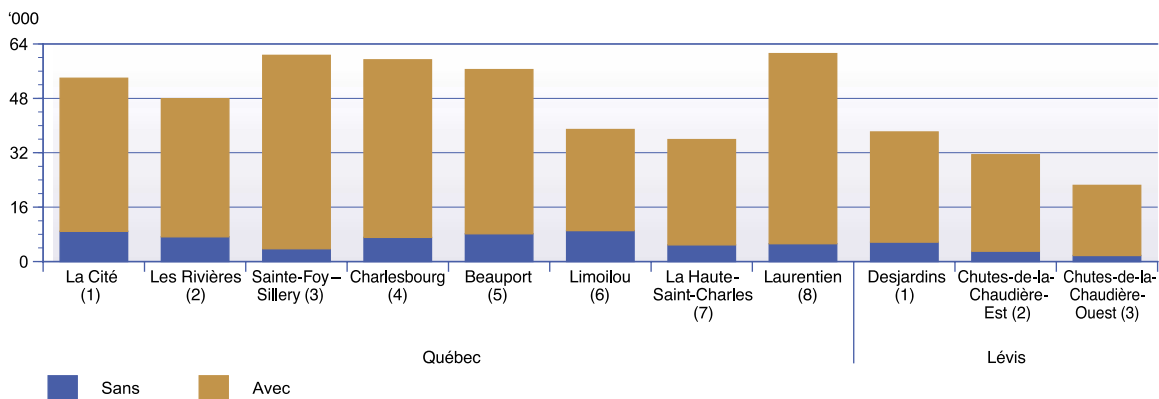
Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

En 1996, par exemple, la population de l'arrondissement 6 est, en proportion, nettement moins scolarisée que dans l'ensemble des arrondissements de Québec ; il en va de même dans l'arrondissement 1 de Lévis, mais de façon moins accentuée. Dans les arrondissements 1 et 3 de Québec, c'est l'inverse. Il y a surreprésentation des personnes ayant fait des études universitaires. À Lévis, la situation de l'arrondissement 3 est comparable, mais elle est moins tranchée par rapport à l'ensemble.

Dans tous les arrondissements, la proportion des personnes les moins scolarisées enregistre un recul, tandis que les plus scolarisées voient leur part augmenter entre 1991 et 1996.

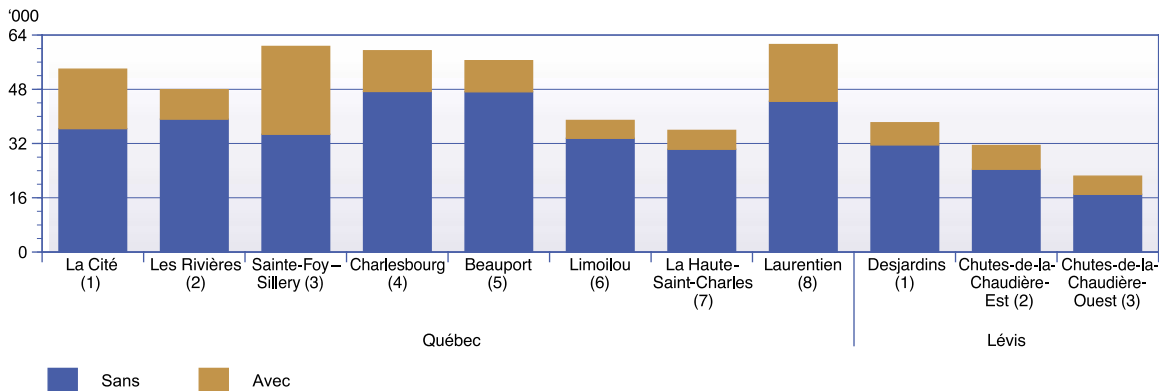
En 1996, la grande majorité des résidents des arrondissements de Québec et de Lévis ont terminé une 9^e année de scolarité (graphiques ci-dessous).

Population de 15 ans et plus, avec et sans une 9^e année de scolarité, Québec et Lévis, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Population de 15 ans et plus, avec et sans diplôme universitaire, Québec et Lévis, 1996



Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.



Population active

À Québec, 13 % – soit 54 000 des 414 100 personnes de 15 ans et plus – n'ont pas terminé une 9^e année. Chaque arrondissement abrite entre 4 000 et 9 000 d'entre elles. Ce sont les arrondissements 1, 5 et 6 qui en comptent le plus. Dans l'arrondissement 6, ce niveau de scolarité regroupe 23 % des résidents de 15 ans et plus.

À Lévis, 11 % – soit 10 500 des 81 400 personnes de 15 ans et plus – n'ont pas terminé une 9^e année. La majorité d'entre elles (6 000) vit dans l'arrondissement 1.

Dans la plupart des arrondissements, les résidents titulaires d'un diplôme universitaire dépassent en nombre ceux qui n'ont pas terminé une 9^e année (graphique suivant). Seuls les résidents de l'arrondissement 6 font exception.

Parmi les résidents de Québec, 100 900 personnes, soit 24 %, sont titulaires d'un diplôme universitaire. Au total, plus de 55 000 d'entre elles habitent dans les arrondissements 1, 3 et 4; elles y représentent respectivement 33 %, 43 % et 20 % des personnes de 15 ans et plus (données non présentées). Entre 5 000 et 10 000 de ces diplômés résident dans chacun des autres arrondissements.

Plus de 5 000 diplômés universitaires résident dans l'arrondissement 3 de Lévis. Ils s'y trouvent en concentration plus grande (24 %) que dans les arrondissements 1 (17 %) et 2 (22 %). Quelque 7 000 d'entre eux sont recensés respectivement en 1996 dans chacun de ces deux autres arrondissements.

Le taux d'activité de 1991 est plus élevé qu'en 1996. Le rapport emploi-population de 1991 surpasse celui de 1996 et, évidemment, le taux de chômage de 1991 est plus bas qu'en 1996 (tableau suivant). Seul l'arrondissement 2 de Lévis échappe à cette règle, car le taux de chômage y demeure constant.

Les arrondissements de Lévis présentent des taux d'activité et un niveau d'emploi plus élevés que ceux de Québec, tant en 1991 qu'en 1996. À Québec, les taux s'échelonnent sur un intervalle assez grand, de sorte que la situation de l'emploi est diversifiée d'un arrondissement à l'autre.

Les arrondissements 2, 7 et 8 affichent la meilleure performance quant au marché de l'emploi en 1996. Le taux d'activité dans l'arrondissement 8 atteint 73 %, le rapport emploi-population est de 66 % et le taux de chômage, de 8 %.

Les arrondissements 1, 3 et 6 sont en situation opposée. Le taux d'activité recueilli dans l'arrondissement 6 en 1996 est de 51 %, le rapport emploi-population est de 42 % et le taux de chômage, de 17 %.

Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage, Québec et Lévis, 1991 et 1996

	Année	Taux d'activité	Rapport emploi-population	Taux de chômage
		%		
Québec	1991	66	60	9
	1996	63	56	11
La Cité (1)	1991	57	50	13
	1996	55	47	14
Les Rivières (2)	1991	70	64	10
	1996	66	60	10
Sainte-Foy-Sillery (3)	1991	66	60	9
	1996	60	53	11
Charlesbourg (4)	1991	69	63	8
	1996	64	58	10
Beauport (5)	1991	68	62	8
	1996	66	59	10
Limoilou (6)	1991	55	48	13
	1996	51	42	17
La Haute-Saint-Charles (7)	1991	69	63	9
	1996	68	61	9
Laurentien (8)	1991	75	70	7
	1996	73	66	8
Lévis	1991	71	65	8
	1996	68	62	9
Desjardins (1)	1991	66	61	8
	1996	63	56	11
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	1991	73	68	8
	1996	71	65	8
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	1991	76	71	6
	1996	74	68	8

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

À Lévis, en 1996, le taux d'activité de l'arrondissement 1 se chiffre à 63 %, le rapport emploi-population est de 56 % et le taux de chômage, de 11 %. Cet arrondissement occupe une position moins avantageuse que les deux autres arrondissements, dont les indicateurs se comparent aux arrondissements 2, 7 et 8 de Québec.

À Québec, la population active en 1996 est majoritairement rattachée à la catégorie des autres industries, du commerce et des services gouvernementaux (tableaux suivants). Dans les huit arrondissements, plus de 50 % de la population active évolue au sein de ces trois types d'industries.

La population active de l'arrondissement 3 signale une participation plus importante aux services d'enseignement qu'à l'industrie du commerce. L'arrondissement 5 se distingue par une participation plus importante aux industries des services de soins de santé et des services sociaux qu'aux services gouvernementaux.

Le tableau portant sur la variation de la proportion de l'effectif rattaché à chaque catégorie d'industries de 1991 à 1996 montre de fortes disparités à Québec. Le poids des secteurs d'industries suit une évolution différente selon l'arrondissement. Attardons-nous à la tendance des trois principales catégories d'industries.

Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'industrie, Québec, 1991 et 1996

CTI80 ¹	Québec		La Cité (1)		Les Rivières (2)		Sainte-Foy–Sillery (3)		Charlesbourg (4)	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
	%									
Industries primaires	0,9	0,9	0,7	0,9	0,8	0,6	0,9	0,9	0,7	1,0
Industries manufacturières	8,1	7,9	6,6	5,9	9,9	9,7	5,0	4,7	7,8	7,1
Industries de la construction	4,8	4,2	2,8	1,6	5,9	4,9	2,3	1,7	5,3	4,6
Industries du transport et de l'entreposage	2,8	3,1	2,0	2,0	3,3	3,8	1,5	1,9	2,7	3,3
Industries des communications et autres services publics	2,8	2,6	2,0	1,7	3,6	3,0	2,2	1,7	3,0	3,5
Industries du commerce	16,6	17,2	11,5	14,1	19,8	19,7	13,0	14,2	19,1	18,3
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	6,6	6,5	5,2	5,5	7,2	6,7	7,2	6,3	7,3	6,7
Industries des services gouvernementaux	17,0	14,7	18,9	16,2	14,8	13,2	18,8	15,8	17,2	14,1
Industries des services d'enseignement	8,2	8,5	10,3	11,5	5,7	6,3	13,5	14,8	7,1	7,4
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	11,8	11,8	11,8	11,7	9,3	9,8	13,6	13,2	11,4	12,3
Autres industries	20,3	22,6	28,0	28,8	19,6	22,1	22,0	24,8	18,6	21,6
Toutes les industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'industrie, Québec, 1991 et 1996 (suite)

CTI80 ¹	Beauport (5)		Limoilou (6)		La Haute-Saint-Charles (7)		Laurentien (8)	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
	%							
Industries primaires	1,3	0,7	0,8	1,1	0,7	0,9	1,3	1,0
Industries manufacturières	9,5	8,7	8,6	9,8	10,7	10,3	8,4	8,4
Industries de la construction	6,3	5,6	5,0	3,4	6,1	6,3	5,5	4,8
Industries du transport et de l'entreposage	3,5	3,2	2,7	3,6	3,2	3,5	3,4	3,6
Industries des communications et autres services publics	3,1	3,0	2,3	2,3	3,5	2,8	3,1	2,7
Industries du commerce	18,1	18,6	17,0	17,3	19,6	20,3	16,0	16,2
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	6,7	6,9	4,8	4,6	6,2	6,5	6,9	7,5
Industries des services gouvernementaux	13,6	12,5	14,7	12,3	16,1	13,7	19,9	17,5
Industries des services d'enseignement	5,9	5,1	5,6	6,6	7,1	6,4	8,6	8,8
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	14,2	14,8	14,3	12,2	10,4	9,8	9,9	10,4
Autres industries	17,9	21,0	24,3	26,7	16,3	19,5	17,0	19,2
Toutes les industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Classification type des industries de 1980.

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

La catégorie des autres industries enregistre une augmentation dans tous les arrondissements. C'est dans l'arrondissement 1, avec seulement 3 % de gains, que s'observe la moindre variation de cette industrie. À l'opposé, c'est dans l'arrondissement 7, avec 20 %, qu'elle y gagne le plus de poids. L'augmentation du poids de la catégorie des autres industries se fait au détriment de celle des services gouvernementaux qui enregistre un recul dans tous les arrondissements. La baisse la plus importante, de 18 %, survient dans l'arrondissement 5 et la moins accentuée, de 8 %, survient dans l'arrondissement 4. Enfin, le commerce

varie peu dans toutes les arrondissements, la seule exception étant l'arrondissement 1 où un bond de 22 % est enregistré.

Variation de la proportion de l'effectif de 15 ans et plus par catégorie d'industries, Québec et Lévis, 1991-1996

CTI80 ¹	Québec									Lévis			
	Total	1	2	3	4	5	6	7	8	Total	1	2	3
	%												
Industries primaires	-9	33	-27	-8	38	-48	29	15	-27	-10	-11	-17	-6
Industries manufacturières	-2	-11	-2	-6	-8	-8	15	-4	0	-13	-19	-4	-8
Industries de la construction	-14	-42	-17	-24	-14	-11	-31	3	-13	-14	10	-22	-23
Industries du transport et de l'entreposage	13	-2	15	29	24	-8	36	9	8	14	41	-3	10
Industries des communications et autres services publics	-7	-15	-16	-21	17	-2	2	-19	-14	-15	-14	-10	-25
Industries du commerce	4	22	0	9	-4	3	2	3	1	10	9	9	14
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	-1	6	-7	-13	-7	3	-3	4	9	-6	-2	-5	-12
Industries des services gouvernementaux	-14	-14	-10	-16	-18	-8	-16	-15	-12	-16	-24	-11	-17
Industries des services d'enseignement	3	11	10	10	4	-13	17	-10	3	-3	-2	-3	-7
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	0	-1	6	-3	8	5	-15	-6	5	4	-1	6	10
Autres industries	11	3	13	13	16	17	10	20	13	19	19	15	24

1. Classification type des industries de 1980.

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Dans les arrondissements de Lévis, en 1996, la concentration de la population active selon l'industrie est moins prononcée qu'à Québec (tableau suivant).

Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'industrie, Lévis, 1991 et 1996

CTI80 ¹	Lévis		Desjardins (1)		Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)		Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	
	1991	1996	1991	1996	1991	1996	1991	1996
	%							
Industries primaires	2,0	1,8	1,6	1,4	1,8	1,5	2,9	2,7
Industries manufacturières	13,6	11,9	16,8	13,7	12,2	11,7	10,5	9,6
Industries de la construction	6,5	5,6	4,1	4,5	7,6	6,0	8,8	6,7
Industries du transport et de l'entreposage	3,2	3,7	2,3	3,2	3,9	3,8	3,9	4,3
Industries des communications et autres services publics	2,4	2,0	2,1	1,8	2,6	2,4	2,6	1,9
Industries du commerce	17,6	19,3	19,0	20,6	17,6	19,2	15,5	17,6
Industries des intermédiaires financiers, des assurances et des services immobiliers	10,2	9,5	11,9	11,6	9,2	8,7	8,7	7,6
Industries des services gouvernementaux	9,7	8,2	7,7	5,8	10,1	9,0	12,4	10,3
Industries des services d'enseignement	8,0	7,7	7,1	7,0	8,6	8,4	8,4	7,8
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	10,8	11,2	11,8	11,7	10,4	11,0	9,7	10,7
Autres industries	16,0	19,1	15,6	18,6	15,9	18,4	16,7	20,7
Toutes les industries	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Classification type des industries de 1980.

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.



Dans les arrondissements 1 et 2, les industries du commerce, suivies des autres industries puis des industries manufacturières rassemblent, toutes trois, environ 50 % de l'effectif de la population active. Elles sont donc les plus importantes. Dans l'arrondissement 1, deux autres secteurs accaparent respectivement plus de 10 % des actifs : d'une part, les intermédiaires financiers, les assurances et les services immobiliers et, d'autre part, les services de soins de santé et les services sociaux. Dans l'arrondissement 2, un seul autre secteur accapare plus de 10 % des actifs, soit celui des services de soins de santé.

Dans l'arrondissement 3, la situation diffère légèrement. La participation aux services de soins de santé devance celle des industries manufacturières. Les trois secteurs les plus importants sont donc, dans l'ordre, la catégorie des autres industries, le commerce et les services de soins de santé qui rassemblent 49 % des actifs. Un seul autre secteur accapare plus de 10 % des actifs, celui des services gouvernementaux.

La tendance des trois industries majoritaires dans les arrondissements de Lévis est aussi moins uniforme qu'à Québec.

Entre 1991 et 1996 dans les arrondissements 1 et 2 de Lévis, la catégorie des autres industries voit sa part augmenter de 19 % et de 15 % respectivement. Le commerce prend aussi un peu plus de poids : l'augmentation est de 9 % dans les deux arrondissements. Dans l'arrondissement 1, ces gains sont faits principalement au détriment des industries manufacturières dont le poids diminue de 19 %. Dans l'arrondissement 2, dont l'industrie manufacturière ne recule que de 4 %, ces gains se font au détriment de toutes les autres catégories, à l'exception des services de soins de santé.

Dans l'arrondissement 3, chacune des trois catégories majoritaires est en expansion entre 1991 et 1996. Le poids de la catégorie des autres industries gagne 24 %, celui du commerce, 14 % et les services de soins de santé, 10 %. La croissance de ces industries se fait au détriment de toutes les autres catégories, à l'exception du transport.

Revenu

Les données qui permettent de comparer l'évolution du revenu des particuliers de 15 ans et plus qui résident dans les arrondissements de Québec et de Lévis en 1991 et en 1996 se résument au revenu annuel moyen.

À Québec, en 1996 comme en 1991, le plus haut niveau de revenu moyen s'observe dans la population des arrondissements 3 et 8 (tableau suivant). Les revenus déclarés y sont de l'ordre de 27 000 \$ en 1991 et de 28 000 \$ en 1996.

À l'opposé se trouve la population de l'arrondissement 6 dont le revenu moyen se chiffre à 17 000 \$. Cet arrondissement est le seul à présenter une diminution du revenu moyen entre les deux recensements.

La moitié des arrondissements (1, 2, 5 et 7) présente un revenu moyen supérieur à 20 000 \$ en 1991 et en 1996. Mais ce revenu demeure inférieur à celui de la ville, lequel progresse de 22 957 \$ à 24 183 \$.

Revenu moyen des particuliers de 15 ans et plus, Québec et Lévis, 1991 et 1996

	Année	Revenu moyen
		\$
Québec	1991	22 957
	1996	24 183
La Cité (1)	1991	20 531
	1996	21 589
Les Rivières (2)	1991	21 284
	1996	22 990
Sainte-Foy–Sillery (3)	1991	26 711
	1996	28 280
Charlesbourg (4)	1991	23 395
	1996	24 283
Beauport (5)	1991	22 084
	1996	23 223
Limoilou (6)	1991	17 323
	1996	17 240
La Haute-Saint-Charles (7)	1991	22 764
	1996	23 898
Laurentien (8)	1991	27 197
	1996	28 909
Lévis	1991	23 746
	1996	24 706
Desjardins (1)	1991	22 058
	1996	22 673
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	1991	24 468
	1996	25 296
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	1991	25 877
	1996	27 408

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Le revenu moyen, dans les arrondissements de Lévis, se rapproche davantage de celui qu'affiche la ville, lequel se chiffre à 23 746\$ et à 24 706\$, en 1991 et en 1996 respectivement. En 1991, l'étalement varie de 22 058\$ dans l'arrondissement 1 à 25 877\$ dans l'arrondissement 3. En 1996, leur valeur respective augmente à 22 673\$ et à 27 408\$.

Logement

Étant donné que le concept de logement privé coïncide avec celui de ménage privé dans les recensements de 1991 et de 1996, leur évolution est présentée uniquement dans la section portant sur les ménages privés.

Il y a peu de variation dans le mode d'occupation des logements entre les deux recensements, de 1 à 2 points de pourcentage seulement par arrondissement. Dans ceux de Québec, la part des logements possédés tend plutôt à augmenter, alors qu'à Lévis, elle tend à diminuer (données non présentées).

En 1996, les arrondissements centraux de Québec (1 et 6) présentent la plus grande part des logements loués, au-delà de 75 %. La fraction de logements loués dépasse aussi celle des logements possédés dans les arrondissements 2 et 3, mais de peu, soit 51 % et 54 % (tableau ci-dessous).

Proportion de logements possédés et loués, Québec et Lévis, 1996

	Possédés	Loués	Total
	%		
Québec	50	50	100
La Cité (1)	24	76	100
Les Rivières (2)	49	51	100
Sainte-Foy-Sillery (3)	46	54	100
Charlesbourg (4)	60	40	100
Beauport (5)	62	38	100
Limoilou (6)	20	80	100
La Haute-Saint-Charles (7)	74	26	100
Laurentien (8)	79	21	100
Lévis	66	34	100
Desjardins (1)	57	43	100
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	67	33	100
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	81	19	100

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Aucun des arrondissements de Lévis ne compte plus de logements loués que de logements possédés, comme c'est le cas à Québec. Il y a tout au plus 43 % de logements loués dans l'arrondissement 1 de Lévis.

Inversement, plus de 70 % des logements des arrondissements 7 et 8 de Québec et 3 de Lévis sont habités par leur propriétaire. C'est la part maximale observée.

Le concept de logement privé, dans le recensement de 2001, inclut les résidences secondaires, contrairement aux recensements précédents. Le tableau suivant indique que plus de 39 000 logements sont recensés dans l'arrondissement 1 de Québec, tandis que Lévis compte plus de 21 000 logements dans le sien. Dans les deux villes, les arrondissements centraux rassemblent plus de logements que n'importe quel autre.

Comptant aussi plus de 30 000 logements, les arrondissements 3, 4 et 8 de Québec se classent derrière l'arrondissement 1 de cette même ville. Les arrondissements 5, 2 et 6 suivent avec plus de 25 000 logements. L'arrondissement 7, qui compte 18 385 logements, occupe le dernier rang. Il devance cependant les arrondissements 2 et 3 de Lévis qui présentent respectivement 16 670 et 11 557 logements en 2001.

Nombre total de logements privés, Québec et Lévis, 2001

	n	%
Québec	238 288	100,0
La Cité (1)	39 143	16,4
Les Rivières (2)	27 006	11,3
Sainte-Foy-Sillery (3)	37 143	15,6
Charlesbourg (4)	31 221	13,1
Beauport (5)	29 122	12,2
Limoilou (6)	25 311	10,6
La Haute-Saint-Charles (7)	18 385	7,7
Laurentien (8)	30 957	13,0
Lévis	49 416	100,0
Desjardins (1)	21 189	42,9
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	16 670	33,7
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	11 557	23,4

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

Migration interne et externe

Les entrées et les sorties qui se produisent à l'échelle des arrondissements sont beaucoup plus nombreuses que celles qui sont enregistrées ailleurs au Québec (tableau ci-après). Entre 1996 et 2001, 139 484 entrées et 128 492 sorties surviennent au total dans les huit arrondissements de Québec, par rapport à 54 872 et à 65 864 respectivement ailleurs au Québec. Le solde est de + 10 992 personnes, ce qui correspond à la perte nette du reste de Québec en faveur de la ville de Québec. Les entrants et les sortants d'un arrondissement à l'autre n'ont pas d'effet sur le solde calculé à l'échelle de la ville ; seuls y apparaissent les individus venus de l'extérieur. Durant la période 1991-1996, le solde positif de Québec était moindre, soit de 5 901 personnes.

Migration interne entre les arrondissements de Québec, 1991-1996 et 1996-2001

Québec	1991-1996			1996-2001		
	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde
	n					
La Cité (1)	16 389	15 860	529	21 408	17 005	4 403
Les Rivières (2)	16 485	15 669	816	18 153	19 061	- 909
Sainte-Foy-Sillery (3)	14 588	15 037	- 449	17 730	16 775	955
Charlesbourg (4)	14 992	15 901	- 909	17 418	17 817	- 399
Beauport (5)	12 884	11 499	1 385	14 141	14 653	- 512
Limoilou (6)	12 812	14 314	- 1 502	15 088	14 594	494
La Haute-Saint-Charles (7)	8 368	5 940	2 428	16 085	8 575	7 510
Laurentien (8)	18 901	15 298	3 603	19 462	20 012	- 550
Total des arrondissements	115 419	109 518	5 901	139 484	128 492	10 992
Reste du Québec	44 902	50 803	- 5 901	54 872	65 864	- 10 992
Total	160 321	160 321	0	194 356	194 356	0

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Les arrondissements 1 et 7 connaissent une très forte augmentation de leur solde migratoire positif d'une période quinquennale à l'autre. Ainsi, l'arrondissement 1 passe d'un gain net de 529 à 4 403 personnes, c'est-à-dire huit fois plus élevé. L'arrondissement 7, dont le solde atteint déjà 2 428 durant la période 1991-1996, fait des gains nets de 7 510 individus entre 1996 et 2001, soit trois fois plus que durant la période précédente.

Les arrondissements 1 et 7 doivent la hausse de leur solde à l'augmentation du nombre d'entrées. En volume, les gains migratoires nets qu'ils affichent sont les plus élevés de tous les arrondissements de Québec entre 1996 et 2001.

À l'inverse, les arrondissements 2, 5 et 8 voient s'effondrer, entre 1996 et 2001, les gains migratoires élevés de la période 1991-1996. L'arrondissement 8 présente le renversement de tendance le plus important parmi les arrondissements. D'un solde positif de 3 603 individus entre 1991 et 1996, il bascule à une perte nette de 550 personnes durant la période suivante. L'arrondissement 5 enregistre alors la même perte, et l'arrondissement 2 s'appauvrit de 909 personnes.

Deux des trois arrondissements qui affichent un solde négatif entre 1991 et 1996 passent à un solde positif : les arrondissements 3 et 6 font des gains nets respectifs de 955 et de 494 personnes au cours de la période 1996-2001. L'arrondissement 4, dont le solde demeure négatif au cours des deux périodes, montre un relèvement en perdant successivement 909 puis 399 personnes.

À Lévis, la tendance du solde migratoire est la même dans chaque arrondissement (tableau suivant). Les gains nets positifs de la période 1991-1996 diminuent d'au moins 3 000 personnes entre 1996 et 2001. Dans l'arrondissement 1, le solde chute de près de 6 000 à 500 personnes ; dans l'arrondissement 2, il s'abaisse de près de 3 200 à 20 ; dans l'arrondissement 3, il passe d'environ 11 700 à 8 500 individus. L'arrondissement 3 de Lévis présente le solde migratoire le plus élevé parmi les 11 arrondissements durant les deux périodes étudiées.

Migration interne entre les arrondissements de Lévis, 1991-1996 et 1996-2001

Lévis	1991-1996			1996-2001		
	Entrées	Sorties	Solde	Entrées	Sorties	Solde
	n					
Desjardins (1)	11 319	5 351	5 968	8 540	7 991	549
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	9 820	6 649	3 171	9 881	9 864	17
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	12 963	1 231	11 732	13 120	4 584	8 536
Total des arrondissements	34 102	13 231	20 871	31 541	22 439	9 102
Reste du Québec	10 309	31 180	-20 871	17 310	26 412	-9 102
Total	44 411	44 411	0	48 851	48 851	0

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Au total, dans leurs échanges avec le reste du Québec, les arrondissements de Lévis gagnent 20 871 personnes entre 1991 et 1996. Dans la période suivante, le solde diminue à 9 102 personnes.

Les tableaux qui présentent les migrations selon l'origine et la destination par période démontrent l'attrait majeur du reste du Québec pour les arrondissements. Les échanges entre le reste du Québec et chacun des arrondissements constituent la plus importante source d'entrées et sorties pour leur population. Il faut bien comprendre que le bassin regroupant toutes les autres régions du Québec, y compris la rive sud pour Québec et la rive nord pour Lévis, est beaucoup plus peuplé que chacun des arrondissements de Québec et de Lévis. Ce vaste bassin peut fournir un nombre d'entrants et accueillir un nombre de sortants qui dépassent la capacité de n'importe lequel des 11 arrondissements étudiés.

À Québec, entre 1991 et 1996, l'arrondissement 8 est celui qui attire le plus de personnes du reste du Québec, soit plus de 10 200. Durant la période 1996-2001,

Arrondissements d'origine et de destination des migrants internes, Québec, 1991-1996 et 1996-2001

1991-1996	Origine									Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	Reste du Québec	
Destination	n									
La Cité (1)	0	1 271	2 283	1 244	909	1 918	323	1 097	7 344	16 389
Les Rivières (2)	1 546	0	968	1 938	895	1 413	1 480	1 833	6 412	16 485
Sainte-Foy-Sillery (3)	1 953	669	0	692	372	460	288	2 290	7 864	14 588
Charlesbourg (4)	1 089	1 673	604	0	1 834	2 730	498	727	5 837	14 992
Beauport (5)	974	1 041	442	2 138	0	2 104	232	547	5 406	12 884
Limoilou (6)	2 286	1 209	558	2 095	1 527	0	260	540	4 337	12 812
La Haute-Saint-Charles (7)	348	1 936	288	828	307	534	0	765	3 361	8 368
Laurentien (8)	985	1 996	2 569	982	649	708	770	0	10 242	18 901
Reste du Québec	6 679	5 874	7 325	5 984	5 006	4 447	2 088	7 499	0	44 902
Total	15 860	15 669	15 037	15 901	11 499	14 314	5 940	15 298	50 803	160 321

1996-2001	Origine									Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	Reste du Québec	
Destination	n									
La Cité (1)	0	1 614	2 838	1 578	1 147	1 989	539	1 616	10 087	21 408
Les Rivières (2)	1 438	0	900	1 847	1 093	1 391	1 777	2 063	7 643	18 153
Sainte-Foy-Sillery (3)	1 911	920	0	788	566	498	370	2 771	9 906	17 730
Charlesbourg (4)	1 151	2 026	601	0	2 212	2 587	810	970	7 061	17 418
Beauport (5)	995	1 173	470	2 243	0	1 855	327	680	6 398	14 141
Limoilou (6)	2 265	1 350	669	2 211	1 856	0	407	762	5 568	15 088
La Haute-Saint-Charles (7)	406	2 436	325	1 307	486	561	0	1 156	9 409	16 085
Laurentien (8)	1 010	2 461	2 561	1 046	850	648	1 094	0	9 792	19 462
Reste du Québec	7 829	7 082	8 411	6 797	6 443	5 065	3 251	9 994	0	54 872
Total	17 005	19 061	16 775	17 817	14 653	14 594	8 575	20 012	65 864	194 336

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ.

Arrondissements d'origine et de destination des migrants internes, Lévis, 1991-1996 et 1996-2001

1991-1996	Origine				
	1	2	3	Reste du Québec	Total
Destination	n				
Desjardins (1)	0	958	81	10 280	11 319
Chute-de-la-Chaudière-Est (2)	1 026	0	184	8 610	9 820
Chute-de-la-Chaudière-Ouest (3)	193	480	0	12 290	12 963
Reste du Québec	4 132	5 211	966	0	10 309
Total	5 351	6 649	1 231	31 180	44 411
1996-2001	Origine				
	1	2	3	Reste du Québec	Total
Destination	n				
Desjardins (1)	0	1 303	278	6 959	8 540
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	1 323	0	668	7 890	9 881
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	460	1 097	0	11 563	13 120
Reste du Québec	6 208	7 464	3 638	0	17 310
Total	7 991	9 864	4 584	26 412	48 851

Source : Institut de la statistique du Québec, Exploitation du fichier des personnes assurées de la RAMQ

la situation change, puisque c'est l'arrondissement 1 qui occupe le premier rang, toujours avec plus de 10 000 personnes. Les arrondissements 3, 7 et 8 le suivent cependant de près avec plus de 9 000 arrivants.

En ce qui concerne les migrations entre les arrondissements, il existe des trajectoires prioritaires, à Québec comme à Lévis, qui surviennent entre arrondissements limitrophes plutôt qu'entre arrondissements éloignés, et ce, tant durant la période 1991-1996 qu'au cours de la suivante. Une trajectoire prioritaire entre un arrondissement d'origine et un arrondissement de destination est indiquée par le nombre de migrants plus élevé qui apparaît dans chaque colonne du tableau. De façon générale, entre 1996 et 2001, ce nombre est de 2 000 personnes ou plus.

La trajectoire prioritaire des migrants de l'arrondissement 1 entre 1996 et 2001 est l'arrondissement 6 : 2 265 des résidents de l'arrondissement 1 en 1996 sont devenus des résidents de l'arrondissement 6 en 2001. Quatre autres arrondissements présentent une seule trajectoire prioritaire. Les migrants de l'arrondissement 5 (2 212) tout comme ceux de l'arrondissement 6 (2 587) vont vers l'arrondissement 4. Les migrants de l'arrondissement 7 (1 777) se dirigent vers l'arrondissement 2. Les migrants de l'arrondissement 8 (2 771) s'acheminent vers l'arrondissement 3.

Trois arrondissements présentent plusieurs trajectoires prioritaires. Ainsi les migrants de l'arrondissement 2 se dirigent vers l'arrondissement 7 (2 436), 8 (2 461) ou 4 (2 026). Les migrants de l'arrondissement 3 choisissent l'arrondissement 1 (2 838) ou 8 (2 561). Enfin, les migrants de l'arrondissement 4 privilégient l'arrondissement 5 (2 243) ou 6 (2 211).

À Lévis, les trajectoires se dessinent moins clairement. Il y a peu d'arrondissements et les nombres en cause sont moins importants, tout au plus un millier de personnes.

Entre 1996 et 2001, l'arrondissement 2, qui occupe la position centrale entre les deux autres, voit ses migrants se diriger un peu plus vers l'arrondissement 1 (1 303) que vers l'arrondissement 3 (1097). Ceux qui quittent l'arrondissement 1 vont prioritairement vers l'arrondissement 2 (1 323). Peu de personnes délaissent l'arrondissement 3 pour aller vers les deux autres, mais celles qui le font se destinent plutôt vers l'arrondissement 2 (668) que vers l'arrondissement 1 (278). Entre 1991 et 1996, les tendances sont similaires.

Les personnes venant du reste du Québec choisissent davantage l'arrondissement 3 comme lieu de résidence lorsqu'elles migrent vers Lévis, plutôt que les deux autres arrondissements, et ce, quelle que soit la période. Environ 13 000 personnes effectuent ce mouvement au cours de chaque période quinquennale.

Le tableau suivant permet de constater que les migrations internationales ont peu de poids sur le plan démographique selon le recensement de 1996. La population des arrondissements de Québec et de Lévis se compose très majoritairement de personnes non immigrantes, c'est-à-dire de personnes nées au Canada. Le peu d'immigrants qui habitent à Québec en 1996 se trouvent principalement dans les arrondissements 3 et 1, là où la part des non-immigrants affiche 91,8 % et 94,1 % respectivement. À Lévis, la population non immigrante rassemble plus de 98 % dans chaque arrondissement ; le nombre des immigrants y est marginal.



Population non immigrante, Québec et Lévis, 1996

	Population totale	Population non immigrante	
	n	n	%
Québec	497 270	480 310	96,6
La Cité (1)	59 305	55 820	94,1
Les Rivières (2)	58 153	56 498	97,2
Sainte-Foy-Sillery (3)	68 355	62 730	91,8
Charlesbourg (4)	70 650	69 220	98,0
Beauport (5)	70 435	69 520	98,7
Limoilou (6)	44 485	43 060	96,8
La Haute-Saint-Charles (7)	45 828	45 133	98,5
Laurentien (8)	80 060	78 330	97,8
Lévis	117 200	115 675	98,7
Desjardins (1)	46 645	46 060	98,7
Chutes-de-la-Chaudière-Est (2)	40 515	40 065	98,9
Chutes-de-la-Chaudière-Ouest (3)	30 040	29 550	98,4

Sources : Statistique Canada, Recensement du Canada.
Institut de la statistique du Québec.

ANNEXES

ANNEXE 1

Définitions

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population découlant du solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux parties égales.

Chômeur

Personne de 15 ans et plus qui, au cours de la semaine de référence, était sans emploi rémunéré mais prête à travailler :

- et qui avait activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ;
- ou avait été mise à pied mais prévoyait reprendre son emploi ;
- ou avait pris des arrangements définis en vue de se présenter à un nouvel emploi dans les quatre semaines suivantes.

Famille de recensement

Elle peut être composée d'un couple actuellement marié (avec ou sans fils ou fille jamais mariés des deux conjoints ou de l'un d'eux), d'un couple vivant en union libre (avec ou sans fils ou fille jamais mariés des deux partenaires ou de l'un d'eux) ou d'un parent seul (peu importe son état matrimonial) demeurant avec au moins un fils ou une fille jamais mariés.

Logement en propriété

Un logement est considéré comme « possédé » même s'il n'est pas entièrement payé, tel un logement grevé d'une hypothèque ou d'une autre créance.

Logement en location

Un logement est classé comme « loué » même s'il est donné en location sans loyer en argent ou à un loyer réduit, ou s'il fait partie d'une coopérative.

Ménage privé

Personne ou groupe de personnes occupant un logement privé et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

Ménage unifamilial

Ménage composé d'une seule famille qui occupe un logement privé.

Ménage multifamilial

Ménage composé de deux familles de recensement ou plus qui occupent le même logement privé.

Ménage non familial

Ménage constitué soit d'une personne vivant seule dans un logement privé, soit d'un groupe de deux personnes et plus qui partagent un logement privé, mais qui ne forment pas une famille de recensement.

Nouvel immigrant

Personne ayant obtenu le statut d'immigrant reçu entre 1991 et 1996.

Population active

Partie de la population de 15 ans et plus qui avait un emploi ou qui était en chômage pendant la semaine précédant le jour du recensement.

Industrie (branche d'activité)

Nature générale de l'activité de l'établissement où travaillait la personne durant la semaine ayant précédé le recensement ou, si elle n'a pas travaillé au cours de cette semaine-là, selon l'emploi qu'elle a occupé le plus longtemps depuis le 1^{er} janvier de l'année précédant le recensement. Les données sur l'industrie présentées dans ce rapport sont produites en fonction de la Classification type des industries (CTI) de 1980. Il faut noter que les données par branche d'activité (synonyme d'industrie) sont tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) et qu'elles sont produites selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de l'EPA, la collecte des données s'effectue selon une méthodologie qui diffère de celle du recensement.

Rapport emploi-population

Proportion des personnes en emploi dans la population de 15 ans et plus.

Revenu moyen

Revenu total moyen pondéré des ménages ou des personnes ayant un revenu au cours de l'année précédant le recensement, soit 1995.

Scolarité : plus haut niveau atteint

Dernière année d'études primaires ou secondaires, terminée ou non, ou dernière année universitaire ou non universitaire terminée.

Solde migratoire

Nombre obtenu en soustrayant du nombre d'entrants celui des sortants durant une période et pour un territoire donnés.

Taux d'activité

Proportion de la population active dans la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Proportion de chômeurs dans la population active.

ANNEXE 2

Notes méthodologiques

Sources des données

Dans la plupart des cas, les données analysées sont celles du recensement de la population de Statistique Canada. Pour compléter les séries chronologiques portant sur la population active, les données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada ont été retenues. En ce qui a trait aux composantes démographiques, les données proviennent du Registre des événements démographiques de l'Institut de la statistique du Québec ; il s'agit de la seule source disponible pour comptabiliser les naissances et les décès au Québec. L'analyse des migrations requiert, quant à elle, l'utilisation du fichier des personnes assurées de la Régie de l'assurance maladie du Québec, afin d'obtenir une information fine par groupe d'âge. L'utilisation de plusieurs sources de données entraîne parfois des différences apparentes lors de la mention d'une même donnée. Par exemple, le taux de chômage dans la RMR de Québec en 1996 est de 10,4 % selon le recensement de la population, tandis qu'il est de 10,9 % selon l'Enquête sur la population active.

Comparabilité des données d'un recensement à l'autre

Inclusion des résidents non permanents

En 1991 et en 1996, le recensement de la population incluait à la fois les résidents permanents et les résidents non permanents, ce qui n'était pas le cas lors des recensements précédents. Les résidents non permanents, alors considérés comme des résidents étrangers, n'étaient pas dénombrés. Les chiffres de population, de même que toutes les autres variables, sont touchés par ce changement apporté à l'univers du recensement.

Logements privés

Il importe de faire preuve de circonspection lorsqu'on compare les chiffres totaux des logements du recensement de 2001 avec ceux des recensements précédents. Le nombre total de logements dénombrés en 2001 est beaucoup plus élevé que celui que révélait le recensement de 1996. Cette augmentation du nombre total de logements entre 1996 et 2001 est directement liée aux mesures prises par Statistique Canada pour améliorer la couverture des logements saisonniers. La définition de logement privé a été légèrement modifiée afin d'éliminer le critère de l'accès en permanence à une source d'eau potable. Par conséquent, un plus grand nombre de logements saisonniers répondent maintenant à la définition de logement privé.

Réserves et établissements indiens

Lors de certains recensements, le dénombrement n'a pas été autorisé dans quelques réserves et établissements indiens ou il a été interrompu avant son terme. En raison des données manquantes, les comparaisons intercensitaires (par exemple, les variations en pourcentage) peuvent être légèrement inexactes.

Arrondissement aléatoire des données

La plupart des données présentées dans ce rapport ont fait l'objet d'un arrondissement aléatoire.

La méthode de l'arrondissement aléatoire est appliquée à chaque chiffre d'une totalisation (y compris les totaux) du recensement de la population. Elle vise à éviter que des données permettent de repérer des individus. Une distorsion dans les données finales peut en résulter ; elle est plus grande quand la méthode est appliquée à de petites valeurs. Cependant, la marge d'erreur s'atténue dans le cas de données agrégées dans de plus grands territoires.

Il résulte de l'arrondissement aléatoire :

- 1) qu'une même donnée peut différer d'un tableau à l'autre. Par exemple, la population de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint (549 975) diffère légèrement de la population de 15 ans et plus selon le revenu (549 960), puisque cette même donnée fait l'objet de deux arrondissements aléatoires indépendants ;
- 2) que la somme des parties n'égale pas nécessairement le total, chaque donnée étant arrondie indépendamment ;

exemple :

Total des périodes d'immigration	1 375
Avant 1961	235
De 1961 à 1970	145
De 1971 à 1980	360
De 1981 à 1990	270
De 1991 à 1996	300

- 3) que les données portant sur des territoires non disponibles dans les fichiers de Statistique Canada et résultant de l'addition des données de plusieurs territoires sont moins précises que celles que l'on tire directement des fichiers de Statistique Canada.

Par ailleurs, pour protéger le caractère confidentiel des renseignements fournis, Statistique Canada supprime les données relatives aux unités géographiques dont la population est inférieure à 40 personnes. Certaines données reconstituées pour les arrondissements géographiques de Québec et de Lévis sont touchées par ces retraits.

Projections spéciales de la population et des ménages

Des projections démographiques spéciales sont effectuées pour la CMQ et ses cinq composantes. Les tendances projetées de la population et des ménages privés sont les mêmes que celles du scénario A de référence de l'édition 2000 des perspectives démographiques régionales 1996-2021 pour les territoires désignés. Dans la présente annexe, on expose un résumé de la démarche et des hypothèses adoptées.

Quatre tableaux présentent l'ensemble des résultats des projections. Ils se trouvent à l'annexe 3.

Sources des données

Les données utilisées pour les projections démographiques de la CMQ et de ses cinq composantes sont :

- les estimations de la population par âge et par sexe par division de recensement (DR ou MRC) et par subdivision de recensement au 1^{er} juillet 1996 de Statistique Canada ;
- la population projetée du scénario A de référence de l'édition 2000 des perspectives démographiques régionales, MRC, 1996-2021 (scénario A) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ;
- la base de données du scénario A qui comprend les paramètres de projection des composantes de l'accroissement démographique pour les 102 MRC et territoires équivalents.

Population de départ

La population de départ des projections est une estimation pour les cinq composantes de la CMQ au 1^{er} juillet 1996 selon le découpage géographique en vigueur le 1^{er} janvier 2002. Ces données sont corrigées pour le sous-dénombrement net du recensement de 1996 selon l'âge et le sexe, ainsi que pour le décalage entre le jour du recensement et cette date.

La population de départ de Québec en 1996 est celle de l'ancienne Communauté Urbaine-de-Québec (CUQ) telle qu'elle est projetée dans le scénario A. Les populations de départ des MRC de L'Île-d'Orléans, de La Côte-de-Beaupré et de La Jacques-Cartier du scénario A ont aussi été utilisées telles quelles.

Lévis recouvre la majeure partie de l'ancien territoire de la MRC Desjardins et de celle des Chutes-de-la-Chaudière. Seules les populations (par âge et par sexe) des municipalités de Saint-Henri et de Saint-Lambert-de-Lauzon en sont soustraites.

L'effectif total de la population de départ de la CMQ au 1^{er} juillet 1996 compte 688 825 individus répartis comme suit : 513 410 à Québec, 120 493 à Lévis, 25 336 dans La Jacques-Cartier, 21 992 dans La Côte-de-Beaupré et 6 994 dans L'Île-d'Orléans.

Calcul des projections de population

Dans le modèle de projection démographique de l'ISQ, une variable temporaire, représentant la population courante, est initialisée avec l'effectif de la population présente dans le territoire au temps t selon les âges x .

Les événements sont calculés en séquence et certains sont enregistrés dans des fichiers. Ils sont cumulés au fur et à mesure, sans être arrondis, dans la variable temporaire de la population courante. Les événements qui surviennent au cours de la période $(t, t+1)$ sont classés selon l'âge x de la génération au début de l'année, c'est-à-dire au temps t .

Cet effectif temporaire sert de population soumise au prochain événement. Par exemple, les décès surviennent après l'ajout des naissances et l'exclusion du sous-univers des résidents non permanents.

À la fin de l'année, la population courante peut être ajustée de force sur un effectif connu. Le découpage géographique de cet effectif peut être différent de celui de la population courante. Il peut contenir des unités géographiques plus petites et des unités plus grandes. L'imbrication des unités géographiques entre les deux univers est définie dans une table de correspondance. Cet ajustement est considéré comme un événement résiduel.

L'étape de fermeture de la projection de l'année t consiste à arrondir les chiffres de la population courante et à les transférer dans la population de l'année t+1 aux âges x+1 dans le module. L'équation de base du modèle se résume comme suit :

La population attendue dans le territoire au temps t+1 = (module du modèle de projection)	
Population du territoire au temps t	(stocks) (1)
+ Naissances	(taux de fécondité) (2)
– Résidents non permanents au temps t	(stocks) (3)
– Décès	(probabilités de décéder) (4)
+ Migrants interrégionaux par origine-destination (– sortants, + entrants)	(probabilités origine-destination) (5)
+ Migrants locaux (– sortants, + entrants)	(probabilités de départ et probabilités d'arrivée) (6)
+ Migrants provinciaux (– sortants, + entrants)	(probabilités de départ et volume des entrées) (7)
+ Migrants internationaux (– émigrants, + immigrants, + Canadiens de retour)	(taux de départ et volume des entrées) (8)
+ Résidents non permanents au temps t+1	(stocks) (8)
Ajustement facultatif à une autre population d'une géographie imbriquée	
sur une autre prévision couvrant au moins toute la période (t+1 à la dernière année projetée)	
l'écart est un résidu	(ajustement proportionnel au territoire de l'année de départ) (15)

Hypothèses de projection de la population

Un module d'ajustement facultatif à une autre population d'une géographie imbriquée est utilisé pour rattacher les projections de la population de la CMQ à celle du scénario A. Huit entités territoriales distinctes s'imbriquent parfaitement à la géographie des MRC et de la CUQ du scénario A. Six de ces entités regroupent la population de la CMQ (tableau suivant).

Entités projetées pour rattacher le scénario A et les composantes de la CMQ

Entité de projection	Part de l'entité dans la MRC du scénario A	MRC du scénario A	Composantes de la CMQ
MRC23 Québec	100 %	MRC23	Québec
MRC20 L'Île-d'Orléans	100 %	MRC20	L'Île-d'Orléans
MRC21 La Côte-de-Beaupré	100 %	MRC21	La Côte-de-Beaupré
MRC22 La Jacques-Cartier	100 %	MRC22	La Jacques-Cartier
MRC24_1 Desjardins, partie de Lévis	100 %	MRC24	Lévis
MRC25_1 Les Chutes-de-la-Chaudière, partie de Lévis	100 %	MRC25	
MRC24_0 Desjardins, hors de Lévis	100 %	MRC24	Hors territoire
MRC25_0 Les Chutes-de-la-Chaudière, hors de Lévis	100 %	MRC25	

L'ajustement force l'effectif de la population de chacune des huit entités à correspondre exactement à la population de la MRC qui l'englobe, de manière à respecter les résultats du scénario A. Cette opération est faite pour chaque année projetée, soit de 1997 à 2021.

Les paramètres de projection par MRC du scénario A sont adaptés pour permettre de traiter les huit entités, même si deux d'entre elles sont exclues de la CMQ. Le tableau des hypothèses présente, pour les cinq composantes de la CMQ, le niveau projeté de chaque type d'événement démographique (tableau suivant).

Pour Québec, L'Île-d'Orléans, La Côte-de-Beaupré et La Jacques-Cartier, les paramètres et les hypothèses sont ceux du scénario A.

Tous les paramètres de la MRC Desjardins et de celle des Chutes-de-la-Chaudière sont conservés intégralement pour la projection démographique des parties MRC24_1 et MRC25_1 qui chevauchent Lévis. Les indicateurs relatifs à Lévis s'obtiennent en cumulant les valeurs projetées pour ces deux entités.

Hypothèses de projection des ménages

Les projections des ménages privés sont dérivées des projections de la population. Le nombre de ménages s'obtient en multipliant la population projetée selon l'âge et le sexe par des taux de soutien de ménage ventilés aussi selon l'âge et le sexe. La multiplication des taux par la population donne le nombre de ménages selon l'âge du soutien. La somme des ménages pour tous les âges donne le nombre total de ménages privés projetés.

Dans le modèle de projection démographique de l'ISQ, il existe un module distinct de projection des ménages. Ce module utilise des taux de soutien pour l'année de départ (1996) et il calcule leur valeur dans le futur selon une tendance de référence. Les taux de soutien de ménage du scénario A reportent l'évolution observée entre 1991 et 1996 à la période 1996-2021. Le nombre futur de ménages est calculé distinctement pour les six entités de base de la CMQ, conformément au choix des paramètres exposé précédemment.

Configuration des projections spéciales pour la CMQ et ses composantes, 1996-2021

Paramètre de projection	Territoire					
	Communauté métropolitaine de Québec	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
Population de départ (Recensement de 1996 corrigé du sous-dénombrement)	688 225	6 994	21 992	25 336	513 410	120 493
Population en 2021	727 081	6 034	20 437	31 732	530 251	138 627
Mortalité limite en 2021						
Eo des hommes (en années)	78,6	78,9	78,2	78,9	78,4	79,1
Eo des femmes (en années)	84,6	82,7	84,5	82,7	84,7	83,3
Fécondité en 2000 (Nombre moyen d'enfants par femme)	1,33	1,65	1,44	1,66	1,24	1,54
Solde migratoire annuel en 2006						
Total	1 812	- 34	- 48	66	1607	221
Interprovincial et international	1 161	10	- 21	141	931	100
Interne au Québec*	651	- 44	- 27	- 75	676	121
Source du solde migratoire interrégional FIPA Période de référence 1991-1999						
Ménages privés en 1996 (Taux de soutien du recensement et population corrigée)	283 634	2 535	8 377	8 754	219 118	44 850
Total en 2021 Tendance de référence 1991-1996 Évolution limite en 2021	349 833	2 596	9 104	13 233	262 879	62 021

* Inclut l'écart résiduel provenant de l'ajustement à la population du scénario A.

FIPA : Migrations obtenues par le Fichier d'inscription des personnes assurées de la RAMQ, exploitation de l'ISQ (anciennement le FIB).

Eo : Espérance de vie à la naissance.

Source : Institut de la statistique du Québec, mars 2002.

Conclusion

Les projections spéciales de 1996 à 2021 réalisées pour la CMQ et ses cinq composantes comprennent un scénario portant sur la population et les ménages privés. L'évolution projetée prolonge les tendances démographiques récemment observées dans les MRC, dans la RMR de Québec et dans la province, qui ont servi de base à la configuration des hypothèses du scénario A.

Les populations et les ménages projetés pour la CMQ et ses cinq composantes vont donc montrer ce que seront les années futures sur le plan démographique, si la tendance passée se maintient.

ANNEXE 3

Résultats des projections

Population totale projetée pour la CMQ et ses composantes, scénario A¹, 1996-2021

Année	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	n					
1996	688 225	6 994	21 992	25 336	513 410	120 493
1997	689 798	7 011	22 072	25 735	513 612	121 368
1998	690 928	7 030	22 172	26 137	513 086	122 503
1999	692 045	7 046	22 261	26 536	512 724	123 478
2000	694 951	6 886	22 047	26 876	514 674	124 468
2001	697 915	6 801	21 943	27 133	516 543	125 495
2002	700 848	6 758	21 888	27 431	518 215	126 556
2003	703 717	6 723	21 846	27 729	519 833	127 586
2004	706 427	6 692	21 805	28 018	521 331	128 581
2005	708 984	6 665	21 769	28 294	522 714	129 542
2006	711 390	6 639	21 731	28 563	523 997	130 460
2007	713 647	6 614	21 693	28 822	525 179	131 339
2008	715 757	6 591	21 654	29 073	526 269	132 170
2009	717 710	6 567	21 609	29 315	527 268	132 951
2010	719 508	6 542	21 558	29 550	528 178	133 680
2011	721 133	6 515	21 497	29 779	528 982	134 360
2012	722 564	6 483	21 428	30 004	529 664	134 985
2013	723 796	6 447	21 349	30 223	530 214	135 563
2014	724 822	6 408	21 264	30 435	530 622	136 093
2015	725 649	6 364	21 169	30 643	530 892	136 581
2016	726 284	6 317	21 065	30 845	531 030	137 027
2017	726 744	6 265	20 952	31 042	531 052	137 433
2018	727 050	6 210	20 833	31 230	530 979	137 798
2019	727 204	6 153	20 707	31 409	530 816	138 119
2020	727 214	6 095	20 574	31 576	530 572	138 397
2021	727 081	6 034	20 437	31 732	530 251	138 627

1. Scénario A de référence des perspectives démographiques régionales 1996-2041, édition 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Ménages privés projetés pour la CMQ et ses composantes, scénario A¹, 1996-2021

Année	CMQ	L'Île-d'Orléans	La Côte-de-Beaupré	La Jacques-Cartier	Québec	Lévis
	n					
1996	283 634	2 535	8 377	8 754	219 118	44 850
1997	286 825	2 561	8 462	9 012	221 228	45 562
1998	289 912	2 600	8 583	9 266	223 034	46 429
1999	293 021	2 623	8 670	9 506	224 989	47 233
2000	296 573	2 572	8 649	9 650	227 642	48 060
2001	300 219	2 548	8 671	9 821	230 217	48 962
2002	303 851	2 563	8 737	10 013	232 651	49 887
2003	307 323	2 586	8 801	10 208	234 929	50 799
2004	310 793	2 606	8 864	10 407	237 232	51 684
2005	314 250	2 628	8 927	10 601	239 520	52 574
2006	317 536	2 643	8 977	10 802	241 713	53 401
2007	320 583	2 655	9 028	10 984	243 697	54 219
2008	323 390	2 667	9 069	11 177	245 532	54 945
2009	326 207	2 671	9 105	11 367	247 401	55 663
2010	329 040	2 677	9 145	11 550	249 298	56 370
2011	331 794	2 675	9 179	11 737	251 178	57 025
2012	334 303	2 665	9 188	11 917	252 873	57 660
2013	336 598	2 670	9 200	12 087	254 403	58 238
2014	338 791	2 666	9 208	12 252	255 865	58 800
2015	340 948	2 672	9 216	12 424	257 258	59 378
2016	343 060	2 668	9 215	12 588	258 636	59 953
2017	344 847	2 661	9 198	12 751	259 769	60 468
2018	346 381	2 651	9 184	12 889	260 723	60 934
2019	347 671	2 636	9 143	13 015	261 557	61 320
2020	348 810	2 619	9 129	13 134	262 237	61 691
2021	349 833	2 596	9 104	13 233	262 879	62 021

1. Scénario A de référence des perspectives démographiques régionales 1996-2041, édition 2000.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Population projetée selon le groupe d'âge pour la CMQ et ses composantes, scénario A¹, 1996-2021

	1996	2001	2006	2011	2016	2021	1996	2001	2006	2011	2016	2021
	n						%					
CMQ	688 225	697 915	711 390	721 133	726 284	727 081	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	118 677	111 672	104 361	95 847	93 019	90 871	17	16	15	13	13	13
15-24 ans	96 685	91 148	87 482	87 440	80 645	72 000	14	13	12	12	11	10
25-44 ans	230 603	217 210	203 089	189 794	186 363	182 784	34	31	29	26	26	25
45-64 ans	161 952	189 530	217 625	229 939	223 217	212 180	24	27	31	32	31	29
65 ans et plus	80 308	88 355	98 833	118 113	143 040	169 246	12	13	14	16	20	23
L'Île-d'Orléans	6 994	6 801	6 639	6 515	6 317	6 034	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	1 210	1 114	1 016	971	941	876	17	16	15	15	15	15
15-24 ans	927	846	718	641	573	547	13	12	11	10	9	9
25-44 ans	2 033	1 837	1 643	1 446	1 419	1 326	29	27	25	22	23	22
45-64 ans	1 938	2 204	2 324	2 238	1 932	1 675	28	32	35	34	31	28
65 ans et plus	886	800	938	1 219	1 452	1 610	13	12	14	19	23	27
La Côte-de-Beaupré	21 992	21 943	21 731	21 497	21 065	20 437	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	3 862	3 603	3 236	3 011	2 924	2 720	18	16	15	14	14	13
15-24 ans	2 677	2 608	2 419	2 223	1 909	1 755	12	12	11	10	9	9
25-44 ans	7 088	6 525	5 873	5 542	5 340	4 943	32	30	27	26	25	24
45-64 ans	5 436	6 271	6 976	7 113	6 577	5 996	25	29	32	33	31	29
65 ans et plus	2 929	2 936	3 227	3 608	4 315	5 023	13	13	15	17	21	25
La Jacques-Cartier	25 336	27 133	28 563	29 779	30 845	31 732	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	6 029	6 200	5 820	5 144	5 191	5 432	24	23	20	17	17	17
15-24 ans	3 101	3 152	3 524	4 155	3 829	3 236	12	12	12	14	12	10
25-44 ans	9 882	10 109	9 582	8 667	8 745	9 085	39	37	34	29	28	29
45-64 ans	4 885	6 121	7 744	9 210	9 597	9 522	19	23	27	31	31	30
65 ans et plus	1 439	1 551	1 893	2 603	3 483	4 457	6	6	7	9	11	14
Québec	513 410	516 543	523 997	528 982	531 030	530 251	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	82 550	77 160	71 821	65 424	62 811	61 081	16	15	14	12	12	12
15-24 ans	72 548	66 335	63 813	63 550	58 828	52 248	14	13	12	12	11	10
25-44 ans	169 996	159 048	147 126	136 793	133 255	129 960	33	31	28	26	25	25
45-64 ans	123 591	141 958	161 191	168 875	163 919	155 632	24	28	31	32	31	29
65 ans et plus	64 725	72 042	80 046	94 340	112 217	131 330	13	14	15	18	21	25
Lévis	120 493	125 495	130 460	134 360	137 027	138 627	100	100	100	100	100	100
0-14 ans	25 026	23 595	22 468	21 297	21 152	20 762	21	19	17	16	15	15
15-24 ans	17 432	18 207	17 008	16 871	15 506	14 214	15	15	13	13	11	10
25-44 ans	41 604	39 691	38 865	37 346	37 604	37 470	35	32	30	28	27	27
45-64 ans	26 102	32 976	39 390	42 503	41 192	39 355	22	26	30	32	30	28
65 ans et plus	10 329	11 026	12 729	16 343	21 573	26 826	9	9	10	12	16	19

1. Scénario A de référence des perspectives démographiques régionales 1996-2041, édition 2000.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Événements démographiques projetés pour la CMQ et ses composantes, par période quinquennale, scénario A¹, 1996-2021

	Année	Population	Naissances	Décès	Solde migratoire		
					Interne au Québec	International et interprovincial	Total
		n					
CMQ	1996	688 225	32 826	25 378	– 41 ²	2 294	2 253
	2001	697 915	31 275	27 283	3 930	5 573	9 503
	2006	711 390	30 767	29 827	2 956	5 872	8 828
	2011	721 133	29 879	32 475	1 763	6 011	7 774
	2016	726 284	29 055	35 227	776	6 217	6 993
	2021	727 081	0	0	0	0	0
L'Île-d'Orléans	1996	6 994	325	299	– 225 ²	9	– 216
	2001	6 801	320	271	– 256	47	– 209
	2006	6 639	323	282	– 214	54	– 160
	2011	6 515	298	298	– 249	57	– 192
	2016	6 317	260	317	– 285	62	– 223
	2021	6 034	0	0	0	0	0
La Côte-de-Beaupré	1996	21 992	974	915	36 ²	– 140	– 104
	2001	21 943	968	897	– 165	– 111	– 276
	2006	21 731	965	942	– 152	– 99	– 251
	2011	21 497	898	994	– 239	– 90	– 329
	2016	21 065	811	1 045	– 305	– 79	– 384
	2021	20 437	0	0	0	0	0
La Jacques-Cartier	1996	25 336	1 689	550	267 ²	392	659
	2001	27 133	1 559	553	– 247	678	431
	2006	28 563	1 598	632	– 449	705	256
	2011	29 779	1 734	739	– 623	699	76
	2016	30 845	1 853	860	– 783	683	– 100
	2021	31 732	0	0	0	0	0
Québec	1996	513 410	23 070	20 368	– 1 415 ²	1 846	431
	2001	516 543	21 580	22 074	3 466	4 480	7 946
	2006	523 997	20 889	24 082	3 464	4 716	8 180
	2011	528 982	20 200	26 123	3 125	4 847	7 972
	2016	531 030	19 586	28 176	2 774	5 036	7 810
	2021	530 251	0	0	0	0	0
Lévis	1996	120 493	6 768	3 246	1 296 ²	187	1 483
	2001	125 495	6 848	3 488	1 132	479	1 611
	2006	130 460	6 992	3 889	307	496	803
	2011	134 360	6 749	4 321	– 251	498	247
	2016	137 027	6 545	4 829	– 625	515	– 110
	2021	138 627	0	0	0	0	0

1. Scénario A de référence des perspectives démographiques régionales 1996-2041, édition 2000.

2. Cette valeur inclut le solde migratoire interne et l'ajustement pour obtenir la population des divisions de recensement de 1997 publiée par Statistique Canada en janvier 2000.

Source : Institut de la statistique du Québec.

LISTE DES TABLEAUX

Constituantes de la Communauté métropolitaine de Québec, de la Région métropolitaine de Québec et des nouvelles villes de Québec et de Lévis	20
Données sur la CMQ et ses composantes, 2001	21
Constituantes des arrondissements de Québec	22
Constituantes des arrondissements de Lévis	22
Accroissement de la population de la CMQ, de la RMR de Montréal et du Québec, par période quinquennale, 1971-2001	23
Accroissement de la population dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001	24
Rapport de dépendance dans certaines RMR canadiennes, 1991-2001	27
Rapport de masculinité dans certaines RMR canadiennes, 2001	28
Accroissement naturel au Québec et dans certaines RMR canadiennes, 1991-1992, 1995-1996 et 2000-2001	29
Répartition de la population totale de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1991 et 1996	30
Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans certaines RMR canadiennes, 1986-1996	31
Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans certaines RMR canadiennes, 1997-2001	32
Population active de 15 ans et plus selon l'industrie dans les RMR de Québec et de Montréal, 1986, 1991 et 1996	33
Répartition de la population active de 15 ans et plus selon l'industrie dans les RMR de Québec et de Montréal, 1986, 1991 et 1996	33
Évolution de l'emploi selon les branches d'activité dans les RMR de Québec et de Montréal, 1997-2001	34
Répartition des particuliers selon le sexe et la tranche de revenu total dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1996	35
Entrées interrégionales dans la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001	37
Entrées dans la RMR de Québec par région administrative d'origine et par groupe d'âge, 1991-2001	38
Sorties interrégionales de la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001	39
Sorties de la RMR de Québec par région administrative de destination et par groupe d'âge, 1991-2001	40

LISTE DES TABLEAUX

Solde migratoire dans la RMR de Québec, 1991-1996, 1996-2001 et 1991-2001	41
Solde migratoire de la RMR de Québec par région administrative et par groupe d'âge, 1991-2001	42
Population selon le lieu de naissance dans les RMR de Québec et de Montréal et dans l'ensemble du Québec, 1996	45
Nouveaux immigrants selon le pays de naissance dans les RMR de Québec et de Montréal et dans l'ensemble du Québec, 1996	45
Comparaison de la population selon les recensements et les projections	46
Effectif et taux d'accroissement projetés de la population et des ménages privés de la CMQ, 2001-2021	47
Éléments de la structure par âge projetée dans la CMQ, 1996-2021	48
Événements démographiques quinquennaux projetés dans la CMQ, 2001-2021	49
Population de la CMQ et de ses composantes, 1971-2001	51
Évolution de la population de la CMQ et de ses composantes, par période quinquennale, 1971-2001	52
Répartition de la population selon le groupe d'âge dans la CMQ et ses composantes, 2001	53
Poids relatif de la population des composantes de la CMQ selon le groupe d'âge, 2001	54
Rapport de dépendance dans la CMQ et ses composantes, 1991, 1996 et 2001	55
Rapport de masculinité dans la CMQ et ses composantes, 2001	55
Accroissement naturel dans la CMQ et ses composantes, de 1991 à 2001	57
Ménages privés selon la taille et nombre moyen de personnes par ménage dans la CMQ et ses composantes, 1996	58
Variation du nombre de ménages privés, selon la taille, dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996	59
Répartition des ménages privés, selon le type de ménage, dans la CMQ et ses composantes, 1996	59
Proportion de la population de 15 ans et plus dans la CMQ et ses composantes ayant fait des études universitaires, 1991-1996	60
Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage dans la CMQ et ses composantes, 1981-1996	61
Population active de 15 ans et plus selon les industries dans la CMQ et ses composantes, 1996	63

LISTE DES TABLEAUX

Évolution de la population active de 15 ans et plus selon les industries dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996	64
Répartition de la population de 15 ans et plus ayant un revenu selon la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996	65
Répartition des particuliers selon le sexe et la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996	66
Répartition des ménages privés selon la tranche de revenu total dans la CMQ et ses composantes, 1996	66
Proportion et variation du nombre de logements privés occupés dans la CMQ et ses composantes, 1991 et 1996	68
Mouvement migratoire entre les composantes de la CMQ, 1991-2001	68
Mouvement migratoire entre les composantes de la CMQ, 1991-1996 et 1996-2001	69
Population selon le lieu de naissance à Québec et à Lévis, 1996	69
Population immigrante totale selon la période d'immigration à Québec et à Lévis, 1996	70
Comparaison de la population selon les recensements et les projections, composantes de la CMQ, 1996 et 2001	71
Effectif et taux d'accroissement projetés de la population et des ménages privés, composantes de la CMQ, 2001-2021	72
Éléments de la structure par âge projetée, Québec, Lévis et MRC de La Jacques-Cartier, 1996-2021	75
Éléments de la structure par âge projetée, MRC de L'Île-d'Orléans et de La Côte-de-Beaupré, 1996-2021	77
Événements démographiques décennaux projetés, composantes de la CMQ, 2001-2021	78
Effectif et accroissement de la population des arrondissements, Québec et Lévis, 1991-2001	81
Variation quinquennale de l'effectif des groupes d'âge, Québec, 1991-2001	83
Variation quinquennale de l'effectif des groupes d'âge, Lévis, 1991-2001	83
Éléments de la structure par âge, Québec et Lévis, 2001	86
Nombre de ménages privés, Québec et Lévis, 1991 et 1996	87
Proportion de ménages familiaux et non familiaux dans les ménages privés, Québec et Lévis, 1996	88
Nombre moyen de personnes par ménage privé, Québec et Lévis, 1991 et 1996	89

LISTE DES TABLEAUX

Répartition de la population totale de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Québec et Lévis, 1991 et 1996	90
Taux d'activité, rapport emploi-population et taux de chômage, Québec et Lévis, 1991 et 1996	93
Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'industrie, Québec, 1991 et 1996	94
Variation de la proportion de l'effectif de 15 ans et plus par catégorie d'industries, Québec et Lévis, 1991-1996	94
Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'industrie, Lévis, 1991 et 1996	95
Revenu moyen des particuliers de 15 ans et plus, Québec et Lévis, 1991 et 1996	97
Proportion de logements possédés et loués, Québec et Lévis, 1996	98
Nombre total de logements privés, Québec et Lévis, 2001	99
Migration interne entre les arrondissements de Québec, 1991-1996 et 1996-2001	99
Migration interne entre les arrondissements de Lévis, 1991-1996 et 1996-2001	100
Arrondissements d'origine et de destination des migrants internes, Québec, 1991-1996 et 1996-2001	101
Arrondissements d'origine et de destination des migrants internes, Lévis, 1991-1996 et 1996-2001	102
Population non immigrante, Québec et Lévis, 1996	103
Entités projetées pour rattacher le scénario A et les composantes de la CMQ	110
Configuration des projections spéciales pour la CMQ et ses composantes, 1996-2021	111
Population totale projetée pour la CMQ et ses composantes, scénario A, 1996-2021	113
Ménages privés projetés pour la CMQ et ses composantes, scénario A, 1996-2021	114
Population projetée selon le groupe d'âge pour la CMQ et ses composantes, scénario A, 1996-2021	115
Événements démographiques projetés pour la CMQ et ses composantes, par période quinquennale, scénario A, 1996-2021	116

LISTE DES FIGURES

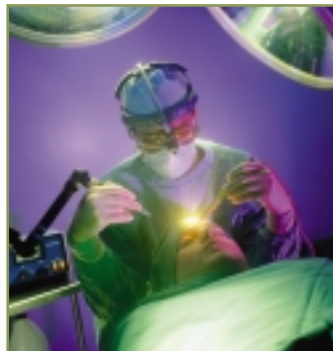
Accroissement de la population dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001	24
Population de la CMQ, 2001	24
Population du Québec, 2001	24
Âge médian dans certaines RMR canadiennes, 2001	25
Population selon le groupe d'âge dans la CMQ, la RMR de Montréal et au Québec, 2001	25
Évolution de la population selon le groupe d'âge dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001	26
Évolution du groupe des 25 à 44 ans dans certaines RMR canadiennes, 1996-2001	26
Nombre de naissances et de décès dans la CMQ, 1991-2001	28
Répartition des ménages selon la taille dans la CMQ, 1996	29
Répartition de la population de la CMQ, de la RMR de Montréal et de l'ensemble du Québec ayant fait des études universitaires, 1996	30
Répartition des ménages privés selon la tranche de revenu total dans la CMQ, la RMR de Montréal et le Québec, 1996	36
Croissance du nombre de logements privés occupés dans la CMQ, la RMR de Montréal et au Québec, 1991-1996	37
Entrants dans la RMR de Québec venant d'une province ou d'un territoire canadien, 1991-1996	39
Sorties de la RMR de Québec vers une autre province ou un territoire canadien, 1991-1996	41
Solde migratoire de la RMR de Québec par rapport aux MRC de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches situées en dehors de ses limites, 1991-2001	43
Solde migratoire de la RMR de Québec avec les provinces et les territoires canadiens, 1991-1996	43
Population de 15 ans et plus née à l'extérieur du Canada pour certaines RMR canadiennes, 1991-1996	44
Taux d'accroissement cumulés de la population et des ménages projetés, CMQ, 2001-2021	46
Pyramide des âges de la population projetée dans la CMQ, 1996-2021	48
Évolution de la population de la CMQ et de ses composantes, 1971-2001	52
Âge médian dans la CMQ et ses composantes, 2001	53
Évolution de la population selon le groupe d'âge dans la CMQ et ses composantes, 1996-2001	54
Évolution du groupe des 25 à 44 ans dans la CMQ et ses composantes, 1996-2001	54

LISTE DES FIGURES

Variation des naissances dans la CMQ et ses composantes, 1991-2001	56
Variation des décès dans la CMQ et ses composantes, 1991-2001	57
Variation de la population de 15 ans et plus ayant moins d'une 9 ^e année de scolarité dans la CMQ et ses composantes, 1991-1996	60
Répartition de la population de la CMQ et de ses composantes ayant fait des études universitaires, 1996	61
Évolution du taux de chômage dans la CMQ et ses composantes, 1981-1996	62
Variation du nombre de logements privés, CMQ et ses composantes, 1986-1991, 1991-1996 et 1986-1996	67
Population et ménages projetés, composantes de la CMQ, 2001-2021	73
Population des arrondissements par groupe d'âge, Québec, 2001	84
Population des arrondissements par groupe d'âge, Lévis, 2001	85
Ménages selon la taille, Québec, 1996	88
Ménages selon la taille, Lévis, 1996	89
Population de 15 ans et plus, avec et sans une 9 ^e année de scolarité, Québec et Lévis, 1996	91
Population de 15 ans et plus, avec et sans diplôme universitaire, Québec et Lévis, 1996	91

DEUXIÈME PARTIE

COMMENTAIRES D'EXPERTS



LA MATURATION D'UNE RÉGION MÉTROPOLITAINE : DÉMOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À QUÉBEC

Paul Villeneuve, spécialiste en aménagement du territoire
Université Laval



Il n'y a plus de doute : la population de la région urbaine de Québec est en pleine maturation. Le bel ensemble de tableaux et de graphiques constitués par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ, 2002) illustre fort bien le processus en cours. On dit de certaines personnes qu'elles vieillissent bien. Une agglomération urbaine n'est pas une personne, mais la question a quand même du sens : Québec vieillit-elle bien ? Surtout, Québec aménage-t-elle bien son territoire ? Au moment où l'agglomération se métamorphose en deux villes et trois MRC comprises dans une communauté métropolitaine, au moment où ces entités auront à produire des plans de développement et des schémas d'aménagement, il paraît opportun de faire le point. Partons donc des données compilées par l'ISQ et réfléchissons à une dimension très visible du devenir de Québec, la façon dont nous aménageons son territoire.

La maturation et le début de vieillissement de la population de Québec ont-ils des effets sur l'organisation spatiale des activités au sein de l'agglomération ? Les diverses composantes de l'agglomération mûrent-elles au même rythme ? Comment ce processus de maturation se combine-t-il à d'autres processus tout aussi fondamentaux, comme la féminisation de la main-d'œuvre et la scolarisation accrue des personnes, pour modifier la géographie sociale de la région urbaine de Québec ? Le régime de croissance démographique lente qui accompagne cette maturation a-t-il des avantages sur le plan de l'aménagement du territoire ? Tentons d'esquisser des réponses à ces questions.

Aménager en fonction d'objectifs sociétaux

Aménager le territoire, c'est disposer les activités et les œuvres humaines dans l'espace, les unes par rapport aux autres. La notion d'« aménagement du territoire » en est venue à désigner surtout une fonction étatique. Au Québec, l'aménagement du territoire constitue une mission de l'État, celui-ci incluant les municipalités et les institutions supramunicipales. Cependant, les individus, les ménages et les entreprises contribuent aussi beaucoup à façonner les établissements humains. Ces divers acteurs poursuivent habituellement des objectifs lorsqu'ils aménagent. Sur le plan de la collectivité, quatre grands objectifs reviennent continuellement, bien que selon des fréquences variables, quand il est question d'aménagement du territoire : l'efficacité économique, l'équité sociale, la qualité de l'environnement et la qualité de la vie. Ceux-ci peuvent être définis et mis en relations de multiples façons. Depuis quelques années, la notion de développement durable désigne un type de développement qui poursuit conjointement ces quatre objectifs. Essayons de nous demander comment la maturation démographique de Québec affecte la poursuite de ces objectifs.

La maturation démographique incite à la consolidation des milieux de vie



Certains aménagements privilégient nettement des objectifs d'efficacité économique, dont la mesure la plus courante est donnée par le revenu *per capita*. De façon générale, le niveau de revenu *per capita* tend à augmenter avec la taille et la diversité des agglomérations urbaines. Les formes d'organisation territoriale qui favorisent l'efficacité sont celles qui permettent de réaliser des économies d'agglomération en facilitant l'accès des agents économiques les uns aux autres, soit par la proximité, soit, de plus en plus, par la mobilité et les télécommunications. Dans l'agglomération de Québec, un exemple d'aménagement qui a favorisé l'efficacité économique à court terme est la mise en place du système d'autoroutes au cours des années 1960 et 1970. Le système autoroutier a facilité un étalement urbain considérable, celui-ci étant nourri par la croissance démographique. Avec le ralentissement de celle-ci, depuis les années 1980, l'étalement est aussi en décélération. Ce nouveau contexte n'est-il pas favorable à un réaménagement du territoire de l'agglomération? Un remarquable ouvrage vient de paraître à ce sujet (Fortin, Després et Vachon, 2002). Il montre comment, dans une société vieillissante, il faut consolider les milieux existants et les transformer pour répondre aux nouveaux besoins, plutôt que de poursuivre l'étalement urbain.

L'évolution démographique modifie la mobilité géographique

D'autres aménagements mettent plutôt l'accent sur l'**équité sociale**, souvent mais imparfaitement mesurée par les écarts de revenu. Ici, les études empiriques montrent que les inégalités interpersonnelles de revenu ont tendance à augmenter avec la taille et la diversité des agglomérations. Les mesures d'aménagement du territoire qui peuvent favoriser l'équité sociale portent généralement sur des façons d'assurer à tous un niveau satisfaisant d'accessibilité géographique aux « opportunités » urbaines, qu'il s'agisse d'emplois, de biens publics ou de services. On voit qu'il s'agit là d'une application du principe de l'égalité des chances. Dans une agglomération comme celle de Québec, le transport en commun a surtout été vu jusqu'ici comme un instrument d'équité. Ce n'est que récemment, surtout depuis la mise en service du métrobus, qu'on le voit aussi comme moyen d'augmenter l'efficacité économique. La diminution de la proportion de jeunes dans la population exerce un effet à la baisse sur la demande de transport en commun. Par contre, l'augmentation de la proportion de vieux, qui ont en général des taux de mobilité moindres, contribue à un ralentissement de la progression des déplacements en automobile. L'évolution de la composition démographique de chaque arrondissement et de chaque MRC de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec a un effet sur la demande en transport selon le mode. Il serait possible d'évaluer cet effet (Bussière, 1990).

Une croissance démographique lente facilite le développement durable

D'autres aménagements mettent l'accent sur des objectifs de **qualité de l'environnement**, celle-ci étant mesurée par une panoplie d'indicateurs allant de la qualité de l'air et de l'eau jusqu'à la beauté perçue des paysages. Ici, les relations entre la qualité de l'environnement et les dispositifs territoriaux sont très complexes, surtout quand la dimension subjective est prise en compte. L'effet positif de la scolarisation

accrue des personnes sur le développement d'une conscience environnementale est assez bien établi. Il n'en est toutefois pas de même en ce qui concerne l'effet du vieillissement de la population. On note cependant que le vieillissement réduit la croissance démographique d'une agglomération, sauf si celle-ci devient une destination massive pour les retraités. Toutes choses égales par ailleurs, une croissance démographique plus lente exerce une pression environnementale moins forte.

Enfin, un objectif plus large, qui recouvre les trois précédents, est aussi très souvent évoqué : la **qualité de la vie**, très difficile à mesurer mais qui est quelquefois appréhendée par des indicateurs de santé et de bien-être psychique. Comme pour la qualité de l'environnement, les relations entre la qualité de la vie, le vieillissement de la population et les formes d'aménagement du territoire sont d'une complexité considérable. On peut toutefois suggérer qu'une politique d'aménagement qui réussit à conjuguer efficacité, équité et qualité de l'environnement devrait contribuer à faire croître l'espérance de vie *en santé*, celle-ci étant peut-être le meilleur indicateur de qualité de la vie.

La notion de **développement durable** introduit la dimension temporelle dans les interrelations entre les quatre objectifs qui viennent d'être évoqués. C'est par rapport à ces grands objectifs sociétaux qu'il est sage de poser la question des liens entre le vieillissement de la population de l'agglomération de Québec et l'aménagement de son territoire. En d'autres termes, bien vieillir, ce serait acquérir une certaine sagesse et, en matière d'aménagement du territoire, être sage c'est être capable de considérer ensemble et de soupeser toutes les dimensions de ces objectifs sociétaux. Pour bien interpréter les liens entre la démographie actuelle de Québec et l'aménagement de son territoire, tout en ayant en tête les objectifs sociétaux qui viennent d'être évoqués, il n'est pas inutile de se demander où en est Québec dans la longue durée et par rapport à sa localisation sur la planète. Assurément, un tel exercice est, au plus haut point, subjectif et nécessairement sélectif. Voyons s'il nous aide à comprendre la démographie actuelle de l'agglomération.

Québec, Copenhague et Vienne

Sous le régime français, et sous le régime anglais mais à un degré moindre, Québec fut capitale coloniale d'un très grand empire territorial. Copenhague et Vienne furent également, en leur temps, capitales d'empire. Quelle signification cela peut-il bien avoir pour Québec, ici et maintenant ? Québec est la plus vieille parmi les grandes villes canadiennes avec ses 39,6 ans d'âge médian. L'âge de sa population ressemble plus à celui des villes européennes, dont l'urbanité est souvent remarquable. Par exemple, la grande maturité de Copenhague et Vienne se traduit dans la qualité de plusieurs de leurs aménagements urbains. Tout se passe comme si ces villes avaient appris de l'histoire. Après avoir été puissantes, elles s'attachent maintenant à être belles et conviviales. Copenhague possède la plus longue rue piétonne d'Europe. Tivoli et le Prater attirent résidents et touristes. En principe, ces villes matures devraient avoir appris de l'histoire à tenir compte de l'ensemble des objectifs sociétaux dans leurs aménagements. On souhaite à Québec un sort similaire. Québec, la plus européenne des villes nord-américaines, peut se permettre de s'inspirer tout autant de l'Europe que de l'Amérique. Les rues piétonnes ont du succès en Europe; elles en ont moins en Amérique. Qu'à cela ne tienne. Québec n'a qu'à trouver la formule hybride qui lui convient !

Québec, ville maritime du Canada central

À l'interface de l'Europe et de l'Amérique, Québec est également la plus continentale des villes de l'Atlantique et la plus atlantique des villes continentales. Cette position est lourde d'enseignement pour le destin historique de l'agglomération. Les ports nord-américains de l'Atlantique, et Québec en fut, ont connu un destin glorieux à l'époque de la voile. Plus tard, la puissance industrielle s'est construite à l'ouest, autour et au sud du Bassin des Grands Lacs. Toronto a réussi à s'inscrire dans cet espace, Montréal aussi, tant bien que mal, Québec très peu. À l'échelle séculaire, le centre de gravité de la population urbaine nord-américaine se déplace vers l'ouest et les analyses topodynamiques de Tellier (1993) indiquent qu'il en sera ainsi pour des décennies à venir.

Vivre en régime de croissance lente

Selon toute probabilité, nous devons donc nous préparer, dans la région de Québec, à vivre en régime de croissance démographique lente. Et fort probablement aussi en régime de croissance économique assez lente. Est-ce un drame ? Les plus âgés se souviendront des débats des années 1970 sur la « croissance zéro », alors que la notion de développement durable n'avait pas encore cours. Il suffit de rappeler à cet effet l'impact du premier rapport au Club de Rome intitulé *Halte à la croissance ?* (Meadows *et al.*, 1972) qui souligna avec force les limites environnementales et sociales de la croissance effrénée des décennies d'après-guerre. Depuis, la recherche de modèles de développement qui conjuguent l'ensemble des objectifs sociétaux esquissés plus haut n'a cessé de progresser. Présentement, l'Europe apparaît plus désireuse que l'Amérique de se mettre au diapason du développement durable. Les discussions dans la foulée de Kyoto en sont un indice clair. Des villes-phares peuvent émerger, en Amérique, qui montrent la voie du développement durable de ce côté-ci de l'Atlantique. Pourquoi Québec ne joindrait-elle pas le club des Portland et des Porto Alegre ? Pour préparer le terrain en ce sens, tentons maintenant de saisir d'autres mutations majeures qui interagissent avec le processus de maturation démographique.

La féminisation de la main-d'œuvre transforme l'organisation de la vie quotidienne

Pendant que nous assistons au début du vieillissement de la population de la Communauté métropolitaine de Québec, une autre tendance de fond transforme sa géographie sociale. Il s'agit de la féminisation de sa main-d'œuvre. En 1951, on comptait moins de 30 % de femmes dans la main-d'œuvre de l'agglomération, alors qu'en 2001, ce pourcentage est de 49 %. Pratiquement un emploi sur deux est maintenant occupé par une femme dans la région urbaine de Québec. La progression salariale des femmes est toutefois plus lente que l'augmentation de leur pourcentage dans la main-d'œuvre. En 1951, le revenu d'emploi des femmes à Québec se situait à 46 % de celui des hommes alors que, maintenant, il se situe aux alentours de 65 %. Ces changements se répercutent directement sur certains aspects de la vie quotidienne. Le choix collectif, au cours des années 1960 et 1970, d'investir dans le système autoroutier plutôt que dans le transport en commun a comme conséquence la nécessité pour les travailleurs, et aussi les travailleuses, d'avoir recours à l'automobile. Ainsi, en 1981, 46 % des travailleuses et 62 % des travailleurs conduisaient une voiture pour se rendre au travail. Quinze ans plus tard, en 1996, ces pourcentages étaient respectivement de 62 % et de 70 %. Ces chiffres signifient qu'une proportion

considérable et croissante des couples en emploi, aussi appelés familles à double revenu, doivent se munir de plus d'une voiture. Ceci contribue sans doute à faire en sorte que, comme nous le verrons plus loin, les ménages de Québec consacrent une partie plus importante de leur budget aux déplacements que ceux de Montréal.

La conciliation travail-famille est modifiée

La féminisation de la main-d'œuvre pose d'emblée la question de la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales. Plusieurs études montrent que l'augmentation du temps consacré par les femmes au travail rémunéré n'est pas encore compensée par une augmentation comparable du temps consacré par les hommes aux travaux domestiques non rémunérés. Pour que cette nouvelle parité entre hommes et femmes soit atteinte, plusieurs changements majeurs sont requis, dont certains dans le domaine de l'aménagement du territoire. Les municipalités peuvent faire beaucoup dans ce sens (Villeneuve et al., 1994). Ainsi, quand il s'agit d'orienter la localisation relative des lieux d'emploi, de résidence et de services, il est possible de tenir compte du fait que les deux conjoints au sein des couples en emploi sont de plus en plus appelés à participer à la fois au travail rémunéré et non rémunéré.

Par ailleurs, les liens entre la féminisation de la main-d'œuvre, l'évolution de la natalité et la maturation de la population sont complexes et encore mal connus. Des effets croisés peuvent jouer, qui mettent en cause deux ressources majeures, le temps et le revenu. D'une part, la féminisation de la main-d'œuvre peut avoir un effet négatif sur la natalité, surtout dans un contexte où les hommes s'investissent peu dans la sphère familiale, en réduisant le temps consacré à la progéniture. D'autre part, le double revenu peut permettre plus facilement d'élever des enfants. On sent bien ici que des aménagements sociaux et géographiques appropriés peuvent avoir un effet sur la démographie, d'autant plus que, comme nous le verrons plus loin, la région urbaine de Québec se classe déjà en tête parmi les agglomérations canadiennes comme milieu propice à la famille.

Une main-d'œuvre plus féminine et plus scolarisée est plus mobile

La participation accrue des femmes au marché du travail constitue sans aucun doute un progrès social majeur. Ceci dit, il faut aussi être attentif à certaines conséquences indirectes de ce changement. Ainsi, la féminisation de la main-d'œuvre, conjuguée à sa scolarisation accrue, pourrait constituer une explication à un phénomène préoccupant observé dans les données de l'ISQ en ce qui concerne les migrations intraprovinciales affectant la Communauté métropolitaine de Québec.

En effet, la RMR de Québec (RMRQ) montre un solde négatif de 1 707 personnes dans les migrations interrégionales des 25 à 44 ans entre 1996 et 2001, alors que ce solde était encore positif (+ 298) entre 1991 et 1996. Bien que nous ne sachions pas, pour l'instant, si c'est la première fois que l'on observe un tel solde quinquennal négatif, ceci mérite une attention particulière, car ce groupe d'âge est celui de ceux et celles qui, pour la plupart, achèvent de s'établir dans la vie (bien que, de plus en plus, les trajectoires de vie se diversifient et se complexifient à un point tel que sociologues et démographes hésitent maintenant à employer l'expression « cycle de vie »). On note d'abord que ce solde négatif est dû à une augmentation plus forte des sorties que des entrées. En effet, les sorties de la RMRQ vers les autres régions du Québec, pour le groupe des 25-44 ans, ont été de 22 033 entre 1991 et 1996 et



de 27 458 entre 1996 et 2001. Quant aux entrées dans la RMRQ en provenance des autres régions du Québec, chez le même groupe d'âge, elles ont été de 22 331 entre 1991 et 1996 et de 25 752 entre 1996 et 2001. On note ensuite qu'entre 1991 et 2001, pour le groupe des 25-44 ans, le solde des échanges de migrants entre la RMRQ et les autres régions du Québec fut positif avec onze régions et négatif avec six régions. L'aspect le plus remarquable est que cinq de ces six régions forment le champ métropolitain montréalais dans son extension maximale (Montréal, Montérégie, Laval, Laurentides, Lanaudière), la sixième, l'Outaouais, faisant partie du champ métropolitain d'Ottawa-Gatineau.

Qui sont ces personnes de 25 à 44 ans qui quittent Québec en plus grand nombre qu'elles y arrivent, du moins entre 1996 et 2001? Pour répondre à cette question, il faut disposer des caractéristiques des migrants, au-delà de leur âge. En particulier, plusieurs études montrent que le niveau de scolarisation a un effet positif sur la propension à migrer. Le niveau de scolarisation et la catégorie socioprofessionnelle des personnes pourraient se révéler des variables explicatrices cruciales, lorsqu'elles interagissent avec la structure sectorielle de l'économie régionale. Se pourrait-il que Québec, qui se distingue par l'importance de son secteur d'enseignement supérieur, qui attire beaucoup les 15-24 ans, ne puisse offrir d'emplois à l'ensemble de ceux et celles qui sont formés sur place, et n'arrive pas à en attirer autant de l'extérieur que le nombre de ceux et celles qui se trouvent des emplois ailleurs, en particulier à Montréal?

Se pourrait-il de plus que ce processus soit renforcé par la très forte progression des couples en emploi au cours des dernières années? En effet, chaque personne qui veut vivre en couple a à trouver un conjoint ou une conjointe qui lui convient. Si les deux conjoints veulent travailler, ils ont à trouver chacun un emploi convenable et, finalement, comme la plupart de ces couples vivent encore sous le même toit, ils ont à en trouver un qui leur convient. On peut faire l'hypothèse que ces trois processus de sélection – dont on notera par ailleurs qu'ils sont, une fois faits, de moins en moins définitifs – sont beaucoup plus faciles à réaliser conjointement dans les très grandes villes, surtout s'il s'agit d'hommes et de femmes scolarisés. En effet, la population d'hommes et de femmes des très grandes villes, ainsi que leur stock de logement et leur structure socioprofessionnelle, sont plus diversifiés. L'agglomération montréalaise, qui fait cinq fois la taille de l'agglomération québécoise, pourrait exercer un attrait assez irrésistible sur les couples en emploi très scolarisés.

Le double revenu des couples diversifie la demande de logement

Le taux de participation à la main-d'œuvre des femmes mariées a augmenté plus vite que le taux de celles qui ne le sont pas. C'est ce qui explique la forte progression des couples en emploi et, en partie, l'augmentation de la motorisation de ceux-ci. La mobilité accrue qui en découle fait en sorte que les avantages d'habiter dans une région métropolitaine peuvent être sentis à des distances assez grandes du centre. Dans le cas de l'agglomération de Québec, il peut s'agir d'un rayon d'une centaine de kilomètres. Ainsi, un autre aspect important de la féminisation de la main-d'œuvre, comme dimension de la nouvelle économie, concerne les finances des ménages, leur accès à la propriété résidentielle et les effets de ces facteurs sur la localisation conjointe des résidences et des emplois dans le champ métropolitain.

Il apparaît à cet égard que la croissance du nombre de couples en emploi et son effet – par les diverses combinaisons des revenus d'emploi des conjoints – sur les finances des ménages produit de nouvelles formes de demande de logement. Dans

l'agglomération de Québec, les ménages dépensent en moyenne moins pour le logement qu'à Montréal. Ils dépensent cependant plus pour le transport. Au total cependant, il leur reste plus d'argent à consacrer aux autres postes budgétaires. Quand ces données sont rapprochées de celle sur les modes de transport utilisés pour se rendre au travail, il est difficile de ne pas conclure que le système autoroutier de Québec, qui a favorisé l'étalement urbain, a aussi contribué à maintenir des faibles coûts de logement, en élargissant l'offre.

La question est donc posée : l'étalement urbain favorise-t-il les bas coûts de logement ? Une analyse des effets spécifiques de la taille, du taux de croissance et de la densité (mesure bien imparfaite de l'étalement) sur les prix résidentiels moyens dans les 44 principales agglomérations urbaines canadiennes en 1996 semble le confirmer (Villeneuve, 2002). Les trois variables rendent compte de 47,6 % de la variation dans les prix moyens. Une fois les effets de la taille et de la croissance maintenus constants, la densité conserve un effet positif significatif sur les prix. En d'autres termes, les prix tendent à être plus élevés dans les agglomérations urbaines les plus denses. Ces constats suggèrent que des mesures efficaces pour contrer l'étalement urbain doivent tenir compte de cet aspect : comment contenir l'étalement sans provoquer une hausse des prix du logement, l'accès à la propriété résidentielle étant un objectif parfaitement légitime pour l'ensemble des ménages ? Tant que ceux-ci prendront leurs décisions d'achat et de localisation résidentielle sur la base de la structure actuelle des prix de logement et de transport, sans que les coûts sociaux de l'étalement ne soient internalisés, il sera rationnel pour eux de s'établir loin du centre, surtout si la présence d'enfants requiert plus d'espace.

Laborieuse mise en place d'une nouvelle organisation de l'espace

Le passage de la société industrielle à la société informationnelle, le vieillissement social, la féminisation de la main-d'œuvre et de l'enseignement supérieur, la progression de l'accès à la propriété résidentielle (de 1951 à 1996, le pourcentage de propriétaires-occupants est passé de 36 à 55 % dans la RMR de Québec), toutes ces tendances contribuent à restructurer l'espace métropolitain. Tentons donc, maintenant, de caractériser sur le long terme la restructuration en cours afin d'esquisser des scénarios souhaitables d'aménagement.

Avec la Révolution tranquille, la capitale provinciale est devenue la capitale de l'État du Québec. Elle s'est modernisée rapidement, trop rapidement comme le montrent à souhait certaines formes architecturales de son centre et de ses périphéries « suburbaines ». Elle conserve toutefois son cœur préindustriel et, chose exceptionnelle en Amérique du Nord, elle n'a pas de centre des affaires massif. Tout se passe comme si le ralentissement économique de Québec entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle avait permis de préserver le centre patrimonial. Les quelques grands édifices à bureaux de la ville sont dispersés à l'échelle d'une zone centrale dont on pensait, vers 1970, au plus fort de la poussée modernisante, qu'elle se remplirait de gratte-ciel. Les prévisions démographiques indiquaient alors que Québec atteindrait le million d'habitants vers l'an 2000. Autoroutes et boulevards, édifices et lotissements pavillonnaires furent donc pensés, sinon planifiés, en conséquence, d'autant plus facilement que les fonds fédéraux pour la construction d'infrastructures affluaient alors au titre de l'aide au développement régional dirigée vers la partie atlantique du Canada. Comme Québec fait tout aussi bien figure de ville de l'Atlantique que de ville du Canada central, la vieille capitale a pu profiter d'une certaine manne fédérale pour tenter de devenir moderne. L'agglomération, qui n'atteint pas 700 000

personnes aujourd'hui, possède, à l'instar d'Halifax, une densité d'autoroutes beaucoup supérieure à celles de Montréal et Toronto. Mais les prévisions de population souffraient de grossière surestimation. Déjà la démographie avait ralenti. Le taux de fécondité était en chute libre depuis la fin des années 1950. Le choc pétrolier de 1973 annonça le début d'une période de soubresauts économiques et de stagnation du pouvoir d'achat. Tout se passe comme si, à nouveau, le ralentissement économique, doublé cette fois d'un report vers la périphérie de plusieurs pôles d'activités, contribuait à la sauvegarde de la ville patrimoniale.

La centralité de Québec s'est modifiée. Ce n'est plus la ville fortifiée qui constitue le centre de l'activité urbaine de la région. C'est toute la colline s'étendant de Québec à Sainte-Foy qui devient le centre d'une agglomération bicéphale et de plus en plus tentaculaire. La trame des autoroutes est plutôt axée sur Sainte-Foy que sur Québec, alors que les routes antérieures convergeaient vers le Vieux-Québec. Le croissant autoroutier qui ceinture la colline de Québec, du pont Pierre-Laporte au pont de l'Île, est en voie de devenir, selon l'expression de Joel Garreau, une « Edge City », c'est-à-dire une zone périphérique qui constitue une entité socioéconomique autonome axée sur la haute technologie, le tertiaire supérieur et la consommation de masse. L'aéroport de Québec souhaite la bienvenue dans la « technorégion » de Québec. Ces nouvelles formes urbaines signalent peut-être des changements sociaux profonds. Déployées le long de corridors de croissance, habituellement une autoroute, les technorégions comprennent une gamme complète de lieux d'emploi, de consommation, de loisirs et de services. Leurs résidents y satisfont une grande partie de leurs besoins et désirs, sans avoir à se rendre dans le centre-ville traditionnel. Certains auteurs vont même jusqu'à suggérer que le centre d'une technorégion, pour chacun des habitants, n'est plus le centre-ville traditionnel, mais plutôt chaque foyer, car les membres d'un ménage créent leur propre ville à partir de leur lieu de résidence, dans l'éventail des destinations atteignables en voiture.

À Québec, les jeux ne sont toutefois pas faits. La ville fortifiée garde ce qui reste, sans doute, la dimension la plus significative de la centralité urbaine, la dimension symbolique. Le Vieux-Québec demeure le lieu par excellence où le passé nous touche de sa puissance évocatrice et la Grande Allée nous y conduit toujours, mais dans un décor architectural beaucoup moins homogène. Cette artère est devenue une composante essentielle de l'axe urbain Québec-Sainte-Foy. Elle occupe l'un des deux sommets de la dorsale de l'île urbaine qui constitue le nouveau cœur de l'agglomération, l'autre sommet étant occupé par le nouvel hôtel de ville de Sainte-Foy, symbole s'il en est de la bicéphalité régionale, d'ailleurs en train de se résorber, sur le plan politique du moins, depuis le 1^{er} janvier 2001. Cette nouvelle centralité est le résultat de la mise en œuvre d'une logique fonctionnelle. Elle traduit le rôle de l'automobile comme architecte de nos villes. Elle fait éclater les lieux de vie d'antan. Il n'est pas du tout assuré qu'elle se reconstitue en un lieu de vie plus large, qui serait autre chose qu'une série de voies de circulation. Mais la métaphore insulaire évoque un espace clos, identifiable, et l'île urbaine aidera peut-être à faire naître l'identité de ce nouveau centre.

L'axe le plus prestigieux de Québec fait le lien entre la ville monumentale et patrimoniale à l'est et la ville technicienne et commerciale à l'ouest. L'opposition historique entre Québec et Montréal se double maintenant, dans l'agglomération, d'une mise en tension entre Québec et Sainte-Foy. Il ne faut pas s'y tromper, ces oppositions sont porteuses de dynamismes tout autant qu'elles apparaissent, à l'occasion, stériles. Le patrimoine et la modernité doivent cohabiter. La période préindustrielle et la culture issue du terroir laurentien ont laissé des traces importantes dans le paysage et les façons de faire. Il en va de même de la période industrielle et de la culture



Pierre Gignac. © Le Québec en images, CDMQ

moderne. Mais qu'arrive-t-il après l'industrie et après la modernité? L'économie postindustrielle et la culture postmoderne qui prennent forme sous nos yeux tentent, souvent de façon maladroite, d'articuler tradition et modernité. Québec constitue un des rares lieux en Amérique du Nord où tradition et modernité se fécondent mutuellement. Comment ne pas succomber aux attraits d'un terroir urbain si riche et si fertile (Villeneuve, 1997)?

Les deux couronnes en émergence de la Communauté métropolitaine de Québec

Depuis la mise en service du réseau d'autoroutes, deux espaces, qui risquent de devenir de plus en plus étrangers l'un à l'autre, se développent côte à côte à Québec, l'un axé sur le métrobus, l'autre sur les autoroutes qui ceinturent le premier espace. Historiquement, l'ensemble du territoire de la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec était parsemé de noyaux urbains et villageois situés à l'intérieur d'un rayon d'environ quinze kilomètres de la ville *intra-muros*. Un premier colmatage de certains de ces noyaux a donné les corridors urbains de Sainte-Foy-Québec-Charlesbourg et de Québec-Beauport, maintenant soudés par le très efficace métrobus. Sur les 500 000 personnes que compte la nouvelle ville de Québec, près de 200 000 habitent à moins de dix minutes à pied de la ligne du métrobus. Parmi ces personnes, on peut estimer que le quart, soit environ 50 000, sont des usagers réguliers du transport en commun.

Dans cette ville-corridor, il est encore possible de vivre sans voiture, mais pour combien de temps encore si les commerces et les services continuent de se relocaliser en périphérie? En 1996, on y comptait environ quatre autos pour dix personnes en moyenne et plus de 40 % des ménages, surtout des ménages d'une seule personne, souvent âgée, y vivaient sans voiture. Une grande partie des bureaux, commerces, résidences et autres lieux d'activités sont disposés le long de la ligne du métrobus. On trouve même un site urbain assez unique, Le Campanile, à l'extrémité ouest de la ligne, à Pointe-Sainte-Foy où on a voulu reproduire en banlieue les densités des quartiers plus centraux. Enfin, les grands centres d'achat de Sainte-Foy, ainsi que l'Université Laval, sont bien desservis par le métrobus. Est-il possible de s'inspirer de cette forme d'organisation urbaine pour tenter de parfaire l'aménagement de « l'autre ville », celle des 300 000 personnes qui vivent à quelques minutes en voiture d'une autoroute?

Comparativement au domaine du métrobus, on trouve dans le domaine des autoroutes environ sept voitures pour dix personnes et plus de 40 % des ménages y possèdent au moins deux voitures. On l'a vu, les autoroutes exercent un effet à la baisse sur les prix du logement. Mais, les coûts découlant d'une mobilité accrue, due à l'usage poussé de l'automobile dans un environnement urbain créé exclusivement en fonction de ce mode de transport, sont-ils supérieurs ou inférieurs aux bénéfices qui découlent de l'accès à la propriété résidentielle? Il faudra un jour répondre à cette question à l'aide d'une comptabilité qui prend en ligne de compte l'ensemble des bénéfices et des coûts monétaires et non monétaires, en fonction des grands objectifs sociétaux évoqués au départ. Pour le moment, il est cependant permis de faire l'hypothèse que le solde net est à l'avantage de l'espace du métrobus, quand sont inclus les coûts collectifs tout autant que les coûts individuels.

Introduisons maintenant la Rive-Sud dans notre réflexion. Le domaine du métrobus et celui des autoroutes peuvent devenir un jour deux couronnes se dessinant sur les deux rives. En fait, deux scénarios sont possibles quant à la forme spatiale qu'aura un jour la CMQ. Le premier scénario est celui que préféreraient les urbanistes : une



Paul Grant. © Le Québec en images, CDM

forme polycentrique avec un centre principal autour du Vieux-Québec et des centres secondaires à Beauport, l'Atrium-Lebourgneuf, Sainte-Foy, Lévis et, peut-être, à la tête des ponts sur la Rive-Sud. On le retrouve dans plusieurs plans et schémas préparés au cours des ans dans la région. Le deuxième scénario est toutefois plus probable, quoique peut-être moins désirable, surtout s'il continue à être dominé par le domaine des autoroutes formant la couronne externe. En effet la combinaison de l'accessibilité due aux autoroutes et de la mobilité due à la voiture privée est en train de dessiner une « edge city » qui forme la couronne externe de l'agglomération, axée sur les autoroutes Félix-Leclerc et Jean-Lesage, réunies à l'ouest par le pont Pierre-Laporte et, éventuellement à l'est par un pont, un tunnel ou un pont-tunnel. À cette couronne externe, et en tension avec elle quant à la possibilité de maintenir une bonne dose d'urbanité dans la CMQ, pourrait se dessiner une couronne interne axée sur le métrobus et, un jour, sur son successeur le tramway, d'abord dans l'axe du boulevard René-Lévesque, ensuite jusqu'à la tête des ponts sur la Rive-Sud, ensuite sous le fleuve entre le centre-ville de Québec et celui de Lévis, et finalement entre le centre-ville de Lévis et le centre d'activités qui se constitue à la sortie des ponts sur la Rive-Sud.

Que nous disent les tendances démographiques des composantes de l'agglomération sur les chances que s'élabore ce scénario de l'urbanité? La bonne performance de l'arrondissement de La Cité entre 1996 et 2001 constitue un indicateur à l'appui, quoique mince. Plus déterminante sera la politique d'aménagement mise en place par la CMQ. Déjà à l'époque de la CUQ, la croissance était plus forte sur son pourtour ouest qu'à l'intérieur. Non seulement faudra-t-il que la CMQ développe d'abord les terrains viabilisés de son territoire, mais il faudra aussi qu'elle négocie avec les municipalités et les MRC qui l'entourent afin que celles-ci acceptent de limiter la croissance démographique sur leurs territoires en retour, par exemple, d'un accès privilégié aux services des nouvelles villes de Québec et Lévis. En régime de croissance lente, l'étalement ralentira. Cependant, dans un contexte où les déplacements prennent peu de temps, on ne peut exclure la propension des ménages à s'installer immédiatement à l'extérieur des limites de la CMQ, selon l'évolution de la fiscalité qui prévaudra dans les deux nouvelles grandes villes. À cet effet, le dernier article de la « loi 170 » est intéressant, dans la mesure où il offre la possibilité de revoir le territoire de la CMQ.

CONCLUSION : LE POSITIONNEMENT DE QUÉBEC

En guise de conclusion, précisons les quelques atouts de Québec qui lui viennent de sa maturité et de sa croissance lente. S'ils sont mis judicieusement en valeur, ces atouts devraient permettre à l'agglomération de bien se positionner à l'avenir dans le concert des villes du monde qui prennent au sérieux l'objectif de société qu'est le développement durable.

Le paradoxe de Québec : une ville où il fait bon élever les enfants qu'on n'a plus

Québec est une petite métropole qui offre une qualité de vie exceptionnelle, surtout pour les familles. Ce facteur peut être mis en valeur, beaucoup mieux qu'il ne l'est présentement, pour attirer des jeunes couples liés aux secteurs de la nouvelle économie qui sont présents à Québec. Dans le numéro de mai 1995 de *Chatelaine*, Québec est classée première sur les 25 plus grandes agglomérations urbaines canadiennes. Le classement a fait suite à une enquête auprès des lectrices afin de leur faire dire ce qu'elles considèrent être les qualités importantes d'une ville. Neuf indicateurs de santé, de qualité de l'environnement et de sécurité sont utilisés pour arriver au classement. Plus récemment, la revue *Today's Parent* (www.todayparent.com) d'avril 2001 récidive et classe Québec en tête de douze grandes villes canadiennes comme milieu le plus favorable pour élever des enfants. L'éventail d'indicateurs est plus large encore.

Québec n'est pas une ville chère

« La Ville de Québec peut se vanter d'être un endroit très attirant pour les nouvelles entreprises. Car après Sherbrooke, la capitale offre aux industries les coûts d'implantation les plus bas parmi 52 villes américaines et européennes étudiées par la firme KPMG » (*Le Soleil*, 24 sept. 1999). Parmi les villes de plus de 500 000 au Canada, Québec est celle où le logement est le moins cher après Winnipeg, selon le recensement de 1996. Ce facteur est lié au premier. Québec peut devenir une grande (et non grosse) ville internationale en suivant le modèle de villes comme Genève, qui se pique d'être « la plus petite des grandes capitales ». Cependant si cette stratégie réussit, à l'instar de Genève, Québec ne sera plus, dans quelques décennies, une ville où le coût de la vie est faible. Présentement, Québec peut jouer cette carte des faibles coûts, un peu comme les quartiers centraux de certaines villes qui connaissent une gentrification à partir d'un bas coût du logement qui fait que cela est risqué mais profitable d'y investir.

Québec possède un des plus beaux sites urbains au monde

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à relire les textes des auteurs non québécois colligés par Luc Bureau dans *Pays et mensonges* (Boréal, 1999). Ceci est, bien sûr, un avantage comparatif important en matière de développement touristique, surtout que la beauté du site de Québec allie nature et culture. Depuis quelques années, et le phénomène s'amplifie, la culture (autant au sens anthropologique qu'au sens des lettres et des arts) devient un important facteur de positionnement pour les villes. À telle enseigne que les économistes qui pratiquent les « sciences régionales » multiplient les études à ce sujet. Pour eux, il s'agit d'avantages comparatifs « soft », mais d'avantages qui pèsent relativement de plus en plus lourd dans le contexte de la nouvelle économie. Robert Lepage symbolise très bien cette mouvance où les

liens entre créations culturelles, innovations technologiques et circulation internationale deviennent le lot quotidien. Bien sûr, Lepage peut passer de moins en moins de temps à Québec et, éventuellement, se relocaliser, mais c'est le risque qu'il faut courir, et surtout, il faut attirer, en retour, à Québec le plus grand nombre de Neil Bissoundath possible!

Québec possède une excellente « profondeur régionale »

Avec la grande région qui l'entoure, Québec dépasse le seuil critique du million (Scott, 2001) et renferme une diversité suffisante d'activités pour assurer la pérennité de son développement. Polèse (2000) offre une analyse percutante et tout à fait à jour de la place du Québec dans le processus actuel d'intégration de l'économie nord-américaine. Surtout, il montre que la partie sud-ouest du Québec s'intègre bien alors que la partie nord-est se marginalise. Toute la question est de savoir si la région de Québec est avec le sud-ouest ou avec le nord-est. La région fait partie du sud-ouest, mais elle est à la périphérie du sud-ouest. La région métropolitaine de Québec est chanceuse de pouvoir compter sur des régions environnantes très différentes les unes des autres. Avec la Côte-de-Beaupré et Charlevoix, elle peut développer un tourisme culturel haut de gamme. Avec la Beauce, elle peut appuyer l'entrepreneuriat et l'innovation technique dans des industries classiques et avec Sainte-Foy, elle peut le faire dans des industries de la nouvelle économie. Même la présence d'une bonne partie de l'appareil d'État à Québec offre des occasions de développement économique. L'exemple de la géomatique est à ce sujet très clair. Québec offre la plus forte concentration de recherche et de développement en géomatique au Canada, en partie en raison du rôle historique de l'État dans la gestion du territoire et surtout des forêts, la géomatique s'étant développée ici à partir de la photogrammétrie.

En somme, dans un monde où l'espèce humaine devra, de plus en plus, exercer une certaine sagesse, afin d'assurer tout simplement sa propre survie, les endroits marqués par une croissance lente ne sont pas nécessairement à plaindre. Bien performer sur des indicateurs de développement durable risque de devenir bientôt plus recherché que de bien performer sur les indicateurs classiques de croissance économique.

RÉFÉRENCES

- Bussière, Y. (1990). Effet du vieillissement démographique sur la demande de transport dans la région métropolitaine de Montréal, 1986-2011. *Cahiers québécois de démographie*, 19(2), 325-350.
- Fortin, A., C. Després et G. Vachon, dir. (2002). *La banlieue revisitée*. Québec, Éditions Nota bene.
- Fournier, D. (1991). L'interattraction spatiale : analyse historique. *Recherches sociographiques*, 32(2), 151-174.
- Friedmann, J. et J. Miller (1965). The urban field. *Journal of the American Institute of Planners*, 31(4), 312-319.
- ISQ (2002). *Portrait démographique de la Communauté métropolitaine de Québec*. Québec, Institut de la statistique du Québec.
- Polèse, M. (2000). Is Québec special in the emerging North American economy? Analysing the impact of continental economic integration on Canadian regions. *Revue canadienne des sciences régionales*, 23(2), 187-212.
- Scott, A.J. (2001). *Les régions et l'économie mondiale*. L'Harmattan, 2001.
- Tellier, L.-N. (1993). *Où va le système urbain nord-américain? Une analyse prospective topodynamique*. Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal. (Études et documents 1)
- Veltz (1999). Métropoles, périphéries et économie mondiale : une économie d'archipel. In J.-M. Fontan, J.-L. Klein et D.-G. Tremblay (dir.) (1999). *Entre la métropolisation et le village global. Les scènes territoriales de la reconversion*. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 49-60.
- Villeneuve, P. (1997). Québec, terroir urbain. *Présentations à la Société royale du Canada*, vol. 50, 139-148.
- Villeneuve, P. (2002). L'étalement urbain fait-il baisser les prix du logement? CRAD, Université Laval, texte inédit, disponible auprès de l'auteur.
- Villeneuve, P., N. Brais, J.-F. Forgues et A.-M. Séguin (1994). *Concilier travail et famille : le rôle des municipalités*, Québec et Montréal, Centre de recherches en aménagement et développement de l'Université Laval, INRS-Urbanisation et Le Carrefour « Action municipale et familles » de la Fédération des unions de familles, 49 pages.

LA RÉGION DE QUÉBEC, UN TISSU SOCIAL EN PROFONDE MUTATION

Simon Langlois, sociologue
Université Laval

Le tissu social de Québec est en profonde mutation. Après avoir été très forte jusqu'en 1985, la croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a nettement ralenti, au point où il est permis de parler d'un véritable essoufflement du dynamisme qui l'avait caractérisée sur ce plan depuis l'après-guerre jusqu'au milieu des années quatre-vingt.

La natalité a chuté de manière plus marquée qu'ailleurs sur le territoire québécois et la région métropolitaine de Québec est incapable d'attirer des immigrants en nombre important qui lui permettraient de maintenir une croissance démographique plus forte. Québec a aussi perdu une partie de sa jeune population au profit de Montréal dans les années 1990, mais cette perte a été largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques allant du Saguenay et de la Mauricie jusqu'en Gaspésie. Il n'est cependant pas sûr que ces jeunes y resteront dans les années à venir pour y travailler ou pour y fonder une famille, car la région perd une part de ses jeunes adultes au profit de la grande région montréalaise.

La RMR de Québec n'est pas encore une région vieille, malgré l'attrait qu'exerce la ville même de Québec auprès des personnes âgées à qui elle offre un milieu de vie agréable pour la retraite. La structure démographique qui la caractérise est plutôt marquée par ce que nous appellerons le poids du centre. Le vieillissement viendra plus tard, à partir des années 2010.

Ces changements démographiques en cours depuis une quinzaine d'années – changements qui vont entraîner d'ici peu une véritable mutation du tissu urbain et de la vie à Québec – ne sont pas encore bien perçus dans la région et on n'a pas encore pris la véritable mesure de leurs implications.

Comment expliquer cette absence de prise de conscience d'une situation qui risque de devenir préoccupante dans un très proche avenir? Nous pouvons avancer comme explication le fait que la croissance du nombre de ménages a été beaucoup plus rapide que la croissance de la population, un facteur qui a masqué l'impact de la faiblesse de la population. Les enfants des « baby-boomers » quittent en effet leur foyer pour créer de nouveaux ménages alors que leurs parents conservent le domicile familial, sans oublier l'impact du divorce et de l'allongement de l'espérance de vie, deux tendances qui entraînent aussi la création de ménages nouveaux au sein d'une population qui croît par ailleurs moins rapidement.

L'étude qui suit est basée sur les récentes données compilées par l'Institut de la statistique du Québec et, plus précisément, sur l'examen d'un certain nombre d'indicateurs classiques – population, mouvements migratoires, structure d'âge, types de ménages, revenus, par exemple – analysés dans une perspective longitudinale.



Essoufflement du dynamisme démographique

La croissance démographique de la Communauté métropolitaine de Québec a connu deux périodes contrastées depuis trente ans. Pendant une quinzaine d'années (1971-1986), le rythme d'augmentation de la population totale y a été plus forte que dans l'ensemble du Québec – soit au moins le double – et plus rapide aussi qu'à Montréal. Mais ce dynamisme démographique s'est passablement essoufflé dans les quinze années qui ont suivi (1986-2001). La croissance de Québec est maintenant alignée sur celle de tout le Québec et Montréal paraît désormais plus dynamique sur ce plan.

Une particularité distingue la RMR de Québec : sa faible natalité. On y fait moins d'enfants qu'ailleurs au Québec. La région compte par conséquent moins de très jeunes enfants, ce qui affecte le taux d'accroissement naturel qui y est plus faible. Il en va différemment dans le groupe des jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires, qui sont nombreux à venir s'installer à Québec où se trouvent l'Université Laval et plusieurs collèges d'enseignement général et professionnel. Le groupe des jeunes âgés de 15 à 24 ans est en effet le seul groupe d'âge qui a connu une bonne croissance de ses effectifs depuis dix ans dans la région.

Québec se situe par ailleurs dans le peloton de queue parmi huit grandes villes canadiennes comparables, tout juste devant Winnipeg, pour ce qui est de la croissance démographique récente. La région métropolitaine de Québec ne parvient donc pas à suivre un mouvement marqué de concentration de population dans les grands centres urbains observable ailleurs au Canada.

Le poids du centre

La population de la Communauté métropolitaine de Québec est une population *mature*. Cette expression signifie qu'elle n'est plus une population caractérisée par une forte présence de jeunes comme elle l'a été dans un passé récent – dans les années cinquante et soixante, par exemple – mais aussi qu'elle n'est pas encore non plus une population vieille comme elle le sera dans quinze ans.

Quand on évoque les changements démographiques en cours, tous pensent spontanément à la baisse de la natalité et au vieillissement de la population. Ce sont là deux tendances bien présentes. Mais il faudrait aussi avoir en tête une troisième tendance qui est moins connue et qui retient moins souvent l'attention dans les médias et les discussions publiques sur ces questions : le centre de la structure d'âge de la population de Québec se gonfle à mesure que vieillit la génération du « baby-boom », une tendance qui va se poursuivre jusqu'en 2011. Autrement dit, la population de Québec – tout comme celle de la société québécoise dans son ensemble – est une population marquée par le *poids du centre* de la structure d'âge.

La proportion de personnes âgées est encore inférieure au Québec et à Québec à celle qu'on observe dans d'autres sociétés développées comparables. Le vieillissement important de la société québécoise viendra, certes, mais plus tard. Entre temps, c'est plutôt le centre de la distribution démographique qui pèse de tout son poids sur la société.

La tranche d'âge la plus nombreuse a, en ce moment, 43 ans dans l'ensemble du Québec et les personnes qui se situent de chaque côté de cette catégorie modale (disons dans la fourchette des 35-50 ans) pèsent de tout leur poids dans la société et leurs comportements modèlent ce qui s'y passe. On le voit nettement dans la sphère de la consommation. Les fonctions de consommation les plus dynamiques (celles qui sont en croissance) reflètent le mode de vie de ménages au milieu de leur

vie active, de ménages qui n'envisagent plus d'avoir d'enfants et de ménages qui entrent de plus en plus nombreux dans la phase du nid familial vide.

Comparé à d'autres RMR canadiennes, la RMR de Québec peut sembler plus vieille parce que l'âge médian y est plus élevé. Mais cette mesure reflète en réalité le fait que le poids du centre y est plus important qu'ailleurs, notamment un peu plus important qu'à Montréal, et parce que la natalité y est plus faible.

Les migrations internes

Il faut considérer séparément l'immigration internationale et les migrations internes au Canada (les migrations interprovinciales), car ces dernières n'impliquent pas de frontières à franchir. La RMR de Québec se distingue passablement du reste du Québec sur le plan de la mobilité entre les provinces – et elle se distingue surtout de Montréal, parce que la composition de la population diffère beaucoup dans les deux villes, ce qui révèle un trait typique propre à la région de Québec et, plus largement, à l'ensemble des régions francophones du Québec. On trouve en effet beaucoup plus d'anglophones et d'immigrants dans la métropole, et ces personnes ont des comportements migratoires différents du reste de la population.

C'est avec l'Ontario que la RMR de Québec échange le plus grand nombre de migrants, suivant en cela une tendance caractéristique de tout le Québec, suivi de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick. L'importance de l'Ontario dans ces échanges de population n'est pas surprenante, car c'est la province la plus peuplée du Canada et aussi la plus dynamique sur le plan économique, produisant plus de 40 % du PIB canadien. À cette raison s'ajoute la proximité géographique et le fait que l'économie de l'Ontario et celle du Québec ont toujours été étroitement liées depuis l'origine des deux entités politiques. Enfin, il ne faudrait pas oublier l'importance des réseaux sociaux et économiques qui jouent un rôle déterminant dans les migrations de populations. Celles-ci ne se font pas au hasard, mais elles s'inscrivent le plus souvent dans un ensemble préexistant de relations sociales qui orientent les mouvements migratoires.

Comment se caractérise la RMR de Québec sur le plan des migrations interprovinciales ?

Tout d'abord, même s'ils sont numériquement dominants, les échanges avec l'Ontario sont moins importants dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la société québécoise, tant pour ce qui est des arrivées vers Québec que pour les sorties. Au total en effet, environ 70 % des migrants qui ont quitté la société québécoise dans la deuxième moitié des années 1990 sont allés vers l'Ontario, alors que cette proportion n'est que de 47,3 % pour ceux qui ont laissé la RMR de Québec vers cette dernière province. Dans l'autre sens, seulement 50 % des entrants dans la RMR de Québec venaient de l'Ontario, alors que cette part s'élevait à environ 62 % pour l'ensemble du Québec. Autrement dit, un migrant interprovincial sur deux qui quitte la RMR de Québec part vers l'Ontario et un migrant interprovincial sur deux qui arrive, en provient. En fait, la position dominante de l'Ontario dans l'ensemble des migrations internes qui implique le Québec total tient au fait que l'économie montréalaise, qui fournit la grande part des migrants, serait davantage intégrée à celle de l'Ontario, ce qui n'est pas le cas dans la région de Québec.

Les migrants qui quittent la RMR de Québec pour une autre province préfèrent, par ailleurs, plus fréquemment que la moyenne québécoise s'établir en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. La RMR de Québec a un solde migratoire positif avec le Nouveau-Brunswick, probablement parce qu'elle attire plus d'Acadiens

qui viennent vivre ou étudier à Québec. C'est le contraire qui se produit avec la Colombie britannique, une région qui attire plus de personnes de la région de Québec qu'elle ne lui en redonne. Les francophones de la RMR de Québec seraient donc attirés vers l'Ouest et surtout vers la Colombie-Britannique pour des raisons autres que celles qui expliquent les migrations vers l'Ontario. L'attrait de l'Ouest ou le dynamisme de la Colombie-Britannique seraient des facteurs à considérer. Il faut cependant ajouter que les migrations vers la Colombie-Britannique ont beaucoup diminué à la fin des années 1990 à cause de la crise économique qui y sévit. La question de savoir s'il les migrants qui quittent la RMR de Québec y font un séjour temporaire ou permanent est cependant ouverte.



Les immigrants internationaux boudent-ils Québec?

La ville et la RMR de Québec attirent peu d'immigrants internationaux. Il faut même parler d'une véritable défection ou manque d'intérêt des immigrants à l'égard de la vieille capitale, à moins qu'il n'y ait un problème du côté des structures d'accueil. Montréal exerce un plus grand attrait auprès des immigrants à cause du marché de l'emploi qui y est plus diversifié et à cause du caractère cosmopolite de la ville qui semble plaire davantage à une majorité d'entre eux. Le déséquilibre entre les deux villes sur le plan de la composition ethnique s'accroît en conséquence d'année en année.

La comparaison avec d'autres villes canadiennes de taille moyenne montre par ailleurs que Québec est dans une situation particulière sur le plan de l'immigration internationale. De toutes les grandes villes canadiennes comparables, Québec est celle qui reçoit et retient *le moins* d'immigrants internationaux. L'écart avec d'autres villes comme Ottawa, Edmonton, Halifax ou Winnipeg est même considérable. La situation de Québec est comparable à celle de Winnipeg sur bien des plans, sauf sur celui de la rétention d'immigrants puisque la capitale du Manitoba parvient mieux que la capitale québécoise à les attirer.

Forte présence étudiante

Certaines villes de taille moyenne comparable à celle de Québec doivent une partie de leur dynamisme à la présence d'une importante population estudiantine. C'est le cas de Poitiers et de Aix-en-Provence, en France, ou encore de plusieurs petites villes américaines comme Charlottesville, en Virginie, ou Durham, en Caroline du Nord, pour ne donner que quelques exemples.

La ville de Québec n'est pas avant tout une ville universitaire au même titre que d'autres villes le sont ailleurs dans le monde, mais force est de noter que la présence d'étudiants ou de jeunes en âge de poursuivre des études postsecondaires y est marquante. Une seule statistique suffira à appuyer cette affirmation. Au total, 92 % du solde migratoire positif interrégional des années 1991-2001 est concentré dans la tranche d'âge des 15-24 ans. Québec a reçu au total 10 007 personnes de plus que le nombre de personnes qui ont quitté la région. Or, de ce nombre, 9 256 étaient des jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Une partie de ces jeunes étudiants resteront finalement dans la RMR de Québec, qui offre des emplois spécialisés qui n'existent sans doute pas dans leurs régions d'origine, mais la région va aussi perdre une partie de ces effectifs lorsqu'ils s'établiront en emploi de manière permanente, comme l'indique le solde migratoire négatif dans la tranche d'âge suivante (- 1 409 chez les 25-44 ans entre 1991-2001).

La jeunesse en mouvement

Les mouvements migratoires entre les diverses régions du Québec vers la RMR de la capitale et en dehors de celle-ci sont essentiellement le fait de jeunes en âge d'étudier ou de jeunes dans la première moitié de leur vie active, soit d'individus ayant entre 15 et 44 ans. L'examen des entrées et sorties de la région de Québec montre deux types de mouvements bien distincts. Ces deux mouvements peuvent se résumer ainsi : *Montréal attire les jeunes de la région de Québec qui, à son tour, attire les jeunes des régions avoisinantes.*

Un premier mouvement caractérise une importante migration de jeunes en provenance de la région de Québec qui migrent vers Montréal soit pour y étudier, soit pour y occuper un premier emploi alors que peu de Montréalais font le chemin inverse, ce qui a donné un solde négatif de 3 408 individus entre 15 et 24 ans depuis dix ans. Le même phénomène se produit entre 25 et 44 ans. Cette fois, 11 885 personnes ont quitté Québec entre 1991 et 2001 dans ce groupe pour aller vers Montréal, alors que seulement 5 388 personnes sont venues de Montréal à Québec, ce qui donne aussi un solde migratoire négatif (- 6 497). De même, la Montérégie au sud de Montréal exerce une grande force d'attraction auprès de plusieurs jeunes de Québec, mais principalement dans la seconde tranche d'âge (25-44 ans), celle dans laquelle les individus sont le plus susceptible de travailler à temps plein.

La RMR de Québec réussit à compenser cette perte importante de population jeune par le pouvoir d'attraction qu'elle-même exerce sur les jeunes de cinq régions qui lui donnent l'essentiel des nouveaux arrivants dans les deux mêmes groupes d'âge, soit la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et Chaudière-Appalaches. Ces jeunes migrent vers Québec pour y étudier ou pour y travailler et fonder une famille. La RMR de Québec gagne largement quant au nombre de jeunes en âge d'étudier (+ 9 256 personnes) mais perd un peu dans ses échanges de population dans la tranche d'âge suivante (- 1 409 individus).

Québec, ville de retraités?

La ville de Québec offre aux retraités un milieu de vie attrayant et agréable. Les infrastructures pour les préretraités et les retraités y sont nombreuses et en plein développement, en particulier les ensembles immobiliers pour retraités autonomes ou semi-autonomes, les condos, les appartements au centre-ville. La ville présente par ailleurs un environnement attrayant pour les retraités : possibilités de divertissement culturel diversifiée et de bon niveau, services médicaux complets, milieu de vie urbain sécuritaire.

La population de personnes retraitées y est en croissance plus rapide (+ 13,9 % en cinq ans depuis 1996) qu'ailleurs au Québec (+ 11,5 %). Cela s'explique en partie par l'attrait qu'exerce Québec auprès des retraités, comme le montre le solde migratoire interrégional nettement positif dans le groupe d'âge des plus de 65 ans au cours de la période 1991-2001. Québec est donc susceptible d'attirer encore davantage de retraités dans les années à venir.

Les hommes sont moins nombreux que les femmes dans la Communauté métropolitaine de Québec mais cela s'explique essentiellement par la présence de femmes âgées qui, comme on le sait, ont une espérance de vie plus élevée. Le rapport de masculinité est de 63 % dans le groupe des gens âgés de 65 ans et plus, soit une part plus grande qu'ailleurs dans les villes comparables du Canada. Comment

expliquer cette différence en apparence curieuse entre des villes de taille et de situation comparables, puisqu'elle n'est pas due à des écarts dans l'espérance de vie qui existeraient entre Winnipeg, Ottawa, Halifax ou Québec? Nous avançons l'hypothèse qu'elle s'explique par la présence à Québec des maisons mères des communautés religieuses féminines qui y regroupent leurs retraitées, souvent en provenance de ce qu'on appelait autrefois la diaspora canadienne-française. Il faut rappeler qu'il y a eu jusqu'à cent communautés religieuses de femmes au Québec seulement, lorsque le sommet a été atteint vers le milieu des années 1950, et que leur personnel est maintenant vieillissant. La surreprésentation des communautés religieuses féminines dans la région de Québec reste à étudier plus en profondeur.

Une nouvelle dépendance

Certaines classes d'âge dépendent des autres pour leur entretien quotidien et leur survie. C'est le cas des enfants et des personnes âgées, qui sont à la charge du reste de la population. Le rapport de dépendance – qui est mesuré par le rapport du nombre de jeunes et de personnes de 65 ans ou plus sur la population âgée de 15 à 64 ans – caractérise la part qu'occupe cette population dépendante dans l'ensemble.

Dans les années 1950, les personnes dépendantes étaient surtout des enfants qui n'avaient pas de ressources économiques propres; dans les années 2000, les personnes dépendantes seront de plus en plus des personnes âgées possédant pour la plupart un patrimoine, ce qui affectera l'impact socio-économique de la dépendance. Le pouvoir économique des personnes âgées, qui est déjà considérable, ira en s'accroissant dans les années à venir car il est connu que l'épargne privée est largement concentrée dans le groupe d'âge au dessus de 50 ans. Le rapport de dépendance doit donc être interprété avec précaution car une partie importante des personnes âgées auront des moyens financiers pour assumer les coûts de leur entretien à la retraite, ce qui était différent pour les enfants dans les années 1950.

Il faut aussi ajouter qu'une partie des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite pourront rester actives sur le marché du travail ou encore effectuer des travaux non rémunérés, à titre de bénévoles par exemple, ce qui n'en fait pas une classe d'âge ayant le même type de dépendance que celle des jeunes dans une société marquée par une forte natalité. Enfin, les coûts de santé vont augmenter plus rapidement que les coûts de l'éducation dans ce type de société vieillissante.

Le rapport de dépendance est moins important à Québec, par comparaison avec Montréal et avec la plupart des autres villes canadiennes comparables, mais cela s'explique par la diminution plus marquée de la natalité qu'on y a observée ces dernières années. Dans les années à venir, le poids des personnes âgées aura tendance à s'accroître plus vite que le poids des jeunes, et cette tendance sera plus évidente à Québec. L'organisation spatiale et l'organisation des services devront tenir compte du fait qu'une proportion croissante de la population aura une mobilité plus réduite à cause de l'âge.

Faut-il s'inquiéter du poids financier que représentera dans l'avenir une part grandissante de personnes âgées? La question va de plus en plus préoccuper les décideurs. Pour fixer les idées, il faut préciser que les personnes âgées vont défrayer avec leur propre pouvoir d'achat une partie des dépenses qu'elles vont devoir encourir, notamment pour se loger dans des appartements adaptés à leur condition. Par ailleurs, l'État va récupérer au moment du décès du conjoint survivant l'impôt reporté accumulé dans les REER et les fonds de pension, ce qui représente un énorme réservoir de revenus futurs pour l'État qui va pouvoir ainsi absorber une très large part des coûts supplémentaires associés au vieillissement de la population. On insiste

actuellement dans les discours publics sur ces questions sur le poids que va représenter la population âgée dans l'avenir, mais beaucoup moins sur le fait qu'elle pourra en bonne partie en assumer les coûts.

La création de ménages augmente plus vite que la population

Le nombre de ménages augmente beaucoup plus rapidement que la population. Cette donnée va dans le sens d'une importante tendance qui marque toute la société québécoise où la croissance de la population en 35 ans (1961-1996) a été de 38 % et celle du nombre de ménages, de 137 %. C'est là la source de la crise actuelle du logement qui sévit surtout à Montréal mais aussi à Québec où la demande est très forte. Dans les débats publics, on a beaucoup rappelé que cette crise était due à la faiblesse du nombre des mises en marché de nouveaux logements; or, il faut aussi examiner la croissance de la demande et les facteurs qui sont à la source de la création de ces nouveaux ménages.

Plusieurs facteurs expliquent cet écart entre population et ménages. La hausse du nombre de divorces et la migration des jeunes vers les villes ont contribué à faire augmenter le nombre de nouveaux ménages. L'aide de dernier recours est aussi un facteur qui a fortement encouragé la croissance du nombre de ménages en donnant aux personnes démunies les ressources pour vivre en ménages, le plus souvent seules. L'augmentation de l'espérance de vie amène les personnes âgées à vivre seules plus longtemps dans leurs maisons.

Mais un autre facteur compte plus que tout autre pour expliquer la très forte croissance des ménages, qui paraît même surprenante : l'établissement en ménages des enfants des premières cohortes du « baby-boom » d'après-guerre. Leur départ du foyer entraîne, depuis le début la fin des années 1990, la création de nombreux nouveaux ménages alors que les parents, loin de la retraite de la vie active, restent au foyer familial, une création accélérée qui est donc parallèle à la faiblesse de la croissance de la population totale. Cette tendance durera au moins une bonne quinzaine d'années, soit la période au cours de laquelle les cohortes les plus nombreuses du « baby-boom » ont eu leurs enfants. Il faudra par ailleurs anticiper une décroissance de la demande de logements à plus long terme, lorsque ces mêmes cohortes de « baby-boomers » abandonneront à leur tour les maisons de banlieues qu'ils auront habitées.

Il est prévu que la croissance des ménages va rester fort importante dans les années à venir, plus importante que celle de la population (jusqu'en 1921). Entre 2001 et 2011, 33 individus s'ajouteront chaque année à la population par tranche de 10 000 personnes, mais 101 ménages nouveaux seront créés chaque année par 10 000 habitants, soit trois fois plus.

La création accélérée de nouveaux ménages a été – et est en ce moment – une source de croissance pour l'économie (plus de logements, achat de biens durables dans les foyers, etc.) et elle est venue masquer quelque peu l'impact sur l'économie de la région immédiate de Québec qu'aurait dû avoir la faiblesse de la croissance de la population ces dernières années. En maintenant des ménages plus nombreux, et pour une part plus petits, les individus devront consommer davantage certains types de biens et services typiques qui assureront une partie de la croissance (lignes téléphoniques et câble, entretien et rénovation de logements, équipement ménager, etc.).



Un nouveau défi : l'équilibre Québec-Montréal

Les villes de Québec et de Montréal ont souvent été dans le passé en compétition sur plus d'un plan. Cœur économique et culturel de la société québécoise, Montréal est six fois plus peuplée que Québec, la capitale politique. La tentation est donc grande de déplacer vers la métropole certaines activités politiques liées à la gouverne des affaires publiques, et les autorités municipales de la ville de Québec s'inquiètent de temps à autre des effets de tels déplacements.

Plusieurs indicateurs montrent qu'il y a risque de déséquilibre encore plus marqué entre les deux villes dans un proche avenir. Depuis quinze ans, la croissance de la population est plus rapide dans la région montréalaise que dans la région immédiate de Québec pour trois raisons. Tout d'abord, Montréal connaît un taux de natalité un peu plus élevé que la moyenne et surtout, plus élevé que celui de la RMR de Québec, notamment parce que les familles immigrantes d'arrivée récente ont davantage d'enfants. Par ailleurs, la RMR de Québec attire moins d'immigrants internationaux et interprovinciaux que la métropole. Enfin, la mobilité géographique interne entre les régions québécoises favorise nettement Montréal qui connaît un solde migratoire nettement positif ces dernières années. Ces trois facteurs conjugués vont accroître dans un proche avenir l'écart de population déjà considérable entre les deux cités.

Il faut noter que le solde migratoire interrégional de la RMR de Québec est négatif par rapport à la région montréalaise. Entre 1991 et 2001, 20 834 individus ont quitté la RMR de Québec pour aller vivre dans la région de Montréal, comparativement à 9 672 personnes qui ont fait le chemin inverse. L'écart est aussi négatif, mais moins important, avec la Montérégie, la ville de Laval et la RMR de Lanaudière. L'agglomération montréalaise exerce un important effet d'attraction sur les résidents de la région de Québec, un effet qui est cependant contrebalancé en partie par le pouvoir d'attraction que Québec exerce de son côté – on l'a vu plus haut – sur d'autres régions dans sa propre périphérie et les régions éloignées à l'Est.

La diversité des modes de vie

Les modes de vie familiaux et non familiaux sont de plus en plus diversifiés, tant sur le plan synchronique – coupe transversale – que diachronique, c'est-à-dire au cours du cycle de vie des individus. Les familles avec enfant présent au foyer représentent moins de la moitié des ménages et l'unité de vie typique dans la société n'est plus la famille dite traditionnelle (deux parents et au moins un enfant présent). Les couples sans enfant présent représentent maintenant une catégorie de ménages en plus forte croissance de même que les ménages formés de personnes seules. Il s'ensuit donc que les ménages comptent moins de membres.

L'enfant occupe un espace plus limité qu'auparavant dans la vie des adultes parce qu'ils en ont moins. Moins de la moitié des adultes vivent en ce moment en présence quotidienne d'enfants dans leur ménage. Les adultes de la première moitié du siècle passaient la majeure partie de leur vie à s'occuper d'enfants, après avoir eux-mêmes été élevés dans des familles nombreuses. Le rapport à l'enfant est l'un des changements majeurs qui caractérise les modes de vie contemporains.

Les modes de vie changent avec le départ des enfants et il paraît en conséquence nécessaire de distinguer les familles et les couples sans enfant présent au quotidien. Après le départ des enfants du foyer, la famille devient un réseau et non plus une unité de vie au sens strict. En fait, il s'agit là d'une mutation majeure qui n'a pas assez retenu l'attention. La famille au sens sociologique a maintenant deux formes bien distinctes : la famille institution – celle dans laquelle l'enfant est en interaction

quotidienne avec ses parents ou au moins l'un d'eux – et la famille réseau, celle qui est formée de liens maintenus entre membres consanguins mais appartenant à des ménages différents. La famille réseau recoupe ce qu'on appelait autrefois la famille étendue.

Ce qui frappe dans les nouveaux modes de vie, c'est le fait qu'une proportion croissante d'individus vivent dans des unités (ou des ménages) de plus petite taille, très souvent seuls ou encore en couples. Les jeunes couples ont peu d'enfants et leurs ménages sont donc aussi de taille plus réduite par rapport aux familles nombreuses d'autrefois.

Par ailleurs, même si l'unité de vie est de taille réduite, la surface de l'espace habité peut, quant à elle, augmenter. C'est le cas en ce moment dans les banlieues plus anciennes de Sainte-Foy, à Sillery, ou encore dans les quartiers de Lévis, Beauport et Charlesbourg construits dans les années 1950 et 1960, qui sont occupés par une population vieillissante composée de personnes encore en âge de conserver leurs maisons mais qui en sont rendus à la phase du nid vide, après le départ de leurs enfants qui laissent derrière eux une grande maison occupée par moins de personnes.

Familles et ménages ne se recoupent plus aussi étroitement, ce qui a des implications pour les politiques municipales ou les politiques publiques de l'État (système de garde d'enfants, écoles de quartier, politiques de santé, etc.).

Enfin, on peut avancer qu'il y a moins de ménages pauvres mais aussi moins de ménages riches dans la RMR de Québec que dans l'ensemble de la société québécoise. La population y est un peu plus scolarisée et on y compte davantage de ménages propriétaires de leur logement. Bref, une part plus grande qu'ailleurs des ménages seraient de classe moyenne dans la RMR de Québec.

CONCLUSION

Les idées mènent le monde, avance avec raison le sage. Mais il ne faudrait pas oublier que les bases morphologiques de ce même monde constituent aussi d'importantes forces qui l'entraînent. Au terme de l'examen qui vient d'être fait d'un certain nombre de tendances marquantes du tissu social de la RMR de Québec, il nous semble que le principal défi qu'aura à relever la RMR de Québec dans les dix prochaines années est un défi démographique. Tous les changements décrits plus haut seront autant de contraintes qui vont peser sur le devenir de la ville et de la région de Québec.

La région de Québec n'a pas encore vraiment pris conscience de l'énorme défi que présente l'évolution actuelle de sa démographie, en particulier parce qu'un certain nombre de tendances sont masquées temporairement par d'autres phénomènes qui retiennent l'attention. Par exemple, la RMR de Québec perd une partie de sa jeunesse, mais cette perte est largement compensée par l'arrivée de jeunes en provenance de régions périphériques qui ne pourront pas toujours jouer ce rôle, sans parler des conséquences négatives que ces départs ont dans ces mêmes régions. Ou encore, la création de nouveaux ménages continue d'être plus forte que la croissance de la population, ce qui masque les conséquences économiques qu'a et qu'aura dans le proche avenir la décroissance de la population.

La faiblesse du niveau de l'immigration internationale est l'une des grandes questions qui devra occuper le devant de la scène dans les prochaines années. Des villes de taille moyenne comme Halifax, Winnipeg ou Ottawa tirent mieux leur épingle du jeu que Québec. Comment expliquer cet écart? L'immigration n'est pas la panacée qui va régler tous les maux de la région, c'est entendu, mais une action dynamique sur ce plan devra faire partie des politiques de développement susceptibles de contrer les effets négatifs de la dépopulation appréhendée.

LES LIENS ENTRE L'ÉCONOMIE ET LA DÉMOGRAPHIE : LE CAS DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE QUÉBEC

Pierre Mainguy, économiste
Cégep François-Xavier-Garneau

L'apparition de nouvelles données démographiques est souvent l'occasion pour une agglomération comme Québec de faire le point sur son évolution et sur sa destinée comme société. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vient de réaliser, pour le compte de la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ) et du ministère des Affaires municipales et de la Métropole (MAMM), le portrait 2001 de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ). Sur bien des aspects, le portrait tracé par l'ISQ est plutôt sombre : entre 1996 et 2001, la population de la CMQ a crû moins rapidement que celle du Québec; elle est aussi plus vieillissante; on prédit même qu'à partir de 2021, elle ne croîtra presque plus. D'autres données tirées de ce portrait sont par contre encourageantes, notamment celles qui concernent l'activité économique de ce territoire. Le texte qui suit s'attarde à comprendre ce qui s'est passé au cours des dernières années dans la CMQ au point de vue économique : Comment la structure économique de l'agglomération de Québec a-t-elle évolué depuis 1996? Ce territoire a-t-il été marqué par une conjoncture économique particulière au cours des dernières années? Y a-t-il des liens à établir entre structure, conjoncture et démographie?

La structure économique de Québec

L'étude de l'ISQ trace un portrait de la répartition des emplois selon les industries et montre l'évolution de cette répartition de 1986 à 2001. Pour être capable d'apprécier la situation qui y est décrite et l'importance des changements qu'on y a notés, il faut d'abord saisir la structure¹ économique particulière de l'agglomération de Québec et distinguer ses principales bases² économiques.

Le tableau 1, compilé à partir des données fournies³ par l'ISQ, permet de découvrir les particularités de la structure économique de la RMR de Québec, de celles de la RMR de Montréal et de l'ensemble québécois, en les comparant à la structure économique de l'ensemble canadien. Ce tableau présente la répartition des emplois en pourcentage

1. La structure économique d'un territoire, c'est la façon dont les emplois y sont répartis entre les différentes activités de production.
2. Une activité économique de base est une activité dont le produit est exporté à l'extérieur du territoire. Elle est source d'entrée d'argent pour le territoire et, ce faisant, elle est un moteur économique.
3. Les données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été préférées à celles du recensement parce qu'elles étaient les seules disponibles pour les années 1997-2001. On sait que les données de l'EPA ont le défaut de comporter une marge d'erreur plus grande lorsqu'elles concernent les régions administratives ou les agglomérations plutôt que les provinces ou l'ensemble canadien, car l'échantillon est alors de plus petite taille. C'est ce qui amène les données à évoluer parfois en dent de scie. Cependant, le tableau 1 évite ce problème en utilisant les moyennes sur plusieurs années. On utilise la moyenne 1987-1995 pour établir la structure, puis, la moyenne 1997-2001 pour découvrir les changements de cette structure par rapport à la période précédente.



dans chacune de ces économies sous forme d'indice⁴ où la base de comparaison est la donnée de l'ensemble le plus large, le Canada. Il contribue aussi à mettre en évidence les bases économiques de la RMR de Québec et de la RMR de Montréal.

Tableau 1 : Répartition moyenne des emplois (1987-1995) et (1996-2001) selon les principaux secteurs d'activité, pour la RMR de Québec, la RMR de Montréal et le Québec, exprimée sous forme d'indice en rapport avec les données canadiennes

	Canada		RMR de Québec		RMR de Montréal		Le Québec	
	Répartition moyenne (1987-1995) des emplois par secteur d'activité au Canada en % du total	Répartition moyenne (1996-2001) des emplois par secteur d'activité au Canada en % du total	Indice de la RMR de Québec (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Québec (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Montréal (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice de la RMR de Montréal (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)	Indice pour le Québec (% moyen 1987-95 au Canada = 100)	Indice pour le Québec (% moyen 1996-2001 au Canada = 100)
Emploi total	100,0%	100,0%						
Production de biens	27,7%	25,9%	55,5	55,8	93,5	90,9	101,3	101,9
Agriculture	3,5%	2,8%	22,2	22,8	14,2	13,6	65,26	9,1
Foresterie, pêche, mines et extraction de pétrole et de gaz	2,3%	2,0%	29,7	30,5	12,1	11,0	62,1	61,5
Services publics	1,0%	0,8%	81,8	87,0	94,7	108,4	97,0	107,9
Construction	5,8%	5,4%	87,9	68,9	81,1	64,1	89,0	74,8
Fabrication	15,1%	14,9%	54,5	60,5	128,7	124,7	120,5	122,9
Services	72,3%	74,1%	117,1	115,5	102,5	103,2	99,5	99,3
Commerce	15,9%	15,5%	104,2	103,0	106,3	105,7	101,3	101,5
Transport et entreposage	5,0%	5,1%	76,5	78,6	119,6	104,6	99,2	95,3
Finance, assurances, immobilier et location	6,4%	6,1%	117,8	125,1	113,0	106,8	94,4	93,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5%	6,0%	97,3	108,1	112,7	121,1	86,3	91,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	2,5%	3,4%	92,5	93,6	104,8	102,7	89,6	88,8
Services d'enseignement	6,7%	6,6%	112,6	118,7	94,1	100,5	100,0	102,2
Soins de santé et assistance sociale	10,0%	10,2%	130,8	127,6	101,4	99,4	106,7	104,9
Information, culture et loisirs	4,0%	4,4%	87,4	82,0	109,5	123,9	90,2	95,4
Hébergement et services de restauration	5,9%	6,4%	114,5	106,1	88,4	86,8	96,9	93,2
Autres services	4,8%	4,8%	122,4	102,6	99,0	95,9	107,0	103,8
Administrations publiques	6,4%	5,5%	203,9	219,6	82,7	90,6	104,5	112,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*,
Institut de la statistique du Québec,
Compilation de l'auteur.

4. L'indice permet de comparer rapidement les données. Un indice de 120 pour un territoire et pour un secteur d'activité donnés signifie qu'il y a sur ce territoire pour ce secteur d'activité une proportion d'emplois qui est 20 % supérieure à celle de l'ensemble canadien.

Une économie dominée par les services

Les données du tableau 1 confirment que l'agglomération de Québec a plus que les autres une économie axée sur les services. En effet, l'indice de 117,1 pour la période 1987-1995 révèle que ce grand secteur d'activité est 17,1 % plus important à Québec qu'au Canada. En contrepartie, la production des biens occupe dans la capitale québécoise une proportion de personnes qui équivaut à 55,5 % de la proportion canadienne.

En détaillant ces observations, on remarque, dans la production des biens, que les activités de fabrication sont particulièrement faibles à Québec, car là aussi le pourcentage d'emplois ne représente que 55 % de la moyenne canadienne. Même si certaines activités manufacturières peuvent constituer des bases économiques pour Québec, il n'est pas possible de les faire ressortir, car les données sont regroupées dans un seul grand secteur, la « fabrication ». D'autre part, le territoire très urbanisé de la RMR de Québec tout comme celui de la RMR de Montréal laisse très peu de place aux activités du primaire. Leurs indices en ce domaine, qui ne dépassent pas 30, confirment cette réalité.

L'observation attentive des indices permet de faire ressortir que les principales bases économiques⁵ de l'agglomération de Québec sont du côté des services. La plus importante est l'**administration publique** (203,9) où la concentration d'emplois y est deux fois plus importante que dans la situation canadienne. Une bonne partie des fonctionnaires de Québec produisent en effet des services pour l'ensemble de la population du Québec⁶. On remarque aussi que les « **soins de santé** » (130,8) constituent une activité de services où la capitale québécoise est fortement exportatrice. La population de tout l'est du Québec utilise les soins spécialisés des grands hôpitaux de Québec. C'est aussi le cas dans les « **services d'enseignement** » (112,6) où les jeunes de l'est du Québec viennent étudier dans les cégeps et les universités de la capitale (surtout à l'Université Laval). L'économie de la RMR de Québec est également orientée vers le **tourisme** où l'activité « hébergement et restauration » (114,5) présente une concentration d'emplois supérieure à la moyenne canadienne. Enfin, le secteur « finance, **assurances**, immobilier et location » (117,8) est une autre activité exportatrice de Québec, surtout parce que le secteur des assurances de personnes y est très développé. Force est de constater, par contre, que les activités culturelles n'occupent pas à Québec la place qu'on souhaiterait pour une capitale. L'indice révèle la faiblesse de ce secteur relativement à l'ensemble canadien. Les emplois culturels occupent une proportion moindre de gens à Québec (87,4) qu'au Canada et moindre que dans l'ensemble du Québec (90,2).

Les bases économiques de Montréal

Les bases économiques de la RMR de Montréal sont très différentes de celles de Québec. En effet, à Montréal, l'**activité manufacturière** est relativement plus forte que dans l'ensemble du Canada avec un indice de 128,7 entre 1987 et 1995. Cette

5. La répartition des emplois au Canada donne une bonne indication des besoins exprimés par les entreprises et les ménages de ce pays. Lorsqu'une collectivité au sein de cet ensemble (par exemple, la RMR de Québec) a dans un secteur d'activité une concentration d'emplois supérieure à celle du Canada (par exemple, 5 % d'emplois dans l'assurance, alors qu'au Canada, il n'y en aurait que 3 %), on peut en déduire que cette collectivité a développé une spécialisation et que l'excédent d'emplois dans ce secteur particulier sert à produire des biens et services qui seront vendus aux autres collectivités. La distinction des secteurs qui sont en excédent par rapport au grand ensemble permet de préciser simplement et rapidement les bases économiques d'une collectivité locale ou régionale.

6. Voir à cet effet l'étude de la CCNQ, *L'industrie gouvernementale au cœur des bases économiques de l'agglomération de la capitale*, document n° 12, février 2000.

activité est une des bases économiques importantes de l'agglomération de Montréal. Dans la RMR de Montréal, les services considérés dans leur ensemble sont à peu près proportionnels à la situation canadienne (102,5). Cependant, l'économie de Montréal présente certaines concentrations d'emplois dans quelques activités du tertiaire. C'est le cas d'abord dans le domaine « **transport et entreposage** » où l'indice est de 119,6. On reconnaît ensuite le **centre financier** qu'est Montréal puisque les activités financières, immobilières et d'assurances y ont un indice de 113,0. On trouve également sur ce territoire d'importantes concentrations d'emplois dans les activités de « **services professionnels**, scientifiques et techniques » et dans les services de gestion et de **soutien aux entreprises**, où les indices montréalais sont respectivement de 112,7 et 104,8. Enfin, on constate la force de Montréal dans les **productions culturelles**, car la métropole affiche une concentration d'emplois presque 10 % supérieure à la moyenne canadienne et presque 20 % supérieure à la moyenne québécoise dans les activités « information, culture et loisirs ».

La structure économique en évolution

La structure économique de la région de Québec a évolué au cours de la période 1996-2001, en partie au rythme des changements structurels qui influençaient l'économie canadienne et l'économie québécoise, et en partie en fonction de mouvements qui la concernaient plus particulièrement. Il ne faut pas oublier que, dans les constats qui suivent, les changements observés sont toujours des changements relatifs à l'ensemble de l'économie canadienne.

Voilà pourquoi on fait d'abord ressortir, à l'aide du tableau 1, les tendances récentes propres à l'économie canadienne et propres sans doute aux économies modernes : la production des biens perd du terrain (de 27,7 % à 25,9 %) au profit des services (de 72,3 % à 74,1 %). À l'intérieur de la production des biens, l'agriculture et les activités d'extraction voient leur importance diminuer plus rapidement que les activités de construction et de fabrication. Dans le secteur des services, certaines activités occupent moins de place (commerce, finance et administrations publiques) alors que d'autres en occupent davantage (services professionnels, soutien aux entreprises, activités culturelles et tourisme). Enfin un certain nombre ont une importance plutôt stable; c'est le cas du transport, de l'enseignement et de la santé.

Des changements notables à Québec

Plusieurs changements survenus dans la structure économique de l'agglomération de Québec au cours de la période 1996-2001 sont dignes de mention. D'abord, dans le secteur de la production des biens, cette agglomération gagne du terrain du côté des services d'utilité publique⁷ (l'indice passe de 81,8 à 87,0), mais elle perd beaucoup de terrain du côté de la construction (de 87,9 à 68,9). Est-ce le résultat de la très mauvaise performance de l'industrie de la construction au cours de cette période dans l'ensemble du Québec, alors que les taux d'inoccupation des différents types d'immeubles étaient élevés? Cette évolution est en effet en tous points conforme à ce qui est constaté pour l'ensemble du Québec et pour Montréal. Par contre, on voit maintenant qu'à Québec le secteur de **la fabrication occupe une plus grande place au sein de cette économie**, car son indice passe de 54,5 à 60,5. En somme, la concentration d'emplois de cette agglomération dans le secteur manufacturier est toujours inférieure à la moyenne canadienne, mais de seulement 39,5 % au lieu de 45,5 % comme à la période précédente. Cet essor du manufacturier à Québec est

7. Gaz, eau, électricité.



d'autant plus remarquable qu'en même temps la progression du Québec dans ce secteur a été plus faible (de 120,5 à 122,9) et que Montréal y a régressé (de 128,7 à 124,7).

Comment les bases économiques de la RMR de Québec, concentrées dans les services, ont-elles évolué dans cette deuxième moitié de décennie? On note d'abord un nouveau **progrès** du secteur financier (de 117,8 à 125,1), orienté à Québec vers **l'assurance**. Les activités d'**enseignement** sont également **en progression** avec un indice passant de 112,6 à 118,7. On peut aussi dire qu'avec une concentration d'emplois encore à 27,6 % au-dessus de la moyenne canadienne, le secteur de **la santé se maintient** (elle était 30,8 % au-dessus dans la période précédente). Les **activités touristiques** connaissent par contre une **baisse relative** car l'indice de concentration des emplois dans ce secteur passe de 114,5 à 106,1. Ce secteur a connu une très forte croissance au Canada, ce qui a pour effet de transformer en diminution la légère croissance qu'a connue Québec. Enfin, on peut dire que **l'industrie gouvernementale** présente une concentration d'emplois **en progression relative** entre 1996 et 2001, son indice passant de 203,9 à 219,6. Si cette progression a pour effet d'étonner, elle peut s'expliquer du fait que, déjà en 1996, les deux tiers des coupes d'emplois de la fonction publique québécoise avaient été appliquées et parce qu'en fin de période on a ramené l'effectif gouvernemental à 105 191 personnes, soit 819 de plus que ce qu'il était en mars 1996⁸. L'aspect relatif de la progression s'explique aussi parce qu'en même temps, sur le plan canadien, les emplois d'administration publique passaient de 6,4 % à 5,5 % du total.

La diversification économique marque des points à Québec

Le secteur manufacturier a connu des progrès, on l'a mentionné, mais la structure économique de l'agglomération de Québec révèle aussi, pour la période 1995-2001, une **progression des « services professionnels, scientifiques et techniques »** dont la concentration d'emplois était de 6,7 % inférieure à la moyenne canadienne et qui est maintenant de 8,1 % supérieure à cette moyenne. La capitale québécoise serait donc devenue exportatrice en ce domaine. On remarque également une légère **progression des services aux entreprises** dont l'indice passe de 92,5 à 93,6. On sait qu'une partie de la tertiarisation de l'économie (croissance des services) est quelque peu artificielle. C'est le cas de ces deux derniers secteurs, car il s'agit d'activités qui étaient autrefois réalisées par le secteur manufacturier lui-même, mais qui, parce qu'elles sont confiées en sous-traitance à des firmes professionnelles ou à des firmes de services aux entreprises, sont maintenant comptées dans le tertiaire. Cependant, dans la RMR de Québec, les progrès de ces deux secteurs d'activité sont tout de même significatifs parce qu'ils se sont révélés au-delà de la forte progression enregistrée au Canada (où leurs parts combinées passent de 7,5 % à 9,4 % du total des emplois).

On peut considérer cet essor dans la « fabrication », les « services professionnels » et dans les « services aux entreprises » comme un premier résultat des activités d'intervention en développement économique qui ont été pratiquées sur ce territoire. On connaît les efforts importants consacrés par l'agglomération de Québec au transfert technologique et à la diversification de son économie entre 1996 et 2001, grâce à l'appui des gouvernements, notamment du gouvernement du Québec (politique relative à la capitale, création des CDTI et CNDT, création de la Cité de l'optique, etc.).

8. CCNQ, *Profil de localisation de l'effectif des dirigeants des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000*, document n° 14, janvier 2001, p. 22.

Les changements structurels à Montréal

Certaines bases économiques de Montréal ont régressé entre 1996 et 2001 : le secteur de la « fabrication » (tel que mentionné plus haut), mais aussi le secteur « transport et entreposage » (de 119,6 à 104,6) ainsi que le secteur financier (de 113,0 à 106,8). En contrepartie, le secteur des services professionnels a connu une hausse importante (de 112,7 à 121,1) et le secteur des productions culturelles (de 109,5 à 123,9) apparaît comme une base économique en affirmation constante au sein de l'économie montréalaise.

La conjoncture économique

L'étude de l'ISQ présente les statistiques de la population active dans la RMR de Québec et dans quelques agglomérations canadiennes. On cherche cette fois à savoir dans quelle mesure les secteurs d'activité économique de la capitale réussissent à procurer adéquatement de l'emploi à la population en âge de travailler. Plus un territoire est performant sur le plan économique, plus il devrait réussir à attirer les ressources humaines des autres territoires. Cependant, si l'on veut bien comprendre l'évolution démographique d'un territoire, le plus important n'est pas de connaître sa performance économique en soi, mais plutôt sa performance comparative face aux autres ensembles.

Tableau 2 : Statistiques sur la population active, l'emploi, le chômage et l'inflation au Canada, entre 1987 et 2001

	Moyenne 87-89	Moyenne 90-92	Variation 90-92 /87-89	Moyenne 93-95	Variation 93-95 /90-92	Moyenne 96-98	Variation 96-98 /93-95	Moyenne 99-2001	Variation 99-01 /96-98
Pop. 15 ans et plus (en 000)	20621,8	21541,6	4,5%	22448,7	4,2%	23353,7	4,0%	24290,6	4,0%
Pop. active (en 000)	13778,9	14311,1	3,9%	14627,1	2,2%	15156,7	3,6%	15988,9	5,5%
Emploi (en 000)	12672,5	12898,2	1,8%	13108,7	1,6%	13792,5	5,2%	14839,2	7,6%
Temps plein (en 000)	10540,6	10577,7	0,4%	10608,5	0,3%	11163,1	5,2%	12134,2	8,7%
Temps partiel (en 000)	2131,9	2320,5	8,8%	2500,2	7,7%	2629,4	5,2%	2705,0	2,9%
Chômeurs (en 000)	1106,5	1412,9	27,7%	1518,3	7,5%	1364,3	-10,1%	1149,8	-15,7%
Pop. inactive (en 000)	6842,9	7230,6	5,7%	7821,7	8,2%	8196,9	4,8%	8301,6	1,3%
Taux de chômage (en %)	8,0	9,9	22,8%	10,4	5,4%	9,0	-13,5%	7,2	-20,0%
Taux d'activité (en %)	66,8	66,4	-0,5%	65,2	-1,9%	64,9	-0,4%	65,8	1,4%
Taux d'emploi (en %)	61,4	59,9	-2,4%	58,4	-2,6%	59,1	1,1%	61,1	3,4%
Taux d'inflation (en %)	4,5	4,0	-11,1%	1,4	-65,0%	1,4	0,0%	2,2	57,1%

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*,
Institut de la statistique du Québec,
Compilation de l'auteur.

La trame de fond : la conjoncture canadienne

Le tableau 2 présente plusieurs variables tirées de l'EPA⁹ qui permettent de passer en revue la conjoncture économique canadienne à travers cinq périodes de trois ans entre 1987 et 2001. C'est à partir de cette tendance de fond influençant toutes les agglomérations canadiennes que les performances de chacune pourront être évaluées correctement.

9. Encore une fois, les données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été préférées à celles du recensement parce qu'elles étaient les seules disponibles pour les années 1997-2001. Pour contourner la marge d'erreur plus grande des données de l'EPA lorsqu'elles concernent les régions administratives ou les agglomérations, le tableau 2 présente l'évolution des données moyennes par périodes de trois ans entre 1987 et 2001.

La **période 1987-1989** correspond à la fin de la période de **forte croissance** économique qu'a connue le Canada tout de suite après la crise économique de 1982. Le taux de chômage était historiquement bas (8 %) et le taux d'activité élevé (66,8 %). Cependant, en 1989, on craignait une reprise de l'inflation.

La **période 1990-1992** a surtout été marquée par une **récession**, alors que le produit intérieur brut (PIB) diminua de 1 % en 1990 et en 1991. Cette crise économique fut provoquée par la décision de la Banque du Canada d'augmenter les taux d'intérêt afin de mater toute manifestation d'inflation. Les ménages et les entreprises ont donc diminué leurs dépenses et le nombre de chômeurs a augmenté de 300 000. La situation difficile amena certaines personnes à ne plus chercher d'emploi et le taux d'activité diminua à son tour.

La **période 1993-1995** peut être décrite comme un moment de **reprise très lente**. L'inflation fut maîtrisée (1,4 %), mais les taux d'intérêt devaient demeurer très élevés, car le gouvernement fédéral connaissait d'importants déficits (40 milliards \$) qui l'obligeaient à emprunter de plus en plus à l'étranger. C'est à ce moment que les gouvernements amorcèrent les coupures budgétaires. Le PIB augmenta, mais pas suffisamment, car la population active augmenta plus rapidement (+ 2,2 %) que les emplois (+ 1,6 %). En conséquence, le taux de chômage fut en hausse et le taux d'activité diminua encore.

La **période 1996-1998** a été une période de **véritable reprise** surtout alimentée par la demande extérieure. En effet, l'économie américaine était en pleine croissance et les exportations canadiennes aux États-Unis étaient en forte progression. La demande intérieure tira encore de la patte car les taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins taux d'inflation) étaient encore élevés et les gouvernements étaient toujours en périodes de coupures budgétaires. Cette fois, la croissance de l'emploi fut plus forte (+ 5,2 %) que la croissance de la population active (+ 3,6 %) et le taux de chômage descendit de 10,4 % à 9,0 %. L'inflation était toujours sous contrôle à 1,4 %.

La **période 1999-2001** fut une période de **forte croissance** économique. Le budget fédéral connaissait un équilibre et même des surplus, ce qui permit à ce gouvernement de réinjecter quelques sommes d'argent dans l'économie. Les taux d'intérêt étaient au plus bas des quarante dernières années et la demande intérieure privée (consommation et investissements) apporta son support à la croissance du PIB. La croissance des emplois (+ 7,6 %) dépassa plus que jamais la croissance de la population active (+ 5,5 %), même si, pour la première fois depuis quinze ans, le taux d'activité était en croissance. Le taux de chômage tomba à 7,2 %, un taux historiquement très bas. L'inflation remonta légèrement à 2,2 %, soit au-dessus du point central de la fourchette acceptée par la Banque du Canada (entre 1 % et 3 %).

L'économie du Québec bat au rythme du Canada

La situation économique conjoncturelle au Québec a évolué, entre 1987 et 2001, au rythme de la conjoncture canadienne. En tout cas, les principaux indicateurs du marché de l'emploi y ont progressé et régressé tout au long de la période d'observation en parallèle presque parfait avec les indicateurs canadiens. On remarque cependant qu'en général, le taux de chômage du Québec a toujours été 20 % au-dessus du taux canadien. À l'inverse, son taux d'activité et son taux d'emploi furent régulièrement inférieurs (de 4 % et de 6 % respectivement) aux taux canadiens correspondants. La faiblesse de ces indicateurs de performance au Québec explique en partie le fait que la population des 15 ans et plus y ait progressé moins vite que dans le reste du Canada entre 1987 et 2001, sa part du total canadien passant de

25,90 % à 24,45 % au cours de cette période. Ce n'est qu'après cette période que la situation québécoise s'est améliorée par rapport à la situation canadienne.

Les économies de Québec et de Montréal ont leur propre rythme

Les caractéristiques du marché du travail des agglomérations de Québec et de Montréal pour la période 1987-2001 sont présentées au tableau 3¹⁰. Les deux agglomérations se sont nettement distinguées, chacune à son tour, de la moyenne québécoise. L'évolution du rythme de leur économie explique d'ailleurs une partie importante des différences dans l'évolution de leur portrait démographique.

Au cours de la période 1987-1989 (forte croissance), les économies de Québec et de Montréal allaient très bien, car leurs taux de chômage étaient en bas du taux québécois, soit très en bas pour Québec (indice de 84,0) et un peu en bas pour Montréal (98,6). Pour les Montréalais, cependant, la participation au marché du travail et le taux d'emploi étaient supérieurs (103,8 et 103,9) aux données québécoises, alors que dans la capitale ces taux étaient très proches de ces données nationales (99,3 et 101,0).

Tableau 3 : Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi dans la RMR de Québec et dans la RMR de Montréal présentés en valeur et sous formes d'indices en rapport avec les données québécoises correspondantes, 1987-2001

RMR de Québec	Moyenne 1987-1989		Moyenne 1990-1992		Moyenne 1993-1995		Moyenne 1996-1998		Moyenne 1999-2001	
	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)
Pop. 15 ans et plus (en % du total québécois)	9,31%		9,48%		9,56%		9,54%		9,50%	
Taux de chômage	8,2%	84,0	9,6%	81,8	11,0%	89,2	10,0%	89,0	8,1%	91,7
Taux d'activité	63,3%	99,3	65,9%	103,9	63,7%	102,4	63,0%	101,3	63,3%	100,2
Taux d'emploi	58,1%	101,0	59,6%	106,4	56,7%	103,9	56,8%	102,8	58,2%	100,9
RMR de Montréal	Moyenne 1987-1989		Moyenne 1990-1992		Moyenne 1993-1995		Moyenne 1996-1998		Moyenne 1999-2001	
	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)	Taux	Indice (Taux québécois = 100)
Pop. 15 ans et plus (en % du total québécois)	47,64%		47,36%		47,23%		47,10%		47,15%	
Taux de chômage	9,6%	98,6	12,0%	102,6	12,7%	103,0	10,9%	97,0	8,2%	92,8
Taux d'activité	66,2%	103,8	65,4%	103,1	63,8%	102,6	64,2%	103,3	65,5%	103,6
Taux d'emploi	59,8%	103,9	57,5%	102,7	55,7%	102,1	57,2%	103,6	60,2%	104,3

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*,
Institut de la statistique du Québec,
Compilation de l'auteur. En période de crise, Québec s'en tire mieux,...

Au cours de la période de crise économique (1990-1992) ou de reprise lente (1993-1995), les taux de chômage augmentèrent partout. À Québec, la crise se fit pourtant moins sentir, car le taux de chômage fut alors bien inférieur (81,8) au taux du Québec et le taux d'activité passa au-dessus de la moyenne nationale (103,9). Entre 1993 et 1995, à cause du début des coupes d'effectifs de la fonction publique, le taux de chômage monta plus qu'ailleurs à Québec, mais il demeura tout de même

10. Les données du marché du travail sont présentées au tableau 3 en valeurs réelles, puis sous formes d'indices calculés cette fois sur la base du total québécois. Les RMR de Québec et de Montréal appartenant au Québec, il valait donc mieux, pour comparer leurs performances, calculer ces indices en rapport avec la performance économique du Québec.

plus bas (89,2) que celui du Québec. Au cours de ces six années de mauvaise conjoncture, Montréal, dont l'économie repose essentiellement sur le secteur privé, vit son taux de chômage passer au-dessus (102,6 et 103,0) de celui du Québec. Mais ce qui décrit le mieux la performance relativement meilleure de l'agglomération de Québec tout au long de cette période pourtant difficile, ce sont ses indices d'emplois supérieurs (106,4 et 103,9) à ceux de Montréal (102,7 et 102,1).

Avec la reprise, Montréal se distingue

On assista, par contre, à un revirement complet de la position relative des deux économies au cours des périodes 1996-1998 (véritable reprise) et 1999-2001 (forte croissance). Les taux de chômage et les taux d'emploi s'améliorèrent partout, mais ils s'améliorèrent davantage à Montréal qu'à Québec. Entre 1999 et 2001, on constata, pour la première fois au cours des 15 ans, un taux de chômage à Montréal (8,2 %) aussi bas qu'à Québec (8,1 %). En plus, le taux d'emploi à Montréal a atteint un sommet (60,2 %) depuis 1987 et il est devenu bien supérieur (104,3) au taux du Québec. Au même moment, celui de la RMR de Québec fut à peine plus haut (100,9) que le taux national. Enfin, les taux d'activité à Québec ont même été au cours des deux dernières périodes (entre 1996 et 2001) plus bas (63,0 % et 63,3 %) qu'ils ne l'avaient été pendant les deux périodes de mauvaise conjoncture (65,9 % et 63,7 %). Cela peut être dû aux mises à la retraite anticipées des secteurs publics et parapublics qui ont affecté cette économie proportionnellement plus que les autres au cours de cette période.

Économie et démographie

Les caractéristiques structurelles d'une économie régionale évoluent lentement et à long terme. Elles peuvent influencer la structure démographique (répartition par groupe d'âge) de ce territoire. Ces effets seront les mêmes à chacune des périodes, tant que la structure économique n'aura pas changé. En contrepartie, la conjoncture économique évolue rapidement. Les changements conjoncturels ont presque toujours un impact sur les changements démographiques. Ceux-ci peuvent même changer de direction.

L'enseignement supérieur et la surreprésentation des 15-24 ans

En analysant la distribution de la population par groupes d'âge ainsi que les mouvements migratoires par groupes d'âge, on peut confirmer un premier lien entre économie et démographie. L'étude de l'ISQ révèle qu'en 2001 le groupe des 15-24 ans représentait une portion de la population totale plus grande à Québec (7,5 %) que dans l'ensemble du Québec (6,7 %). Ce phénomène est effectivement lié à la structure économique de la RMR de Québec, car, tel que relaté plus haut, une des bases économiques de ce territoire repose sur les « services d'enseignement » qui sont « exportés » par les cégeps et l'Université Laval aux populations des autres régions. Au cours des années 1990, 40 % des quelque 19 000 étudiants de 24 ans et moins de l'Université Laval venaient de l'extérieur de la région immédiate de Québec¹¹. On note d'ailleurs une proportion du même ordre pour les quelque 22 000 étudiants des cégeps de l'agglomération.

11. Cette information a été obtenue de la responsable des statistiques au bureau du registraire de l'Université Laval. On apprenait également de cette information que 43 % des quelque 12 000 étudiants de l'Université Laval âgés entre 25 et 39 ans venaient de l'extérieur de la région immédiate de Québec.



Jean-Claude Dufresne. © Le Québec en images, CCMD

C'est également ce qui explique en bonne partie que 9 897 personnes âgées de 15 à 24 ans soient entrées dans cette agglomération entre 1991 et 1996 et que le solde migratoire de ce groupe d'âge fût si fortement positif (+ 3 465 ou + 3,8 %). Entre 1996 et 2001, le phénomène s'est reproduit; il s'est même accentué, car les entrées des 15-24 ans à Québec passèrent à 13 796 (une augmentation de 39,4 % par rapport à la période précédente) et leur migration se solda cette fois par un surplus de 5 791 personnes (+ 6,1 %).

Ces chiffres indiquent-ils un renforcement de l'activité « enseignement » au sein des bases économiques de Québec entre 1996 et 2001, comme le laissaient entendre les indices présentés au tableau 1 ? C'est peu probable, car les chiffres d'inscriptions des dernières années dans les cégeps et les universités n'indiquent pas une progression de la clientèle étudiante expliquant cette augmentation. Une bonne partie de ce mouvement migratoire en croissance des 15-24 ans vers Québec est sans doute attribuable à la conjoncture économique. Cette analyse sera abordée plus loin.

Quoi qu'il en soit, l'activité d'enseignement, à cause du phénomène migratoire qu'elle entraîne, génère un impact économique plus fort, toutes proportions gardées, que les autres bases économiques. L'entrée d'argent est double : d'abord, la production de ce service fait entrer de l'argent neuf dans le territoire, grâce aux frais de scolarité payés par les étudiants de l'extérieur ou grâce aux subventions provenant des impôts de tout le Québec; en plus, les usagers (les étudiants) viennent s'installer sur place pour utiliser le service enseignement et y consommer en même temps toute une série d'autres biens et services (logements, aliments, vêtements, loisirs, etc.).

Performance économique et population des 15 ans et plus

La meilleure (ou moins pire) performance économique d'une agglomération a pour effet de favoriser une croissance plus rapide de la population des 15 ans et plus. Entre 1990 et 1995, au moment d'une conjoncture difficile, la situation économique de la capitale était relativement moins pire que celle de Montréal. En conséquence, la population des 15 ans et plus de la RMR de Québec est passée progressivement de 9,31 % à 9,56 % (tableau 3) de l'ensemble québécois. Pendant la même période, la population des 15 ans et plus de Montréal diminuait, passant de 47,64 % à 47,23 % du total québécois. Les choses semblent avoir changé par la suite, entre 1996 et 2001, à mesure que la situation économique s'améliorait partout et surtout que la performance de Montréal devenait encore meilleure qu'ailleurs. En effet, à partir de 1996, les 15 ans et plus de Québec ont vu leur part diminuer et ceux de Montréal ont vu la leur augmenter, surtout dans la période 1999-2001.

Performance économique et population totale

Les données de l'ISQ comparent l'évolution de la population totale de la CMQ à celle de la RMR de Montréal et à celle de l'ensemble du Québec entre 1961 et 2001. Elles démontrent à leur tour que la vitalité démographique de Québec s'est maintenue jusqu'en 1996. Jusqu'à cette date, en effet, la population de la CMQ avait toujours progressé plus rapidement que la population de l'ensemble du Québec. Jusqu'en 1991, elle avait toujours progressé plus rapidement, sinon au même rythme, que la population du Montréal métropolitain. On peut attribuer ce dynamisme



démographique à la bonne santé de l'économie de la capitale qui, jusqu'en 1996, a profité tantôt de l'« effet stabilité », tantôt de l'« effet croissance » de l'État québécois¹².

Mais comment expliquer qu'entre 1991 et 1996, alors que les indicateurs de performance de Montréal étaient mauvais, cette agglomération a vu sa population totale progresser plus rapidement que celle de Québec? C'est que le taux de natalité supérieur de Montréal par rapport à Québec a compensé sa faiblesse économique par rapport à la capitale. En fait, la population de 0 à 15 ans est très influencée par le taux de natalité, alors que la population des 15 ans et plus est très influencée par l'activité économique. La population totale évolue donc par la somme des deux effets.

Performance économique et soldes migratoires

La conjoncture économique influence particulièrement les soldes migratoires. Les groupes d'âge les plus mobiles sont les 15-24 ans et les 25-44 ans. Les premiers se déplacent habituellement pour des raisons d'études ou pour des raisons d'emplois, alors que les seconds se déplacent essentiellement pour des raisons d'emploi. En plus, les individus les plus mobiles entre les régions sont naturellement attirés par des noyaux urbains plus importants que ceux d'où ils proviennent.

La période 1990-1995, particulièrement en son début, fut une période conjoncturelle difficile pour l'ensemble du Canada, mais beaucoup moins pour la RMR de Québec. Au cours de cette période, les soldes migratoires furent positifs pour l'ensemble de la population de Québec (+ 5 301) et pour chacun de ses groupes d'âge, y compris celui 25-44 ans (+ 298). C'est dire qu'à ce moment, la capitale réussissait généralement à conserver sa population même après l'âge des études. Lorsqu'on observe les soldes migratoires des 25-44 ans de Québec avec chaque région administrative, on remarque un résultat positif avec toutes les autres régions sauf avec la grande région de Montréal (l'île de Montréal, Laval, Laurentides et Montérégie) et avec la région de l'Outaouais. Dans ces derniers cas, l'effet d'attraction des grands centres urbains se manifestait probablement.

La situation économique relativement favorable de Québec lui donna aussi un solde très positif sur le plan international (+ 11 840) et un solde faiblement négatif sur le plan interprovincial (- 323).

La période 1996-2001 a ramené toute l'économie canadienne sur le sentier de la croissance forte. Cette fois, c'est la RMR de Montréal qui présenta les meilleurs indicateurs de performance, notamment du côté du taux d'emploi. À Québec, le taux d'emploi descendit jusqu'à la moyenne nationale. À ce moment, les soldes migratoires de cette agglomération restèrent positifs pour l'ensemble de la population, quoiqu'ils furent un peu à la baisse (+ 4 706). Malheureusement, chez les 25-44 ans (- 1 707) et chez les 44-64 ans (- 198) les soldes migratoires devinrent négatifs.

12. Quand l'État québécois était en croissance, la concentration de cette croissance à Québec faisait rapidement progresser toute l'économie de la capitale. Quand il y avait récession, les emplois du secteur public, contrairement à ceux du secteur privé, ne diminuaient pas et assuraient par ce biais une stabilité à l'économie de la capitale. C'est avec la décroissance de l'État que les choses vont changer.

Tableau 4: Soldes migratoires interrégionaux du groupe d'âge des 25-44 ans de la RMR de Québec avec certaines régions administratives, 1991-1996 et 1996-2001

Région administrative	Économies fragiles surtout de l'Est							Autres	Économies dynamiques de l'Ouest							Grand total
	BSL 01	SLSJ 02	QUÉ ¹³ 03	ABIT 08	C-N 09	GAS 11	Total Est		OUT 07	MTL 06	LAV 13	LAN 14	LAU 15	MTRG 16	Total Ouest	
Solde migratoire 1991-1996	756	947	26	52	338	254	2373	1290	-403	-1920	-129	+9	-305	-617	-3365	298
Solde migratoire 1996-2001	1380	1275	503	270	763	674	4865	1526	-578	-4577	-477	-202	-681	-1581	-8096	-1707

Deux courants migratoires chez les 25-44 ans

En observant les soldes migratoires des 25-44 ans de la RMR de Québec par région (tableau 4), on remarque très bien que les déplacements se sont faits des économies plus fragiles vers les économies relativement plus dynamiques. En fait, il y a eu deux courants migratoires concernant les 25-44 ans de la RMR de Québec : avec les régions économiquement en difficulté (surtout de l'est du Québec), l'attraction vers Québec a été plus forte qu'à la période précédente, de sorte que le solde migratoire positif a doublé (2 373 à 4 865). Avec les régions dynamiques (Montréal métropolitain et l'Outaouais), l'attraction des individus de Québec vers ces régions a été très forte, de sorte que le tout s'est soldé par un déficit migratoire qui a plus que doublé (- 3 365 à - 8 096)¹⁴. En plus de l'effet habituel d'attraction des grands centres, la vitalité économique de l'ouest au cours de cette période a aussi provoqué son effet. Le déplacement accentué des individus de ce groupe d'âge, des régions fragiles vers Québec, n'a pu compenser leur déplacement accentué, de Québec vers l'Outaouais et Montréal. La capitale n'a donc plus été capable, à partir de 1996, de conserver, comme à la période précédente, ses ressources humaines après l'âge des études (après 24 ans). Les mêmes tendances se sont faites sentir, mais à un degré moindre, chez les 45-64 ans, car leur mobilité est habituellement plus faible.

Structure et conjoncture conjuguées chez les 15-24 ans

Chez les 15-24 ans, on a constaté (comme mentionné plus haut) une très forte augmentation du solde migratoire entre la première moitié et la deuxième moitié de la décennie 90. À Québec, deux phénomènes jouent sans doute d'influence sur les déplacements des individus de ce groupe d'âge : l'effet structure d'une économie orientée notamment vers les services d'enseignement, puis la performance économique de cette agglomération (l'effet conjoncture). Le premier phénomène est un acquis de long terme qui, bon an, mal an, exerce un attrait fort et régulier en faveur de l'agglomération de Québec auprès des jeunes de 15-24 ans. Le second phénomène se manifeste à court terme, et il produit des effets variables, quant au sens et quant à la force, auprès des jeunes de 15-24 ans qui souhaitent accéder au marché du travail. La performance relativement meilleure de Montréal sur Québec entre 1996 et 2001 a accentué les déplacements des jeunes de 15-24 ans originaires de la capitale vers la métropole et l'Outaouais. Les soldes négatifs avec ces régions ont triplé entre la première moitié de la décennie 1990 et la seconde moitié de cette décennie; ils sont

13. Dans le cas de la région 03 (Capitale-Nationale), il s'agit des soldes migratoires entre la RMR de Québec et la région 03 hors RMR.

14. Les régions non incluses dans le tableau 4 sont celles où il y a eu peu de changement entre les deux périodes.

passés de - 778 à - 2 398¹⁵. La performance comparativement meilleure de Québec par rapport aux économies plus fragiles de l'est et de l'Abitibi a accentué le déplacement des jeunes de ces régions vers la RMR de Québec. Les soldes positifs avec ces régions sont passés de + 2 801 à + 5 734 d'une période à l'autre. Mais, contrairement à ce qui s'est passé dans le groupe des 25-44 ans, le passage accentué des jeunes de 15-24 ans des régions vers Québec a été plus important que le passage accentué des jeunes de Québec vers l'ouest. Serait-ce que l'habitude des jeunes des régions de l'est de venir étudier à Québec crée chez leurs pairs qui accèdent plus tôt au marché du travail l'habitude de venir les rejoindre? C'est possible, mais la conclusion est que, chez les 15-24 ans, l'effet structure et l'effet conjoncture se sont étroitement conjugués pour produire un solde positif aussi élevé.

La faiblesse relative de l'économie de Québec face à Montréal entre 1996 et 2001 explique aussi qu'entre le début et la fin de la décennie, le déficit migratoire interprovincial est passé de - 323 à - 4 262 et que le solde positif international est passé de + 11 840 à seulement + 4 082. Les migrants interprovinciaux et internationaux sont évidemment attirés par les économies plus créatrices d'emplois.

15. Ces données ont été compilées à partir des tableaux de statistiques fournies par l'ISQ.

CONCLUSION

L'observation de l'évolution de la répartition des emplois selon les différentes activités économiques au sein de l'agglomération de Québec depuis 1996 permet de penser que les leaders économiques et les promoteurs du développement de ce territoire ont fait un pas vers l'atteinte de leurs objectifs. Des résultats dignes de mention se sont produits du côté de la diversification économique et du transfert vers l'industrie manufacturière. La progression des « services professionnels, scientifiques et techniques » est aussi remarquable. En somme, ces tendances témoignent toutes d'une vitalité nouvelle du secteur privé à Québec.

L'observation des statistiques du marché du travail pour la période 1996-2001 permet aussi de constater une situation conjoncturelle favorable dans la RMR de Québec. Cependant, la santé économique de tout le Québec s'est aussi améliorée au cours de cette période. Et surtout, la RMR de Montréal est devenue plus performante que la RMR de Québec. Ce sont les régions de l'est qui ont sans doute connu des performances économiques inférieures à la moyenne québécoise. Cet essor relatif de Montréal par rapport à Québec aura eu un impact évident sur les déplacements de la main-d'œuvre, surtout chez les plus mobiles, les 25-44 ans, mais aussi chez les moins mobiles, les 45-64 ans. C'est seulement chez les 15-24 ans que l'effet conjoncture aura eu un impact favorable sur les soldes migratoires.

Il faut voir qu'il n'y aura jamais rien d'acquis pour la capitale, même quand des changements structurels favorables commencent à se manifester ou que la conjoncture économique porte à l'optimisme. Car ce n'est pas seulement sur la performance économique de Québec qu'il faut compter, mais sur sa réussite face à ses principaux concurrents. Aujourd'hui, son potentiel de croissance repose davantage sur le dynamisme des entreprises de la nouvelle économie. Tout en travaillant à renforcer les acquis de la capitale comme siège de décision de l'État québécois, la diversification économique représente un choix stratégique qu'il faudra poursuivre avec des nouveaux moyens. Des pas ont été franchis dans cette direction entre 1996 et 2001. Mais pour infléchir les prévisions démographiques peu reluisantes qui concernent l'agglomération de Québec en 2021, les autorités régionales et les acteurs économiques devront donner à la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec et à ses partenaires des régions (03 et 12) une organisation de développement économique cohérente et solidaire, à l'épreuve des guerres de clocher.

